



BIBLIOTECA NAZ.

141

D

26

NAPOLI

BIBL. NAZ.

VITT. EMANUELE III

141

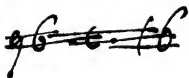
D

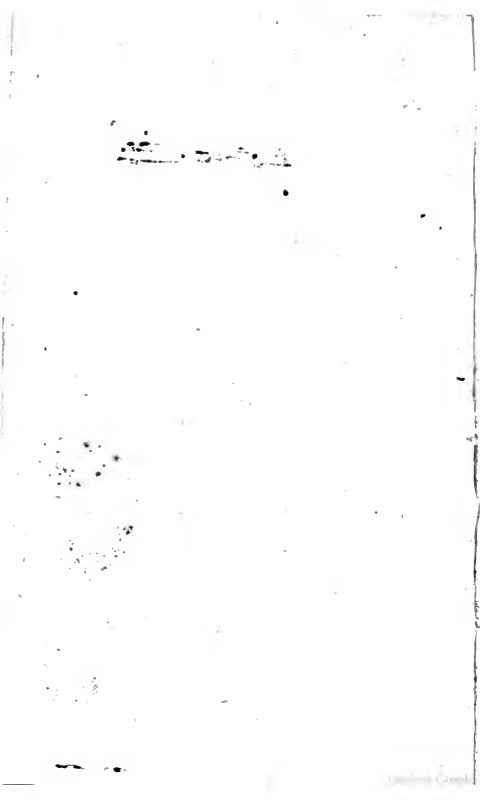
26

NAPOLI









JOURNAL HISTORIQUE

DE LA REVOLUTION OPÉRÉE DANS LA
CONSTITUTION DE LA MONARCHIE
FRANÇOISE, PAR M. DE MAUPEOU,
CHANCELIER DE FRANCE.

*Quis talia fando
Temperet a lacrymis?*

TOME TROISIEME.



A LONDRES,
MDCCLXXV.





JOURNAL HISTORIQUE

DE LA RÉVOLUTION OPÉRÉE DANS LA
CONSTITUTION DE LA MONARCHIE
FRANÇOISE, PAR M. DE MAUPEOU,
CHANCELIER DE FRANCE.

1 Mars 1772.

ON comptoit la semaine dernière, à Versailles 53 Evêques; on peut juger de-là combien le Clergé intrigue. On parle beaucoup d'une Déclaration qu'ils voudroient obtenir du Roi pour soumettre à l'Ordinaire tous les Religieux, qui par leurs Privileges y sont soustraits. Quoique cet arrangement ne dût pas plaire à la cour de Rome, puisqu'il diminueroit sa juridiction immédiate, ils espèrent que les autres points, & le dernier surtout, sur lesquels ils l'ont fait favoriser, la rendroit plus disposée à acquiescer à leur demande.

2 Mars 1772.

On ne voit pas sans étonnement plusieurs Ministres se rendre très fréquemment chez M. le Fevre d'Amecours, le dernier des Conseillers au Parlement liquidés, & avoir des conférences avec lui, M. le

Prince de Soubise, M. le Maréchal de Richelieu, M. le Duc d'Aiguillon le voient tour à tour; & précédemment, lorsqu'il étoit dans son exil à Argenteuil, on avoit sçu que M. Bertin y étoit allé dîner tête à tête avec lui, & que le Roi même l'en avoit plaisanté. Les conjectures des Politiques sont d'autant plus fondées, que ce Magistrat est un homme de beaucoup d'esprit, & dont il avoit déjà été question pour le Ministère.

2 Mars 1772.

On assure que M. l'Evêque de Nevers, s'étant expliqué librement dans une Lettre à un de ses amis, à l'occasion d'un procès que ce dernier vouloit porter au Conseil supérieur de Clermont, où il le dissuadoit de le faire, en termes méprisans & injurieux pour ce tribunal; la Lettre, on ne sçait comment, étoit tombée aux mains du Ministère public, qui en avoit rendu plainte, & que ce Conseil avoit décrété ledit Evêque.

3 Mars 1772.

Il paroît un 4me Supplément à la Gazette de France, de 16 pages d'impression. C'est aujourd'hui absolument une véritable Chronique scandaleuse, contenant diverses anecdotes relatives aux affaires du tems. Celle-ci est plus pleine de faits que les précédentes, & plus intéressante par conséquent.

3 Mars 1772.

C'est décidément M. de L'Aulne, Avocat, qui est Secrétaire de la Pairie; M. Desormeaux étoit effectivement sur les rangs, mais l'autre l'a emporté. C'auroit été M. Gaillard, Membre de l'Académie Française, si le Maréchal de Richelieu ne s'y étoit fortement opposé, en déclarant qu'il ne pouvoit pardonner à cet orateur la façon indécente dont il avoit parlé du Cardinal de Richelieu dans son Discours de réception, le jour où le candidat avoit pris place à l'Académie.

Dans le courant des opinions , relativement à cette Election , il avoit été question d'un nommé *La Roue*, ci-devant Secrétaire de l'ancien Procureur Général ; un des Ducs dévoués au parti de la cour , pérorant fortement en faveur de ce sujet , finit par dire : *A tous égards , Mrs. la Roue nous convient.* Les Pairs protestants saisirent l'équivoque & se mirent à rire , d'une façon très mortifiante pour l'orateur.

Quoique cette Assemblée ait eu lieu le 14 du mois précédent , ces détails n'ont transpiré que depuis & successivement.

Il paroît assez constant qu'il a été aussi question dans cette Assemblée du projet du Duc de Saint Maigrin , aujourd'hui Duc de la Vauguyon , pour le faire recevoir au nouveau Tribunal ; & que le grand nombre a opiné pour convenir de ne pas se trouver à sa réception , s'il persistoit dans son projet , & pour ne fraterniser aucunement avec lui.

5 Mars 1772.

Madame la Présidente Chauvelin a été frappée d'apoplexie à Arnouville , chez M. de Machault. On la ramenée à la ville , où tous les remèdes ont été inutiles ; elle est morte le mardi gras. On craint que ce cruel événement , arrivé sous les yeux de l'Ex-Ministre , ne lui fasse une impression funeste , d'autant qu'il a lui-même été frappé d'un pareil accident , & que sa tête même , à ce qu'on assure , à de tems en tems des disparates , par suite de sa maladie. C'est le personnage qu'on fait dialoguer avec tant de force , de netteté & de patriotisme , dans le 3eme volume de la *Correspondance*.

5 Mars 1772.

Malgré les calamités dont est affligée cette Capitale , le Carnaval s'y est passé dans la plus grande folie. De longtems on n'avait vu tant de Maïques à la porte St. Antoine , rendez-vous autrefois de tout ce qu'il y avoit de plus brillant en ce genre ; ce qui

formoit un spectacle digne de la curiosité des Etrangers. Ce genre de plaisir s'étoit aboli insensiblement, mais il a repris avec plus de fureur cette année. La Police qui entretient ordinairement dans les jours gras, une certaine quantité de Masques qu'on appelle *Chianis*, a fait une dépense prodigieuse en ce genre. Il y avoit des files de Carosses depuis le Trône jusqu'à la porte St. Antoine, ce qui fait plus d'un quart de lieue d'espace. Le superbe tems qui a régné pendant ces jours d'extravagance, y avoit attiré un concours de monde immense.

On ne doute pas que le Ministère n'ait donné à cet égard des ordres à M. de Sartines, & que M. le Chancelier n'ait rendu compte au Roi de la joie de son Peuple.

Au reste, il y a eu beaucoup de Bals particuliers pendant tout le Carnaval, dans la Bourgeoisie & dans la Finance. Les gens de qualité s'en sont tenus aux Bals de Madame la Dauphine.

6 Mars 1772.

Mrs. de la Chambre des Comptes faisant quelques difficultés relativement à quantité d'Edits qui restent sans enrégistrement, ont été avertis que M. le Comte de la Marche viendrait demain samedi, à 9 heures du matin, tenir un Lit de Justice & leur porter les ordres du Roi. On ne doute pas que ce Cérémonial de pur appareil ne se fasse de concert avec le Premier Président, & que les choses ne se passent avec la tranquillité ordinaire. On ne sçait s'il sera question de la procession aux Grands Augustins, qui se doit faire le 22 de ce mois, où la Chambre doit figurer encore avec le nouveau Tribunal.

7 Mars 1772.

Inauguration de Pharamond, ou Exposition des Loix fondamentales de la Monarchie Française; avec les preuves de leur exécution, perpétuées sous les trois Races de nos Rois.

M. le Chancelier & ses partisans ; en convenant qu'il y a des *Loix fondamentales que les Rois sont dans l'heureuse impuissance de changer*, ne semblent que leur insulter avec plus d'audace, en demandant quel-les elles sont & où elles sont ? L'Auteur de l'ou-vrage en question prétend les avoir trouvées tou-tes consignées dans une Médaille frappée lors de l'Election de *Pharamond*. Il en offre le revers, dont il regarde toutes les différentes parties comme allé-goriques & instructives.

Il commence par établir l'autenticité du Monu-ment qui se trouve rapporté dans plusieurs auteurs non suspects, & surtout dans *l'Histoire de France de Mézerai, tome 2, pag. 5, de la première Edition in-folio.*

La face, que l'Ecrivain ne donne pas, selon son récit, porte l'Effigie de *Pharamond*, à demi buste, placé en retour, c'est-à-dire, de manière qu'elle pré-sente la partie droite du visage avec l'épaule droite. Au contour on lit cette inscription latine : *Faramun-dus Franc. Rex.*

Les Lettres *Ac* & le signe *Mars*, qu'on voit sur le côté emblématique, font entendre qu'elle a été frappée en bronze, & qu'elle existe véritablement dans les Cabinets des Curieux, où *Jacque de Brie*, Auteur d'une *France Métallique*, en avoit eu com-munication. Il représente *Pharamond* élevé sur le pavois, ou bouclier, par deux personnages courbés dans l'attitude de cet effort ; ils ont des cottes d'ar-mes distinguées & pareilles à celle du Roi, mais ils sont sans armes. Le Prince y tient un sceptre de la main droite, & une épée nue la pointe en haut de la main gauche, & il semble étendre les bras d'une façon pénible. Son front est ceint d'une couronne d'olivier. A sa droite est un personnage en pied ; il se repose sur sa pique, & comme à l'om-bre du sceptre sous lequel il est placé. A sa gau-che est un autre personnage en pied, le seul qui ait des armes, excepté le Roi ; il porte sa main gau-

che sur un petit espadon qui est à son côté; de la droite, il tient sa pique, & la porte également sur l'épée qui est dans la main gauche du Roi, comme pour l'empêcher de pencher. Le Monarque paroît faire attention à cet avis, & fixant son regard sur la pointe de l'épée, cherche à la conserver dans son équilibre; le soldat forme de son bras une équerre naturelle, & appliquant ce bras à sa pique, il la présente ainsi au Roi. Il repousse la poignée de l'épée par dessous la main du Roi, & il en fixe la pointe. L'exergue consiste dans ces abréviations: *Fidet Exer*; c'est-à-dire *Fidelibus*: *Exercitibus*: & la Légende en ces mots Latins aussi: *Unus Omnium Votis*.

C'est dans l'ensemble de ces parties allégoriques, que l'Ecrivain trouve le plan véritable de la Monarchie Françoisse, & saisit le développement intéressant du Tableau de ses Loix fondamentales.

1°. Le Trône enfanté en 420 par la Délibération libre de la Nation, est figuré par le pavois ou bouclier, afin de montrer qu'il n'existe en effet que pour la défense & la protection des Peuples, de leur liberté & de leurs biens.

2°. L'élévation de Pharamond sur le bouclier représente l'investiture de la nouvelle dignité donnée à ce Prince librement élu, & nous apprend que ce sont les Peuples qui ont fait les Rois tout ce qu'ils sont.

3°. Les deux personnages qui sont en effort pour élever le bouclier, ont des cottes d'armes distinguées & pareilles à celle du Roi, parce qu'ils sont destinés à figurer le concours des deux Ordres, les *Druides* & les *Chevaliers*, composant alors l'universalité de la Nation.

4°. Ces mêmes personnages, représentant les deux Ordres de la Nation, sont l'un & l'autre sans armes, comme étant les exécuteurs d'une résolution civile & non pas militaire.

5°. Le sceptre que Pharamond tient de la main

droite, est le symbole de l'autorité civile, & l'épée celui de l'autorité militaire; il porte cette dernière de la main gauche, contre l'usage, pour preuve de la prééminence de l'un sur l'autre, que l'exercice de l'autorité militaire n'est qu'accidentelle dans le Monarque, dont l'essence est le *Gouvernement de Paix & de Sagesse*.

6°. La distance qui est entre le sceptre & l'épée fait entendre que ces deux Puissances (*Civile & Militaire*) ont chacune leur ressort séparé; & l'attitude pénible du Monarque, qui étend les bras, pour conserver toujours le même éloignement entre l'un & l'autre, prouve qu'il ne doit jamais en confondre les bornes, ni employer l'une pour l'autre.

7°. L'Exergue confirme cette leçon par ces deux mots abrégés: *Fide. Exer.* C'est-à-dire: *Fidelibus: Exercitibus*: pour les Fidéles, pour les Armées. Le premier répond au sceptre, & désigne tous les citoyens, sous le regard général de sujets: Le second répond à l'épée dont l'usage ne doit être que pour le Gouvernement Militaire, & contre les ennemis de la Paix, garantie aux Citoyens; il marque particulièrement ceux qui suivent la profession des armes.

8°. Le front de Pharamond est ceint d'une couronne d'olivier, symbole de la Paix, que les Rois sont obligés de procurer à leurs Peuples, & de l'abondance qui en est la suite.

9°. Le personnage en pied, qui est à droite de la Médaille, nous figure le Corps des Citoyens ou *Fidéles*, par opposition au Corps Militaire, & ce personnage se repose sur sa pique, en signe de paix, à l'ombre du sceptre sous lequel il est placé.

10°. Le personnage en pied qui est à gauche, nous représente au contraire le Corps Militaire en particulier; ce qu'on désigne par les armes; & la main gauche qu'il porte à son petit espadon est le signe de l'obéissance militaire. Mais il occupe sa droite à ses devoirs de Citoyen, il en tient sa pique, & la porte également sur l'épée du Roi, pour lui faire ob-

server qu'elle ne doit pencher vers le côté droit, ni empiéter de cette manière sur le ressort destiné au scepere. L'attention du Roi à se conformer à cet avis, en fixant son regard sur la pointe de son épée, montre qu'il désire de lui conserver sa situation légitime. De son côté, le soldat s'empresse de seconder le desir raisonnable du Prince; il forme de son bras une équerre naturelle, & appliquant ce bras à sa pique, il la présente ainsi au Roi comme une règle assurée: ce qui détermine la ligne perpendiculaire dont son épée ne doit jamais s'écarter.

Par le développement du surplus de ces gestes, après avoir rempli l'obligation du Conseil de tout fûet fidele envers son Roi, il y joint les secours réels; & le double emploi de ses deux mains prouve qu'en aucun cas les devoirs militaires ne dispensent de ceux de Citoyen. C'est pourquoi ceux-ci sont réservés à la main droite, comme préférables & les premiers.

11^o. La Légende: *Unus Omnium Votis*; un par les vœux de tous, exprime la nature précise du Gouvernement Monarchique: Celui d'un seul, établi Chef & Prince du Peuple: Comme Chef, centre de toutes les forces publiques, & l'organe de toutes les volontés: Prince du Peuple, pour le gouverner, comme la tête gouverne le corps, en suivant toujours les Loix prescrites pour le salut du Corps, & y demeurant lui-même subordonné.

12^o. Enfin l'ensemble des diverses parties de cette Médaille, nous montre que le Roi & la Loi reçoivent leur autorité & leur puissance d'une même source, c'est-à-dire de l'unanimité des vœux du Peuple.

L'Explication de cette Médaille, qui ne paroît d'abord qu'ingénieuse & le fruit d'un esprit systématique ramenant tout à ses idées, est appuyée par le détail des Cérémonies qui s'observent au Sacre de nos Rois, par la formale de leurs Sermons, par leurs Capitulaires, par leurs Ordonnances, par les Loix écrites, par les anciennes Chartres, par les Histo-

riens anciens & modernes, par les Auteurs Politiques : & de ce concours d'autorités, elle reçoit une authenticité à laquelle on ne peut se refuser, une cohérence indestructible.

Dans le courant de l'ouvrage on développe quelques autres assertions nouvelles, ou plus fortes que celles avancées dans les autres écrits du même genre. 1^o. En admettant la substitution de la Couronne à la Race regnante, l'Auteur ne la regarde pas comme exclusive du droit d'élection ; elle empêche seulement que l'exercice de ce droit ne soit arbitraire. Il proscriit en conséquence la Règle vulgaire, *le Mort saisit le Vif*, ou *le Roi mort, le Roi vit*, imaginé seulement pour l'intrusion de Henri VI, Roi d'Angleterre, usurpateur de la Couronne de France. 2^o. De-là, la Nation a le droit de s'assembler de son propre mouvement, ou sur la réquisition des Grands du Royaume : sans ce droit, elle n'auroit point tout ce qui lui est nécessaire, tant pour sa conservation que pour celle du Trône & des Droits des Princes qui y sont légitimement appelés. 3^o. Les Etats étant dans l'origine composés des *Druides* & des *Chevaliers* seulement, & les premiers remplissant chez les Gaulois toutes les fonctions de la Religion, celles de la profession des Sciences & des Lettres, & celles de l'Administration de la Justice : le premier Ordre se trouve donc aujourd'hui remplacé par le Clergé, par les Universités joints à tous les gens de Lettres, par la Magistrature Laïque, & le Tiers Etat. Ainsi l'Assemblée des trois Etats, du Clergé, de la Noblesse & du Tiers Etat, ne présente point l'idée véritable d'une Diète générale de la Nation, puisqu'elle n'est pas la Diète plénier des Ordres qui composent la totalité de cette Nation.

Ce livre, très érudit, est sagement écrit, & surpasse tout ce qu'on a encore dit sur la Matière en question.

7 Mars 1772.

M. le Comte de la Marche, accompagné du Ma-

réchal de Clermont-Tonnerre & de Mrs. de la Galaisière & d'Ormesson, Conseillers d'Etat, a apporté aujourd'hui à la Chambre des Comptes, les Semestres assemblés, 24 Edits, Déclarations ou Lettres patentes à enregistrer, de très exprès commandement de S. M.

Toutes ces nouvelles loix concernent les suppressions, créations, liquidations & remboursemens déjà connus du public, mais non enregistrés en la Chambre, qui persistant dans ses arrêts de ne point reconnoître le nouveau tribunal n'a voulu faire aucun acte libre qui donnât atteinte à ses principes.

Le Premier Président a fait un discours précis & sans figure, mais énergique & très fort. M. l'Avocat général Perrot en a prononcé un d'apparat rempli de lieux communs; il a fait une peinture réelle des maux de la France; il a cependant eu la prudence d'adoucir les traits de son éloquence, & de ne rien dire dont on pût faire des applications qui auroient pu le faire aller une seconde fois à Vincennes: il a voulu être touchant, & a presque pleuré sur le sort de tant de malheureux qui courent nos campagnes & périssent dans nos villes & nos provinces. Ces grands mouvemens oratoires étant démentis par ses Conclusions, qui ont été pour l'enregistrement, il s'est fait peu d'honneur, & n'a pas soutenu la réputation que lui avoit mérité son discours du mois de Juillet dernier.

8 Mars 1772.

Lundi dernier le Chapitre de Notre Dame s'est assemblé pour statuer enfin sur la demande des Chanoines-Conseillers au nouveau Tribunal qui veulent jouir de leurs droits de présence aux heures où leurs fonctions les appellent au Palais: prétention inusitée; ainsi qu'on l'a déjà observé, non-seulement en faveur des Chanoines membres du Parlement, mais de ceux servant auprès du Roi ou de la famille Royale en qualité d'Aumôniers ou dans d'autres fonctions de leur état; mais dans laquelle ils se sont

trouvés autorisés par une Lettre de M. le Chancelier au Chapitre, où il annonce que telles sont les intentions du Roi.

L'assemblée ayant été remise à samedi 7 de ce mois, les Chanoines réclamans ont été déboutés de leur demande, comme inusitée & trop contraire aux principes & maximes du Chapitre. Elle a été unanime : on l'a rédigée sur le champ dans les termes les plus mesurés & les plus sages, & on l'a envoyée à M. le Chancelier.

On a jugé que M. l'Archevêque même desapprouvoit la prétention, puisque M. de Beaumont, son neveu, Chanoine de Notre Dame & Conseiller au nouveau tribunal, non-seulement a d'abord déclaré qu'il se désistoit de cette demande, & se détachoit à cet égard de ses confreres, mais en outre est venu à l'assemblée, d'après cette déclaration, & y a voté contr'eux.

Ces Conseillers cependant ne se désistent pas encore, & soutenus par M. le Chancelier veulent faire porter la question en justice réglée & intenter un procès au Chapitre.

9 Mars 1772.

Le Clergé est dans une grande agitation, on lui demande un Don Gratuit Extraordinaire, & il doit s'assembler en conséquence au mois de Mai. Plusieurs Prélats commencent à ouvrir les yeux, ils s'apperçoivent qu'ils ne gagnent rien à l'introduction du D***, & qu'ils ont travaillé à fomenter un Ministère désastreux qui les écrasera aussi. Non-seulement on veut que le Clergé fournisse ce subside, mais on exige en outre qu'il n'en fasse pas moins les remboursemens indiqués, en sorte que le public puisse porter avec confiance à l'emprunt qu'il ouvrira pour satisfaire plus aisément à l'empressement de palper du Ministère ; emprunt qu'on veut aussi être remboursé dans son tems, & dans les proportions convenables, pour que la masse des Dettes de cet Ordre, loin de s'accroître, diminue insensiblement.

Par cet arrangement sage , s'il a lieu , les gens Bénéficiers , les Prélats , seront obligés de se reposer sur eux-mêmes & de contribuer aux charges depuis long-tems allées sur le Clergé du second Ordre.

10 Mars 1772.

Le nouveau Tribunal a enregistré le 29 Février : 1^o. un Edit donné à Versailles audit mois , portant suppression des offices d'Intendans , de Trésoriers & de Contrôleurs des Turcies & levées , & réunion d'iceux aux ponts & chaussées. Cette suppression est motivée sur ce que les fonctions des premiers peuvent être remplies par les Intendans & Commissaires départis dans les Provinces , & celles des autres ayant un grand rapport avec celles des Trésoriers Généraux & Contrôleurs généraux des ponts & chaussées : on prétend que la réunion de ces divers Départemens en facilitera le service , & qu'il en résultera un avantage pour le Roi dans la diminution des attributions de ces charges.

Mais sous ce beau prétexte on cache une véritable extorsion , puisque d'une part on se fournit une augmentation de finance sur les propriétaires des offices dont on accroît les Revenus , & de l'autre on éloigne le remboursement des offices supprimés , on l'éluide même en partie , en ordonnant que la moitié dudit remboursement ne commence qu'au jour de la Liquidation des offices , & l'autre moitié n'ait lieu qu'après l'appurement de leurs Comptes.

2^o. Un Edit donné audit mois de Février , par lequel après avoir supprimé l'office du Procureur du Roi au Bureau des Finances & Chambre du Domaine , parce que le Sr. *Monette* , ancien Titulaire , n'avoit pas voulu se détacher de sa Compagnie lors de l'arrêt contre le nouveau tribunal ; on le recrée aujourd'hui en faveur du Sr. *Marin* , jeune trésorier de France de 23 ans , & pour mieux le favoriser le Roi supprime sa charge , dont il accepte sur le champ la finance en déduction du prix de la nouvelle charge. La famille des Marins étant fort étendue & conti-

dérée dans la Bourgeoisie de Paris par elle & par ses entours , M. le Chancelier s'y ménage ainsi des créatures & des défenseurs.

3°. Des Lettres patentes données à Versailles le 6 Février , qui ordonnent que le Bailliage de Tournay en Basse Normandie , ressortira à l'avenir au Conseil supérieur de Bayeux.

4°. Des Lettres Patentes données à Versailles le 24 Février 1772 , qui ordonnent que les sieges d'éllections , Greniers à sel & autres qui ressortissoient de la Cour des Aides de Rouen , ressortiront à l'avenir au Conseil supérieur de la même ville. On y remarque l'exactitude scrupuleuse avec laquelle M. le Chancelier a fait conserver la formule des clôtures d'Edits & autres pieces du Conseil envoyés autrefois au Parlement de Normandie , qui porte *non-obstant clameur de haro , Charte de Normandie , & autres Lettres à ce contraires , &c.* Nouvelle dérision du Chef de la Magistrature , par laquelle , en détruisant le fond , il rend hommage à la forme.

10 Mars 1772.

La Chambre des Comptes a fait ses protestations d'usage avant & après le Lit de Justice. Les Semestres & les différens Bureaux ont été convoqués au Lundi 9 , & on y a arrêté de faire des suplications tant sur le fond que sur la forme ; on a nommé des Commissaires pour en rédiger les articles : il y en doit avoir un spécialement dirigé contre le Contrôleur général. En voici le sujet.

La Chambre laissoit depuis longtems au rebut certains Comptes du Trésor Royal , où des sommes considérables se trouvoient passées en dépense , sans les pieces justificatives essentielles. Le Premier Président , ayant été instruit que dans les 24 pieces qui devoient être enrégistrées de force , il se trouvoit un Edit portant ordre d'agréer lesdits Comptes , sans aucun egard aux observations , souffrances , radiations , dont ils étoient chargés , s'en étoit plaint à l'abbé Terrai , qui lui avoit écrit l'avoir retiré ; &

en effet ce Ministre l'avoit fait redemander le vendredi, veille du Lit de Justice, à M. le Comte de la Marche, alors à l'Opéra; cependant on a été surpris de le voir paroître & venir en ordre d'enregistrement audit Lit de Justice. M. de Nicolai en a sur le champ même témoigné son indignation au Prince, en lui faisant part de la Lettre du Contrôleur général qu'il avoit reçue à cet effet; il a prié S. A. d'en vouloir bien parler au Roi au nom de sa Compagnie & au sien, & il en a de suite porté ses plaintes à M. le Chancelier auquel il a rendu compte de toute l'affaire.

Cette tournure qui paroît imaginée pour couvrir les friponneries de quelques premiers commis, peut être l'époque de la chute de M. l'abbé Terrai, surtout s'il étoit aussi mal avec M. le Chancelier qu'on le suppose, il se trouve dans une crise qui doit décider de son sort.

— 11 Mars 1772. —

L'Ordre de St. Lazare a fait faire avant-hier un service magnifique dans l'église de St. Eustache pour le repos de l'ame du Sr. *Menard de Cielès*, son Procureur général. Il y avoit un mausolée élevé en l'honneur du défunt. La Musique de l'Opéra, & celle de la Chapelle du Roi y ont exécuté la célèbre messe de *Gilles*, le *De profundis* de *Dauvergne*, & quelques morceaux de l'Opéra *Castor*, propres à s'adapter aux paroles saintes. On n'entroit que par billets. On a trouvé fort ridicule qu'on fit pour ce *Menard*, premier commis de la Maison du Roi, un spectacle d'apparat digne d'un Prince. Il paroît que M. le Duc de la Vrillière, sous lequel il avoit servi, & dont il avoit eu la confiance la plus intime, a eu fort à cœur de faire rendre ces honneurs à la mémoire de son Serviteur.

Quant à l'Ordre, il donne pour raison qu'il ne croyoit trop témoigner sa reconnoissance à un officier qui employant les coups d'autorité dont il étoit comme le maître, par des supressions, des réunions
des

des extorsions , a accru les revenus de son trésor de 200,000 Livres de rentes environ.

————— 12 Mars 1772. —————

Depuis quelques jours on débitoit que M. le Duc d'Orléans avoit gagné son procès au rapport de M. de Boynes , pendant par devant les deux Conseils ; cette nouvelle prématurée est vraie aujourd'hui en partie , c'est-à-dire , que le provisoire lui est accordé , & qu'il continue à jouir ; ce qui est une grande présomption pour le fond.

————— 13 Mars 1772. —————

Les Ecrivains de M. le Chancelier qui gardoient depuis longtems un silence prudent , viennent de le rompre à l'occasion du 4eme *Supplement à la Gazette de France* dont on a parlé. Il paroît une feuille portant le même titre , en date du 8 Mars ; où l'on fait la contre-partie : elle enchérit de méchanceté sur son modele. On y désigne par des lettres initiales les noms de ceux que Monseigneur soupçonne auteurs de la *Correspondance* : d'autres membres du Parlement y sont fort maltraités , soit par des portraits satyriques , soit par des anecdotes injurieuses. Comme ce pamphlet est d'une atrocité scandaleuse , on n'ose encore le vendre publiquement : le Sr. le Brun le donne aux gens du parti , & d'ailleurs cette clandestinité le fait plus rechercher que les autres ouvrages écrits dans le même esprit , mais trop prodigués.

————— 13 Mars 1772. —————

Le Clergé est dans un grand mouvement à l'occasion de son assemblée extraordinaire , indiquée au 2 Juin prochain. Les Prélats comptent se prévaloir au moins de la circonstance pour former de nouvelles demandes , & gagner quelque chose de ses prétentions. Ils annoncent assez hautement que le rappel des Jésuites sera un point sur lequel ils insisteront fortement. Leur motif apparent c'est la dégra-

dation des Colleges, ce sont les progrès sensibles que fait l'ignorance depuis leur expulsion.

————— 12 Mars 1772. —————

Il court une petite piece de vers, espece d'Epigramme Politique, en ce qu'elle roule sur un fait historique & peut être un jour citée dans nos Annales : c'est à ce titre qu'on l'insere, & non à raison de son mérite littéraire, très mince. La voici.

Sur les Liquidations du Parlement.

Venez, Messieurs du Parlement,
Liquidier, chacun, votre office :
L'Etat veut vous rendre service,
Tout est prêt pour le payement.
Reconnoissez légalement
Par quittance devant Notaire
Avoir reçu la somme entiere,
La finance & le supplément.
Mais, où l'argent, le numéraire,
Vous écriez-vous vivement ?
Pour gens consommés en affaire
Vous raisonnez bien gauchement !
L'argent est un métal solide :
Il s'agit ici de liquide :
Ne veuillez vous tant intriguer,
On veut à tous vous déléguer
Une rente liquide & claire
Sur les brouillards de la riviere.

————— 14 Mars 1772. —————

Extrait d'une Lettre de Rocroi du 4 Mars 1772...
Un jeune Notaire de cette ville ayant passé devant le Major sans le saluer, en reçut sur le champ une réprimande dure & injurieuse : le lendemain il fut cité devant le Corps Municipal, & envoyé avec éclat en prison le 10 Novembre dernier : là il fut mis au secret, au pain & à l'eau, & privé de tout secours. Sa famille s'est remuée, a porté plainte au Conseil supérieur de Châlons, d'où ressort cette ville ; &

après les délais ordinaires & extraordinaires , les officiers municipaux de Rocroi n'ayant point comparu , est intervenu arrêt de ce tribunal , ordonnant l'élargissement provisoire. Dans l'intervalle le Major a rendu compte du fait à M. d'Armenuieres , Gouverneur de la ville , qui a ordonné l'emprisonnement du Notaire , ignorant qu'il fût déjà puni. Il a été recommandé aux prisons en conséquence , & malgré l'arrêt le geolier lui a refusé sa liberté. On s'est pourvu de nouveau par devant le Conseil de Châlons , qui peu soigneux de venger le mépris qu'on faisoit de son autorité a déclaré ne vouloir plus se mêler de cette affaire , dès qu'elle intéressoit M. le Maréchal. Il a donc fallu recourir au Gouverneur , celui-ci instruit que sa Religion avoit été surprise , a donné tout pouvoir d'élargir le criminel prétendu. On a voulu exiger un désistement des plaintes qu'il avoit portées contre ses accusateurs & ses juges en première instance , il a eu le courage de ne pas vouloir le faire , & enfin il est sorti : il est allé à Châlons poursuivre lui-même sa plainte , que le Conseil ne veut pas écouter. Il a été mis hors de cour.... On peut juger par-là de l'impartialité , de la fermeté & des lumières du nouveau Conseil....

14 Mars.

Le développement des principes de l'auteur de *l'Inauguration de Pharamond* sur les assemblées appelées Etats ou Dietes de la Nation , est trop neuf & trop intéressant pour ne pas mériter un plus long détail.

Dans l'origine , suivant lui , ils n'étoient composés que de deux Ordres , les *Druides* & les *Chevaliers*. Après avoir distingué ce qu'on comprend sous les deux dénominations , de l'affranchissement des serfs , procuré sous la troisième race , il résulta , dit-il , un troisième Ordre , suivant l'opinion vulgaire , qui prit le nom de *Tiers Etat*. Mais il doute que cette dis-

inction de la nation en trois Etats répond exactement à la constitution primitive qui doit être imprescriptible & inaltérable.

- Il veut donc que la nation soit toujours composée essentiellement des deux Ordres anciens, mais que chacun se sous-divise en trois portions.

- Dans le premier Ordre, principalement distingué par l'immunité de la Milice, sont compris :

1°. L'Etat Ecclésiastique, composé du Clergé, tant Séculier que Régulier.

2°. Celui de la Magistrature Ecclésiastique, ou des Gens de cet état qui exercent des fonctions dans la Justice.

3°. Les Universités, les Avocats & autres gens de lettres, qualifiés, en général, *Clercs* de diverses facultés & études.

Dans le second : 1°. l'Etat de la Noblesse ou ancienne Chevalerie. 2°. Celui de la Magistrature Laïque. 3°. Le Tiers Etat.

La distribution imparfaite des trois Etats n'a été introduite que par entreprise de Philippe le Bel ; elle seroit éclipser les rangs de la Magistrature, des Universités & des gens de lettres en général ; elle déroberoit à la Nation les lumières d'une partie considérable de ses membres, & les réduiroit eux-mêmes au sort injuste qui accabloit les serfs avant leur affranchissement.

Le Conseil universel de la nation, ou la Diète plénière des Ordres du Royaume, ne peut donc être légitime que par l'assemblée universelle des deux Ordres anciens qui comprennent en effet cette nation toute entière ; & si pour l'assemblée des Etats Généraux introduits par Philippe le Bel, la convocation de la part du Roi est nécessaire, la Diète plénière des Ordres de la Nation s'est toujours assemblée pour le Sacre, soit de leur propre mouvement, soit sur avis donné par quelques grands du Royaume. On sent où l'on voudroit conduire par ces découvertes.

15 Mars 1772.

Extrait d'une Lettre de Châlons du 8 Mars 1772.
 » Notre Conseil se garnit de suppôts étrangers. Un Avocat de Paris est venu s'établir dans cette ville & y plaide. Sept Procureurs au Parlement supprimés s'y sont réfugiés. Le Procureur du Roi de Joigny sur Loing, s'étant rendu odieux à la Compagnie, par ses menées dans le tems en faveur des Enregistrements qui ont occasionné tant de troubles, & ne pouvant rester dans cette place, a eu recours à M. le Chancelier, qui nous l'a envoyé pour Procureur postulant.

Du reste, les habitans sont partagés pour ou contre le Tribunal. Il se tient chez le Ministre des Mathurins, grand partisan des Jésuites, des conventicules tous les soirs, où l'on avise aux moyens d'avancer le grand Oeuvre du Chancelier, & de le rendre de plus en plus favorable aux révérends Pères.

Au surplus, la Procédure est plus chère que par le passé, au moyen des nouveaux huit sols pour livre établis sur les Droits réservés & qui ne s'étoient pas encore perçus au Palais; ce qui fait donner le tribunal au Diable par les plaideurs.

Le peuple, pour lequel le pain est aussi plus cher, donne également des malédictions à ces Magistrats qui n'apportent aucune vigilance pour son soulagement.

Les propriétaires des vignes, des prez, des bois, & qui, comme habitans de villes franches, avoient jusqu'à présent été exempts de la taille, y ayant été imposés, gémissent de cette vexation, & ne peuvent avoir aucune justice par la suppression de la Cour des Aides de Paris, qui seule pouvoit les défendre.

Enfin, une extension arbitraire de la Capitation par M. l'Intendant, pour subvenir à tous les bouleversemens qu'il fait faire dans la ville, & à ses nouveaux édifices, fait crier de plus en plus contre lui, & le fait passer pour le tyran de la province.

Non-seulement il a fait faire une salle de Comédie dans la ville, mais il s'en est fait faire une particu-

liere dans son Intendance , d'une élégance , d'une richesse singuliere ; c'est une tabatiere en miniature , un vrai bijou , & tout cela aux dépens du pays.

————— 16 Mars 1772. —————

De Malesherbes le 10 dudit , 1772.... M. de Malesherbes , Premier Président de la Cour des Aides , fils du vieux Chancelier , est aujourd'hui retiré de son Château : il est dans une petite maison , où il vit en particulier , avec très peu de domestiques , sans chevaux , sans chiens , & en vrai Philosophe : il cultive un petit jardin Botanique & de Plantes étrangères , & s'est mis dans le cas par ses retranchemens de recevoir très peu de monde. On ne doute pas que la diminution de sa fortune n'ait beaucoup contribué à lui faire prendre ce parti ; des raisons d'économie l'avoient même déterminé à demander à aller dans une petite terre en Poitou : il avoit obtenu cette permission , il n'en profite point ; ce qui donne lieu à des spéculations vagues , à des espérances vaines , difficiles à motiver.

————— 16 Mars 1772. —————

Avant-hier toutes les Chambres assemblées , M. Jacques de Vergès , Avocat Général , a fait un Requête violent contre la *Correspondance* & le *Supplément à la Gazette* ; & le Nouveau Tribunal a condamné lesdites Brochures à être lacérées & brûlées , comme *impiés , blasphématoires & séditieux* , attentatoires à l'autorité du Roi , injurieuses à la famille Royale & aux Princes du Sang , tendantes à soulever les peuples contre le Gouvernement , & détourner les sujets de l'obéissance qu'ils doivent au Souverain , & du respect dû aux Ministres & aux Magistrats , &c.

Ordonne , qu'à la Requête du Procureur Général du Roi , il sera informé contre les auteurs desdits libelles , comme coupables du crime de Leze-Majesté divine & humaine au second chef , & lui permet d'ob-

tenir & faire publier *Monitoire* , en la forme de Droit , &c.

————— 17 Mars 1772. —————

Le Sequestre d'après les arrêts dont on a parlé , avoit été prononcé à commencer du 1 Janvier , ainsi qu'on l'a dit , sur les biens contestés par le Roi au Duc d'Orléans ; & le Duc d'Orléans ne reconnoissoit point ce sequestre , comme on l'a rapporté aussi. C'est ce sequestre qui est levé provisoirement par un nouvel arrêt du Conseil , & le Roi a fait dire à S. A. que son intention étoit de la laisser jouir sa vie durant : mais le Duc d'Orléans ne veut point d'une pareille grace , il poursuit en conséquence le jugement de fond , & ne reçoit aucun compliment.

————— 18 Mars 1772. —————

Monsieur l'Abbé Terrai , qui a l'art de varier merveilleusement les diverses manieres de vexer les sujets du Roi , en sa qualité de Contrôleur général , tantôt par des impôts directs , tantôt par des impôts détournés , d'autres fois par des retranchemens ou par des soustractions absolues ; qui pousse l'industrie de son génie fiscal au point d'annoncer comme une faveur ce qui au fond est une injustice réelle , vient de donner un exemple de cette dernière espece dans son Arrêt du Conseil du 13 Février 1772 , qui , suivant le titre , *fixe le tems dans lequel sera fait le paiement des effets qui restent à rembourser dans la Caisse des amortissemens* , & dans le cours de cette Loi , porte un retard véritable sous prétexte que le Roi , s'étant fait rendre compte des recouvrements destinés au remboursement des Contrats & Effets au Porteur qui restent à rembourser , a reconnu que malgré la diligence qui y a été apportée , lesdits Recouvrements ne suffisoient pas. En conséquence , on a jugé nécessaire de déterminer (c'est-à-dire de reculer les époques indiquées par l'Arrêt du Conseil du 28 Février 1771) les époques des remboursemens en ques-

tion. Voilà ce qu'on y démêle malgré le galimatias dans lequel il est construit, & pourquoi les recouvremens sur lesquels on comptoit, n'ont-ils pas été versés à la Caisse des amortissemens. C'est, sans doute, parce qu'on a mis la main dessus pour d'autres usages.

19 Mars 1772.

Par un Arrêt du Conseil d'Etat du 1 Février, on ordonne que suivant l'Edit de semestrement de la Cour des Monnoies, du mois de Septembre dernier, & par continuation de ses dispositions, les Présidens & Conseillers de ladite Cour conservés, porteront, aux termes dudit Edit, les sommes qu'ils doivent au Trésorier des Revenus Casuels, qui leur en donnera sa quittance pour leur tenir lieu d'augmentation de finance desdits Offices. Quant aux Présidens & Conseillers supprimés, on les renvoie au Sr. *Michault d'Harvelay*, Garde du trésor Royal, pour être payés en tems & lieu.

Ainsi l'on voit que cet Arrêt, qui, suivant son titre, ordonne le remboursement des Offices de Présidens & Conseillers supprimés de la Cour des Monnoies, ne s'occupe véritablement que d'accélérer la perception de l'augmentation de finance des charges conservées, & ne parle au fond que d'une façon vague, incertaine & illimitée, du remboursement des autres.

Par un autre Arrêt du 16 Février, on fixe la perception des huit sols pour livre, en exécution de l'Edit du mois de Novembre 1771, en sus du principal des droits d'amortissement, franc-fief, usages & nouvel acquêt.

20 Mars 1772.

L'Edit dont on a parlé, porté à la Chambre des Comptes, concernant les Comptes du Trésor Royal, non-seulement ordonne que les précédens soient passés purement & simplement, comme on a dit, mais qu'à l'avenir les Gardes du Trésor Royal compteront

par Bref d'Etat au Conseil ; il soustrait ainsi la connoissance de cette partie essentielle de la comptabilité aussi de la Chambre , & leur retranche en outre les épices qui en revenoient, ce qui touche plus vivement ces Messieurs.

————— 20 Mars 1772. —————

Le Sr. Danjon est le Procureur le plus distingué du Parlement ; il avoit ci-devant l'oreille du Chancelier , mais ayant refusé constamment de rentrer, ce dernier a changé de disposition à son égard. Il vient de lui donner la mortification d'envoyer la Police chez lui , & de faire arrêter son Maître Clerc en plein jour & avec éclat. On a fait une visite dans la chambre & les papiers du Prisonnier ; on n'y a rien trouvé ; on le garde toujours à la Bastille, comme coupable de propos indiscrets.

————— 21 Mars 1772. —————

L'Arrêt du nouveau Tribunal du 15. Mars intimide tout Paris ; on est effrayé de ce Monitoire qu'on annonce pour obliger à révélation ; la circonstance du tems de Pâques qui approche, donne à penser & ne fait qu'augmenter les craintes. On sait bien qu'en général les honnêtes gens n'ont gueres de relation avec le grand Pénitencier, mais on présume qu'il est question de faire jaser à confesse les Domestiques, surtout si l'on fait un *cas de conscience*, comme on l'affaire, de la composition, impression, lecture, transport, communication, récelement de la *Correspondance*, &c. Que de délations fausses, infidèles, calomnieuses, auxquelles cela peut donner lieu ! Que d'animosités particulières, de haines domestiques vont s'affouvir !..... Les gens sages de l'Ordre Ecclésiastique souhaitent eux-mêmes qu'on n'en vienne pas à une telle extrémité.

Au surplus, c'est le Sr Bruzard, conseiller, annoncé dans les brochures en question, comme un fratricide, qui a fait la Dénonciation aux Chambres assemblées. On sait qu'il y a eu des avis pour nommer des Commissaires, qui feroient par autorité de

la Cour des perquisitions dans les maisons ; d'autres , pour députer aux Princes ; & savoir s'ils avoient connoissance du rôle qu'on leur faisoit jouer dans la *Correspondance* , & s'ils avoient autorisé l'Auteur à les mettre en jeu ; d'autres , pour mander le Lieutenant général de Police , & le sermoner du peu de vigilance qu'il apportoit dans l'administration de sa place , en ne prévenant pas l'entrée de ces deux brochures , dont l'une paroissoit pour la troisième fois , & l'autre pour la quatrième..... Aucun de ces avis n'a eu lieu , & l'on espere même qu'on abandonnera la voie du Monitoire.

Quant à l'Auteur de la *Correspondance* , ou présume qu'il se rit de ces vaines perquisitions : on croit que c'est chez le Prince de Conti que le livre se compose , ou du moins s'imprime.

————— 21 Mars 1772. —————

On raconte que M. le Maréchal, Duc de Richelieu , est allé depuis peu chez les Princes , pour entamer une Négociation auprès d'eux , soit d'office , soit avoué par le Roi , mais indirectement & sans aucun titre. Que le Duc d'Orléans prévenu vraisemblablement de l'objet de sa visite , du plus loin qu'il l'a vu , l'a comblé de politesses , l'a accueilli de la façon la plus gracieuse ; mais qu'à mesure qu'il ouvroit la bouche pour parler , il ne lui laissoit point achever la phrase , recommençant sans cesse ses propos obligeans ; que cette Comédie ne finissant point , le Négociateur s'est lassé , & s'est retiré sans avoir pu s'expliquer.

On ajoute que le Prince de Condé a accueilli le Maréchal différemment ; qu'en y mettant aussi une grande effusion de cœur , il l'a traité très cordialement , mais plus en jeune Prince ; qu'il lui a dit en l'abordant : *Eh bien , M. le Maréchal , vous m'avez l'air bien gai aujourd'hui ; auriez-vous fait quelque jolie découverte ? Il y a longtems que nous n'avons fait quelque partie de filles ensemble.....* L'Orateur sentant ce persiflage , a pris l'air très sérieux ; a ré-

pondu qu'il venoit entretenir S. A. de choses plus sérieuses, qu'il venoit, en un mot, au nom du Roi Sur quoi le Prince a fait retirer ses courtisâns, est resté seul avec M. de Richelieu, l'on ignore ce qui s'est dit.

Ces anecdotes, fussent-elles fausses ou infidèles, servent du moins à faire voir ce qu'on pense de ce vieux ¹⁴heur dans le Public, & combien il est méprisé.

22 Mars 1772.

Il n'y a point eu de *Monitoire* publié aujourd'hui, ce qui commence à rassurer beaucoup de gens: on assure que le Ministre public a eu honte de cette voie odieuse, & qu'elle n'aura pas lieu.

22 Mars 1772.

On a trainé hier sur la claye le *quidam* qui s'est tué, non dans l'Eglise même de St. Eustache, mais sous le Portique. On a sçu que c'étoit un Domestique retiré qui se proposoit de retourner dans son pays avec environ 50 Louis qu'il avoit amassés.... Que cet argent lui avoit été volé; qu'il étoit allé à l'Eglise, pour prier Dieu de lui faire retrouver son trésor: que l'heure de la fermer approchant, on l'avoit fait sortir: on présume que, désespéré, il s'étoit brûlé la cervelle. Quoiqu'il en soit, le Peuple a été intrigué de voir le nouveau Tribunal sévir contre le cadavre de ce malheureux, tandis que tant d'autres vraiment infâmes par leur déprédations & leurs excroqueries, ont joui des honneurs de la sépulture.

22 Mars 1772.

Jeudi dernier il y avoit beaucoup de monde à dîner chez M. de Sartines, Lieutenant général de Police. Quelqu'un se récria sur la beauté des poissons: Oh! dit le Sr. Marin, l'auteur de la Gazette de France, il en avoit de bien plus beaux hier chez M. le Premier Président du Parlement où je mangeois.....

Cela n'est pas étonnant, reprit un autre convive ; *on ne voit-là que des Ministres* L'a lusion saisie à l'instant par le reste de la table , fit beaucoup rire tout le monde , & Madame de Sartines Son mari seul se trouva embarrassé , & ne savoit qu'elle contenance faire.

————— 22 Mars 1772. —————

Il y a eu une grande fermentation entre les Ministres depuis le mouvement de ceux de la Maison de Bourbon , relativement aux Lettres patentes suspensives de l'Arrêt du Parlement , concernant les Bulles , Brefs , &c. venant de Rome. M. le Chancelier , qui a senti l'impossibilité de laisser subsister cette Loi , a voulu y remédier par un Arrêt de Règlement qu'il a proposé au Conseil des Dépêches , & pour le faire valoir sans beaucoup d'examen il a mis en œuvre sa ruse ordinaire , en ajoutant qu'il en étoit déjà convenu avec l'ancien Parlement. L'Abbé Terrai s'est récrié là-dessus , & a prétendu qu'étant alors Membre de la Compagnie & rapporteur de la Cour , il en auroit eu sûrement connoissance , s'il en avoit été question : il a ajouté qu'il ne le connoissoit en rien. On en a discuté les dispositions , & on la trouvé si opposé à nos principes sur la matière , qu'après avoir fait persister longtems son auteur , il a été rejeté unanimement. Le Roi a levé la séance sans rien conclure : mais M. le Chancelier qui craint les suites des réclamations des Ambassadeurs en question , a fait dire au nouveau Tribunal de ne point donner d'exécution à son nouvel Arrêt ; ce dont on ne se contente pas , & l'on exige qu'il soit absolument annullé par un nouveau.

Cette complaisance extrême de M. le Chancelier pour le Clergé & pour la Cour de Rome , fait renouveler les traits sur son projet , de se faire faire Cardinal , ce qui n'est pas sans vraisemblance.

————— 23 Mars 1772. —————

Bien loin que l'Arrêt du nouveau Tribunal contre

la *Correspondance* ait rallenti la vigueur de l'auteur , on prétend que son zele patriotique s'est enflammé davantage , & l'on annonce toujours la quatrième partie , celle promise pour les *Oeufs de Pâques de Monseigneur*. Des gens même assurent qu'elle existe & est déjà imprimée. Ces traits sont prématurés : vraisemblablement ce qui peut y avoir donné lieu , c'est une Lettre Manuscrite qui court ; elle a pour titre : *Lettre de M. de Maupeou à M. de Sorboudet , à Versailles , le 8 Mars 1772* ; elle est dans le style de l'Ecrivain de la *Correspondance* : il est cependant à présumer qu'elle est factice.

— 23 Mars 1772. —

On attribue à l'Abbé de Voisenon le 4^{me} *Supplement à la Gazette de France*, de la part du Chancelier : on y reconnoît en effet sa maniere ; & ce soupçon ne peut qu'achever de le perdre de réputation. Il y a aussi une Réponse à la *Correspondance*.

— 23 Mars 1772. —

On assure que le Parlement de Bordeaux persiste à refuser d'enregistrer les Edits burseaux , concernant les Vingtièmes ; &c. qu'il a fait des Remontrances premières , & d'itératives , & qu'on en est aujourd'hui aux Lettres de Jussion. On ajoute qu'il a déclaré d'avance ne pouvoir y optempérer.

— 24 Mars 1772. —

On a publié un Edit donné à Versailles au mois de Mai 1771 , & enregistré en la Chambre des Comptes le 18 Février 1772 , portant suppression de quatre Offices de Conseillers honoraires , sur le fait des Aides & Tailles , incorporés au Bailliage & Siege Présidial d'Auxerre.

Deux Arrêts du Conseil d'Etat des 12 Mars & 01 Décembre 1771 , qui cassent une sentence des Eus de Domfront du 23 Juillet 1766 , & un arrêt confirmatif de la Cour des Aides de Rouen du 14 Juillet 1769 , rendus en faveur des particuliers vexés

par les Fermiers Généraux : ce qui prouve de plus en plus combien il est dangereux d'avoir supprimé les Cours des Aides, les seules en état d'arrêter le Despotisme de ces Financiers.

Un Arrêt du Conseil, en date du 10 Février 1772, qui commet le *Sr. Ristean*, ancien directeur de la Compagnie des Indes, pour faire le recouvrement de toutes les sommes dues à la Compagnie dans les Iles Françaises de l'Amérique.

Enfin un Arrêt du Conseil qui modere à quatre sols pour livre, les huit sols pour livre, perceptibles en exécution de l'Edit du mois de Novembre 1771, sur les différens droits de Poids, notamment ceux de la Vicomté de l'Eau à Rouen, Controle & Paris desdits Droits & autres aliénés, dans les Villes & Fauxbourgs de Rouen, Dieppe, le Havre, Harfleur & Honfleur.

Le Bureau des Finances & Chambre du Domaine de la Généralité de Paris a publié aussi deux Ordonnances, qui attestent son existence & sa vigilance en ce qui le concerne.

Par la première, en date du 27 Janvier 1772, il est ordonné que les Maîtres Entrepreneurs & Fermiers des Coches, Carosses & Voitures publiques, tant par terre que par eau, & Rouliers, seront tenus de donner avis au Procureur du Roi de ladite Chambres, des Effets qui se trouveront dans leurs Magazins non réclamés, après deux ans de garde.

Par la seconde, en date du 14 Février 1772, on ordonne l'exécution des Ordonnances, Arrêts & Réglemens concernant l'Enregistrement audit Bureau, des Titres & Provisions des Officiers & Propriétaires, de gages, augmentation de gages & droits, employés dans les Etats du Roi, conformément aux Edits de Janvier 1708 & Décembre 1713.

— 25 Mars 1772. —

Lettre de *M. de Maupeou* à *M. de Sorbottet*.

à Versailles le 8 Mars 1772.

COMMENT donc, mon cher Bijou, avez-vous fait

pour vous laisser voler la copie de ce maudit Rêve que tout le monde voudroit voir réaliser ? Cela m'a mis d'une humeur massacante , & le moyen de ne pas s'en fâcher après l'effet que ce chien de rêve a produit dans le public ! Si vous saviez , mon ami , à combien de mauvais discours il a donné lieu , que de *fasse le Ciel* , de *Plût à Dieu* , & d'autres inepties de la même force ! Les clabaudes ont vilie gagnée ; l'un dit effrontément : que *sait-on si ce n'est pas une prophétie* ? l'autre s'écrie emphatiquement , *voilà ce qu'on peut appeler le rêve d'un honnête homme* ! d'autres soutiennent que vous êtes un fin matois , que vous ne faites pas de mauvais rêves , enfin c'est à ne point finir.

Aussi entre nous , vous conviendrez , mon cher *Sorhouet* , qu'il y a furieusement de votre faute dans tout ceci , & que vous auriez pu m'épargner cette belle équipée. Oui , mon cher petit cœur , vous êtes un étourdi. Je veux bien à cause de l'amitié que vous me portez & à tout ce qui vient de moi , que vous ayiez conservé copie de mes Lettres , dans lesquelles je n'ai rien mis que je sois obligé de nier ; mais qui diable vous a porté à garder une copie des vôtres , puisque je m'étois réservé ce soin , surtout de cet abominable Rêve que je ne saurois effacer de mon idée , & que vous avez la simplicité de m'inviter à relire souvent ? Si je vous tenois , je crois , je vous déchirerois à belle dents.

Voilà donc une troisième *Correspondance* répandue dans le public ! Voilà donc la *Surintendance* , les vues de la *Future* , la *généalogie des Inamovibles* , voilà donc tout découvert ! La belle avanée dont vous êtes la cause ! Comme mon *Parlement* va être accommodé ! surtout ce pauvre *Calemard de Sarra* :

Si son cousin , par la main de *Thémis*
Fut diapré de nobles *Fleurs de Lys* ,

le public avoit bien affaire de le savoir ; & au reste

qu'est-ce que cela fait au monde? J'ai bien moi dans ma famille, comme l'a insinué votre bourreau de confrere, un *Guillot de Matjeou*, Avocat en 1609, à qui on a rendu d'autres honneurs, ou qui auroit fini comme bien des gens s'il eût tant seulement valu la corde pour le pendre. Quel bavardage! quelle bêtise en même tems d'avoir gardé de pareilles miseres dans votre *Musæum*! En vérité, vous me disiez ces jours passés que je tournois le Roi comme à volonté; c'est plutôt vous, mon cher ange, dont la tête tourne comme une girouette.

Et à propos de girouette, qu'aviez-vous besoin de conserver copie d'une Lettre où il est question de nouvelles si plates, si mal cousues sur Voltaire; sur le petit Abbé que vous comparez à des girouettes: encore si l'on n'y attaquoit que le petit Abbé, passe, tout le monde sait que c'est une tête à l'évent qui tourne au moindre choc. Mais l'immortel Voltaire, l'auteur de la *Henriade*, où je lis & relis sans cesse cette belle tragédie à laquelle, si je ne craignois de violer les regles du théâtre, je ne serois pas fâché d'ajouter un 6eme acte. Je le répète, n'avoir pas brûlé de pareils chiffons, c'est une négligence que je ne vous pardonnerai pas.

Après tout, je ne vois pas qu'il en puisse rien arriver, je vais mettre d'*Hemmery & Prévôt* en campagne: ce sont les plus excellens limiers que j'aie dans ma meute, ils vont me lancer le gibier; je ferai main basse sur tout. Et pour quitter la Métaphore, mon cher Bijou, je vais déterrer des exemplaires, on les dénoncera à la Cour: l'Avocat *Verger*, que les mauvais épilogueurs de mois appellent la *Vergette du bon Sens*, fera un beau, long & ennuyeux Requisitoire, où les mois de *Calomnie*, de *Libelle séditieux*, *injurieux aux-Princes*, à la *Religion*, à l'*Etat*, seront prodigués sans discernement, je m'armerai de tous mes foudres: j'emprunterai encore ceux du Vatican, avec qui je m'accommode, on ne peut pas mieux: les Dogues de la Sorbonne aboyeront

aboyeront avec moi, nous ferons un bruit de tous les Diables, & puis tout sera dit.

Je suis toujours bien avec le *Maître*, je connois le foible du *bon homme*, & je l'entretiens. Ainsi, mon ami, quand on diroit à vos propres oreilles que je suis un Scélérat, un Mandrin, un Ogre, un Antropophage, la Bête du Gevaudan, un Vampire qui me nourris non-seulement du sang des Morts, mais de celui des Vivans, ne faites mine de rien, & dites en vous-même: Voilà bien mes Parisiens, ils piaillent, mais ils s'en tiennent-là.

On dit ici que nous allons faire la cène; entre nous autres on m'a désigné pour le *Judas*, mais je m'en moque, pourvu que je tienne la bourse.

A Dieu, mon petit amour, je t'embrasse sur les deux joues. »

————— 27 Mars 1772. —————

Il paroît déjà une autre Lettre Manuscrite, servant de Réponse à celle du 8 Mars. Celle-ci est du 17 : c'est M. de *Sorhouet* qui écrit à M. le Chancelier à l'occasion du Requisitoire & de l'Arrêt du Parlement contre la *Correspondance*. On y a pris aussi bien que dans la première le tour ironique de l'ouvrage, mais on ne trouve pas que l'auteur y ait encore refuté aussi victorieusement qu'il le pouvoit les fausses assertions & les suppositions indécentes de l'orateur du Nouveau Tribunal.

————— 27 Mars 1772. —————

On attribue la Réponse à l'auteur de la *Correspondance*, à l'Abbé *Mary*, Conseiller-Clerc du nouveau Tribunal, & auteur aussi du Requisitoire, à ce qu'on prétend.

————— 27 Mars 1772. —————

On continue à travailler à la séparation de corps & de biens de Madame la Comtesse *Dubarrî*: c'est l'Abbé *Terrai* seul qui dirige toute la procédure concertée entre le mari & la femme. Comme il

faut des motifs de plainte de la part d'une des deux parties, on suppose que l'époux a dit des sottises à la moitié, dont la principale est de l'avoir traitée *d'infame*. Des témoins gagés déposent des propos, & la séparation doit s'asseoir en conséquence. M. le Chancelier ne paroît en rien en tout ceci, ce qui confirme les bruits de son peu d'union avec cette Dame.

----- 28 Mars 1772. -----

C'est M. le Chevalier de Resseguier qui est l'auteur du bon mot dit à table chez M. de Sartines & dont on a parlé: il est connu par des vers satyriques faits contre Madame de Pompadour, qui le fit mettre dans la cage de fer; il a depuis eu la bassesse d'implorer les bontés de cette même femme pour sortir de prison.

----- 28 Mars 1772. -----

Réponse de M. de Sorhouet à M. de Maupeou.

MONSIEUR,

C'est avec la plus vive sensibilité que j'ai reçu l'honneur de la vôtre, sous la date du 8 de ce mois, dans laquelle vous mettez sur mon compte la découverte de la nouvelle Suite de notre *Correspondance*, & surtout de ce maudit Rêve qui vous tient si fort à la gorge.

Je me ferois fait un devoir sacré de vous répondre plutôt, mais je ne suis arrivé ici que d'hier, ayant passé huit jours à ma terre de Bouji pour terminer des affaires de famille, indignes de l'attention d'un Ministre aussi occupé que vous l'êtes de celles de l'Etat, & sur qui le mot *famille* ne fit jamais qu'une très légère sensation.

Je suis bien fâché, Monsieur, d'être forcé de vous contredire le plus humblement qu'il me sera possible, sur ce que vous m'accusez de m'être laissé

voler la copie du *Rêve* en question. Je puis vous répondre en toute sûreté que je n'en ai gardé aucune, & que ce coup inattendu vient d'une autre part que de la mienne.

Il existe dans le monde un certain ami de la maison pour qui l'on n'a rien de caché, celui qui a déjà laissé traîner vos deux premières *Correspondances* : qu'y auroit-il de surprenant qu'il eut encore égaré la copie du *Rêve*, sans penser à malice, & puis survient un sureteur aux aguets qui met la main dessus, &c. Il en fera arrivé autant des autres Lettres, dont le vol à la vérité vous chiffonne bien moins l'esprit que celui de ce malheureux *Rêve* qu'un démon jaloux de votre repos a pris à tâche de ne point bannir de votre mémoire, puisque vous ne cessez de me le rejettier au nez.

Et c'est bien, Monseigneur, l'injustice la plus criante qu'on ait jamais faite à un galant homme, car je vous jure sur mon honneur qu'il n'y a que vous qui soyez dans le cas d'y trouver à redire.

En effet, à ne pas mettre les choses au pis, si votre Grandeur veut prendre la peine d'examiner de sang froid (terme chéri de Monseigneur) ce que j'ai osé lui rendre du susdit *rêve*, elle n'y verra que la preuve la plus singulière de mon vif attachement à la conservation & à la sûreté de ses jours précieux.

Consultez-vous, Monseigneur, à ce sujet avec Jean La Fontaine, qui sans comparaison fait si bien parler les Anes & autres animaux : lisez la fable, où il est mention de deux vrais amis qui vivoient à Monomotapa, pays fort sauvage, où, par parenthèse, notre Patrie dénaturée & ingrate nous verroit volontiers transplanter tous les deux : ne représente-t-il pas l'un des deux amis allant réveiller l'autre pour lui raconter un rêve affreux où les jours de ce dernier étoient menacés?..... Eh bien, Monseigneur, cette action que cite La Fontaine, comme un modèle de l'amitié la plus parfaite, je l'imité à peu près dans une Lettre ; comptant vous donner un ré-

moignage de la mienne; dont la force vous est connue, & pour récompense vous me dites des injures, vous voulez me mordre les oreilles? Ah! Monseigneur, pardonnez-le-moi..... si j'ai troublé votre sommeil, je vous répondrai comme l'ami de la fable :

Ce maudit rêve en est la cause.

Je voudrois bien m'empêcher de vous en parler davantage, mais le moyen d'y parvenir lorsque je reçois dans le moment un beau Réquisitoire de *Jacques de Vergès*, oui, le Rapport de Maître *Jacques l'Engelé*..... où je lis page 2. ligne 13. que la Cabale en est venue à rêver de *sang froid* le crime & les assassinats.

Puisque me voilà tombé sur ledit Réquisitoire, il faut que je vous rende compte tout de suite du diable de tour qu'on me joue en me l'envoyant..... Je pensois qu'il y en auroit aussi long que vous me le promettiez, & point du tout : ce que j'ai pris pour la Suite..... ce sont des réflexions en forme de réponse..... ce sont des platitudes, dont cependant il est du bon ordre que je fasse part à V. G.

Voici d'abord la mauvaise parodie annoncée.

» Samedi 14, les Inamovibles de *Berthier* se sont
 » assemblés en champ clos, & ont tenu Conseil de
 » guerre, au sujet de deux Manifestes répandus par
 » l'ennemi, tendant à faire déployer l'Etendart de la
 » révolte, & injurieux à des Militaires respectables
 » dont l'honneur est compromis dans ces affreuses
 » productions (*) En conséquence, où le
 » raisonnement du Capitaine *Jacques la Vergette*,
 » & le Rapport du Capitaine *l'Engelé*..... le Corps
 » des Officiers a ordonné que les deux susdit Mani-
 » festes seroient brûlés par l'Exécuteur suivant l'Ar-

(*) Réquisitoire, page 3 l. 3.

» mée, en présence du grand Prévot Jacques Claude
 » René Souchu de Rennefort. Défendu en outre à tout
 » Vivandier, Tartare, Goujat ou autres, d'en débi-
 » ter, vendre ou distribuer, sous peine d'être deux
 » heures au piquet, & à plus forte peine s'il y
 » échéoit. Fait au Camp des Inamovibles; toute la
 » troupe assemblée, le 14 Mars 1772. »

Ceci, Monseigneur, n'est qu'un badinage, qui n'est
 propre qu'à vous amuser & à vous faire bouffer de
 rire..... (selon l'humeur dont vous serez quand
 vous recevrez ma Lettre.) Mais ce qui ne me paroît
 point risible, ce sont les plates réflexions en forme
 de réponse que j'ai fait précéder par la Parodie...
 Voici les principales.....

Ces gens-là donc, qui ne peuvent se tenir de mor-
 dre sur tout, répondent d'abord.....

Qu'il est d'une fausseté palpable que (dans la
 3eme Partie de notre Correspondance) les Princes du
 » sang Royal soient montrés à la Nation armés de
 » Poignards & les mains teintes de sang..... &
 » qu'il est seulement dit dans le Rêve, que les Va-
 » lets-de-chambre des Princes étoient armés de
 » cannes, qu'ils déchargèrent sur les épaules nues
 » de V. G. & que de Cannes à Poignards il y a
 » quelque différence: à moins que votre imagination
 » échauffée de la fréquente lecture de la Journée de
 » la St. Barthelemi, & remplie encore de Poi-
 » gnards, ne vous ait porté à en faire substituer le
 » nom propre à celui de Cannes.

» Ils répondent effrontément que vous mentez
 » vous-même, quand vous traitez leurs prétendus
 » mensonges d'absurdiétés, & leur satyres d'impuissan-
 » tes... que leurs prétendus mensonges ne sont pas
 » sans fondement, puisque vous ne les combattez
 » qu'à la Scythe, & que leurs satyres ne sont pas im-
 » puissantes, puisqu'elles ont servi à vous faire témoi-
 » gner en public votre mauvaise humeur. »

» Ils répondent que votre règle est d'ancienne date,
 » quand vous masquez cette mauvaise humeur de vo-

tre zèle pour le Roi & les Princes de son sang, & que vous rejettez sur la Majesté souveraine une injure qui ne regarde que vous. »

» Ils répondent que loin d'attaquer le Roi & les Princes de son sang, pour qui vous montrez un attachement dont on connoît la juste valeur, si les sages conseils que M. de Machault m'a donnés à Arnouville pouvoient jamais parvenir aux pieds du Trône, le Monarque, dont le nom chéri est toujours dans nos cœurs, rendroit enfin le sien à ses sujets, sa confiance aux Princes, la tranquillité à son Royaume, & donneroit encore à l'Europe, qui a les yeux sur lui, un spectacle vraiment digne de sa grande ame, dont un scélérat a bien pu surprendre, mais non pas bannir la justice, fondement inébranlable de ses autres vertus. »

» Enfin ils répondent qu'il est encore d'une fausseté aussi maligne qu'absurde d'accuser l'Auteur du 4^{emé} Supplément &c. d'avoir voulu tourner en dérision & nos Autels & tout ce que la Religion a de plus sacré, & couvrir des traits d'un ridicule sacrilège tous les caractères qu'ont imprimé la puissance & la Religion à une Princesse dont cet Auteur admire avec l'Europe la grandeur du sacrifice qu'elle a fait; qu'il a seulement, par une raillerie ingénue, un bon mot socratique, essayé de persuader à cette Auguste Fille du meilleur des Rois, que le Ciel qui l'appelle à lui, ne lui permet pas de se laisser séduire par un Tartuffe, un Machiavel, un Torquemada, dont l'esprit souple & pernicieux ne peut qu'insinuer dans le sien le même poison dont il s'efforce d'infecter celui du Monarque bien aimé, de la bonté duquel il n'abuse que trop évidemment. »

» Que c'est plutôt vous, qui êtes un sacrilège, puisque non-seulement vous bouleversez la terre, en foulant aux pieds les Loix de votre propre pays, & celles de toute Nation libre, mais encore le Ciel même, dont vous osez implorer à grands cris les

foudres vengeurs pour punir une offense qui vous est personnelle. »

Ah ! Monseigneur, que n'avois-je l'éloquence des *Vergés*, des *Bastards*, des *le Brun*, des *Mary*, des *le Tourneur*, des *Moreau*, des *Saintin le Blanc*, immortels rédacteurs des sublimes idées du Chancelier le plus illustre dont la France se soit honorée ! comme j'aurois répondu à ces Dissertateurs passionnés & de mauvaise foi ! je vous les aurois accommodés en enfans de bonne maison !..... Mais ce *Mr. de Machault* m'a jetté un sort, je crois ; il a répandu dans mon esprit une *morne stupeur*, dont je ne pourrai me guérir que quand je pourrai avoir le bonheur de témoigner de vive voix à V. G. que je suis toujours à elle, à *pendre* & à *dépendre*, malgré les fâcheux événemens de la vie contre lesquels l'homme sage ne doit jamais se roidir.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

MONSEIGNEUR,

Votre &c.

De Sorhouet.

Aux Peres de la Doctrine, ce 17 Mars 1772.

P. S. Comme on répétoit ici ce matin que V. G. avoit eu l'honneur de faire son bon jour dans la même Chapelle que la Sœur *Louise*, l'Abbé l'*Auaignant*, dont l'esprit est toujours caustique, s'est écrié :
 » Que les hérétiques viennent me nier à présent que
 » Dieu soit descendu aux Enfers, puisque sous nos
 » yeux ce bon Sauveur veut bien encore renouveler
 » ce miracle ! »

Mon respect pour V. G. ne me permet pas d'approuver, ni même de commenter le propos d'un mauvais railleur ; je vous rends seulement compte de son impertinente plaisanterie.

Que tous ces vains discours ne vous affligent

point, Monseigneur, & si, comme vous avez la bonté de me le marquer, vous venez à faire le *Judar* de la Cène, n'allez pas prendre le rôle trop à cœur, & vouloir le jouer jusqu'au bout, car il y a ici des gens assez honnêtes pour vous en épargner la peine.

————— 28 Mars 1772. —————

M. le Duc d'Orléans, mécontent sans doute de la tournure qu'on a fait prendre à son affaire au Conseil, laisse percer son Mémoire, dont il avoit défendu jusqu'ici la distribution.

Il y prétend en général que l'on n'est point en droit de lui enlever une très grande partie de ses revenus, à la faveur de l'article 9. de la Déclaration du 1 Juin 1771, qui ordonne la rentrée au profit de S. M. dans tous les droits qui ont fait, ou dû faire, partie de ses Fermes, & qui révoque tous abonnemens ou engagemens qui ont pu en être faits.

De cette Déclaration même il apert qu'on excepte les Appanages & les échanges de la rigueur de l'exécution des dispositions de cet article. En conséquence, M. le Duc d'Orléans informa le Contrôleur général au mois de Septembre de certains objets qui semblent mériter quelque explication. Le Ministre ne paroissant pas entièrement persuadé de la vérité des principes qu'établissoit ce Prince, ce dernier lui demanda le temps nécessaire de rassembler son Conseil, alors dispersé, pour en établir les preuves; il représenta que les droits qu'on vouloit lui retirer étant afferlés par un seul bail avec les anciens, la dépossession, même jugée légitime, ne devoit s'exécuter qu'à la fin du bail. M. le Contrôleur général répondit que *c'étoit de toute justice*,

Cependant le 2 Décembre, M. l'Abbé Terrai lui écrivit, pour le prier de faire faire les recherches de ses titres, afin de mettre incessamment cette affaire en règle, l'intention du Roi étant que la Régie

de ces droits se fit pour son compte, du 1^r Janvier 1772. C'est ce qui a donné lieu à ce Mémoire.

Il est divisé en trois parties. La première contient les objets dont M. le Duc d'Orléans jouit par le premier titre de son appanage, ou qui ayant été échangés depuis contre d'autres, qui étoient compris dans ce titre primitif, sont de la même nature. Sur ceux-là, M. le Duc réclamant, ne redoute pas l'examen le plus rigoureux; ils sont de droit strict, de justice pure & simple.

La seconde renferme les droits attachés à des Offices créés depuis la formation de l'appanage, & substitués à d'autres qui existoient lors de sa création, mais dont le produit est plus considérable que celui des anciens. Ceux-là dépendent d'une justice mêlée de faveur; mais M. le Duc d'Orléans ne doit cesser d'en jouir que par leur extinction, qui seroit plus préjudiciable au Roi qu'à M. le Duc d'Orléans.

La troisième comprend les droits que M. le Duc de Chartres possède du Chef de feu Madame la Duchesse d'Orléans, sa Mere, qui ne sont tenus que par simple engagement, & dont le partage n'est pas encore fait avec Madame la Duchesse de Bourbon, sa sœur. Ceux-ci ne subsistent dans la main de M. le Duc de Chartres, que par une grace particulière & suivie du Roi, en faveur des Princes de son sang, toujours exceptés jusqu'à présent de l'exécution des Edits qui en ordonnoient la réunion au Domaine de S. M.

Le développement de ces diverses parties est fort sec, & n'est gueres susceptible d'extrait; on y remarque seulement quelques propositions fortes, & des traits historiques intéressans.

On dit, en parlant de l'appanage: » C'est une portion du Domaine de la Couronne, cédée par le Roi, comme *Administrateur de l'Etat*, pour la subsistance des Enfans puînés des Souverains, & de leur postérité masculine, dont la Race a été choisie par la Nation, pour succéder au Trône dans l'or-

dre de primogéniture. La Couronne ne s'y réserve que la foi & hommage lige, la Souveraineté & la reversion, dans le cas de l'extinction de la ligne masculine du Prince appanagé. Cette portion qui a toujours été regardée comme l'acquit d'une dette privilégiée de l'Etat, est le gage de la *Rénonciation* que font les puînés à des *avantages connus*, sous la première & seconde Races de nos Rois, & que l'on ne peut apprécier.

Le Conseil a trouvé très reprehensive : 1^o. Qu'on ne regarde le Roi que comme Administrateur de l'Etat, qualité bien différente de celle de Propriétaire des biens, de la liberté & de la vie des sujets, qu'il attribue au Monarque de fait, s'il n'ose pas encore tout-à-fait l'énoncer de droit. 2^o. Qu'on ne le regarde que comme choisi par la Nation, tandis qu'il ne reconnoît tenir sa Couronne que de Dieu. 3^o. Qu'on rappelle les tems barbares de la Nation où le Royaume se partageoit entre les Enfans de France, ce qui appuyeroit la proposition précédente, & sembleroit faire croire que le Roi n'est Roi en totalité que par un choix plus étendu de la Nation, & par la renonciation exigée des freres & co-héritiers au Trône.

On ajoute que les Appanages, dans leur origine, étoient possédés par les Princes puînés, propriétairement, librement & héréditairement ; qu'il passoit indistinctement aux mâles & aux filles..... Louis VIII, en appanageant, en 1223, du Comté de Clermont en Beauvoisis, Philippe, Comte de Boulogne, son frere, fut le premier qui imposa à cet appanage la condition de retour à la Couronne au défaut d'héritiers : sous ce terme d'héritiers, les filles, comme les mâles, y étoient comprises. Philippe mourut en 1233 : Jeanne de Boulogne, sa fille unique, succéda à son Appanage, & le Comté de Clermont ne revint à la Couronne qu'en 1251, par la mort de cette Princesse sans enfans.

Le même Roi mit la même clause de retour aux Appanages qu'il assigna en 1225, aux Comtes d'Ar-

rois, d'Anjou & de Poitiers, ses trois fils puînés.

Robert, Comte d'Artois, laissa plusieurs enfans mâles. Robert II, son aîné, succéda au Comté d'Artois; après sa mort, il fut jugé que Mahaud, Comtesse de Bourgogne, sa fille unique, posséderoit le Comté de Clermont, au préjudice de Robert III, son oncle, second fils de Robert I: elle fut investie des honneurs & des Domaines de cet appanage, & on la vit siéger, en 1315, en qualité de Pair, avec les autres Pairs de France, au jugement capital, rendu par le Parlement contre le Comte de Flandre.

Philippe le Bel sentant les inconvéniens de faire passer les appanages à des filles qui pourroient les transmettre, par des mariages, à des Princes étrangers, les borna à la ligne masculine, en 1314, en donnant en appanage, le Comté de Poitou, à Philippe, son second fils.

M. le Duc d'Orléans, à l'occasion de la rigueur qu'on veut exercer contre lui, fait valoir le dédommagement considérable qui lui est dû par la suppression des Offices de Maréchaussée dans son appanage qui étoient soumises à la Casualité, & pour l'établissement des Droits réservés qui n'ont été imposés sur les actes judiciaires, dans les juridictions Royales de son appanage, & de ses possessions privilégiées, que par la délicatesse de M. le Régent, & prouve que la justice de cette prétention a été approfondie au Conseil du Roi, où par deux Arrêts du 26 Janvier 1723, il a été ordonné qu'il seroit pourvu incessamment au dédommagement du Prince appanagé, d'une manière convenable & proportionnée au préjudice qu'il en souffroit; préjudice que le Conseil estima peu de tems après être de la valeur des Domaines de Blois & de Vendôme, que le Roi avoit décidé de lui céder: Indemnité restée sans exécution, & demeurée suspendue par la faute même de M. le Régent, devenu Principal Ministre... On défend à cette occasion la mémoire de ce grand Prince contre la calomnie, qui ne respecta pas un

désintéressement aussi généreux , & répandit le bruit que le Palais Royal étoit rempli d'or & d'argent , qu'il avoit procuré à ses Domaines pendant qu'il étoit le Maître du Royaume des accroissemens immenses ; tandis qu'il mourut sans argent , chargé de plus de huit millions de dettes , & qu'il laissa les Domaines détériorés par le poids de la Souveraineté qu'il y avoit exercée avec une sévérité trop rigoureuse.

Le détail historique sur les deux terres du Comté d'Auge & du Comté de Mortain n'est pas moins intéressant. Elles viennent à M. le Duc d'Orléans du Legs universel fait à S. A. R. Monsieur , frere unique du Roi , par S. A. R. Mademoiselle d'Orléans , fille de Marie de Bourbon , Duchesse d'Orléans , héritière de la branche de Bourbon-Montpensier : elles appartenoint à ces Princes par un échange fait avec le Roi , le 16 Décembre 1529 , pour les Terres Souveraines de Leuze & de Condé , situées aux Pays-Bas , cédées , au Traité de Cambray , pour la rançon de François I , & la délivrance du Dauphin & de M. le Duc d'Orléans , deux Fils de France , restés en ôtage en Espagne. Louis & Charles de Bourbon-Montpensier , à qui appartenoint les terres cédées , étoient encore en Minorité , sous la tutelle de la Princesse de la Roche-sur-Yon , leur mere , qui n'écoutant que l'intérêt de l'Elat , offrit de céder ces terres , sans connoître l'équivalent que le Roi leur doneroit. Ce monument perpétuel de la générosité , du zele & de l'attachement de ces Princes à la personne de leur Souverain , a toujours joui d'une exception privilégiée , & le mérite certainement.

Enfin , une partie des Droits contestés aux Enfans de M. le Duc d'Orléans , provient du remploi des deniers dotaux de la Reine Louise de Lorraine , veuve de Henri III , & passée en 1609 dans la Maison de Vendôme , par le mariage de François de Lorraine , niece & seule héritière de cette Reine , avec César de Vendôme : de la Maison de Vendôme en celle de Condé : de celle de Condé en celle

de Conty , & est échue en partage à feue Madame la Duchesse d'Orléans. On a déjà , par cette considération , distingué cet engagement des engagements ordinaires ; en 1659 , & l'on présume que la même considération doit subsister.

Sur le surplus de ses demandes , M. le Duc d'Orléans s'en rapporte aux bontés du Roi.

En général , ce Mémoire est assez bien écrit ; on y remarque cependant un ton de suppliant qui ne convient qu'à ceux qui demandent grâce , & non à ceux qui réclament la justice qui leur est due , & qui doit être moins encore celui d'un Premier Prince du sang qu'on'a attaqué de la façon la plus illégale , jusques dans les Propriétés les plus sacrées.

————— 20 Mars 1772. —————

On a porté depuis quelques jours au nouveau Tribunal , de nouvelles Lettres patentes destructives de celles qu'on a annoncées dans le tems , concernant les Brefs , Bulles & autres pieces venant de Rome : & qui ordonnent de laisser subsister l'Arrêt du Parlement de 1768. M. M. ont refusé de se prêter à cet enregistrement , sous prétexte du ridicule qui réjailliroit sur eux , de faire & de défaire sans cesse le même ouvrage , ils ont arrêté des Remontrances & ont nommé des Commissaires.

————— 28 Mars 1772. —————

Depuis quelque tems on renouvelle plus fortement que jamais les bruits de la retraite de M. le Marquis de Monteynard ; on a ajouté que le Roi informé de cette rumeur répandue dans le public a dit , *mais effectivement il ne peut rester encore longtems ; car il n'y a que moi qui le soutienne.* On veut que ce soit M. le Duc d'Aiguillon qui lui succède au Ministère de la Guerre , & que M. le Comte de Broglie soit élevé à celui des Affaires Etrangères.

————— 29 Mars 1772. —————

Il y a quelques jours qu'à Versailles , dans l'anti-

chambre qui précède l'Oeil de Bœuf où l'on vient annoncer les secondes Entrées au lever du Roi, il y avoit une troupe de jeunes Militaires & Seigneurs qui voyant l'Abbé Terrai se proposèrent de lui faire une niche, & en effet lui serrent tellement les côtes, qu'il se plaignit douloureusement & demanda grace pour qu'on le laissât passer : dans le même tems arrive M. le Marquis du Muy, premier maitre-d'hôtel de Madame la Comtesse de Provence ; alors les rangs s'ouvrent, ce Seigneur traverse librement, & une voix s'écrie de façon à être entendue du Contrôleur général, *on ne fait place ici qu'aux honnêtes gens.*

————— 30 Mars 1772. —————

M. le Duc d'Aiguillon étoit sur les rangs pour se faire élire membre de l'Académie Française à la place de M. Bignon ; mais c'est le Prince de Beauveau qui est directeur & qui devoit le recevoir : on présume qu'il se désiste pour le moment & attendra une autre occasion, ne voulant pas se trouver en tête un pareil orateur, trop ami des Choiseuls pour n'être pas son ennemi.

————— 30 Mars 1772. —————

On croit que le nouveau Tribunal ne songe plus à faire fulminer les *Monitoires* annoncés. On ignore véritablement si c'est le Ministère public qui lui-même se désiste de cette voie, ou la Puissance Ecclésiastique qui refuse de concourir. On sait qu'en général elle trouve mauvais qu'on ait qualifié les auteurs de la *Correspondance de criminels de Leze-Majesté divine & humaine au Second Chef* : les Théologiens ne connoissent point ces degrés de Leze-Majesté divine, ils ne distinguent que les péchés mortels & véniels : c'est donc dire que c'est un péché véniel seulement. Quel ridicule !

Au surplus, malgré le mystère que les Sénateurs du nouveau Tribunal mettent dans leurs délibérations, on sait assez positivement qu'il y avoit ainsi

qu'on l'a dit ; une grande agitation contre le Lieutenant Général de Police ; & que 16 voix avoient opiné le *Pour Mander* ; lorsque le bon^e homme Berthier qui craignoit l'esclandre , leur dit : " ignorez-vous , Mr. que c'est à Mr. de Sartines que vous êtes redevables , si vos Robes ne vous ont pas été déchirées sur le corps , à votre installation : songez-y .. Cette sermonce du premier Président calma la fermentation , & arrêta l'avis violent qui alloit passer.

31 Mars 1772.

Le Roi ayant témoigné de l'humeur de ce que la nouvelle déclaration concernant les Bulles , Brefs , Rescrits & autres expéditions venant de Cour de Rome , donné à Versailles le 8 Mars , n'étoit pas encore enregistrée au Nouveau Tribunal , M. M. ont été obligés d'obéir , & craignant le courroux du Monarque , ils l'ont enregistrée *hico* , toutes les Chambres assemblées , sans modification ni restriction.

Rien de plus gauche que le préambule , où , sous prétexte d'expliquer la contradiction de cette Déclaration avec les Lettres patentes du 18 Janvier dernier , on prétend que c'étoit un délai qu'on avoit voulu prendre pour examiner les Représentations à cet égard de la dernière assemblée du Clergé faites en 1770. Ce qui annonce une excuse bien frivole , ou une grande négligence de la part du Conseil , d'avoir été deux ans à statuer , ou , pour mieux dire , à discuter les Représentations. Du reste , les choses sont remises exactement dans le même état où elles étoient par l'arrêt du Parlement du 26 Février 1768.

31 Mars 1772.

Extrait d'une Lettre de Rouen du 26. Mars 1772.... Il court ici une petite Brochure très mal imprimée , ayant pour titre : *Esrennes supérieures de Normandie pour l'année Bissextile 1772* , dédiées à Monseigneur Thiroux de Crofne , Chevalier , Premier Président du Conseil supérieur de Rouen & Intendant de la

Généralité , par un Maître Perruquier de la famille ; à l'Enseigne des deux bassins blancs, & pour Epigraphe : *Ici l'on rase proprement.*

Chaque mois est d'abord précédé , comme dans les almanachs de Liege , de prédictions , non sur le tems , mais relatives à ce qui se passe & se passera dans la ville. Il y en a d'ingénieuses , & en général elles sont toutes méchantes.

Après différentes plaisanteries des *Eclipses* , des *prognostications* perpétuelles de M. le Chancelier , des Ministres , des *Exilés* , des Conseils Supérieurs &c. on fait la Liste des Membres qui composent le Conseil supérieur de Rouen , ainsi que des Avocats , & on cite différents traits de la vie de chacun , par lesquels on voit que ce sont tous gens tarés.

Suit un récit de l'installation du Conseil le 17 Décembre dernier , où l'on couvre ces Messieurs de tout le ridicule qui leur appartient.

On y joint la Liste des Membres qui composent le Conseil supérieur de Bayeux , avec des apostilles qui les rendent très propres à faire le pendant de ceux de cette ville.

On finit par cette Chançon , qui donnera une idée du reste ; elle est intitulée *Chançon nouvelle*, sur l'air *stilla là qu'a incé Berg-op-zoom.*

1.

Quand Thiroux fut fait Intendant,
C'étoit pour raser le Parlement :
On craignoit dans le Ministère
Qu'il n'oubliât le métier de son pere.

2.

Par un Duc brave en tems de paix
Thiroux fut conduit au palais :
Messieurs , dit-il , le Roi ordonne
Que je vous fasse le poil en personne.

3.

Nos Grenadiers n'étoient pas gens
A se laisser tondre honteusement,
Ils ont su malgré ces bravaches.
Garder le poil de leurs moustaches.

4.

Or deux d'entr'eux furent tondus,
Mais c'étoient deux poils de leurs c...;
Des lâches issus de familles
Portant pour armes des étrilles.

5.

Puis Thiroux & le vil Norman
Sont tous deux placés Présidens
D'un Conseil d'aussi vils Esclaves
Que nos Grenadiers étoient braves.

6.

Stil-là qu'a baillé la chanson:
Vantez que c'est un fier Luron,
Il iroit dans sa noble audace
Leur ch... à tous sur la face.

————— 2 Avril 1772. —————

Le Clergé est furieux d'avoir eu le dessous dans l'affaire des Bulles, Brefs, &c. On prétend qu'on a intercepté la Correspondance de Madame Louise avec le St. Pere, & qu'on y a trouvé des Lettres du Chancelier, par lesquelles il apert que ce religieux enfant de l'Eglise faisoit sa cour à Rome, dans l'espoir d'avoir le Chapeau, & avoit sacrifié les Libertés de l'Eglise Gallicane à son ambition. Le Pape lui saura d'autant plus mauvais gré de ce second fouflet, que sa Sainteté avoit déjà fait, à ce qu'on assure, ses Remercimens à sa Majesté Très Chrétienne.

3 Avril 1772.

A M. Jacques Vergès & aux donneurs d'avis : brochure nouvelle avec cette Epigraphe : exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor.

C'est une facétie très ingénieuse & très gaie, où l'on turlupine le plus joliment du monde M. le Chancelier & ses émissaires sur toutes les peines qu'ils se donnent pour découvrir l'auteur de la *Correspondance*, & arrêter le cours de cette brochure. On y sème en passant des anecdotes très piquantes & bien propres à aiguillonner d'une part la curiosité du public, & de l'autre à irriter la fureur du parti adverse.

4 Avril 1772.

L'Arrêt du nouveau Tribunal, en date du 14 Avril, contre la 3^e Partie de la *Correspondance* & le 4^e Supplément à la *Gazette de France*, semble être devenu le signal d'une guerre plus vive de la part des Patriotes. On annonce différentes brochures foudroyantes : jufques-là on escarmouche. On a parlé du Pamphlet à *Jacques de Vergès &c.* Il paroît aujourd'hui une autre facétie intitulée *Arrêt de la Cour du Parlement du 3 Avril 1772* : c'est une parodie de celui du 14 ; où sous prétexte d'ordonner la brûlure de la Brochure à M^e. *Jacques de Vergès & aux donneurs d'avis*, on cherche à imprimer un nouveau ridicule sur ces Messieurs. Ledit Arrêt est précédé d'un Réquisitoire supposé dudit Avocat Général, où l'on emprunte les expressions de cet orateur pour dénoncer ce Libelle furtif, production d'une cabale obscure de dix-huit Millions d'ames complices de l'auteur condamné, &c. On y trouve quelques bonnes plaisanteries, comme celle-ci ; mais, en général, il est lourd, & c'est peut-être la seule misérable production qu'ait enfanté ce parti.

4 Avril 1772.

On parle beaucoup d'une dispute arrivée au Con-

seil entre M. le Maréchal Prince de Soubise & M. le Duc d'Aiguillon. On veut que celui-ci rendant compte au Roi d'un fait dont il prétendoit être sûr par des espions de Vienne, ait été contrarié sur le champ par l'autre qui avoit produit les dépêches du Prince Louis, tout-à-fait opposées, & qu'il ait témoigné beaucoup d'humeur du peu de cas que le Ministre paroïssoit faire de l'Ambassadeur, son parent. On ne dit point quel parti S. M. a pris : elle est fort indifférente ordinairement à ces querelles & se plaît même quelquefois à voir ainsi les Ministres se harcoter, sans doute dans l'espoir que la vérité se découvrira mieux dans leurs débats.

On veut encore que le Prince de Soubise conserve un ressentiment profond de l'aventure & cherche à mettre aux Affaires Etrangères M. de Vergennes, renommé pour de vrais talens dans la Négociation, & qui ne tenant à rien puisse être moins à craindre dans cette place. D'autres Politiques continuent à faire passer M. le Duc d'Aiguillon au Département de la guerre, & à le remplacer par M. le Comte de Broglie, Seigneur très intriguant & très ambitieux.

5 Avril 1772.

Un délire général s'est emparé de cette Capitale, & plus nous avançons dans le saint tems de Carême, plus la fureur des bals semble augmenter. On écrit de Province que le même vertige s'y est répandu, & qu'au grand scandale des Evêques & des Curés on danse partout. On connoît enfin la cause de cette épidémie : on sçait que la Police fournit de l'argent à ceux que leur délicatesse n'empêche pas de se laisser soudoyer par elle, & qu'à l'égard des autres, le Gouvernement les encourage à la dépense par l'espoir d'obtenir des places.

6 Avril 1772.

On remarque que depuis quelques tems M. le Chancelier n'expédie pas les affaires avec la même

activité qu'il a toujours montrée, qu'il fait languir le Conseil des Parties : on en conclut qu'il est occupé d'objets plus importants pour lui, qu'il contre-mine les batteries de ses ennemis, & s'étaye contre les secousses qu'on voudroit lui donner.

————— 6 Avril 1772. —————

Le nouveau Tribunal a enregistré le 21 du mois dernier, des Lettres Patentes données à Versailles le 20 Février précédent, portant règlement pour le College Royal de la Fleche. Celui-ci est en quelque sorte le berceau où doivent naître les Eleves de l'Ecole Militaire; mais on n'en veut tirer que ceux qui auroient un goût décidé & une aptitude certaine pour les armes, les autres pouvant rester pour y continuer leurs Etudes & passer dans l'Eglise ou dans d'autres états. Les Lettres patentes du 7 Avril 1764, confirmant l'ancienne fondation, en faveur de la Noblesse du Royaume, de ce College, ayant paru susceptibles de divers inconvéniens dans leurs dispositions, soit par rapport à l'âge de la réception, soit par rapport à la liberté qu'il en résulteroit pour les jeunes gens de se choisir en quelque sorte un état eux-mêmes, sans le concours de leurs parens, & les demandes qu'ils pourroient faire trop tard d'entrer à l'Ecole Militaire; on cherche à y pourvoir par les nouvelles, en ce que les Eleves de la Fleche ne pourront passer à l'Ecole Militaire, qu'à 14 ans faits, qu'ils ne seront admis à la Fleche qu'à 8 à 9 ans, à moins qu'ils n'eussent fait de premières études dans d'autres Colleges; qu'ils ne passeront à l'Ecole Militaire, ou ne resteront à la Fleche, ayant l'âge compétent, que de l'avis de leurs parens, &c.

————— 7 Avril 1772. —————

M. M. de la Chambre des Comptes sont en négociation avec M. l'Abbé Terrai, à l'occasion des plaintes portées par le Premier Président à M. le Comte de la Marche, relativement à la comptabilité

du Trésor Royal, dont la Cour ne lui en défendoit pas de droit la connoissance par son Edit, mais bien de fait, puisqu'on lui interdisoit toute souffrance, radiation, &c. Ils voudroient bien arranger cette affaire à l'amiable, ces Magistrats étant doux & pacifiques.

Au surplus, ils prétendent que leurs Remontrances ne s'en disposent pas moins avec beaucoup d'appareil; elles seront divisées en trois parties, qui chacune fournit matière à beaucoup d'articles, savoir, la *Finance*, les *Domaines*, & le *Civil* ou *l'état actuel du Royaume*; ils veulent faire un corps de tout cela, & le réduire le plus qu'ils pourront. Différens Bureaux sont occupés à traiter chaque point séparément; il faudra ensuite les réunir, ce qui sera nécessairement très long. Mrs. d'Aubigny & Clément de Boissi, Maîtres des Comptes, les deux grands travailleurs de la Chambre, sont fort occupés à faire des recherches.

————— 7 Avril 1772. —————

On prétend que Madame *Adelaïde* étant allé voir Madame la Duchesse de Mazarin à Chilly, l'a trouvée dans une coëffure singulière, & lui a demandé ce que c'étoit que cette nouvelle mode? Celle-ci lui a répondu que cela se nommoit à la *Correspondance*. (C'est un bonnet à deux becs qui sont en cornes.) Nouvelle curiosité de la Princesse... Madame de Mazarin l'a satisfaite, en lui rendant compte de l'anecdote & de la plaisanterie qu'on faisoit dans le livre qui porte ce nom, sur la perruque de l'Avocat *Gin*. Ces détails n'ont fait que redoubler l'intérêt de Madame *Adelaïde*. C'est ce que vouloit la Duchesse: pour mieux mettre Madame au fait, elle fait venir le livre, qu'elle a, dit-on, lu à cette Princesse en entier, jusqu'au *Rêve*; ce qui afflige beaucoup M. le Chancelier.

 8 Avril 1772.

On raconte qu'un membre de la Chambre des Comptes, étant dernièrement allé chez M. le Chancelier, pour lui demander l'agrément d'une Charge dans cette Compagnie, pour son fils, le Chef suprême de la Magistrature lui avoit répondu obligeamment qu'il vouloit réserver le jeune homme pour quelque chose de mieux; que la Chambre des Comptes n'avoit pas encore passé au creuset, & qu'il ne falloit pas croire qu'elle en fût quitte pour la peur. Il ajouta qu'il vouloit garder ce jeune sujet pour son Parlement; que ce Tribunal étoit bien établi; que personne ne doutoit de sa solidité, & que c'étoit par amitié pour lui & pour son fils qu'il vouloit le traiter ainsi. Puis se tournant vers M. le Maréchal de Biron, qui étoit présent à la conversation, il lui demanda: comment il nommoit les gens *qui faisoient des hommes* sur le pont St. Michel, si cela ne s'appelloit pas des *Raccoleurs*? Qu'il manœuvroit pour son Parlement, comme lui pour son Régiment des Gardes... » Oui, mais M. le Chancelier, reprit le Maréchal, *nous ne raccolons que d'honnêtes gens.* »

 8 Avril 1772.

Il paroît une troisième Lettre manuscrite, datée de Versailles le 25 Mars; elle a pour titre: *Réponse de M. de Maupeou à M. de Sorhouet.* Elle contient des anecdotes nouvelles; on ne sçait si ce commerce manuscrit durera longtems, mais on parle déjà d'une quatrième Lettre.

 9 Avril 1772.

Il y a toujours peu d'intelligence à Versailles entre les Ministres, ou plutôt beaucoup de désunion. Chacun cherche à empiéter sur l'autre, & se croit approuvé par le Roi, lorsque S. M. le laisse faire. M. le Duc d'Aiguillon, qui convoite singulièrement la place de M. de Monteynard, gagne du terrain sur lui le plus qu'il peut. On rapporte que ce dernier,

excédé de toutes ces tracasseries , est allé dernièrement chez le Roi , & s'est plaint amèrement à S. M. en disant qu'il n'avoit été porté au Ministère par aucune cabale , qu'il n'y étoit que par l'ordre de S. M. Elle-même , qui avoit bien voulu jeter les yeux sur lui ; qu'il ne formoit aucune intrigue pour s'y soutenir ; que les dégoûts même qu'il éprouvoit journellement lui auroit fait demander sa retraite depuis longtems , si son attachement à la personne du Roi , & le zèle pour son service , ne le retenoit. Il a ensuite détaillé ses griefs , & le Roi a décidé en sa faveur.

————— 10 Avril 1772. —————

On vient d'imprimer un *Supplément aux Etrennes supérieures de Normandie*. Il n'a que six pages , mais contient une multitude d'anecdotes infamantes pour la plupart des Membres : on cite différens Arrêts du Parlement de Normandie , condamnant à différens supplices plusieurs personnages du même nom , & qu'on ne manque pas de donner pour parens des nouveaux Magistrats.

————— 11 Avril 1772. —————

Réponse de M. de Maupeou à M. de Sorhouet. 211

A Versailles , le 25 Mars 1772.

Que tu es bon , mon pauvre Sorhouet , de t'amuser aux bagatelles au sujet du requisitoire de notre ami ; ne fais-je pas bien moi-même qu'il fourmille d'inconséquences & d'absurdités ? Et puis il falloit qu'on le lût au *Maître* , & je ne pouvois pas décemment permettre qu'on rapportât le rêve comme il est. Il eut fait beau vraiment entendre lire devant S. M. que le chef auguste de son conseil suprême , le dépositaire de ses volontés sacrées a reçu quatre cens coups de canne sur ses respectables épaules ! Tu me diras que ce n'est qu'un *rêve* : mais que fait-on , un rêve comme celui-là fait naître des idées , & tu n'ignores

pas qu'il y a certaines idées qui produisent souvent des choses auxquelles on n'auroit pas pensé.

Au reste, je me moque bien de tous ces faiseurs de réflexions qui n'aboutissent à rien : ce sont des coups d'épée dans l'eau. Ce n'est pas tout cela qui m'inquiète, mon cher cœur, c'est la marche des Liquidations, qui est tout-à-fait arrêtée. Je crois, Dieu me pardonne, que cet abominable abbé a juré de me contrecarrer en tout. Il cherche à me mettre mal avec tout le monde : il dit tout haut qu'il se gausse de moi & de mes projets, qu'il n'ignore pas que je veux lui faire *danfer les Olivettes*, mais que ce sera moi qui serai le *Barbet* ; que la Cousine lui servira d'Egide pour repousser tous mes traits, que le Duc d'Aiguillon me connoît à présent, que le *Ragotin* est de leur clique ; enfin, si je n'y prends garde, cet impudent, je crois, viendra me proposer des nazardes.

Oh ! Monsieur l'Abbé, comme Diable vous y allez ! vous croyez donc bonnement que je me laisserai ainsi manger la laine sur le dos ? Non, mon doux ami, vous en aurez pour Dieu le démenti, ou nous combattrons en champ clos. Vous ne sçavez pas à qui vous vous jouez. Eh ! mort de ma vie, faites des Edits Burseaux tant que vous voudrez, & laissez-là ma besogne ; qu'elle coûte vingt, trente millions à l'Etat, sont-ce vos affaires ? Vous en coûte-t-il un denier ? Mais je m'apperçois, mon cher *Sorhouet*, que l'humeur me gagne..... Je jette par hasard les yeux sur ma glace ; grand Dieu ! comme je suis fait ! me voilà d'un jaune à faire peur ! Mais c'est ce chien d'Abbé qui en est cause !..... Oh ! il me le payera, ou le Diable emportera l'un de nous deux.

Autre catastrophe ! par exemple, je ne m'étois pas attendu à celle-là. Tu sçais bien, mon cher petit Ange, qu'en supprimant la vénalité des Charges, j'y ai substitué adroitement celle des Bénéfices, & que cette petite manigance est un résultat de mon Commerce *Jésuitique* avec la Cour de Rome ; par ce mu-

tuel arrangement, j'avois tout à ma dévotion, Bulles, Brefs, Mandemens, &c. dans le cas où quelquefois je me serois vu obligé d'y recourir pour donner une sanction divine à mes chers projets. En conséquence, j'avois fait signer au Maître des Lettres patentes, qui suspendoient l'Arrêt de 1768 de ces bédnêts d'exilés, qui étoit contraire à mes vues. Tout alloit le mieux du monde..... Un démon échappé des noirs abîmes est sûrement entré dans le corps du *Choiseul*, & lui a soufflé le pernicieux dessein de renverser tout mon édifice : il a gagné les Ambassadeurs de Famille. Ceux-ci ont représenté à mon insçu à notre *bon Maître*, qu'il y alloit de sa gloire à rétablir ce maudit Arrêt..... Tout de suite le coup part : une Déclaration est lâchée, & voilà la rentrée des Jésuites à veau-l'eau.

Je ne suis pas au bout. Redoublement de mauvais propos ! On dit ici publiquement que l'Ecervelée de *Mazarin* s'est fait faire un bonnet à deux becs qui sont en cornes ; que Madame *Adélaïde* qui va la voir à Chilly, lui a demandé : Eh ! ma bonne, quel est donc ce nouveau bonnet ? Comment ; Madame, c'est un bonnet à la *Correspondance*, dans le goût de de la perruque de l'Avocat *Gin*..... Qu'est-ce que la *Correspondance* ? *Julie*, apportez-moi cette brochure qui est dans la petite armoire grillée, où il y a un rideau verd..... Ah, mon Poulet ! l'effrontée n'a-t-elle pas lu tout haut cet infâme livre ! Le rêve, les gages, tout a passé en revue ! Madame la Comtesse de Provence, qui étoit présente, & qui a encore sur le cœur le *Thémis* *aura sur les doigts*, rioit sous cape, à ce qu'on dit J'étouffe de rage.... Adieu, mon ami ; adieu, mon ange.... Vas, plains ton pauvre *Correspondant*.

————— 13 Avril 1772. —————

Les Courtisans sont fort attentifs à la réconciliation qui s'est opérée depuis peu entre les Broglie & la Maison de Rohan. Il y avoit depuis la dernière

guerre une division ouverte entre ces deux Maisons , à l'occasion de l'affaire de *Fillingshausen* , dont le Prince de Soubise & le Maréchal de Broglie s'étoient réciproquement imputé le mauvais succès. Ces jours derniers , le Comte de Broglie s'est rendu chez Madame la Princesse de Marfan , où il n'alloit point ; le Prince de Soubise s'y est trouvé , & les choses se sont passées cordialement , autant que cela peut être entre Courtisans. On présume que le Comte , homme intrigant & qui aspire depuis longtems au Ministère , prévoyant le besoin qu'il auroit pour réussir de ne pas se trouver en tête un Seigneur aussi accrédité que le Prince , a pris le parti de se réunir à lui.

13 Avril 1772.

Il paroît un 5eme *Supplément* à la *Gazette de France* , plus long que les précédens. L'Auteur a étendu sans doute les correspondances de plus en plus , & donne des nouvelles des principales villes du Royaume ; il prend consistance de plus en plus , & c'est aujourd'hui une *Gazette* scandaleuse très en regle , mais dont les retours périodiques ne sont pas encore assurés.

14 Avril 1772.

Depuis le Requisitoire du 14 Mars il semble que les Ecrivains Patriotiques aient repris plus d'activité , & comme pour narguer l'impuissance de la Police & du Ministère , les Brochures se multiplient en foule. Depuis le 5eme *Supplément* , il paroît un autre Pamphlet , intitulé : *L'Auteur du 4eme Supplément à M. de Maupeou , Chancelier de France. De Paris , ce Lundi 13 Avril 1772.* Il y a apparence que c'est antidaté , & que cela ne s'est pas imprimé depuis hier. L'auteur en question turlupine aussi de son côté le Chef suprême de la justice , & M^e. Jacques de Vergès sur son requisiroire. Il rappelle des anecdotes atroces contre le Sr. Bruzard , Conseiller , qui a fait la Dénonciation du 4eme *Supplément* au

nouveau Tribunal, & peint ce Magistrat, non-seulement comme assassin de son frere, mais comme empoisonneur de sa premiere femme. Suit une prétendue copie d'une Lettre volée à l'Editeur de la 4eme Correspondance. Elle est la 36e. de M. de Maupeou à Mr. Sorhouet, datée de Paris le 24 Mars; où l'on dévoile les inquiétudes du Chancelier, & ses projets secrets pour opérer efficacement les liquidations, &c..

————— 15 Avril 1772. —————

Le nouveau Tribunal a tenu hier sa séance au Châtelet, suivant l'usage; mais on remarque que le Président de la Députation s'est servi d'une formule particuliere à l'égard des Commissaires; au lieu de leur dire: *Commissaires, continuez à remplir vos fonctions avec zele & fidélité; &c.* il leur a dit: *Commissaires, soyez désormais plus exacts à remplir vos fonctions avec intégrité, avec impartialité, &c.* Injonction spéciale, relative à la circonstance de l'affaire des *Vérans*, où deux Commissaires se sont conduits de la façon la plus indigne.

On est fâché que l'Avocat général Jacques Vergès n'ait pas appuyé davantage dans son plaidoyer sur cette iniquité, ainsi que sur celle du Procureur Le Chauve. En général il a voulu trop y ménager tout le monde, & par une mal-adresse indécente, il y a fait l'éloge de la Police, & de M. de Sartines, tandis que d'une part le Parlement reprouvoit toujours ce Tribunal extrajudiciaire dans un certain genre de fonctions que la Cour attribue au Lieutenant de Police, & que de l'autre M. de Sartines étoit tout au plus dans le cas d'être excusé sur des vexations qu'il avoit sans doute ignorées, mais auxquelles il avoit donné lieu involontairement, en remettant un examen de la conséquence dont il s'agissoit, à un Procureur & à des suppôts vils de son Ministère.

On est fâché encore que le Lieutenant Criminel & le Procureur du Roi ne soient pas inculpés da-

vantage. Ils étoient bien coupables sans doute , puisque l'Arrêt annulle leurs procédures comme vexatoires ; ce qui mortifie ces Magistrats ; mais n'est en rien proportionné à ce qu'ils méritent.

Les procédures de la veuve *Véron* sont annullées comme illusoires , c'est-à-dire ne portant sur aucun droits, puisque les Billets étant à terme non échu , elle n'avoit rien à demander à M. le comte de *Morangiès* , & devoit attendre à avoir des preuves certaines de la dénégation dudit comte.

16 Avril 1772.

La 4eme Lettre Manuscrite se répand , elle est de M. de *Sorhouet* à M. de *Maupeou* ; sa date est du 1 Avril. Elle roule sur les petites brochures nouvelles de M. le Chancelier ; elle est peu de chose , & semble un passage seulement à la 5eme , où doit être vraisemblablement un entretien de M. de *Machault*.

16 Avril 1772.

M. de *Malezieu de Menneril*, Receveur des Domaines & Bois de *Hainault* , étant fort dérangé dans sa comptabilité , qui n'étoit point en règle depuis bien des années , a été arrêté ces jours derniers au Château de la Briche , qu'il avoit loué à deux lieues de Paris : comme il est frere d'un Conseiller au Parlement , que la situation du lieu seroit assez favorable pour une impression clandestine , & que la terre appartient à Madame d'*Epinay*, femme très intrigante , qui se mêle de Littérature , de Philosophie & de cabaler , on a fait courrir le bruit qu'on avoit découvert l'arsenal des Brochures clandestines , &c.

17 Avril 1772.

Le nouveau Tribunal voit les événemens les plus extraordinaires se réunir pour lui fournir des causes célèbres ; il est question aujourd'hui d'une très singulière & très compliquée.

Un Capucin a apostasié ; il est passé à Genève ; & s'y est marié suivant le Rit de la Religion Protestante qu'il a embrassée. Après quelque tems de résidence , il est rentré en France , s'y est établi avec sa femme & en a eu plusieurs enfans ; il est mort paisiblement. Une succession considérable étant survenue depuis aux enfans de son frere , les siens ont prétendu y avoir droit. Pour les exclure , les premiers font valoir les vœux de leur oncle : ceux-ci soutiennent que le mariage doit être valable , ayant été fait à Genève , suivant les loix du pays. Sur la cause plaidée , on a ordonné un Délibéré.

————— 17 Avril 1772. —————

Il passe pour constant que le Roi est entièrement déterminé à rentrer dans tous ses Domaines aliénés , & que l'Arrêt du Conseil rendu à ce sujet a été signifié aux Princes.

Ce nouvel incident est distinct de la premiere affaire du Duc d'Orléans , ou du moins ne porte que sur les objets pour lesquels imploroit la faveur du Roi , toujours constante jusqu'à présent par des exceptions particulieres envers les Princes du Sang.

————— 17 Avril 1772. —————

Il vient d'être publié un Edit du Roi , portant suppression des Hôtels des Monnoyes de Caën , Tours , Poitiers , Toulouse , Riom , Dijon , Reims , Amiens , Bourges , Grenoble , Rennes & Besançon ; des Offices de Directeurs , Contrôleurs , Contre-gardes , Essayeurs & Graveurs desdites Monnoyes , Réduction de gages au denier vingt , & création d'Offices de Procureur du Roi , de Greffier & d'Huissier pour la Monnoye de Lyon. Il a été donné à Versailles au mois de Février 1772 , & enregistré en la Cour des Monnoyes , le 31 Mars , avec quelques modifications.

Cette suppression est motivée sur l'inutilité de ces Monnoyes , onéreuses aux Finances par l'insuffisance de leur produit pour acquiter leurs dépenses

particulieres, & sur l'avantage qui résultera de ce retranchement, pour subvenir d'une façon moins dispendieuse à l'administration des Hôtels des Monnoyes qui restent.

————— 18 Avril 1772. —————

Le nouveau Tribunal a enregistré le 4 de ce mois des Lettres Patentes, datées de Versailles le 12 Mars dernier, qui ordonnent que le Grenier à sel de Villemort sera transféré à Estissac.

Le 6 il a enregistré d'autres Lettres Patentes, données à Versailles le 12 Mars, qui ordonnent que les Droits de Poids & Vicomté seront perçus conformément aux ordonnances des Fermes, pour éviter l'incertitude des principes, & la diversité de jurisprudence résultant des Arrêts rendus tantôt par le Parlement de Normandie, tantôt par la Cour des Aides de cette ville, auxquelles les contestations nées à l'occasion de ces droits avoient été portées alternativement & quelquefois en même tems.

Le 8 il a enregistré une Déclaration, donnée à Versailles le 29 Mars, par laquelle on fixe à 13000 Livres comptant seulement l'argent à fournir par chacun des 32 Agens de change de la ville de Lyon actuellement en fonction, dont la finance n'étoit que de 7000 Livres, pour, avec ladite ancienne finance, faire la somme de 20,000 Livres, à laquelle ont été fixés les huit nouveaux Offices; & comme les anciens Titulaires ne sont pas en état de payer ladite finance, on approuve que les Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Lyon leur en fassent les avances, &c. Ces facilités sont données en faveur de cette place de commerce dont S. M. se fera toujours un principe de maintenir le crédit.

Le 10 il a enregistré, toutes les Chambres assemblées, 1^o. un Edit, donné à Versailles au mois de Février, portant suppression des Offices de Payeurs & Contrôleurs des gages des Officiers des Gabelles

& des Charges assignées sur les Fermes ; création d'un seul Office de Payeur desdits gages & charges, d'un seul Contrôleur, en faveur des Srs. *Trudon & Polissard*, moyennant 500,000 Livres de finance par le premier ; & 50,000 Livres par le second : le tout pour que le payement desdites Rentes & charges soit fait par un seul comptable, mais au fond pour toucher la finance de ceux qu'on crée, & rembourser en parchemin ceux qu'on supprime, & se ménager en outre la ressource de les recréer dans peu de tems à raison d'une taxation pécuniaire à fournir par les nouveaux Titulaires.

2^o. Un Edit donné à Versailles au mois de Mars, qui supprime les Offices de Payeurs des Gages des différentes Cours, le titre & les fonctions de Payeurs des Gages des petites Chancelleries, & qui ordonne l'emploi de toutes les Rentes & gages qui étoient acquittés par les Payeurs supprimés dans les Etats des Charges des Recettes générales des Finances & des Domaines.

3^o. Le nouveau Tribunal a enregistré des Lettres Patentes, contenant Règlement sur la régie & perception du Droits sur les Cuirs & Peaux établi par l'Edit du mois d'Août 1759, données à Versailles le 2 Avril, avec des précautions que sa sagesse lui a prescrites pour l'utilité de la chose & le maintien des Droits particuliers & des Loix.

18 Avril 1772.

On a remarqué comme une circonstance assez extraordinaire que le jeudi saint l'Abbé *Gayet de Sensale* (ancien Conseiller au Parlement de Paris, est-il dit dans la Gazette de France) ait prêché devant le Roi. Il est vrai que cet Ecclésiastique a toujours passé pour vendu à la Cour ; il est d'ailleurs un des premiers qui se soient fait liquider. Les Princes ne s'étant pas trouvés, par leur exil de la Cour, pour porter les plats, il en a résulté un grand vuide dans le Cérémoniel, qui a été rempli par les principaux Officiers de S. M.

19 Avril 1772.

Depuis quelques tems on annonçoit que M. le Chancelier voyant que les Liquidations n'alloient plus, useroit enfin d'une ressource très efficace ; ce seroit de faire rendre par le Roi un Arrêt par lequel S. M. manifesterait ses volontés ultérieures à cet égard. C'est ce qu'on voit effectivement dans l'Arrêt daté du 13 Avril, par lequel entr'autres dispositions il est dit que les propriétaires des Offices supprimés qui n'auront pas remis leurs titres avant le 1er Janvier 1773 pour leur liquidation, n'y seront plus admis, & demeureront déchus de toute répétition à cet égard ; permet S. M. à leurs créanciers de les y faire contraindre, ou de se faire envoyer en possession de leurs Offices, &c.

19 Avril 1772.

M. Duclor étoit Historiographe de France, & le Duc de la Vrillière a envoyé en conséquence à la levée du scellé de cet Académicien mort, un Commissaire du Roi pour retirer tous les Cartons relatifs à cette partie de son travail. Il s'est élevé une contestation à ce sujet entre les Officiers de justice & ledit Commissaire du Roi : celui-ci voulant indistinctement emporter tout ce qui se trouveroit étiqueté de cette manière, les premiers prétendant, au contraire, qu'ils devoient visiter auparavant lesdits Cartons, & les inventorier pour examiner s'il n'y auroit aucun papier de famille.

On présume que l'objet du Ministre étoit de soustraire tous les papiers qu'on pourroit trouver concernant l'affaire de Mrs. de la Chalotais avec qui le défunt étoit extrêmement lié, & les remettre à son neveu, M. le Duc d'Aiguillon.

20 Avril 1772.

*Le Point de vue, ou Lettres de M. le Président de *** à M. le Duc de N***. 68 pages in 12.* L'objet de ce nouvel écrit est de faire connoître que les premiers instigateurs des troubles actuels sont les Jésuites ;

Jésuites ; que ce sont eux qui les fomentent , dans l'espoir de ménager leur retour , plus ou moins prochain , & qu'ils ne peuvent finir que par l'extinction de l'Ordre.

————— 21 Avril 1771. —————

Il paroît constant qu'il y a eu une négociation entamée avec les Princes. On présume que ceux-ci exigeoient , pour préliminaire , le renvoi de M. le Chancelier , & que c'est à cette occasion que le Roi a offert à M. Molé de lui donner les Sceaux , & de le nommer *Vice-Chancelier*. On ajoute que celui-ci a eu le courage de déclarer qu'il ne pouvoit accepter de pareilles places qu'avec le retour de toute la Magistrature , sur quoi S. M. lui avoit tourné le dos. Quoiqu'il en soit , cette négociation est rompue pour le moment ; mais on se flatte qu'elle se renouera bientôt.

Lettre IVe. Réponse de M. de Sorhouet à M. de Maupeou.

MONSIEUR,

Bon Dieu ! les mauvaises gens qu'il y a à Arnouville , où me voilà retourné une seconde fois. Il faut que le maître de la maison ait du nouveau à m'apprendre , car il m'a mandé qu'il avoit encore quelque chose sur le cœur , dont il falloit absolument qu'il se déchargeât dans un 4eme Entretien.

Quand je suis arrivé , M. de Machault étoit absent. On m'annonce toujours sous l'étiquette d'un homme comme il faut , & qui veut garder l'incognito ; mais on diroit qu'il y a quelque chose dans ma figure ou dans mon entretien , qui sent furieusement le Sorhouet , c'est-à-dire , le très-humble protégé de Monseigneur , car ces gens-là me regardent des pieds jusques à la tête. Cependant ma bonne contenance leur en a imposé ; j'ai pris cet air de *Majesté* dont votre personne auguste est toujours environnée. Ces Messieurs se sont réunis avant que j'entrasse ; on s'étoit établi , comme à l'ordinaire , dans la salle , pour y lire les nouveaux

tés du jour. Mon arrivée avoit suspendu la lecture, on la reprit : on en étoit à l'examen de deux nouvelles follicules. (C'est le nom que ces mauvais plaisans donnent aux ouvrages sublimes de V. G. que vous avez, disent-ils, donnés au Public, pour le purger du venin que la *Correspondance* lui a communiqué.) On tenoit votre quatrième *Supplément*. Jésus ! que de sarcasmes, que d'épigrammes pleuvoient sur vous, ou sur votre rédacteur, *c'est tout un*. Le Lecteur étoit interrompu à tout bout de champ. L'un de ces Messieurs, qui est très fort en poulmons, s'écrioit :
 » Ah ! ah ! l'*Enlumineur* des pensées de *Maupeou* a
 » copié un passage de la 22eme Lettre de la *Corres-*
 » *pondance* ! Peste soit du butor, d'aller informer
 » le petit Peuple que Monseigneur doit manger des
 » enfans en guise d'Oeufs de Pâques ! Il ne pré-
 » voit donc pas où cela peut aller ! Encore dans
 » un Livre que le prix, la rareté, le poli du style,
 » & plus que tout, l'incomparable Réquisitoire de
 » maître *Jacques* mettent hors de la portée des her-
 » bieres & des légumistes de la halle ; dire que
 » le *Maupeou* est un Ogre, un Assassin, un Damién
 » même, si vous voulez, cela passe ; il y a quelque
 » chose d'approchant : mais aller le répéter dans la
 » plus mauvaise rapsodie qui ait jamais décoré le
 » parapet du Pont Neuf, dans un chiffon trivial qui
 » se vend deux sols au Quai de Gêvres ; l'exposer
 » à la vue des Poissardes, des *Fortis*, nation grossie-
 » re, & qui n'entendra point du tout la raillerie des
 » enfans mangés tout cruds ; c'est une bêtise que
 » l'auteur ne peut expier qu'en mourant sous le bâ-
 » ton Mais c'est vrai, disoit un autre, si ces
 » femme-là qui savent lire aujourd'hui, alloient
 » prendre le mangeur d'Enfans dans son hôtel un
 » de ces jours, elles pourroient bien lui faire faire
 » le saut de Pendu Comment donc, disoit un
 » troisième, nous avons vu à Paris une révolte ter-
 » rible dont le sujet étoit d'une bien plus petite con-
 » séquence Ah ! Monseigneur, souffrez que

» je respire ! ma tâche n'est pas encore finie
 » Un quatrieme, celui-là étoit Gascon, je pense,
 » disoit en me regardant (comme si j'en devois par-
 » tir) : le maraud, le bêtire, soutenir toujours l'im-
 » pertinente assertion de ce faquin de Maître Jac-
 » ques ! dire que ce sont les Princes qui ont
 » exécuté Monseigneur René ! Falloit-il les
 » comparer pour cela à celui qui donne le colier
 » de l'Ordre à des *Billards*, à des *Mont joli*, à des
 » *Mary*, & qui le donnera vraisemblablement un
 » jour à des *Gontins*, à des *Sorhouet* ?... (Ah ! Mon-
 » seigneur, j'ai frémi, j'ai pâli ; peu s'en est fallu
 » que mon visage ne m'ait décelé.)... Je pardonne ;
 » par exemple, continua-t-il, la comparaison de
 » *Matpeou* avec *Billard* ; le parallèle est assez
 » juste. »

Ils en auroient lâché, je pense, bien davantage ;
 mais quelqu'un a proposé heureusement une partie
 de Whisk on a apporté la table Demain
 j'aurai l'honneur de rendre compte à votre Grandeur
 de ce qu'il y aura de nouveau. Je la prie de me
 croire toujours, en dépit de la *médifance*,

De Monseigneur,

Le très humble & très obéissant serviteur ;

De *Sorhouet*.

A Arnouville, le 1 Avril 1772.

P. S. M. de *Machault* ne paroît point encore ; je
 parierois que c'est un poisson qu'on a donné à votre
 pauvre *Sorhouet*.

— 24 Avril 1772. —

Le Point de vue qu'on annonce fait un grand bruit
 dans le parti des Jansenistes, qui se fortifie merveil-
 leusement aujourd'hui. On entrera dans une discus-
 sion plus détaillée de cet ouvrage.

— 25 Avril 1772. —

Plus M. le Chancelier voit son opération essayer

des contradictions & sur le point d'être renversée; plus il cherche à multiplier les enrégistremens de son Parlement, en différens genres, & concernant toutes sortes de Corps, dans l'espérance que cela rendra le rétablissement des choses plus difficile

On vient de donner au Public un Paquet d'Edits, de Déclarations, de Lettres patentes, & autres pièces Ministérielles, dont chacune exigeroit une ample discussion, mais qui toutes paroissent avoir passé à la hâte au nouveau Tribunal, & sans aucun examen.

Elles consistent: 1°. en des Lettres patentes, données à Versailles le 22 Février, & enrégistrées au Parlement le 4 Avril. Elles roulent sur des difficultés prétendues élevées au sujet des Droits des Officiers des Amirautés, pour la visite des Vaisseaux & Bâtimens de mer, lors de leur apparition dans les Ports: Elles distinguent ce qui décide la relâche ou la simple posée: celle-ci n'exigeant aucune visite, ou rétribution, & l'autre étant assujettie à l'une & à l'autre.

2°. En des Lettres patentes données à Versailles, le 2 Mars, & enrégistrées ledit jour 4 Avril, portant que le nommé *Vicot* continuera d'exercer, sa vie durant, les fonctions d'huisier des Eaux & Forêts à la Table de marbre.

4°. En un Edit du Roi, donné à Versailles au mois de Novembre 1771, enrégistré toutes les Chambres assemblées le 8 dudit mois, portant suppression de deux Offices de Trésorier de la Maison du Roi, & création d'un seul Office de Trésorier général de ladite Maison, en faveur du Sr. *Cabouet de Villers*, moyennant une finance de 400,000 Livres, à payer entre les mains du Trésorier des Parties Casuelles: Le prétexte est toujours le bien public; c'est pour être plus en état de suivre l'emploi des deniers, & pour que les Particuliers soient payés plus ponctuellement. Le but véritable est de toucher de l'argent, en n'en donnant point, par la rai-

son qu'on ne peut rembourser les anciens Propriétaires qu'après l'apurement de leurs Comptes.

5°. Une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 1^{er} Avril, & enregistrée le 8 au nouveau Tribunal, portant que les Conseillers Correcteurs & Auditeurs des Comptes seront taxés pour les frais de voyage, séjour & retour, sur le même pied que les autres Officiers des Cours Supérieures.

6°. Un Edit donné à Versailles, au mois de Mars, & enregistré le 10 Avril, toutes les Chambres assemblées, concernant les frais de procédure en matieres criminelles dans les Justices Seigneuriales, dans les Ressorts des Conseils Supérieurs de Rouen & de Bayeux.

7°. Un Edit de 24 pages, enregistré aussi les Chambres assemblées, portant suppression & création d'Officiers Municipaux de Police dans les Duchés de Lorraine & de Bar. Toujours pour ne point donner d'argent d'un côté, & en recevoir de l'autre; mais en apparence pour rétablir les intérêts des villes qui souffrent de la vacance des Sieges Municipaux, & de la négligence avec laquelle la Police s'y exerce.

26 Avril 1772.

On ne sçauroit rendre la désolation qui regne dans le grand nombre des familles de la France par la multitude effroyable de suppressions de Charges qui s'augmente chaque jour. Ce ne sont que Banqueroutes, Bilans mis au Greffe, Suicides, &c. Quoiqu'on ait compté l'année dernière 2350 Bilans déposés aux Consuls, & 200 Suicides; le nombre des uns & des autres croîtra encore celle-ci, si cela continue: on connoissoit déjà 13 Suicides dans le mois de Janvier dernier.

26 Avril 1772.

Le Prince de Beauveau semble décidément rentré en grace. Madame la Maréchale de Mirepoix, sa sœur, extrêmement liée avec Madame Dubarri,

& très bien avec le Roi, par la facilité dont elle se prête à servir tous les plaisirs de S. M. a obtenu que son frere auroit une gratification annuelle de 25,000 Livres, en attendant la vacance d'un grand Gouvernement dont il a l'expectative.

————— 26 Avril 1772. —————

Les propos se soutiennent sur le discrédit où tombe M. le Chancelier, sur sa brouillerie constante avec Madame *Dubbari* & les autres Ministres, & sur les efforts que font plus ouvertement aujourd'hui contre lui les Ministres de la maison de Bourbon: enforte que les espérances se raniment merveilleusement de toutes parts, & qu'on a toujours fait à compte la chanson suivante :

Chanson Prophétique

Sur l'Air : Lon lan la derirette.

Par ma foi, René de Maupeou,
Vous devriez être bien saoul,
Lon lan la derirette,
De tous les Pamphlets d'aujourd'hui,
Lon lan la deriri.

Votre crédit baisse, dit-on,
Chacun vous tire au court-bâton,
Lon lan &c.
N'en êtes-vous pas étourdi ?
Lon lan &c.

Mais votre plus affreux malheur,
C'est de n'être plus en faveur,
Lon lan &c.
Avec Madame Dubbari,
Lon lan &c.

L'Abbé Terrai, le d'Aiguillon,
Méditent quelque trahison ;

Lon lan &c.

- (1) Le petit Saint s'en mêle aussi.
Lon lan &c.

Jusqu'à ce Monsieur de Beaumont (2)
Qui vous a fait certain affront,
Lon lan &c.
Sans vous en avoir averti,
Lon lan &c.

Ce qui redouble encor vos maux
Le Maître vous tourne le dos,
Lon lan &c.
Et bien plus la Future en rit,
Lon lan &c.

Voulez-vous que je parle net,
Il faut faire votre paquet,
Lon lan &c.
Monseigneur décampez d'ici
Lon lan &c.

Car à la Grève un beau *Salvé*,
Pour vous bientôt est réservé,
Lon lan &c.
Et par dessus, *De profundis*,
Lon lan &c.

Ainsi soit-il ?

— 27 Avril 1772. —

Depuis la suppression de différentes Cours de Monnoyes, qui se monte environ à la moitié, le Sr.

(1) *Saint Florentin*, aujourd'hui Duc de la Vrillière.

(2) On a prétendu que l'Archevêque s'étoit opposé à la publication des Monitoires.

Baujon, Banquier de la Cour, fait le service de la fabrication qu'avoit eu le Sr. de la *Borde* & qui avoit passé successivement à divers financiers.

————— 27 Avril 1772. —————

On raconte que M. le Chancelier, à l'occasion du retour d'un Exilé qu'on lui demandoit comme nécessaire pour lui faire l'opération de la fistule, ce qui mettoit sa vie dans un danger prochain, avoit répondu *bon ! bon ! ils sont éternels dans ce Parlement ; depuis quinze mois qu'ils sont dispersés, sur 172 Membres il n'en est mort qu'un encore.* Ce chef de la Magistrature, après un tel propos, doit être fort content de la mort de M. de *Bretignieres*, Conseiller de grand'chambre, désigné dans son 4^e Supplément comme un opiniâtre très accredité dans le parti. M. *Goeslard*, autre grand chambrier, est aussi très mal.

————— 28 Avril 1772. —————

Le point de Vue est divisé en trois Lettres. Dans la 1^{ere}. sous la date du 25 Février, on expose les faits préliminaires, à commencer depuis les brouilleries de 1753 à 1754 seulement, propres à convaincre que les Jésuites sont originairement les vrais & principaux auteurs de la situation déplorable où se trouve le Royaume ; que les autres causes n'y participent que comme secondaires, & que les agens apparens de tant de catastrophes n'ont souvent eux-mêmes pas connu l'impulsion secrète qui les mettoit en mouvement : que cette solution seule explique d'une manière satisfaisante toutes les intrigues actuelles, & fournit un dénouement aisé de démarches qu'on jugeroit d'abord contradictoires. Le Tableau rapide des événemens qui se sont succédés depuis ces tems orageux, jusqu'à l'expulsion entière de la Société de France, comprend l'exécrable attentat commis par *Damien*, qu'on n'assigne que comme l'instrument aveugle de la vengeance des Jésuites. On veut que le Roi ait été convaincu de cette horrible vérité, & que la certitude du crime ait été portée jusqu'à la

démonstration par la dissolution de cet Ordre Régicide.

La 2^eme est datée du 29 Février : on y retrace les faits qui ont suivi jusqu'au fatal Edit du mois de Decemb. 1770. On y représente les Jésuites chassés de France & de Portugal , cherchant à se fortifier dans les Etats voisins , à soutenir la confiance de leurs partisans , à se ménager auprès des personnes en place des appuis , des créatures & des espions , à conserver encore une influence éloignée sur l'éducation de la jeunesse , par le canal des Evêques dont ils étoient sûrs & auxquels ont attribua la plus grande part dans la formation des Bureaux des nouveaux Colleges par un Edit qu'on fit passer au Parlement sous un prétexte spécieux , & par la réunion des Boursiers au College de Louis le Grand , à la tête duquel ils firent mettre adroitement M. l'Archevêque de Rheims , qu'ils manioient à leur gré par son homme de confiance ; à exciter en leur faveur une réclamation aux Etats de Bretagne qui ne réussit pas , mais alluma dans la Province des divisions dont ils profiterent : à faire tourner à leur avantage l'élévation même de M. de l'Averly au Contrôle général , en le faisant concourir , ainsi que M. de Choiseul , à la formation d'un Edit qui leur accordoit une sorte d'existence dans le Royaume , mais qu'on fit regarder aux ennemis des Jésuites comme confirmatif de leur destruction ; à profiter de leur rentrée sourde , pour cabaler auprès des Evêques . & produire en 1765 ces actes de l'assemblée du Clergé , nouveau Brûlot qu'ils lancerent contre les Parlemens , & qui occasionna une scission momentanée ; à donner le change sur la cause de leur destruction en mettant adroitement en œuvre leurs propres adversaires pour la réforme des Ordres religieux , en répandant ensuite le bruit que les ennemis de la Religion ne cherchoient qu'à les anéantir , & que pour mieux réussir dans ce projet impie , on avoit commencé par les Jésuites comme les plus difficiles à entamer ; enfin , à commencer l'exécution

de leurs projets de récrimination contre les instrumens de leur perte , par M. de la Chalotais , & autres Magistrats vertueux & intrépides : ce qui ouvre la chaîne des atrocités de toute espèce qui se sont succédées sans interruption , depuis ces proscriptions célèbres jusqu'au moment où l'on a fait passer la faux de destruction sur toutes les Provinces du Royaume.

La dernière Lettre , datée du 9 Mars soutient les faits par diverses réflexions : 1^o. Sur le raffinement de la prophane politique des Jésuites , qui ne pouvant éviter l'extinction de leur Ordre en France , ont préféré de faire subsister l'autorité immédiate du Roi aux formes légales , & d'établir ainsi le principe contre lequel on réclame aujourd'hui. 2^o. Sur l'espèce des auteurs de la révolution actuelle , qu'on trouve tous être leurs partisans ardens. 3^o. Sur la nature des persécutions , plus fortes en proportion qu'on avoit témoigné plus de zèle contre la Société ; ce qui se démontre par les divers traitemens faits aux Parlemens , anéantis tout-à-fait , lorsqu'ils sont tout-à-fait contraires ; ou conservés dans leurs Membres dévoués à l'Ordre. 4^o. Ce qui se démontre encore mieux par l'exemple des particuliers , dont les plus ennemis des Jésuites sont les plus maltraités. 5^o. Sur ce que les Jésuites seuls ont gagné à la désolation universelle , & qu'ayant essentiellement profité du désordre , ils doivent en être , suivant les principes du raisonnement , réputés les principaux instigateurs. 6^o. Sur la délicatesse mal placée qu'ont eu les Corps réclamans de ne pas désigner les Jésuites comme les moteurs secrets de nos divisions , quoiqu'ils en fussent convaincus : réserve fatale ! qui a perpétué les calamités. 7^o. Sur l'espoir qui reste que nous trouverons le terme de nos maux , & qu'un jour le Pape nous ouvrira les yeux ; en détruisant les Jésuites sur les preuves excellentes & multipliées qu'il a , qu'ils ont entrepris de culbuter les Etats dont ils ont été chassés , qu'ils ont attenté à la vie du Roi de Portugal , qu'ils ont

conspiré contre la maison régnante d'Espagne, qu'ils excitent en France les troubles actuels, & qu'ils veulent se venger sur la Magistrature qui a découvert leur secret.

————— 28 Avril 1772. —————

La Commission pour la réforme des Réguliers continue son travail secret, mais les circonstances ne sont pas favorables pour en faire éclore les dispositions. Quoique tout soit prêt depuis longtems pour l'extinction de l'Ordre des Célestins, de nouveaux obstacles s'élèvent continuellement. Les particuliers s'y sont d'abord opposés : aujourd'hui, le Général qui est à Rome, prend fait & cause pour eux ; & quoique les Célestins de France ne le reconnoissent pas depuis plus de deux siècles, ils ne réclament point aujourd'hui contre un secours qui vient fi à propos. Il a fait signifier son opposition à la Commission, & a en outre écrit au Chancelier de France, & à M. l'Archevêque de Paris, à ce qu'on assure : celui-ci est naturellement trop contraire à tout ce qui émane d'un Tribunal aussi irrégulier pour ne pas improuver son ouvrage ; & M. de Maupeou espère trop sur les secours ultramontains, pour ne pas seconder les intentions du Pape.

————— 28 Avril 1772. —————

Depuis quatre ans, M. l'Archevêque avoit la Bulle de Canonisation de Madame de Chantal, mais le Règlement du Parlement intervenu sur ces entrefaites, par lequel il vouloit viser tout ce qui venoit de Rome, avoit obligé ce Prélat de la tenir secrète jusqu'au moment favorable de la produire.

————— 28 Avril 1772. —————

M. Beaujon qui avoit en titre la fabrication des Monnoyes, cede cette partie à M. Noguès, beau-frere de M. de la Borde, & très-expérimenté dans cette besogne.

 29 Avril 1772.

M. le Duc de de Charries part au commencement du mois prochain pour aller voir le Port de Brest. Il doit être quinze jours seulement dans tout ce voyage; il mene très peu de suite: il a, suivant l'usage, l'agrément du Roi. Le Ministre a expédié au Département tous les ordres nécessaires pour donner à S. A. les spectacles de diverses especes que les circonstances pourront fournir, relativement aux opérations de la Marine. L'Escadre d'évaluation doit surtout être en rade pour ce tems, & manœuvrera devant Elle.

 29 Avril 1772.

L'affiche des *Druïdes* avoit été renouvelée aujourd'hui. A une heure, un Exempt de Police est venu signifier aux Comédiens un ordre du Roi de ne pas jouer cette Piece, ce qui les a fort embarrassés. Ils vouloient par épigramme, y substituer le *Tartuffe*: malheureusement, ils ne se sont pas trouvés assez complets pour le jouer. Cette proscription est un nouvel effort du Clergé, & surtout de l'Archevêque de Paris. D'ailleurs des raisons de l'olitique se sont jointes à l'esprit de fanatisme, & l'allusion qu'on a cru y voir entre Madame Louise, & une fille de Roi qui s'y dévoue au culte d'Elus, les applications qu'on en a faites malignement dans la brochure à Jacques Vergès, ont engagé le Ministère à se rendre en cette occasion aux vœux du Clergé: qu'on ne veut pas mécontenter ouvertement, dans le moment où il est question de l'assembler pour en obtenir de l'argent.

 30 Avril 1772.

On a remarqué que dans le dernier voyage que le Roi a fait à Saint Denis, pour voir Madame Louise, S. M. qui teste ordinairement plusieurs heures avec cette Princesse, y a passé peu de minutes; ce qui fortifie les conjectures de ceux qui croient que le Roi commence à ouvrir les yeux.

1er Mai 1772.

On ſçait que M. le Chancelier a donné ordre aux Conſeils Supérieurs de lui envoyer la liſte des cauſes jugées à chacun de ces Tribunaux. On écrit de Châlons, que celui de cette ville a dreſſé un catalogue de 700 procès expédiés, ce qui eſt merveilleux, & fait croire qu'on a exagéré; mais ce qui prouve auſſi qu'on inquiete M. de Maupeou ſur les travaux de ces Jurifdiſtions, & que le Roi a prêtés quelque oreille aux diſcours qui lui ont été tenus à ce ſujer.

Le Chancelier avoit également envoyé demander au nouveau Tribunal, la liſte des Arrêts rendus depuis les Vacances, laquelle étoit très nombreuſe, mais ſur la diſtinction qu'on a faite au Roi des Arrêts de rapport d'avec les Arrêts d'Audience, il ne s'eſt trouvé que peu d'Arrêts de la première eſpece.

Au ſurplus, depuis la rentrée, la cauſe des Libraires ayant été renvoyée à la fin de ce mois, par la maladie de M. Luneau, les audiences ſont déſertes, & le Public ſe porte au Châtelet où plaide le Sr. Gerbier.

1er Mai 1772.

Voici comme on raconte l'hiſtoire du Prince de Beauveau. Étant entré de Quartier au 1er Avril auprès du Roi, en qualité de Capitaine des Gardes, S. M. lui demanda s'il étoit toujours dans la même façon de penſer ! A quoi ce Seigneur repliqua qu'il avoit trop de probité pour varier dans ſes ſentimens, & qu'il ne changeroit jamais. Sur cela le Roi avoit rompu la conſervation, & ne lui avoit plus parlé; ce qui avoit fait croire à L. de Beauveau qu'il alloit être abſolument diſgracié. En conſéquence il avoit annoncé à la Princesſe qu'il étoit perdu, & qu'il falloit ſe diſpoſer à l'exil. Le lendemain, Lettre du Roi, qui lui annonce ſa gratification annuelle, & la promeſſe dont on a parlé.

2 Mai 1772.

La Déclaration du Roi, qui a été rendue en faveur des Conseillers Correcteurs Auditeurs des Comptes, par laquelle ils sont maintenus dans les titres, honneurs & dignités attachés à leur qualité de membres de Cour souveraine, & rassurés en conséquence de l'exception injurieuse qui en avoit été faite dans l'Edit du mois de Juin dernier, pour la taxe des frais de voyage, séjour & retour, a tellement flatté la Chambre que, quoique le Chancelier se fût d'abord refusé à leurs représentations à cet égard, & que la chose n'ait réussi que par l'entremise du Premier Président, ces deux Bureaux de Correcteurs & Auditeurs ont eu la bêtise d'arrêter d'en faire des remerciemens au Chef de la Magistrature. En conséquence, le Premier Président a été chargé d'aller sçavoir le jour, le lieu & l'heure, auxquels il lui plairoit recevoir la Députation des deux Ordres; qu'il a agréé à Paris, mercredi 29 d'Avril, jour auquel il est venu tenir le Sceau; & cette Cérémonie a été remplie par deux Correcteurs & quatre Auditeurs envoyés à cet effet. Cette démarche rend encore plus ces Messieurs l'objet de l'indignation publique.

2 Mai 1772.

Il paroît depuis peu une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 18 Mars 1772, & enregistrée au nouveau Tribunal le 8 Avril, qui renouvelle pour trois ans encore les défenses déjà faites par celle du 3 Avril 1769, aux Nouveaux Convertis d'aliéner leurs biens sans permission.

On a publié aussi un Edit donné au mois de Novembre 1771, qui renouvelle celui portant prorogation des deux Vingtièmes, & établissement d'une multitude d'autres Droits dont le catalogue seul est effrayant; comme aussi que les droits & impositions dans les Duchés de Lorraine & de Bar seront payés en argent au cours de France. Cet Edit a été en-

réglé au nouveau Tribunal , les Chambres assemblées , le 29 Avril dernier.

Enfin , M. le Chancelier , toujours miséricordieux envers les Officiers de justice , & même leurs supérieurs qui s'humilient sous la main qui les frappe , a fait enrégistrer au nouveau Tribunal , le même jour , 29 Avril , des Lettres patentes données à Versailles le 25 Mars , par lesquelles les Sr. *Le Sicure & Manchon* , ci-devant Huissiers-audienciers en la Chambre des Requêtes du Palais à Rouen , continueront d'exercer leurs fonctions sous l'inspection du Conseil Supérieur de Rouen.

Les bruits sinistres sur la disgrâce prochaine de M. le Chancelier se continuent , & s'accréditent , tant à Versailles qu'à Paris. Ils sont fondés sur mille petits détails , dont aucun n'est important , mais qui réunis fournissent une masse d'inductions , qui ébranle les plus difficiles à persuader.

L'anecdote de M. le Prince de Beauveau , dont on a parlé , semble la base de tout le reste. On fait cependant que la nouvelle grace qu'il a reçue du Roi , est due spécialement à sa sœur , & à la démarche peu noble de ce Seigneur envers Madame la Comtesse *Dubarry* , chez laquelle il a eu la bassesse d'accepter à souper. Mais en laissant à part la pureté ou l'infamie du motif , on en conclut toujours un rapprochement de cet arc-boutant du parti des *Choiseuls* avec celui de leur ennemie spéciale ; ce qui confirme son éloignement du Chancelier : la rupture de ce dernier avec la plupart des Ministres est trop manifeste pour en douter. On ajoute que M. *Bertin* , le plus modéré d'entre eux à son égard , avoit cependant blâmé hautement la semaine dernière ses opérations dans le Conseil des Dépêches du samedi 25. en présence du Roi , sans que S. M. y trouvât à redire.

La faveur à laquelle M. le Baron de Breteuil est monté depuis quelque tems , quoique partisan des *Choiseuls* , & balotté depuis un an par le Ministère

à cette occasion, n'est pas moins remarquable, d'autant que l'on fait qu'il a été employé dans la Négociation avec les Princes, & quoiqu'elle n'ait pas réüssi, son crédit s'en est accru depuis.

Quoique le Roi eût toujours été entouré de Protestans (on appelle ainsi les Seigneurs qui ont protesté au Lit de justice du 13 Avril.) plusieurs s'étoient d'eux-même retirés de la Cour; on a remarqué depuis peu l'affectation de S. M. à nommer, pour l'accompagner dans ses petits voyages de St. Hubert, Chaisy & Bellevue, ces derniers, en sorte qu'il s'est trouvé récemment entouré de ceux les plus décidément connus pour les ennemis du Chancelier.

Enfin, l'on veut que le Chancelier prévoyant l'ascendant que ses adversaires prendroient sur l'esprit du Roi, ayant demandé à S. M. une audience particulière, ne l'ait point encore obtenue; que S. M. lui ait même refusé la liberté de venir la trouver dans ses parties de chasse & de plaisir, comme il l'avoit eu jusqu'à présent.

----- 3 Mai 1772. -----

Le S. *Thevenot d'Essaulles*, ci-devant Avocat assez célèbre, ayant eu beaucoup de désagrément dans son Ordre, à l'occasion des démarches fausses qu'il a faites pour la rentrée de la St. Martin, a été obligé de quitter, & d'accepter une place d'Avocat du Roi au Conseil supérieur de Blois.

----- 3 Mars 1772. -----

L'Assemblée du Clergé, qu'on avoit annoncée pour le 2 Juin, est reculée au 10. Elle se propose de porter diverses plaintes contre le Contrôleur général, & notamment à l'occasion du droit de Quinzième dont il se trouve surchargé, quoiqu'il ait donné quatre millions pour s'en racheter, lors de l'insitution du droit de mutation. C'est à l'occasion des réclamations que les Députés de cet Ordre ont faites

faites , qu'on cite le mot Machiaveliste de l'Abbé Terrai : Mais , Monsieur le Contrôleur Général , disoit celui qui portoit la parole , c'est une injustice criante , manifeste..... Et mais , reprit ce Ministre d'airain , nous ne sommes faits que pour cela.

————— 4 Mai 1772. —————

M. le Duc d'Aiguillon , & Monsieur le Marquis de Monteynard , s'étoient battu froid depuis leur querelle dont on a rendu compte : ils ont mangé depuis peu ensemble ; mais on attribue ce raccommodement apparent au desir seul que le Roi en a témoigné.

————— 4 Mai 1772. —————

M. le Duc de Chartres est parti hier pour son voyage de Brest ; il a passé par Versailles , & est allé soucher à Creci où tous les Princes sont rassemblés.

————— 5 Mai 1772. —————

Il a été enrégistré au nouveau Tribunal , les Chambres assemblées , le 29 du mois dernier , un Edit donné à Versailles au dit mois , qui par les mêmes vues qui ont déterminé à supprimer le Siege général de l'Amirauté de Paris , supprime les Sieges généraux de l'Amirauté & des Eaux & Forêts de la Table de marbre de Rouen. On conserve cependant le siege particulier de l'Amirauté de la même ville ; on donne une indemnité à M. l'Amiral , & l'on attribue les appels des Amirautés & Maîtrises particulières , &c. soit au Conseil supérieur de Rouen , soit à celui de Bayeux. suivant l'arrondissement de leur District.

————— 5 Mai 1772. —————

Les Ministres sont toujours en fermentation entre eux , & voudroient s'arranger dans divers Départemens qui leur convinsent davantage. M. le Duc d'Aiguillon , quoiqu'ayant beaucoup d'esprit & de connoissances , quoique très laborieux , paroît abso-

lument impropre aux négociations des affaires étrangères; les Ambassadeurs des Puissances s'en plaignent hautement, & il sent lui-même son insuffisance. *M. de Boynes*, harcelé depuis la nouvelle ordonnance par tout le Corps de la Marine Royale, voit qu'il aura peine à faire tête à l'orage; que s'il cede d'un autre côté à ce Corps impérieux, il n'aura plus aucune consistence dans sa place: il croit pouvoir mieux figurer dans la dignité de Chancelier ou de Garde des Sceaux, & maîtriser plus despotiquement la Magistrature pacifique. Cela seroit un jour dont profiteroit volontiers le premier, qui par son long Commandement en Bretagne, prétend avoir acquis de grandes connoissances dans la Marine, & s'accommoderoit de cette partie au défaut du Département de la Guerre qu'il auroit bien désiré enlever à *M. de Monteynard*, mais dans lequel le Roi semble vouloir jusqu'à présent maintenir ce dernier; auquel cas le Département des Affaires étrangères ne seroit point vacant: & l'on parle dans le Public de divers concurrens, dont le plus accrédité aujourd'hui est, à ce qu'on croit, le Baron de Breteuil.

5 Mai 1772.

M. Milon, Conseiller au Châtelet, exilé de Paris, avoit écrit à *M. le Lieutenant général de Police*, pour le prier de solliciter *M. le Chancelier* de lui obtenir du Roi la permission de venir faire ses Pâques à Paris. *M. de Sartines* lui a répondu que *M. le Chancelier* le lui permettoit. Ce Magistrat n'a pas cru devoir user d'une simple bonne volonté du Chef de la Justice, & il n'en a pas profité.

5 Mai 1772.

Le 29 Avril dernier il a été enrégistré au nouveau Tribunal des Lettres patentes données à Versailles, le 25 Avril, qui allarment le Public. On y ordonne que les Receveurs des Consignations de toutes les Jurisdictions de la Ville de Paris seront tenus de rendre

leurs Comptes en la Grand' Chambre du Parlement ; On y ajoute : *Ordonnons que lesdits Comptes des Consignations des Requêtes du Palais nous seront rapportés ; nous réservant de faire connoître , sur l'examen qui en sera fait en notre Conseil , nos intentions , & d'ordonner ce que nous jugerons convenable pour le bien & l'avantage des Créanciers desdites Consignations.....* Ce qui annonçeroit que le Gouvernement auroit dessein de réaliser l'envie qu'on lui suppose depuis longtems de mettre la main sur tous ces fonds , ainsi qu'il l'a déjà fait en partie , suivant les traits particuliers qu'on en a rapportés.

————— 6 Mai 1772. —————

On a fait mention dans le tems de Lettres patentes du 24 Février , enrégistrées le 8 au nouveau Tribunal , qui ne présentoient d'abord qu'un point de discipline établi très à propos pour le Commerce , en exigeant que les fabriquans d'étoffes seroient obligés de marquer à la tête & à la queue des pieces d'étoffe le nombre d'aunes qu'elle contiendront. On applaudissoit à cette Police , mais ce n'étoit qu'un préliminaire honnête d'un nouvel impôt qu'il est question d'établir sur les étoffes. On prétend que le Corps des Marchands , pour éviter le trouble qu'apportoient dans leurs maisons les visites journalières & inopinées qu'auroient droit d'y faire les Commis préposés à cette Régle , ont offert de se rédimier annuellement de cette vexation. M. l'Abbé Terrai vouloit l'évaluer à quatre millions pour la ville de Paris , & les Marchands en offrent dix-huit cens mille francs , & c'est un point aujourd'hui de contestation entre le Ministère & le Commerce , mais il paroît décidé que l'imposition aura lieu d'une ou d'autre manière.

————— 6 Mai 1772. —————

La Charge qu'on va rapporter sur le nouveau Tribunal prouve à quel point on s'occupe de le couvrir de ridicule , & jusques à quelle idée dégoûtante on

s'abaisse en y songeant : voici ce qui donne lieu au mauvais quolibet en question. On a rassemblé les noms de plusieurs Membres, qui, réunis, semblent par la prononciation former un sens. Les voici : *Corps*, *Salles*, *Billeheu*, *Quyrot & Gin* : *id est*, Corps sale, bilieux, qui rotte & geint.

7 Mai 1772.

Il est inconcevable à quel point de confiance s'abandonnent certains bons Patriotes sur la disgrâce future du Chancelier, & la résurrection prochaine du Parlement, quoiqu'elle ne paroisse encore autorisée par aucun fait décisif. Ils vont jusqu'à prétendre que le Roi a depuis longtems la Lettre de cachet sur lui ; ils racontent à cette occasion une anecdote assez plaisante, ils disent que tous les soirs, en se couchant, le Roi met sous son chevet un papier qu'il a soin de tirer de sa poche lui-même, lorsqu'il se déshabille : ils veulent que ce papier mystérieux ne soit autre chose que la Lettre de cachet si désirée. Il s'appuyent sur le caractère indécis de S. M. qui a varié jusqu'à trois fois à l'égard de celle expédiée contre M. le Duc de Choiseul.

8 Mai 1772.

Dans l'Assemblée des Secrétaires du Roi tenue avant-hier, il a été question de procéder à l'Élection d'un nouveau Syndic, sur la démission de la place qu'a donnée M. de Vin. Dans le cours des opinions pour lui nommer un successeur, un des membres de la Compagnie a péroré, & s'est étendu sur les louanges de l'Officier qui se retiroit. Il a pris occasion de là, pour exagérer en effet ses pénibles occupations que procure la place de Syndic ; il a exalté le zèle de M. Gin (Conseiller du nouveau Tribunal, & Syndic de la Compagnie) qui, malgré les fatigues dont sa nouvelle dignité l'accabloit, vacquoit encore avec tant d'ardeur au Syndicat, mais il a demandé si ce ne seroit pas le cas d'aller au devant des souhaits

de ce digne membre , en lui offrant un repos trop nécessaire , vu la place importante de Magistrature dont il étoit revêtu , où son tems & son génie étoient employés bien plus utilement & plus précieusement ? Ce persiflage ironique , applaudi à toute outrance , par quelques confreres , dans le secret , a entraîné un *Omnes* qui a déconcerté M. Gin. Il ne s'attendoit pas à cette sortie , & ne sachant comment s'en tirer , craignant que ce ne fût un complot général de l'Assemblée , il a mieux aimé se démettre de bonne grace ; il a paru entrer dans les vues qu'on lui supposoit , il a déclaré qu'en effet ce n'étoit qu'un excès de zèle pour la Compagnie qui pût le soutenir dans les travaux dont il étoit surchargé , que ce dévouement à ses confreres lui auroit fait garder la place encore quelque tems ; mais que , puisque l'occasion se présentoit de s'en débarrasser , il accepteroit volontiers le successeur qu'on voudroit lui donner : sur quoi on a voté de nouveau , & il a été remplacé incontinent.

9 Mai 1772. —————

Afin de rompre , autant qu'il est possible , les efforts que le Clergé pourroit faire , en profitant de son assemblée extraordinaire , pour se plaindre sur divers griefs & faire des réclamations à l'égard de quantité de ses droits prétendus lésés , le Ministère a engagé le Roi à lui accorder un délai très court , & à enjoindre aux Evêques de ne s'occuper que de leurs intérêts pécuniaires , le seul objet de leur réunion. On a paru aussi prévenir quelques-unes de leurs plaintes légères , pour les disposer plus favorablement , & les persuader des bonnes intentions de S. M. à leur égard. Voilà , sans doute , ce qui a beaucoup contribué à arrêter les Représentations , & l'impression de la Tragédie des *Druïdes* ; & quoique la révocation des Lettres patentes qui suspendoient la Loi du Parlement à l'égard des Bulles , Brefs , &c. venant de Rome , soit indispensable dans

de moment par les instances pressantes des Puissances de la Maison de Bourbon, on a pris une tournure qui les satisfait, du moins en partie, & conserve leurs prérogatives, de façon qu'ils n'osent s'en plaindre. En effet, M. l'Archevêque de Paris, le plus zélé pour les immunités de son Ordre, & pour que le bras de chair ne mette point la main à l'Encensoir, n'osant contester au Roi la liberté de surveiller à la Police générale de son Royaume, prétend être en sûreté de conscience au moyen de la volonté de S. M. connue à cet égard, & expliquée dans une déclaration qui fait la Loi, & n'a passé au nouveau Tribunal que pour la formule de l'enregistrement. D'ailleurs, comme il a gagné l'exception du *Visa* pour quelques petits articles, tels que les dispenses de mariage, il est calmé, & attend patiemment le moment de gagner davantage.

————— 9 Mai 1772. —————

Le nouveau Tribunal a enregistré le 5 Mai des Lettres patentes, données à Versailles le 22 Mars, par lesquelles on réforme une bévue de l'Edit du mois de Janvier de cette année. On y ordonnoit, en supprimant le Parlement de Dombes, & en instituant à sa place un simple Siege Royal dans cette Principauté, que les Appels de ce siege ne pourroient être relevés qu'au Conseil supérieur de Lyon, tandis que quantité se trouvent dans le cas de ce qu'on appelle *Cas Présidiaux*, & peuvent être jugés au Souverain par iceux; en conséquence, ces appels sont exceptés de la Loi, & renvoyés au siege Présidial de Lyon.

Au jour de rigueur & de destruction, M. le Chancelier fait succéder des jours de miséricorde & de bienfaisance: le même jour, 5 Mai il a fait enregistrer au nouveau Tribunal d'autres Lettres patentes, données à Versailles le 1er Avril, qui disent dans le Préambule que les changemens que le Roi avoit cru devoir faire dans l'administration de la ju-

tics qu'il doit à ses sujets, l'ont déterminé à supprimer le Parlement de Douay, mais que la satisfaction qu'il a des services qui lui ont été rendus par les Officier de cette dite Cour, & de ceux que la plupart d'iceux lui rendent actuellement en son Conseil supérieur de la même ville, exigent, qu'indépendamment du remboursement de la finance de leurs offices, il leur donne des marques particulieres de sa bonté & satisfaction; en conséquence, il leur accorde la jouissance de tous les honneurs, droits & privileges attribués aux offices dont ils étoient pourvus Suit un Etat des Officiers qui composoient ce Parlement lors de l'Edit de suppression du mois d'Août 1771. Il est composé du Président *de C. l'onne* & de cinq Présidens à Mortier; de 5 Chevaliers d'honneur, dont un en survivance; de 22 Conseillers Laïcs; de 2 Conseillers Clercs; d'un Avocat général, d'un Procureur général, 2 Substitués, d'un Greffier en Chef, de 3 Greffiers, d'un Principal Commis de la 3eme Chambre, du Receveur des Amendes & Epices & Payeur des Gages, du Receveur des Consignation, & du Receveur des Saisies réelles.

Dans celles enrégistrées le même jour, & données à Versailles le 27 Mars, ont dit dans le préambule, toujours intéressant, que c'est avec regret, qu'éant obligé, par des motifs d'ordre public, de supprimer par Edit du mois d'Août dernier, la Cour des Monnoies de Lyon, le Roi a vu ces Officiers, distingués par leur zèle & par leur affection à son service, privés de leur état, & dans les cas de perdre les avantages ordinaires qui y sont attachés; qu'il lui a paru convenable d'avoir égard à leur situation, & de leur donner des marques particulieres de sa bienveillance; en conséquence de leur accorder les mêmes Droits, privileges & Exemptions dont ils jouissoient avant leur suppression.

Suit l'Etat de ces Officiers, comprenant 5 Présidens, le Premier en tête; 2 Chevaliers d'honneur;

2 Conseillers d'honneur; 29 Conseillers Laïcs; Avocat Général; Procureur Général; 4 Substituts; 1 Greffier en Chef; 1 Plumitif; 4 Présidens honoraires; 5 Conseillers ib.; 1 Procureur Général; 1 Avocat Général: 1 Greffier en Chef, honoraires aussi.

————— 10 Mai 1772. —————

M. le Chancelier, qui entend la raillerie & se pique de mettre de la gaieté dans les affaires les plus graves, s'est ressouvenu qu'à la fin de la 3eme *Partie de la Correspondance*, on lui avoit promis les Oeufs Rouges de Pâques; il a voulu donner aussi les siens à la Magistrature, & il fait paroître en conséquence un Arrêt du Conseil en date du 19 Avril, qui ordonne le remboursement des premier & second millions, destinés aux remboursements des Offices supprimés; du Parlement, Grand Conseil & Cour des Aides de Paris, pendant chacune des années 1772. & 1773. Suit un état annexé de ces remboursements, par lequel il appert que ceux pour ce tems se montent, pour le Parlement à 527, 300 Livres; pour le Grand Conseil à 1, 122, 540 Livres; & pour la Cour des Aides, à 350, 160 Livres; ce qui absorbe les deux Millions.

————— 10 Mai 1772. —————

On assure que M. le Chancelier a été fort molesté dans les derniers Conseils des Dépêches où l'on rend compte des événemens de l'intérieur du Royaume, & où l'on a apporté les divers mouvemens des Cours supérieures de Province, qui ne semblent pas aussi dociles que le Chef de la Magistrature avoit prétendu qu'elles seroient. On a lu l'Arrêté du Parlement de Bordeaux, sur la séance forcée de M. de *Fumelles*, & l'on y a remarqué un esprit de mutinerie qui a fort déplu. On a ajouté que la Cour Souveraine de Nanci, n'étant pas payée de ses gages, se les étoit fait donner par autorité, au moyen d'un Arrêt qu'elle avoit rendu, pour obliger le Payeur à

le faire : Que Besançon se disposoit à une nouvelle résistance par l'admission de plusieurs Membres supprimés , qui y étoient rentrés comme honoraires , & dans le dessein d'animer leurs confreres & de les renforcer. On veut que M. le Chancelier , toujours tranchant le Nœud Gordien , comme Alexandre , ait proposé de casser le Parlement de Bordeaux surtout , & les autres successivement , s'ils résistoient : sur quoi M. de *Boynes* , son bras droit dans le commencement de l'opération , mais aujourd'hui son rival , avoit combattu fortement son projet & avoit paru plaire au Roi : Que M. le Duc d'*Aiguillon* avoit observé méchamment , qu'il falloit que la besogne de M. le Chancelier fût bien mauvaise , pour s'annoncer comme telle dès le commencement ; il a observé combien il étoit à craindre que cette résistance ne s'accrût , puisqu'elle commençoit par les Magistrats même choisis par M. le Chancelier.

On croit aujourd'hui que M. de *Maupéou* sentant qu'il ne pouvoit résister seul à l'orage qui se formoit contre lui , s'est repley de nouveau , & tâche de se raccommoder avec Madame la Comtesse *Dubbari* , qu'il a déjà fait des démarches auprès de Mlle *Dubbari* , dont l'esprit souple , insinuant , est fort analogue au sien ; qui d'ailleurs , n'étant rien moins que jolie , n'a point de courtisans , & est flattée de voir dans ses fers le Chef de la Magistrature.

12 Mai 1772.

Arrêté du Parlement de Bordeaux , le 10 Avril.

» La Cour toutes les Chambres assemblées : Vu l'Acte de ce jourd'hui , contenant Procès-verbal de la séance du Sieur Comte de *Fumelles* : Vu la délibération : En considérant que les Régistres de ladite Cour ne sont que le Dépôt des Délibérations d'icelle , toujours dirigées par le zele des Magistrats qui la composent , pour l'intérêt de la gloire & de la Jus-

rice Souveraine dudit Seigneur Roi ; que tout ce qui peut y être inscrit par une acte purement, impératif & absolu, portant avec lui un caractère absolument étranger aux Délibérations ne peut en rien se comparer aux formes anciennes & consacrées pour la publication de la Loi : Que tout acte de cette nature détruit, au contraire, jusqu'à l'image des Loix, & des formes conservatrices de cette balance précieuse de justice & d'autorité, qui fait le bonheur & le soutien de la Monarchie «.

» Considérant en outre que la nature des Edits, à raison desquels il a plu audit Seigneur Roi d'user de ce genre de transcription, présente une suite de conséquences, les plus allarmanes pour les Peuples : Que le progrès des subsides, & cette manière de les introduire, ne laisse plus rien de stable dans les propriétés des Sujets dudit Seigneur Roi : Que ce genre d'exercice de son autorité accorde un libre cours à l'arbitraire ; & ne laisse plus aucun moyen d'arrêter les surprises qui pourroient être faites à sa religion & à sa Justice. A protesté ladite Cour, sous l'autorité dudit Seigneur Roi, pour l'honneur & l'acquit des Magistrats délibérans en icelle, contre lesdites transcriptions, comme insuffisantes aux yeux de la Loi, comme contraires aux Délibérations de ladite Cour, tendantes à détruire la forme légale de l'enregistrement, & ne pouvant se suppléer au désir de la Justice Souveraine dudit Seigneur Roi «.

» Déclare en outre, qu'elle ne cessera de réclamer, tant contre lesdits Edits & Déclarations, que contre lesdites transcriptions ; & qu'au surplus, ledit Seigneur Roi fera de nouveau & très instamment supplié de retirer lesdits Edits & Déclarations, & de soulager les Peuples de ladite Province de Guyenne, & en conséquence qu'à cet effet il lui sera présenté de nouvelles & itératives Remontrances. «

Tel est ce fameux Arrêté qui a fait tant de bruit, qui a agité les Ministres, & fait la matière de plusieurs Conseils. On voit qu'il n'est qu'un bavardage

de Palais ; réchauffé d'après tant d'autres pareils ; faits dans de semblables circonstances ; qu'il n'est soutenu par aucun acte capable d'arrêter l'effet des Edits , qu'il annonce de simples réclamations d'un Tribunal purement passif.

Cependant , comme cet Arrêté est la premier piece de ce genre , émanée des Parlemens depuis leur refonte ; que sa publicité d'ailleurs transgresse la Loi du silence si sévèrement recommandée à ces Tribunaux , on se l'arraché ; on croit y voit le germe des troubles prêts à renaître ; & S. M. à qui l'on n'a pu le cacher , en a paru douloureusement affectée. Elle a conçu avec peine qu'elle ne seroit pas quitte du soin pénible de lutter toujours contre ces Magistrats , qu'on lui a représentés comme voulant s'ériger en *Tuteurs des Rois*.

On attribue ce morceau d'éloquence gasconne & fort mal digéré , au Président *de Gasc* , le Chef du résidu de ce Parlement , l'ame damnée de M. le Maréchal *de Richelieu*. On veut que cete attaque ait été dirigée par M. le Duc *d'Aiguillon* , pour embarrasser le Chancelier , & faire connoître au Roi que sa besogne ne valoit rien. On présume ce complot d'après le refus fait par le Gouverneur de Guyenne , à l'instigation de ce Ministre , son neveu , & l'on ne s'imagine pas que des Magistrats assez pusillanimes pour trahir leurs confreres , & siéger aussi illégalement dans un lieu où ils avoient d'avance prononcé l'anathème contre les lâches qui les remplaçoient , eussent eu d'eux-mêmes le courage de dresser un tel Arrêté , tout informe , tout puérile , tout vain qu'il soit.

12 Mai 1772.

Depuis longtems on se plaint de la mauvaise affiette de Taille ; en sorte que cette imposition , très onéreuse par elle-même , le devient encore par les surtaxes dont sont chargés ceux qui sont le moins en état de les supporter. La Cour des Aides, tri-

bunal établi par essence pour connoître des délits commis dans une telle partie , s'en occupoit sérieusement depuis quelque tems ; mais elle étoit continuellement contrecarrée par le Conseil , qui venoit toujours à la traverse , & donnoit gain de cause aux Commissaires départis , par des Arrêts qu'ils extorquoient aisément. Depuis la suppression de la Cour dans le Ressort de Paris , les Intendans se sont livrés sans mesure à l'arbitraire , & n'étant plus retenus par aucune crainte , leurs Subdélégués sont sous eux les petits tyrans. Les Elections sont des Tribunaux inférieurs , qui sont bien fait pour les surveiller en première instance , mais n'ayant plus de Cour immédiate , elles ont perdu elles-mêmes leur consistance , celles qui ont voulu montrer quelque fermeté sont anéanties : il est même question de faire main basse sur la plus grande partie du reste.

Cependant , pour conserver au milieu de toutes ces destructions une apparence de justice , & un ordre prétendu au sein du désordre même , le Conseil vient de nommer douze especes de Commissaires pour la Généralité de Paris seulement. L'objet de leur mission est de se répandre dans les diverses Elections , & d'y asseoir la Taille par eux-mêmes & dans la plus exacte impartialité. Comme ce travail doit être considérable , ils n'ont ordre que d'aller avec lenteur dans leur besogne , & chacun d'eux ne doit parcourir son district qu'en trois ans : c'est à-dire qu'il passera successivement dans toutes les Paroisses , tiers par tiers ; le surplus sera fait par les Subdélégués ou Elections , sans que ceux-ci aient droit de rien réformer de ce que lesdits Commissaires auront arrêté. Au moyen des renseignemens que pendant cet espace prendront ces Inquisiteurs , on saura à peu près l'évaluation des biens fonds de chacun , & il se formera insensiblement un Cadastre quelconque. Si cet essai réussit , les mêmes sujets seront repartis ensuite dans les autres Généralités du Royaume. & y continueront leurs opérations.

----- 13 Mai 1772. -----

On mande de Bretagne que M. le Duc de Char-
res a été reçu partout avec les plus grandes démon-
stration de joie ; que la Noblesse de toutes les vil-
les où il a passé est montée à cheval pour aller au
devant de lui ; que les Dames se sont parées, & se
sont rendues aux endroits où il relayoit ; qu'enfin
on lui a adressé à Brest le discours suivant , au nom
de la noblesse :

» L'hommage que vient rendre à V. A. S. la No-
blesse de Bretagne , est l'expression des sentimens
les plus chers à son cœur. Ne lui seroit-il pas per-
mis de faire éclater sa joie, lorsque votre arrivée
dans une Province qui s'est toujours distinguée par
son zele & sa fidélité , semble être le *présage des*
événemens les plus heureux ! Tout concourt, Mon-
seigneur , à fonder les douces espérances que nous
osons former : le respect sans bornes pour l'auguste
sang des Bourbons : notre vénération pour les quali-
tés éminentes & *Patriotiques* de V. A. & notre juste
confiance dans les bontés paternelles d'un Roi
Bien-aimé !

Quelques phrases de ce discours ont fort déplu à
la Cour , comme ayant trait aux circonstances. On
n'est point à se repentir d'avoir laissé aller en Breta-
gne , dans ce moment , ce Prince chéri , dont la pré-
sence n'est propre qu'à faire fermenter les têtes de
ce pays-là d'une façon dangereuse , sur-tout aux ap-
proches des Etats , qui doivent s'assembler l'automne
prochain. C'est M. le Duc de Penthièvre qui avoit
demandé au Roi la permission pour son gendre , &
S. A. S. pourroit bien en essuyer des reproches.

----- 13 Mai 1772. -----

Le nouveau Tribunal en a enrégistré sans difficulté ;
le 30 Avril dernier , un échange fait par Lettres pa-
tentés du Roi données à Versailles au mois de
Mars dernier , en faveur de la Dame Gaudin veuve ,

d'un Commissaire de la Marine & premier Commis des affaires étrangères : échange qui , suivant l'usage n'est point au détriment du particulier , & à l'avantage de S. M.

13 Mai 1772.

Sur ce qui a été représenté au Roi , par sa très chere & bien amée fille *Louise-Marie*, Religieuse Carmelite , que plusieurs freres de l'Ordre de la Bienheureuse Vierge du Mont-Carmel , appelés Carmes Déchaussés, existans dans le Royaume souhaiteroient avec ardeur de vivre suivant les regles primitives à leur institut ; mais que ce désir , qui est l'effet d'une vraie piété éprouveroit des difficultés dans l'accomplissement , si ceux qui en sont animés étoient obligés de demeurer avec d'autres Profès ou même Ordre , &c. S. M. a supplié le Pape de vouloir bien concourir à l'exécution d'un projet si louable , & il est intervenu un Bref à cet effet. Sur quoi , Lettres Patentes , données à Versailles le 4 Mai qui ordonnent que le Procureur Général appelé , s'il appert que dans ledit Bref il n'y ait rien de contraire aux saints Decrets , Droits de la Couronne , Privileges , Franchises & Libertés de l'Eglise Gallicane & aux Concordats avec le St. Siege , il soit exécuté de point en point pour lesdits freres de l'Ordre de la Vierge du Mont Carmel , qui aspireront à cette Regle primitive , comme plus parfaite , se réunissent au Monastere de Charenton , du même Ordre , Diocese de Paris , pour remplir de vues aussi pieuses & aussi utiles au bien de la Religion.

Ces Lettres patentes ont été enrégistrées le 5 au nouveau Tribunal , sans approbation néanmoins des clauses insolites , insérées audit Bref , qui seroient contraires aux Franchises & Libertés de l'Eglise Gallicane. On a déjà dit que cette restriction étoit dans les propres termes prescrits par M. le Chancelier.

----- 13 Mai 1772. -----

Le 8 de ce mois , le nouveau Tribunal a enrégistré une Déclaration , donnée à Versailles le 12 Avril , concernant les Etudes & Exercices des Eleves en Chirurgie , dont l'objet est de perfectionner certains points de discipline , ordonnés par un Règlement antérieur , qui demandoit quelques développemens , restrictions , &c.

----- 14 Mai 1772. -----

Le second fils de M. le Chancelier , Maître des Requêtes , portoit auparavant la Croix de Malthe , qu'il avoit quittée suivant la Regle en passant à l'état de la Magistrature. Madame Louise , M. l'Archevêque & le Pape , pour reconnoître le zèle de M. de Maupeou pour le bien de la Religion , se sont entremis , soit médiatement , soit immédiatement , & ont obtenu du Grand Maître de l'Ordre en question , un Bref , qui permet au jeune Magistrat de continuer à porter la Croix , & même en se mariant.

----- 15 Mai 1772. -----

La Chambre de Comptes s'occupe toujours de ses éternelles Remontrances. Il y a scission aujourd'hui. Le premier Président s'étoit chargé de la partie de la Législation. Quand les Commissaires ont voulu se concilier à cet égard , avant le rapport desdites Remontrances aux Semestres assemblés , M. d'Aubigny , M. des Comptes , a trouvé que M. de Nicolai avoit beaucoup gauchi sur ses principes dans son travail ; il a noté jusques à trente-cinq endroits répréhensibles , & il a demandé une communication particuliere du travail de M. le Président. M. Clement de Boissi , M. des Comptes autre Commissaire très zélé , a été du même avis , mais plus en douceur. On a représenté au Chef de la Compagnie , que son système étoit contraire , a bien des égards , aux idées reçues sur la Monarchie ; qu'il

étoit même contradictoire avec les principes déjà avancés par les Cours & par la Chambre dans les différentes Remontrances qu'enfin il favorisoit le Despotisme , d'une façon non équivoque. M. de Nicolai a été piqué au vif de la justesse de ces observations : non-seulement il n'a point voulu faire part de son travail ; mais aux Semestres assemblés , quand il a été question de lire ce qu'il avoit fait , il a répondu qu'il l'avoit jetté au feu. Une telle conduite acheve de perdre dans l'esprit des honnêtes gens ce Magistrat , dont la bassesse est d'autant plus méprisable , qu'il avoit personnellement à se plaindre du Chancelier & qu'il a affecté une fermeté dont il n'est pas capable.

————— 15 Mai 1772. —————

Justice gratuite , titre d'un nouveaux Pamphlet , qui consiste dans les doléances d'un plaideur , à la veille d'être ruiné par la Justice gratuite , & dans une réponse de son ami , qui sent tous les grands avantages que M. le Chancelier nous fait. Après ces deux Lettres , on en trouve une 3eme , où l'on developpe encore plus la matière. *

————— 16 Mai 1772. —————

Le Roi , informé qu'il n'y a point eu jusqu'à-présent de Procureurs établis en titre d'Office , pour occuper pour les Particuliers dans les affaires qui sont portées au Présidial & à la Sénéchaussée d'Angers , & aux autres Jurisdiccions établies dans la même ville , & que leurs fonctions sont exercées par des Avocats & autres Praticiens ; ce qui lui a paru également contraire au bon ordre & à l'uniformité qui doit être observée dans l'administration de la Justice , ainsi qu'à ses intérêts & à ceux de son très cher & très aimé petit-fils , Louis Stanislas Xavier , Fils de France , qui possède le Duché d'Anjou dans son appanage , a rendu à Versailles , au mois d'Avril un

un Pdit portant création de vingt Offices de Procureurs au Présidial & à la Sénéchaussée d'Angers ; dont la finance premiere , fixée au Conseil , sera payée à S. M. , & le centieme deniers , à l'avenir , au Comte de Provence , à qui elle accorde la pleine provision & institution & le Casuel des Offices.

Cet Edit a été enrégistré au nouveau tribunal le 9 de ce mois.

La modicité de la finance moyennant laquelle les Offices de Jurés-Priseurs-Vendeurs des bien-meubles , créés par l'Edit du mois d'Octobre 1696 , ont été levés aux parties casuelles ; ont déterminé S. M. à en ordonner la suppression , & à créer de nouveaux offices , avec des finances plus proportionnées à leur véritable objet ; mais sur le compte qui lui a été rendu de l'exercice de ceux qui sont actuellement pourvus desdits offices des Priseurs-Vendeurs de Bien-meubles , dans la Province de Hainault , & de la confiance que le Public paroît avoir en eux ; considérant d'ailleurs les usages particuliers de cette Province sur le fait des ventes des meubles , elle a jugé convenable de maintenir lesdits Officiers dans leurs fonctions , à la charge par eux seulement de lui compter quatre deniers pour livre du prix de toutes les ventes des meubles qu'ils feront , pour tenir lieu au Roi de l'augmentation de finance qu'il auroit pu leur demander , &c. En conséquence il a donné à Versailles le 16 Avril des Lettres patentes , enrégistrées aussi le 9 Mai au nouveau Tribunal.

————— 16 Mai 1772. —————

L'attention & les soins de S. M. se portant continuellement sur les objets qui peuvent concourir au bonheur & à la tranquillité des ses sujets , elle a pris de mesures efficaces pour faire cesser les désordres que commettoient les vagabonds & gens sans aveu , & s'étant fait rendre compte de l'exécution de ses ordres à ce sujet , Elle a reconnu avec sa-

tisfaction qu'il ont eu tout succès qu'elle en avoit espéré, puisqu'ils ont mis les villes, & principalement les campagnes, à l'abri des vexations & des contributions auxquelles la crainte de plus grands maux les avoit assujetties envers lesdits vagabonds & gens sans aveu : mais elle a considéré que, pour remplir dans toute son étendue un plan aussi important à la société, & aussi avantageux à ses Peuples, que celui de détruire totalement le vagabondage, il falloit en attaquer la cause principale dans sa source, qui est la Mendicité, & pour cet effet pourvoir à la substance des véritables Pauvres, & au renfermement des Mendians. C'est ce qui a déjà été exécuté à l'égard des premiers par les sommes que S. M. a fait distribuer ; & à l'égard des seconds, par l'établissement des Dépôts dans toutes les Généralités du Royaume. Elle auroit désiré de pouvoir continuer à prendre en entier sur les fonds de son Trésor Royal, ainsi qu'elle l'a fait jusqu'à présent toutes les dépenses occasionnées par l'exécution desdits ordres & de la Déclaration de 1764 : mais les besoins de l'Etat ne lui permettant pas, elle a cru que les moyens les plus justes & les plus naturels pour y suppléer, & remplir un objet aussi intéressant, étoient de faire contribuer les Peuples à cette dépense, dont ils recueillent tout le fruit & l'avantage... La Province d'Orléans étant une de celles où les dépenses occasionnées par la destruction du Vagabondage & de la Mendicité ont été plus considérables, surtout à cause de l'établissement qu'elle a jugé à propos d'y faire d'un Dépôt général dans la Capitale..... il a été rendu un Arrêt au Conseil le 20 Décembre 1771, revêtu de Lettres patentes, données à Versailles même jour, & enrégistrées au nouveau Tribunal, les Chambres assemblées, le 9 de ce mois, qui porte un établissement d'Octrois, à commencer du 1er Janvier 1772, réglé & fixé dans un Tarif annexé, &c.

17 Mai 1772.

On parle d'un nouvel écrit intitulé *Requête des Etats Généraux au Roi* ; mais il est encore très rare, & a peine à percer. Il paroît émané d'un autre Arsenal que celui où se fabriquent les diverses brochures politiques dont on a rendu compte : on le croit même imprimé en Pays Etranger.

17 Mai 1772.

M. l'Abbé de Beaumont, Chanoine de Notre Dame, & neveu de M. l'Archevêque, qui étoit Conseiller au nouveau Tribunal, déplaçoit fort dans ce poste à sa famille, qui lui faisoit, & à son cher oncle, journellement des reproches de s'être ainsi encanaillé. Pour le sortir de-là, on l'a fait Aumônier du Roi & Député du Clergé, ce qui l'a mis dans le cas de remercier honnêtement M. le Chancelier.

17 Mai 1772.

Ces jours dernier, M. le Duc d'Orléans, en revenant de Creci, s'est trouvé sur une route où Mesdames se promenoient ; ces Princesses ont fait, en le voyant, de grandes démonstrations de joie ; le Prince les leur a rendues aussi, mais ces augustes pèlerinages ne se sont pas parlé.

18 Mai 1772.

M. le Duc de Chartres est de retour depuis quelques jours ; il n'a pu avoir à Brest le spectacle complet de l'Escadre d'évolutions, la Division qu'on attendoit de Rochefort, n'ayant pu arriver à tems. Du reste, ceux qui ont eu l'honneur d'accompagner ce Prince, rapportent & confirment les démonstrations de joie dont il a été accueilli : elles ont été mêlées de quelque amertume par l'exclamation douloureuse qui les terminoit. Le Peuple crioit sans relâche : *Vive le Roi ! Vivent les Princes ! Vive notre Père*

ment ! & du Pain ! Ce qui a donné lieu à S. A. d'exercer sa bienfaisance dans tous les lieux où elle a passé.

On ajoute qu'à Brest, ce Prince ayant agréé d'y aller à la Comédie de la Marine, on avoit préparé pour lui un fauteuil dans le parquet, honneur qu'il n'avoit jamais voulu recevoir, qu'il s'étoit mis dans une loge où étoient des femmes, & étoit constamment resté sur le derrière. On n'a pas manqué de comparer cette conduite avec celle du Duc de **** qui, dans pareille circonstance, avoit eu l'impudence d'accepter le fauteuil, & de s'élever ainsi au dessus de toute la Noblesse qui l'entouroit, & dont la plus grande partie valoit mieux que lui. On croit que le Prince instruit de l'ombrage que la Cour prenoit de tant de marques d'attachement pour S. A. a abrégé son voyage, pour dissiper les inquiétude. du Ministère.

18 Mai 1772.

La Chambre des Comptes est allarmée d'un nouveau bruit qui court : on prétend qu'on veut lui ôter la connoissance de tous les Comptes particuliers des Receveurs des Tailles. Ceux-ci compteront aux Receveurs généraux des finances, & les Comptes de ces derniers seulement passeront à la revision de la Chambre ; ce qui diminueroit de beaucoup les épices de ces Messieurs. Ils s'étoient flattés que les diverses bassesses qu'ils ont faites vis-à-vis du Chancelier, & la lâcheté avec laquelle ils ont abandonné la défense du Parlement & des autres Cours, leur rendroient favorable cet Ogre de la Magistrature : mais ils ont aujourd'hui affaire à l'Abbé Terrai, qui leur en veut, & les attaque dans la partie sensible, qui est la finance.

18 Mai 1772.

M. le Chancelier, toujours occupé du projet de consolider son Tribunal, en y attachant des Magi-

strats d'une certaine distinction, laisse vacantes quelques places, qui n'ont jamais été remplies, jusqu'à ce qu'il trouve des gens de bonne volonté & de nom connu; ce qu'il a peine à rencontrer.

On parle de la retraite de deux Avocats du Roi du Châtelet. Ces places, autrefois destinées aux jeunes gens de la haute Robe, pour leur servir comme de Séminaire avant de passer aux charges de Magistrature plus relevées, ont été remplies depuis quelque tems par des gens de fortune: M. le Chancelier voudroit aussi les relever, & les propose aux Enfants de quelques Magistrats distingués. On ne croit pas qu'il aient encore accepté.

20 Mai 1772.

On nommè *Mayou*, ci-devant Substitut du Procureur général du Parlement, & qui a eu la bassesse de prendre une charge de Conseiller au nouveau Tribunal, étoit parvenu au Marguillage de sa Paroisse, St. Jean en Greve; M. *Rouele*, un ancien Conseiller, ayant donné sa démission de premier Marguillier d'honneur, ce *Mayou* avoit l'ambition de lui succéder non-seulement il a été déchu de sa prétention, par l'élection de M. de la *Michaudiere*, Prévôt des Marchands: à cette dignité, mais il a été expulsé tout-à-fait & obligé de se retirer honteusement.

20 Mai 1772.

On assure aujourd'hui que M. le Chancelier, dont la disgrâce passoit comme prochaine, a repris le dessus, qu'il est dans la même faveur apparente, & que sa figure altière confirme le bruit public. Il est des raffineurs en politique qui vont jusqu'à prétendre que c'est lui-même qui faisoit courir la rumeur contraire, par une ruse qui seroit assez dans son genre d'esprit. En effet, on veut que ce soit sa manœuvre toutes les fois qu'il aspire à quelque nouveau bienfait du Roi. Ses créatures divulguent

des nouvelles sinistres ; il les soutient par une contenance humble , pour que les gens qui l'approchent en soient les dupes , & qu'elles acquierent une si grande vogue qu'elles parviennent à S. M. qui se plaît à savoir tous les commérages de Paris : qu'alors il a recours à Elle , il fait le piteux , il insinue combien de semblables bruits , quoique faux , lui font de tort , en font même à l'administration qui lui est confiée , en ranimant la confiance de ses ennemis & en décourageant la nouvelle Magistrature , dont il est si essentiel de soutenir le zèle & l'espoir dans ces premiers tems de fermentation. Il fait entendre que le vrai & le seul moyen d'arrêter ces clameurs dangereuses , c'est de répandre sur lui , ou sur sa famille , quelque bienfait éclatant , qui atteste à la Nation entière combien ses services sont agréables au Roi , qui sçait si bien les récompenser.

Son objet aujourd'hui , à ce qu'on assure , est d'emporter la place de premier Ecuyer pour son fils , qu'il a vue sur le point d'être donnée au Vicomte Adolphe.

————— 21 Mai 1772. —————

Le discours de la Noblesse de Bretagne qu'on a rapporté , n'a point été adressé à Brest à M. le Duc de Chartres , mais en route , où ce Prince s'est arrêté pour le recevoir. M. le Comte de Thiers , peu au fait de l'étiquette , n'a point insinué à ce Prince de descendre de carrosse , pour entendre la harangue , suivant l'usage ; & la Noblesse en a été un peu piquée , quoique toutes les démonstrations de joie & de reconnaissance de S. A. eussent indiqué que ce n'étoit qu'un défaut de forme. On assure que M. le Duc d'Orléans , instruit de ce mécontentement , a fait faire des excuses à la Noblesse , que le Duc de Chartres a réitérées sans doute.

————— 22 Mai 1772. —————

Il est à craindre que l'Histoire philosophique & po-

liques des Etablissmens, & du Commerce des Européens dans les deux Indes ne soit arrêtée incessamment, par le bruit qu'elle occasionne. On y trouve des réflexions si fortes, si hardies, si vraies, si contraires aux principes sur lesquels on voudroit établir le Despotisme actuel, qu'il est difficile qu'on en tolere longtems la vente publiquement. C'est ce qui engage l'Abbé Raynal, assez décidément reconnu pour l'auteur du livre, à le renier. Cependant on veut que la plupart des digressions philosophiques, qui s'y trouvent insérées, ne soient effectivement pas de lui, comme trop vigoureusement frappées, & trop énergiquement exprimées, trop contraires à sa maniere de penser mesquine, à sa touche mignarde & lèche.

23 Mai 1772.

On a oublié d'ajouter dans la relation des honneurs qu'on a rendus à M. le Duc de Chartres à Brest & dans sa route, que le Parlement actuel de Rennes, qui n'est que le résidu abject de l'ancien, avoit fait pressentir S. A. pour sçavoir s'il ne pourroit pas avoir l'honneur de le complimenter. Le Prince a éludé cet hommage désagréable, en disant, qu'il ne pouvoit s'arrêter, étant pressé de se rendre à sa destination.

Au reste, le Ministère, ainsi qu'on l'a dit, a été furieux que le Roi eût toléré le départ du Prince dans de pareilles circonstances, & pour se rendre dans une Province aussi agitée. Le chancelier surtout vouloit que S. M. revoquât sa permission, en lui faisant entendre que M. le Duc de Penthièvre, qui la lui avoit demandée tête à tête, par cette démarche mystérieuse avoit senti lui-même combien elle étoit délicate. Heureusement, le Roi n'a pas voulu revenir contre sa parole.

24 Mai 1772.

On parle d'un refus de Sacremens, arrivé sur la

Paroisse de Ste. Marguerite mais dont M. le Lieutenant général de Police s'est mêlé & a arrêté le scandale, en faisant administrer le malade.

— 23 Mai 1772. —

Les Oeufs Rouges de Monseigneur étoient attendus avec impatience depuis longtems : on prématurait leur arrivée ; ils étoient annoncés pour le 16 Mai, & ils auroient effectivement été distribués ce jour-là, si l'on eût pu les faire passer le 13, jour de la Revue, comme on l'espéroit, à la faveur du tumulte d'un tel spectacle, mais les défiances de la Police, qui avoit redoublé ses suppôts, a rendu vains les préparatifs, & il a fallu avoir recours à quelque autre ruse. Enfin ils se répandent, n'importe comment. C'est un petit volume de 64 pages, ayant pour titre. *Les Oeufs Rouges ; Première Partie. Sorhouet mourant, à M. de Maupeou, Chancelier de France.* Ce discours est précédé de trois Estampes.

La première, allégorique, représente le Temple de la Justice, qui s'écroule par les efforts d'un nouveau Samson, aidé du démon de la Discorde, avec de ailes de Chauve-souris, un bonnet & un collet à la Jésuite. Le Samson François a un bandeau sur les yeux. La Colonne sur laquelle le globe des Armes de France est élevé, s'écroule aussi : on n'y aperçoit plus que des traces d'anciens trophées à demi-effacés. On lit : *Vestigia gloriae deleta.* La statue de Thémis a les bras cassés ; ses Balances tombent par terre. Les femmes renversées représentent les principales villes qui venoient demander justice. L'Ecusson d'une d'entre elles représente la bonne ville de Paris. Au bas on lit cette inscription : *Altarius Samsonis vires.*

La seconde Allégorie est une allusion à la Métamorphose d'Hécube en chienne enragée, poursuivie à coups de pierre par les Thraces.

Le Chancelier, en finarre, a la tête déjà changée en celle d'un chien, une patte fermée avec laquelle

il croit pouvoir encore donner des coups de poing ; de l'autre portant à sa gueule la Lettre à *Jacques Vergès*. On lit sur l'adresse ce mot terrible : *Correspondance*.

La Vérité , d'un main lui présente un Miroir pour lui faire voir que sa Métamorphose ne lui a rien fait perdre des agrémens de son ancienne figure.

A ses pieds on voit un Balot ouvert , duquel sortent avec impétuosité *Les Protestations des Princes*, *le Maire du Palais*, & les différentes Parties de la *Correspondance*, qui se changent en pierres. Quelques François ramassent ces Brochures & les jettent à ce vilain Dogue. Le fonds représente la partie d'un Temple, sur le frontispice duquel est Thémis, entourée de nuages. Sur les marches on voit une foule de spectateurs qui levent les mains au ciel pour rendre grâces de la juste punition exercée contre le *Maupeou*. Au bas se lit cette inscription : *Canis infandi rabies.*

Telle est l'explication que l'auteur donne lui-même des deux caricatures. La troisième est le frontispice : il représente l'Éditeur de la *Correspondance*, recevant des mains de l'auteur *les Oeufs Rouges de Monseigneur*. Le premier a un masque sur le visage, le second a l'air moribond, & se souleve avec peine sur son lit. Un Génie en pleurs tient un cadran. Au bas de l'Estampe on lit. *Épitaque de l'illustre défunt* :
 » Dans le courant de Novembre 1771 est passé de
 » vie à trépas, de facétieuse mémoire, l'Auteur de
 » la *Correspondance*. Il étoit..... Citoyen.....
 » Il aimoit sa Patrie, & gémissoit de la voir dans
 » l'oppression Il aimoit son Roi avec passion. Il
 » n'en a jamais parlé qu'avec le plus tendre & le
 » plus profond respect. Il plaignoit ce bon Prince,
 » ce Prince qu'il adoroit..... d'être le jouet du
 » malheureux qui abuse de sa confiance. »

Suit le discours de M. *Sorhaet*, daté du 25 Avril. Il est précédé de cette Epigraphe : *Qui va répondre à Dieu, parle aux hommes sans peur, vers de la Tra-*

gédie de *Tancrède* de M. de Voltaire. Il est dans le goût de la fameuse Lettre du Conseiller du Grand Conseil, insérée dans la *seme Partie de la Correspondance*, c'est-à-dire, plein de choses, fort & nerveux. C'est un tableau rapide des manœuvres de M. le Chancelier, pour opérer la destruction du Parlement. L'Auteur, avec sa politique ordinaire, continue à caresser M. le Duc d'Aiguillon, à le supposer innocent, & à faire regarder tout ce qui s'est passé à son égard comme médité & trâmé par le Chancelier pour le perdre. Il cherche par-là sans doute à maintenir & accroître la division entre ces deux personnages, pour les détruire l'un par l'autre, s'il est possible. Par un raffinement de politique, plus grand encore, il atténue aujourd'hui les torts du Contrôleur général, & comme il n'ose l'excuser lui-même, contradiction trop manifeste avec ce qu'il en a dit précédemment, il met sa défense dans la bouche d'un de ses partisans, & prétend que l'Abbé Terrai est beaucoup moins coupable que M. de Maupeou dans les maux qu'il a faits à la France. Que le premier pourroit du moins objecter la raison d'Etat, se laisser entraîner pour une nécessité impérieuse, & prendre des moyens violens sur lesquels il s'est peut-être trompé; mais que rien n'excuse le second d'avoir scellé cet effroyable Edit de Vingtième à perpétuité, de l'avoir fait passer à son Parlement, & d'avoir en outre chargé l'Etat d'un Capital de dettes énormes en Capitaux, par les suppressions qu'il a faites, & d'ar-rérages annuels. Ces détails sont rapprochés de façon à serrer le cœur de tout François, & peut-être de tout étranger qui les lira. On est fâché que la fin de cette *Philippique* dégénere en détails vils & injurieux ou burlesque, sur différens membres du nouveau Tribunal, dont on n'avoit pas encore refait l'origine, les mœurs & les talens. On y trouve malheureusement des faits faux, d'autres altérés dans leurs circonstances essentielles, qui indiquent trop de légèreté dans les compilateurs à adopter des méchan-

cetés, dont quelques-unes sont plaisantes, il est vrai ; mais déparent absolument le ton noble & vigoureux du reste de l'ouvrage.

On trouve à la suite de tout cela, de très humbles & très respectueuses Remontrances du Parlement au Roi, sous la date du 25 Avril, qui sont d'une meilleure plaisanterie, & cachent des vérités importantes.

A la fin de ces *Oeufs Rouges*, on lit, la Suite pour le Bouquet de Monseigneur.

----- 25 Mai 1772. -----

L'Arrêt du 3 Avril, dont l'objet est d'accélérer & de consommer les liquidations, ne répond pas aux vues de M. le Chancelier ; il semble, au contraire, les détruire, en fournissant matière à ceux qui étoient en train de revenir sur leur pas, en s'expliquant & en réparant une première démarche fautive dont ils se repentent, & dont l'inaction de leurs confrères leur donnoit lieu de regretter la précipitation. De ce nombre est M. le Premier Président d'Ormesson, qui se trouvant depuis la démission de M. d'Aligre le Chef du Parlement, & le premier à monter à la première Présidence, n'a garde de renoncer à cet espoir futur.

----- 25 Mai 1772. -----

M. le Chancelier s'étant plaint au Roi que M. le Président d'Ormesson, par de mauvaises chicanes, refusoit de finir & donnoit un exemple dangereux au reste du Parlement, en ce que sa conduite pouvoit accréditer les faux bruits qui couroient sur la restauration de l'ancienne Compagnie, S. M. en a fait des reproches à M. d'Ormesson, Intendant des finances, & lui a demandé pourquoi son frère ne remettoit pas ses Provisions ? Elle a ajouté qu'il y avoit dans cette conduite de la subtilité & de petites fineses. Ce qui a donné lieu à une Lettre au Roi de la

part de ce Magistrat, très ferme, très raisonnée & très éloquente, en date du 2 Mai.

Ce Magistrat connoissant le génie & les ruses de M. de Maupéou, & se doutant que S. M. remettrait sa Lettre au Chancelier, ainsi qu'elle a fait, pour en constater la teneur & les termes, en a envoyé en même tems des Copies à M. le Duc d'Orléans, à M. le Duc de la Vrillière, & à M. le Duc d'Aiguillon.

————— 26 Mai 1771. —————

Le nouveau Tribunal a enregistré le 13 Mai une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 30 Avril, par laquelle les Prevôts des Maréchaux de France, leurs Lieutenans & Assesseurs, sont tenus de faire juger leur compétence au Présidial établi dans le lieu où les captures auront été faites.

Le même jour il a enregistré des Lettres patentes, données à Versailles le 7 Mars, portant Règlement pour les Avocats en titre d'Office du Parlement de Paris, créés par Edit du mois de Mai 1771.

Par ce Règlement il paroît qu'ils seront absolument distingués des vrais Avocats, & qu'au nom près, ils auront les mêmes Statuts, Réglemens & Officiers que ci-devant lorsqu'ils étoient en Communauté de Procureurs.

————— 27 Mai 1772. —————

M. le Maréchal Duc de Richelieu, quoique repugnant beaucoup à son voyage de Guyenne, est obligé de partir pour remettre la tranquillité dans ce Gouvernement fort agité par la levée de bouclier du Parlement de Bordeaux. Il paroît que le Ministre, après différens Conseils, a résolu d'arrêter la fermentation naissante de cette Compagnie qui, si l'on en croit les Politiques, a été excitée sous main par ce Gouverneur, ainsi qu'on l'a raconté; on est curieux de voir comment il s'en tirera. Au reste il est accoutumé à souffler le froid & le chaud.

27 Mai 1772.

Rien de plus plaissant que les Remontrances prétendues du Parlement, insérées à la fin des *Oeufs Romges*, sous la date du 25 Avril.

Ce Parlement, après y avoir exalté ses Qualités, Droit, Prérogatives, &c. & surtout son utilité dans l'Ordre Politique, avec beaucoup d'emphase & dans un style vraiment Oriental, se plaint que le Contrôleur général veuille retenir les deux Vingtièmes sur les Gages des Officiers de cette Compagnie, quoiqu'ils ne fussent, d'après le calcul même du Chancelier, qu'à leur étroit nécessaire, y compris, il est vrai, tous les articles, même celui des filles.

On y fait valoir le zèle avec lequel cette Compagnie a déjà enregistré tous les impôts qui lui ont été présentés & sa disposition sincère à enregistrer tous ceux qu'on lui offrira.

Pour accroître davantage cette ardeur patriotique, on y propose de donner un Ecu par tête à chaque membre pour chacun des Edits Burfaux qui viendront jusques à la concurrence de quinze cens, & de passer le reste *gratis*.

On y ajoute que si S. M. vouloit y faire passer environ 20000 Arrêts du Conseil que le vieux Parlement avoit refusé d'enregistrer, MM. seront très-empressés de donner cette nouvelle marque d'attachement au Roi, & toujours moyennant une légère rétribution.

28 Mai 1772.

Un nouveau coup de foudre vient de frapper grand nombre de gens de finances. Il est manifeste aujourd'hui qu'on a porté au nouveau Tribunal un Edit de suppression de 74 Payeurs des Rentes, & un de recreation de 30 seulement. Les premiers ne seront remboursés qu'à des époques éloignées, & qu'il sera aisé de reculer à raison de leur comptabilité. Les auteurs seront obligés de fournir chacun

une augmentation de finance de 175,000 Livres; ce qui, joint à la valeur de leur charge, déjà de 425,000 Livres, en forme un objet de 600,000 Livres. En sorte que les officiers conservés se trouvent presque aussi malheureux que les supprimés, au moyen de cette nouvelle vexation. On parle en outre d'autres dispositions relatives à leurs fonctions, qui les gêneront infiniment, mais qu'on ne connoîtra au juste que lorsque l'Edit paroîtra.

————— 29 Mai 1772. —————

Tous les Patriotes sont allarmés de la perte prochaine & inévitable de M. *Goissard*, Conseiller de Grand Chambre, auquel on refusoit impitoyablement son retour à Paris qui a été obligé de prendre sur lui cette démarche, & va trop bien attester la nécessité par sa mort.

————— 29 Mai 1772. —————

On a remarqué que M. *Lambert*, Maître des Requêtes, mais ancien Conseiller au Parlement, un des plus zélés de cette Compagnie & qui, malgré son intromission au Conseil, contre l'usage, n'avoit rien perdu de ses sentimens patriotiques, ne s'étoit prêté à aucun des arrangemens du Ministère, depuis l'exil du Parlement, n'avoit jamais paru au Palais, & étoit resté constamment à sa terre, comme s'il eût été exilé lui-même. Depuis les bruits qui ont couru sur les Négociations relatives au rétablissement des choses, on a observé, qu'il étoit de retour, qu'il se montrait, qu'il voyoit les Ministres, & cela a confirmé les conjectures de ceux qui le connoissent; ils en augurent qu'il y a toujours quelque Négociation sur le tapis.

————— 29 Mai 1772. —————

Le Procureur-Syndic des Etats de Bretagne a mis opposition à l'enregistrement de l'Edit des deux Vingtième par le Parlement, comme illégal, l'impôt

n'ayant pas encore été consenti par la Province: Ce Tribunal, au lieu de recevoir l'opposition, n'y a pas fait droit, & a renvoyé les parties à se pourvoir par devant qui il appartiendrait: sur quoi la Commission intermédiaire a dressé une protestation dont elle a envoyé une expédition à M. le-Duc de la Vrillière, Secrétaire d'Etat, ayant le département de la Province; beaucoup de Gentilshommes y ont déjà adhéré, dit-on, & tout cela prépare des Etats très orageux.

— 29 Mai 1772. —

Lettre de M. d'Ormesson au Roi.

SIRE,

» Ce que Votre Majesté a eu la bonté de dire à mon frere, il y a peu de jours, semble m'offrir l'heureuse occasion de faire parvenir jusqu'à Elle-même le très humble hommage de mes sentimens. Je suis pénétré de ceux qui ont toujours animé mes peres, l'amour de l'honneur & du devoir, la soumission la plus entiere à mon Souverain. Depuis 24 ans que Votre Majesté m'a fait la grace de me revêtir de différens Offices, dont les fonctions m'ont souvent approché de sa personne, j'ai joint, à ces premiers sentimens, cette vive & profonde reconnoissance qu'inspirent ses bienfaits, & cet attachement respectueux qu'on respire sans cesse auprès d'Elle."

» Voilà, SIRE, quels ont été toute ma vie les seuls mobiles de ma conduite; voilà ce qui m'a toujours dicté le langage auquel Votre Majesté a daigné quelquefois prendre confiance, comme à celui d'un cœur qui est zélé pour ses vrais intérêts. Elle n'ignore pas que je suis incapable de ces crimes pour lesquels les loix dépouillent les Magistrats de leurs offices: je ne suis pas non plus assez ingrat pour abandonner volontairement une dignité que je tiens, SIRE, de votre choix, gage honorable de vos bon-

tés, titre glorieux de dévouement à votre service ; elle ne sauroit cesser d'être chère & sacrée pour moi jusqu'au dernier de mes jours. «

» Votre volonté, SIRE, a été que les Offices n'eussent plus de finances à l'avenir ; j'y ai obéi en faisant liquider celle de ma charge, tout le monde sait que la vénalité est un établissement arbitraire qui, formé par une taxe, s'abolit par le seul remboursement, & qui ne tient ni à la stabilité des offices, ni à l'essence des Corps de Magistrature. Mais on ne sait pas moins, j'ose le dire, que je n'eusse jamais consenti de porter atteinte à l'une ou à l'autre. «

» C'est cependant, SIRE, pour opérer leur destruction, c'est pour la consommer par un acte de notre propre main, qu'on veut nous contraindre à cette remise de nos provisions, qui ajoute à la liquidation, dans les effets, ce qu'elle ne renferme point dans son principe, & ce que jamais la mienne n'a pu renfermer dans son intention. «

» Il semble d'abord que cette remise ne soit qu'un acte passif & muet, n'exprime aucun engagement, mais on nous feroit bientôt sentir qu'on le tient pour un acte équivalent aux démissions les plus volontaires & les plus solennelles, & pour une abdication formelle de tout droit de réclamation contre la perte de notre honneur & de notre état. «

» Que de réflexions, SIRE, j'aurois ici à mettre sous les yeux de V. M, si je ne craignois, en intéressant sa justice, de fatiguer son attention ! Qu'il me soit permis au moins de lui faire remarquer que si l'acquiescement à notre destitution, auquel on essaye de nous contraindre, pouvoit être un acquiescement juste, valable & légal, on n'auroit pas besoin de nous faire violence par des conditions subites & innattendues, de nous en imposer par toutes les voies de l'autorité, de nous embarrasser par un circuit d'actes indirects & forcés. On ne manqueroit pas de le demander ouvertement ; on le laisserieit
donner

donner librement ; on nous proposeroit sans détour une formule d'engagement précis & authentique. »

» Vous voyez , SIRE , qu'on ne l'a pas même tenté ; il n'en faut pas davantage pour faire appercevoir à V. M. ce qu'un cri général lui annonçeroit , s'il pouvoit percer jusqu'à Elle ; que de livrer nous-mêmes nos provisions , de porter sur nos propres titres une main perfide & meurtrière , ce seroit non-seulement nous surprendre cruellement nous-mêmes ; mais tenter de tromper un Roi qui ne veut que ce qui est juste , & dont le cœur paternel ne desiré que le bonheur de ses sujets. »

» Il n'y a , SIRE qu'un intérêt aussi sacré pour nous , qui puisse forcer , tant de Magistrats éclairés , vertueux & vénérables , de préférer l'exil , la disgrâce , les incommodités , & je le dis les larmes aux yeux , la mort même. Tout dispersés qu'ils sont , un mouvement commun les réunit pour servir V. M. ; il les réuniroit bien plus volontiers pour lui plaire , s'il étoit possible. »

» Un ancien Magistrat , accusé aujourd'hui , SIRE ; avec quelques-uns auprès de V. M. de *subtilités & de petites finesse* , mais conduit comme eux dans ces tems difficiles par une longue habitude de servir V. M. avec franchise , ose ici lui parler le langage de la fidélité. Nous ne balancerons jamais à sacrifier nos fortunes & nos vies pour le service de V. M. ; & nous ne ferons jamais non plus aucun acte qui ne soit l'expression de la vérité , qui ne soit celle d'un amour invariable pour l'honneur & le devoir , qui ne soit enfin celle de ces sentimens aussi inhérens à notre existence , que le zèle pour les intérêts de V. M. , le respect profond & le parfait dévouement avec lequel je suis , SIRE ,

DE VOTRE MAJESTÉ

Le très-humble , très-obéissant , très-fidèle & très-soumis serviteur & sujet

D'Ormesson de Noyseau.

A Orly, le 2 Mai 1772.

Tom. III.

H

29 Mai 1772.

La Chambre des Comptes ayant dressé ses Remontrances , a fait demander jour au Roi pour les lui porter. S. M. a indiqué hier , jeudi , à Versailles : en conséquence , le Premier Président & deux autres Présidens ont été les porter.

30 Mai 1772.

M. le Duc de la Vrillière ayant rendu compte au Conseil des Dépêches de la protestation de la Commission intermédiaire , & de la fermentation qui en résultoit dans la Province ; cette nouvelle y a fait une grande sensation. M. le Chancelier en a pris occasion de faire remarquer au Roi que cet événement s'étoit passé pendant & depuis le séjour du Duc de Chartres en Bretagne ; que cela justifioit les représentations qu'il avoit faites à S. M. à cet égard. Sur quoi le Roi a repris : *Non , ce n'est pas à la présence du Duc de Chartres qu'il faut imputer ces troubles , mais aux bruits qui ont couru.* S. M. ne s'est pas expliqué davantage , mais on a jugé qu'elle vouloit parler de la rumeur générale & accréditée de la disgrâce prochaine du Chancelier.

Un des gentilshommes les plus qualifiés de la Province de Bretagne s'étant de tout tems distingué par son attachement au Duc d'Aiguillon , a eu l'imprudence de monter à cheval , & de se rendre , avec toute la Noblesse , pour haranguer M. le Duc de Chartres ; les autres gentilshommes lui en ont fait les plus vifs reproches , lui ont fait sentir que sa présence leur déplaçoit , & ne pouvoit qu'être désagréable à S. A. : ils lui ont enjoint de se retirer , ils l'ont menacé des voies de fait les plus ignominieuses , s'il ne dispaeroissoit ; & il a fallu obéir.

30 Mai 1772.

Le nouveau Tribunal a enregistré le 23 de ce mois , des Lettres patentes données à Versailles , en date du 5 Mai , qui ordonnent que la ville de Ver-

neuil & ses dépendances seront & demeureront comprises dans l'Appanage donné par le Roi à M. le Comte de Provence.

Il a enregistré encore, toutes les Chambres assemblées, le même jour, une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 8 Mai, qui sur le compte que S. M. s'est fait rendre de la manutention des Recettes générales des Finances, & des Recettes des Tailles & autres impositions, tant des pays d'Elections que des pays d'Etats; & sur ce qu'elle a reconnu que les comptes que rendent annuellement les Receveurs généraux aux Chambres des Comptes contiennent les même objets de Recette que ceux employés dans les comptes des Receveurs des Tailles de leur Département, & que ces derniers ne sont assujettis à cette double comptabilité, qu'à raison du paiement qu'ils sont chargés de faire des Rentes & Intérêts assignés sur les Tailles de leur Election..... Elle a pensé qu'en chargeant les Receveurs généraux des finances de l'acquittement desdites Rentes & Intérêts dans le lieu de l'Assignat porté par la quittance de finances & conservant par-là auxdites Rentes ou Intérêts le régime des Coutumes des Elections sur lesquelles l'assiette en est faite, elle pourroit supprimer, comme inutile, la comptabilité en la Chambre des Comptes desdits Receveurs des Tailles, de manière qu'ils n'aient plus de compte à rendre de leurs recettes qu'au Receveur général de leur Généralité ou Département..... En sorte que S. M. se trouvera en état de soulager ses finances de sommes considérables dont elle faisoit annuellement les fonds pour les épices & frais de toutes ces comptabilités.... En conséquence, supprime la comptabilité des Receveurs des Tailles, &c.

Le surplus de la Déclaration contient les dispositions nécessaires, tant pour pourvoir à la manière dont ce revirement doit se faire, qu'aux époques où il commencera, & autres objets d'icelle.

31 Mai 1772.

On n'est point en général aussi content des *Oeufs Rouges* que des autres Parties de la *Correspondance*. Les raisonnemens n'y présentent rien de neuf, & les plaisanteries ne sont pour la plupart que méchantes, sans être gaies : elles ne portent pas d'ailleurs sur des choses essentielles.... On reproche à l'auteur d'avoir croqué cet ouvrage-ci, de n'avoir pas profité des contradictions, des absurdités, des suites effroyables que présenteoit l'œuvre de M. le Chancelier, des anecdotes dont il auroit pu enrichir sa Collection. Beaucoup de gens n'aiment pas non plus qu'on y ménage tant l'Abbé Terrai ; & les dévots Jansénistes ont été révoltés de l'indulgence qu'on y témoigne pour Madame la Comtesse *Dubarri*, ainsi que pour les Jésuites qu'on semble n'oser nommer.

On a oublié de dire que dans le frontispice, qu'on juge avoir été gravé par un amateur, ainsi que les Estampes, l'auteur mourant de la *Correspondance* a auprès de lui un petit panier d'œufs rouges enlumés, très-bien fait.

31 Mai 1772.

Les Payeurs des Rentes ; tenant par eux ou par leurs Associés, Créanciers, &c. à une grande partie de la ville, il en a résulté une clameur si vive & si multipliée qu'on croit que le coup est suspendu, & n'aura lieu qu'en partie. D'un autre côté, on prétend que le nouveau Tribunal est venu à l'appui, en observant que 30 Payeurs restans ne pourroient suffire à faire le service de la ville.

31 Mai 1772.

Dans la Gazette de France, N^o. 43, du vendredi 29 Mai, on trouve la traduction de la Sentence rendue contre *Sirruensée*, ainsi que les griefs qui lui sont imputés : & la peinture des désordres qui en ont résulté dans l'Administration, dans la Justice, & dans toute l'Economie intérieure du Dannemarck, est si

ressemblante à ce qui se passe ici , que la populace même en fait l'application. On a été fort surpris des détails qu'on a donnés à cet égard , & qu'on pouvoit se dispenser de faire. Les Politiques veulent que cela n'ait point été fait sans dessein , ils attribuent la méchanceté à M. le Duc d'Aiguillon , qui , en sa qualité de Ministre des Affaires Etrangères , a la principale inspection sur les papiers des nouvelles publiques , & qui méditant depuis longtems la perte du Chancelier , n'est pas fâché d'entretenir la haine générale par des allusions & des applications sensibles.

————— 1er Juin 1772. —————

La Lettre du Président d'Ormesson au Roi paroît imprimée , en sorte qu'on n'en révoque plus en doute l'authenticité. On prétend qu'elle est venue à contretems ; que le Chancelier s'étant trouvé chez le Roi , lorsqu'elle lui a été remise , S. M. l'a donnée au Chef de la Justice , sans la lire ; que celui-ci la lui a commentée à sa manière , & a aigri l'esprit du maître contre les Magistrats. On croit qu'il y avoit une partie liée , & que si elle eût eu quelque succès , les autres Présidens & Conseillers prétendus liquides devoient suivre , & adhérer aux sentimens du Président. Le vent ayant changé on attend une occasion plus favorable.

————— 1er Juin 1772. —————

Les soupçons se renouvellent à l'égard de M. le Duc d'Aiguillon ; des gens qui spéculent de sang froid veulent qu'il soit l'auteur de la *Correspondance* , ou qu'il contribue beaucoup à cet ouvrage. Il paroît difficile en effet que le secret de sa composition , de son impression , de sa distribution , se soutienne aussi entier depuis son origine , & à tant de reprises différentes , sans le concours de protecteurs très accrédités. Le ménagement avec lequel ce Ministre y est traité depuis le commencement fortifie beaucoup la conjecture , & la conduite de celui-ci dans le reste

annonce une antipathie constante contre le Chef de la justice, qui certainement a une cause.

————— 1er Juin 1772. —————

On prétend que l'anecdote insérée dans les *Oeufs Rouges*, concernant la naissance de M. l'Abbé de *Beaumont*, neveu de l'Archevêque de Paris, Chanoine de Notre Dame & Donseille Clerc au nouveau Tribunal, fait obstacle à son installation à Versailles, en qualité d'Aumônier du Roi; jusqu'à ce quelle soit écartée. On y dit que sa mere étoit une certaine *Bastidote* de Cabors, sœur germaine de la fameuse *Paris*, cette entremetteuse si renommée dans son tems, qui avoit monté son métier sur le plus grand ton, & s'est acquise en ce genre-là une réputation à laquelle n'ont pu atteindre depuis celles qui l'ont remplacée.

————— 2 Juin 1772. —————

M. de *Nicolai*, le Premier Président de la Chambre des Comptes, dans l'audience qu'il a eu jeudi dernier du Roi, après avoir présenté les Remontrances, a parlé des diminutions de revenus qu'éprouvoit la Chambre par les suppressions nouvelles & autres arrangemens; il avoit un état détaillé des émolumens de sa charge, où comptant de clerc à maître avec S. M. il a établi que cette charge qui lui coûtoit 520.000 Livres, rapportoit annuellement 27000. L. Sur quoi le Roi a répondu : *c'est bien peu de chose*. M. le Chancelier, le Contrôleur Général & le Duc de la *Vrilliere* étoient présens à cette audience.

M. de *Nicolai* est allé ensuite, suivant son usage, voir tous les Ministres, où il a parlé de nouveau de ce qu'il avoit dit au Roi; ce qui a fait une grande sensation à Versailles.

On a trouvé à Paris cette discussion d'intérêt peu noble de la part d'un Chef de Cour Souveraine, qui ne doit être animé que par l'honneur, & qui au lieu de s'occuper des diminutions de sa fortune & de celle

des membres de la Compagnie , auroit dû ne parler uniquement que des maux généraux qui affligent la France , du renversement des Loix & de la Constitution de l'Etat.

————— 2 Juin 1772. —————

La Compagnie des Payeurs de Rentes est allé par Députation à l'audience de M. le Contrôleur général lui porter ses doléances sur l'état affligeant où elle va se trouver , tant par la suppression du grand nombre d'entr'eux que par l'augmentation de finance que les restans seront obligés de supporter. Ces doléances très-piteuses , écrites sans noblesse , même avec bassesse , n'ont produit aucun effet sur le Ministre impassible des finances.

————— 2 Juin 1772. —————

On raconte la maniere dont les *Oeufs Rouges* sont parvenus à M. le Chancelier , qui les a en effet bien & dûement payés , ainsi qu'on l'en menaçoit dans la Lettre à Jacques de Vergés. Une espece de jardinier est venu avec quelque chose sous le bras demander à lui parler : il a dit que c'étoit un paquet qu'il apportoit à Monseigneur de la part des Dames Carmelites de St. Denis : introduit auprès de lui , il lui a fait le même compliment , en ajoutant que c'étoit un panier de petits pois , les prémices de leur jardin. Ils étoient encore très-rare. M. de Maupeou a fait ouvrir le panier en sa présence : on a trouvé en effet des pois en cosse , il a ordonné qu'on donnât 12 Liv. à ce malheureux , qui s'est en allé bien vite. Les petits pois portés à la cuisine pour les accommoder , il s'est trouvé au fond un paquet à l'adresse de Monseigneur : il contenoit les *Oeufs Rouges* , avec des Estampes encore plus grandes que de coutume , pour qu'il ne perdît rien des petits détails qu'elles contiennent.

————— 3 Juin 1772. —————

Mandemens de Monseigneur l'Archevêque de Paris ;

qui proscriit l'usage des Oeufs Rouges , à commencer du vendredi dans l'Octave de l'Ascension inclusivement , jusqu'à la Resurrection des morts exclusivement.

Telle est une nouvelle facétie où l'on parodie indistinctement les pieux Mandemens de M. l'Archevêque & les respectables Arrêts du nouveau Tribunal & les saintes Ecritures , où l'on dénigie les œuvres de M. le Chancelier & l'on injurie fortement certains membres de Magistrature , suppôts de cet illustre Chef.

On sent au surplus que l'on continue à jouer sur le mot & que cette Proscription d'*Oeufs Rouges* tombe sur la Brochure qui porte ce titre ; & non sur les œufs que par un usage antique & puérile les fruitières & autres gens de la halle barbouillent de pourpre , depuis Pâquesjusques à la Pentecôte, pour amuser les enfans & la populace.

————— 3 Juin 1772. —————

M. le Contrôleur Général reçoit journellement des affaurs de gens de la cour qui le sollicitent en faveur de divers payeurs des rentes qu'on voudroit faire conserver , mais il refuse impitoyablement tout le monde. Madame la Dauphine n'a pas eu plus de crédit. On rapporte qu'à l'égard de l'un de ceux en faveur desquels on cherchoit à exciter sa commisération par le dénuement absolu où il alloit se trouver , il a répondu *qu'il porte un mousquet.*

L'Edit a été présenté hier aux Chambres assemblées du nouveau tribunal. Il a été nommé des Commissaires pour l'examiner , & rendre compte de leur travail jeudi 4 de ce mois.

Le grand grief qu'on impute à ces payeurs des rentes , c'est d'être en retard pour les payemens , en sorte qu'il est démontré qu'ils ont reçu sur l'année passée plus de sept millions de plus qu'ils n'ont payé. A quoi l'on répond qu'il faut faire le procès en règle à ces financiers comme coupables de *Péculation* , ce qui feroit exemple & satisferoit le public , au lieu que

La punition prétendue qu'on exerce aujourd'hui envers eux , n'ayant ni forme ni caractère , est une injustice véritable.

————— 4 Juin 1772. —————

On ne fait point une suppression , que l'allarme générale ne se porte sur les différens Corps analogues à celui que le Contrôleur Général tourmente , la vexation qu'éprouvent aujourd'hui les payeurs des rentes , porte l'allarme chez les Grands Maîtres des Eaux & Forêts , & les Receveurs Généraux des Domaines & Bois , menacés depuis longtems , & qui craignent enfin de voir éclater la bombe.

————— 4 Juin 1772. —————

M. l'Archevêque de Lyon , autrefois homme de Cour & qui lui avoit donné plus d'une fois des marques de son attachement , paroît se repentir d'avoir trahi son Corps en plusieurs occasions , & sur tout de s'être ligué contre M. l'Archevêque de Paris : convaincu aujourd'hui que le plus beau rôle que puisse jouer un Prélat , c'est de défendre la Religion & le Clergé , il s'est rénni à M. de Beaumont il prend avec lui en main la cause des Corps Religieux qu'on veut opprimer & surtout celui de l'Ordre de St. Ruff, dissous déjà par une Bulle du Pape , & dont les biens ont été réunis à l'Ordre de St. Lazare. Cet Ordre & ses Bénéfices étant dans son diocèse , il croit en devoir soutenir spécialement l'existence , & prouver que la Bulle est subreptice. En conséquence , malgré ses prétentions de ne pouvoir être de l'assemblée du Clergé , parce qu'il se regarde comme supérieur à elle en sa qualité de *Primas des Gaules* & juge né des contestations qui pourroient s'y élever , il s'est fait nommer Député de la Province de Lyon , après avoir fait toutes ses protestations ou réserves concernant ses droits & prééminence prétendus. Il se déclare d'avance comme opposé décidément à M. l'Archevêque de Toulouse , qu'

est aussi de l'assemblée & l'un des plus ardens promoteurs de la destruction des moines , puisqu'il est à la tête de la Commission qui les inquiete & les tourmente depuis longtems.

M. de Montazer est un Prélat très instruit, très éloquent , & bien propre à combattre M. l'Archevêque de Toulouse ; qui a peut-être plus d'esprit , de finesse & de brillant , mais moins d'érudition & de connoissance des Loix Ecclésiastiques. Au reste on croit que M. le Cardinal de la Roche Aymond , qui doit présider l'Assemblée , rit sous cape des préparatifs des deux Prélats , & se dispose à rendre leur tentatives vaines.

5 Juin 1772.

M. le Maréchal Duc de Richelieu se dispose à partir incessamment pour son Gouvernement de Guyenne. M. le Chancelier cherche à capter sa bienveillance par toutes sortes d'égards ; il a assuré la ville de Bordeaux & les Corps de Magistrature qu'il obtiendroient tout ce qu'il voudroient par l'entremise du Maréchal.

5 Juin 1772.

On cherche à faire argent de tout dans ce pays-ci. Depuis longtems on plaisantoit du projet d'une Compagnie qui se propose pour avoir le privilege exclusif du Ramonage des Cheminées : son objet apparent est l'utilité publique en remédiant aux suites fâcheuses du feu. Tout propriétaire seroit astreint à la visite de ses Cheminées par gens préposés à cet effet. On sent aisement qu'il y auroit une taxe , qui seroit de 6 , 5 & 4 sols par Cheminée , suivant les Etages. On veut aujourd'hui que M. le Contrôleur Général prête l'oreille aux propositions de ces Entrepreneurs , qui offrent de donner un somme pour avoir ce privilege exclusif en question.

5 Juin 1772.

D'après l'Edit sur le Marc d'or les Fermiers Gé-

néraux étoient tenus de payer le quarantieme de leurs fonds portés aujourd'hui à 1, 560, 000. Sur leurs représentations ce droit est modéré à 36, 000.

————— 5 Juin 1772. —————

L'Edit de suppression des 74 Charges de Payeurs des rentes, ainsi que de leurs Contrôleurs, a été enregistré hier au nouveau Tribunal ; ce qui consomme la confection de cette Compagnie.

————— 6 Juin 1772. —————

On a publié ces jours-ci des Lettres patentes, données à Versailles le 3 Avril, enregistrées au nouveau Tribunal le 5 Mai, portant Règlement pour la Senechaussée de Lyon, à l'égard des contestations élevées anciennement entre le Lieutenant Général & les Conseillers audit Siege concernant leurs fonctions réciproques ; contestations que l'Edit de Septembre portant suppression d'offices & règlement pour cette juridiction, n'avoit pas prévues ni éteintes.

Le 1er. Juin le nouveau Tribunal a enregistré d'autres Lettres patentes, données à Versailles le 8 Avril, qui ordonnent que la surseance portée par déclaration du 20 Février 1725, soit levée & ôtée en ce qui concerne l'abbaye du Gard, mise en Economat Arrêt du Conseil du 30 Mai 1771 ; en conséquence que durant la vacance de ladite abbaye, les procès pendans, pour raison des biens & droits qui peuvent lui appartenir, puissent être poursuivis par l'Econome général du Clergé, ou par les parties qui pourroient y avoir intérêt, &c.

Le même jour il a enregistré d'autres Lettres patentes données le 22 Mai à Versailles, portant nomination des Officiers Municipaux de la ville de Dieppe, & destination du prix de la Finance de leurs offices aux réparations qui sont à faire au Port de ladite ville.

————— 7 Juin 1772. —————

L'Edit du Roi concernant les Payeurs des Rentes

ne porte pas suppression de 74 , comme on l'avoit annoncé , & recreation de 30 seulement ; il porte réduction, il a été donné à Versailles au mois de Mai , & enregistré au nouveau Tribunal, les chambres assemblées, le 4 Juin.

Il est dit dans le Préambule que l'attention que donne S. M. aux différentes parties de l'administration de ses finances & l'intention dans laquelle Elle est de les améliorer successivement, l'a déjà portée à supprimer par un Edit du mois de Mars dernier plusieurs Trésoriers & payeurs dont les fonctions pouvoient être utilement remplies par d'autres Officiers déjà existans ; que les Rentes sur l'hôtel de la bonne ville de Paris augmentées par les Emprunts.... ont servi de motif pour multiplier le nombre des Payeurs des Rentes..... maintenant qu'Elle est véritablement occupée d'augmenter ses revenus & d'éteindre ses dettes par des remboursemens.... Elle a pensé qu'à l'exemple de ce qu'a fait son auguste Prédecesseur en 1714, elle pourroit réduire le nombre des Payeurs..... d'autant que la masse desdites Rentes diminue chaque année par l'extinction des Rentes Viageres qui en font la plus grande partie. Elle espère que les 30 Payeurs & Contrôleurs conservés en vertu du présent Edit, ayant un exercice plus important, se livreront entièrement à leur état, & qu'en se conformant à ce qu'elle prescrit pour rendre leur service plus exact & moins lent... les propriétaires desdites Rentes n'essayeront ni difficulté ni retard.....

Suivant cet Edit le remboursement des 44 Payeurs supprimés & de leurs Contrôleurs doit s'opérer, tant par un supplément de finance de 175,000 Liv., auquel sont astreint les 30 Conservés, & de 88,000 Liv. pour leurs Contrôleurs, que par la réduction du nombre des Comptes, ainsi que l'économie dans les Taxations des supprimés ; en sorte que S. M. compte trouver dans la chose mêmes des sommes qui serviront à éteindre des offices onéreux à ses finances, & plus

sôt nuisibles par leur nombre qu'utiles à un service dont Elle maintiendra toujours avec soin l'exactitude & la promptitude.

Cet Edit fort long contient 20 articles qui développent l'esprit du Préambule : les principales dispositions sont que les supplémens de finances demandés aux restans soient employés au remboursement des supprimés, sans qu'ils puissent l'être à aucun autre objet ni avoir d'autre destination : lesdits Payeurs n'en pourront cependant recevoir la totalité, qu'après l'apurement de leurs comptes, &c. & les Contrôleurs après avoir remis leurs contrôles au greffe de la Chambre des Comptes. Elles contiennent une discipline particulière pour les payemens des Rentiers, & pour la comptabilité des Payeurs ; elles fixent irrévocablement les épices des comptes desdits Payeurs réservés à la somme de 8000 Liv. pour chacun, à quelque somme que puissent monter les fonds des Rentes.

Dans le Régistrement il est dit : » Et sera le Seigr. » Roi très humblement supplié de donner les ordres » nécessaires, pour que les Payeurs dont les offices » seront supprimés en exécution du présent Edit, » soient entièrement remboursés de toutes les sommes que chacun d'eux justifiera avoir payées pour » jouir de son office, conformément à l'Edit du » mois de Janvier 1634, & que les sommes nécessaires pour compléter le remboursement desdits » offices supprimés seront remises à chacun desdits officiers supprimés, aussitôt après la reddition, appuiement & correction de leurs Comptes, & sous approbation des Edits, Arrêts du Conseil & autres non enregistrés à la Cour.

————— 8 Juin 1772. —————

On a parlé de nouveaux droits établis sur les étoffes de laine & de soye, dont s'étoient rédimés les six Corps de Marchands de la bonne ville de Paris, moyennant une somme de dix-huit cens mille Livres qu'ils ont été autorisés à emprunter. Ils ont

faire des Représentations sur ce qu'une préception aussi forte telle qu'elle étoit fixée par le nouveau tarif ; pourroit , dans les présentes circonstances préjudicier au progrès des différentes branches de Commerce desdits Corps & Communautés , & au succès des Manufactures subsistantes dans cette Capitale... & l'abonnement a été réduit à 1,500,000 Liv. En conséquence l'Arrêt du Conseil du 20 Mars avec le tarif y annexé a été revêtu de Lettres patentes , données à Versailles ledit jour , avec de nouvelles Lettres patentes du 31 Mai , données aussi à Versailles portant modération du tarif des Droits sur les Etoffes & Marchandises de Draperie & Mercerie ; &c. & le tout a été enregistré au Nouveau Tribunal le 5 Juin , les Chambres assemblées , à la charge que les Droits annoncés au Tarif ne pourront être perçus au delà du terme nécessaire pour parvenir à opérer le remboursement des Capitaux , au paiement des arrérages desquels lesdits Droits sont affectés , ni être employés à aucun autre objet , à l'effet de quoi le Compte de la perception d'iceux sera présenté chaque année en la Cour , pour y être statué ce qu'il appartiendra.

8 *dudit*

On cite beaucoup une Lettre de M. le Contrôleur Général à M. le Duc de Noailles , à l'occasion d'un Payeur des Rentes pour lequel ce Seigneur intercedoit le Ministre , qui y plaint le sort du suprimé , mais s'annonce comme obligé par son état d'améliorer les revenus du Roi , & qu'il ne peut le faire sans beaucoup de changemens : il déclare que celui-ci n'est pas le dernier. Ce qui renouvelle les terreurs de quantité de gens. La Chambre des Comptes surtout est dans de grandes allarmes , outre les retranchemens qu'elle éprouve dans ses revenus , on parle d'une diminution de ses Membres. Il est encore question d'un immense projet , par lequel on anéantiroit les Receveurs des Tailles , les Receveurs généraux de :

Finances, & même les Fermiers Généraux, & le tout seroit mis en régie ; mais celui-ci veut mûrir quelques années & ne peut éclore qu'au renouvellement du Bail.

————— 9 Juin 1772. —————

Depuis un an le Roi n'avoit nommé aucun Cordon bleu ; on a cru que c'étoit par égard pour M. le Duc de Bourbon, qui étant d'âge compétent n'a pu jouir encore de cette faveur par la disgrâce où sont les Princes. On se flattoit qu'à la Pentecôte il n'y auroient rien de nouveau ; mais on a vu avec surprise éclore cinq nouveaux Chevalier des Ordres du Roi, savoir : M. le Marquis de Croissy, M. le Duc de Tresmes, M. le Marquis de Sourches, M. le Marquis de Montmorin, & M. le Duc de Villeroi. Plusieurs avoient des Lettres du Roi qui leur promettoit d'être compris dans la première Nomination, mais aucun ne s'attendoit à être élu ce jour-là, & presque tous étoient absens.

————— 9 Juin 1772. —————

Le 4 de ce mois le nouveau Tribunal a enrégistré des Lettres patentes, données à Versailles le 5 Mai, portant que la délivrance des Corps ordinaires des Bois taillis & de futaye de l'appanage de M. le Comte de Provence lui sera faite par les grands Maîtres des Eaux & Forêts ainsi qu'il avoit été réglé par S. M. pour l'appanage de feu le Duc d'Orléans &c.

————— 9 Juin 1772. —————

Vendredi dernier, cinq de ce mois & surville de la Pentecôte, le nouveau Tribunal est allé, suivant l'usage, tenir sa séance au Châtelet. A son retour, comme la Députation sortoit, une multitude d'Oeufs Rouges s'est trouvée sous les pas des Magistrats de façon à embarrasser leur marche. M. de Nicolai, le Président, & le Sr. Gin qui venoit après n'ont pu

s'empêcher de marquer leur étonnement & leur indignation, cette mauvaise plaisanterie paroissant faite pour leur rappeler la Brochure qui porte ce nom & qui ne peut leur être agréable. On n'a pu savoir d'où cela venoit: il est cependant difficile qu'on ait pu préparer une pareille scène incognito, au milieu de l'affluence ordinaire de curieux qu'attire cette cérémonie.

————— 10 Juin 1772. —————

Entre les différens hôpitaux établis à Paris, il en est un qu'on nomme *Hôpital des Enfans rouges*. Il a été fondé en 1536, par François I, pour y élever les pauvres enfans dont les peres & meres étrangers mouroient à l'Hôtel-Dieu, en ajoutant depuis qu'on y recevroit aussi des Enfans orphelins & pauvres de la Banlieue de Paris & des villages circonvoisins.

Aujourd'hui que le nombre des Enfans trouvés s'accroît journellement, tant par la misère que par le libertinage, sur les Représentations des Directeurs & Administrateurs de l'Hôpital Général, on a jugé à propos d'exécuter le projet déjà formé sous Louis XIV, de réunir l'administration de l'Hôpital en question à celui des Enfans trouvés, sous prétexte de l'augmentation du revenu qui en résultera par la diminution du Régime; & c'est ce qui a été ordonné par des Lettres patentes, données à Versailles en Mai 1772, & enregistrées au nouveau Tribunal le 5 de ce mois. Des gens qui spéculent & s'amuse de tout, parlent déjà d'établir un spectacle pour le Marais dans l'emplacement que doit laisser ledit hôpital évacué; ils y voudroient transférer la Comédie Italienne: il y a apparence que ce projet n'aura pas plus lieu que celui dont on a parlé pour la mettre dans la rue Boucherat, même quartier. On a beaucoup de peine à réaliser celui de la Nouvelle Comédie Française, quoique indispensable & urgent.

10 Juin

10 Juin 1772.

Tout le monde est fort surpris que M. le Marquis de Monteynard, Secrétaire d'Etat au Département de la Guerre, dont on parloit comme devant être Cordon Bleu à la premiere Nomination; n'ait pas reçu cette faveur : ce qui confirme le peu de considération qu'il a à la Cour, & qu'il n'y est réellement soutenu que par le Roi, ainsi que l'a dit plaisamment S. M.

11 Juin 1772.

M. Franc étoit Député des Etats de Languedoc; qui pour avoir tenu des propos indiscrets, il y a quinze à dix-huit mois, sur la Révolution du Gouvernement, fut mis à la Bastille & exilé ensuite à Beziers, sa patrie : là il a eu une rixe avec un particulier de la ville au sujet d'un Procès. D'honnêtes gens s'étoient entremis pour les accommoder, & les choses paroissant disposées à la réconciliation, M. de Goyon, le Commandant de la ville, les avoit priés à dîner pour sceller cette paix, le verre en main; mais, au contraire, suivant ce qu'on écrit, la querelle s'est renouvelée si vivement, en présence des convives, que les affiettes des deux adversaires ont volé réciproquement à la suite des propos, & que l'adversaire de M. Franc, en ayant été atteint, a sauté sur lui & l'a poignardé avec son couteau, en présence de tous les convives. Il n'a point été arrêté, & a pris la fuite. On écrit que M. de Goyon est inconsolable.

12 Juin 1772.

De nouvelles Banqueroutes continuent à se déclarer : il vient d'en éclater de considérables dans le Commerce de Jouaillerie : on les fait monter à plus de trois Millions.

12 Juin 1772.

Aujourd'hui que la séparation de Madame la Comtesse
Tom III.

telle *Dubarri* est effectuée, on s'attend à la Cour à la voir incessamment nommer Duchesse.

Le 13 dudit.

Le Clergé a enfin obtenu un Arrêt du Conseil rendu le 25 Mai, qui exempté du droit de Quinzieme les gens de main-morte sur leurs tentes acquises jusqu'au 1^{er} Janvier 1765. Il paroît qu'on se propose aujourd'hui de leur faire donner une nouvelle somme pour se racheter de ce même droit sur celles qu'ils pouvoient avoir acquises depuis & qu'ils pourrout acquérir.

13 dudit.

Il paroît un nouveau *Supplément à la Gazette de France*, N^o. VI. On continue à y insérer toutes les anecdotes vraies ou controuvées qu'on peut trouver sur les Inamovibles & autres gens de cette sequelle. Le peu de soin que l'auteur apporte à discuter les anecdotes qu'on lui envoie, rend ce recueil fort suspect aux gens impartiaux, & le faux malheureusement discrédite le vrai.

On y parle d'un gros volume in-8^o. intitulé *Lettres provinciales, ou examen impartial de l'origine, de la constitution & des révolutions de la Monarchie Française, par un avocat de Province à un avocat de Paris*. Cet avocat, à ce qu'annonce le journaliste, est le Sr. *Bouquet*, Bibliothécaire de la ville de Paris, pour la partie qui renferme les Manuscrits: il prétend que l'ouvrage a un air d'érudition qui pourroit en imposer aux gens superficiels, mais que l'*inauguration de Pharamond* est une réfutation anticipée des Principes erronnés de l'écrivain, gagiste du Chancelier: il l'accuse de n'entendre ni le François, ni le Latin, d'être un traducteur inexact, de falsifier les auteurs qu'il cite, d'ignorance grossière de la matière qu'il traite,

14 Juin 1771.

M. l'Abbé *Bouchaud*, Conseiller du Nouveau Tribunal, s'étant introduit dans l'Oeuvre, le jour de la Pentecôte pendant le sermon, M. *Ringard*, jeune Avocat, Marguillier en charge, le pria de sortir pour faire place à ses confreres, qui alloient arriver. L'Abbé *Bouchaud* lui demanda qui étoient ses confreres ? Il répondit, *des Marguilliers*. Il insista, en demandant, *qui étoient les Marguilliers* ? D'honnêtes gens, Monsieur, reprit l'Avocat. D'honnêtes gens ! Est-ce que je ne le suis pas ? Vous m'insultez ; j'en porterai mais plaintes ; je vous ferai châtier. En effet, vendredi dernier, M. de *Sartines*, Lieutenant général de Police, a mandé le pere *Ringard*, Procureur supprimé, & le fils, Avocat non rentré, & leur a dit qu'il avoit ordre de M. le Chancelier de leur enjoindre d'être plus circonspects. Ils ont cru en être quittes. Mais les confreres de l'Abbé *Bouchaud* veulent que celui-ci dénonce le fait, demain à leur rentrée, aux Chambres assemblées, &c. & qu'on fasse un exemple sur un pareil insolent. On ne voit pourtant aucun délit dans cette affaire.

15 Juin 1772.

Il paroît une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 8 Mai, & enregistrée au Conseil supérieur de Douay le 21 dudit.

Il est dit dans le préambule, que par l'événement de la liquidation, la totalité du prix de tous les Offices de ladite Cour, s'est trouvée monter à la somme de 1,943,182. Livres, que l'intention de S. M. étant que les propriétaires desdits Offices soient remboursés de ladite somme, & payés exactement des intérêts d'icelle, à raison de cinq pour cent par an, dixieme déduit, Elle n'a point trouvé de moyens plus convenables que de destiner annuellement à cet objet une somme de 180,000 Livres, qui sera employée

d'abord à payer les intérêts, & subsidiairement les principaux : mais comme l'état de ses finances ne lui permet pas de fournir la totalité de ladite somme, Elle a cru, à l'exemple de ce qui a été statué en cas semblable, en 1713, 1714 & 1721..... que partie de ladite somme devoit être supportée par les habitans du pays du ressort de ladite Cour supprimée. — En conséquence Elle se détermine à employer annuellement une somme de 100,000 Livres de ses finances, & de charger les Corps d'Etat, Villes, Bourgs, Administrations & habitans desdits Départemens du Ressort de ladite Cour, de fournir chaque an les 80,000 Livres de surplus, jusqu'à l'extinction des intérêts principaux de ladite somme de 1,943,182 Livres.

S. M. est persuadée que tous les habitans des Provinces & Pays dudit Ressort, Exempts & non Exempts, privilégiés & non Privilegiés, s'empresseront d'aurant plus volontiers à suivre & seconder ses intentions, qu'ils ont recueilli principalement le fruit des fonctions pénibles auxquelles lesdits Propriétaires & Officiers de ladite Cour supprimée s'étoient voués, & qu'ils doivent jouir pareillement des avantages résultans de l'administration de la Justice gratuite, &c.

Suivant plusieurs articles, par lesquels il apert que le remboursement desdits Offices doit s'effectuer en entier dans le terme de 16 années, à commencer depuis le 1er Avril 1773, jusqu'au 1er Avril 1788, & qui reglent la levée & la destination des fonds, ainsi que la forme des payemens & remboursemens. Suit un état annexé de 38 Officiers à rembourser ; sçavoir 5 Présidens à mortier, 22 Conseillers Laïcs, 2 Conseillers - Clercs, 1 Chevalier d'honneur, 1 Avocat-général, 2 Substituts du Procureur général, 1 Greffier en Chef, 3 Greffiers, 1 Commis principal.

15 Juin 1772.

M. Goeflard, Conseiller de Grand Chambre, reçu sans permission de son exil, pour des infirmités

tés, est mort depuis quelques jours. C'est une nouvelle victime du zèle patriotique dont M. le Chancelier n'est pas fâché d'être débarrassé.

————— 16 Juin 1772. —————

Hier, M. l'Abbé *Bouchaud* a fait la dénonciation aux Chambres assemblées de l'insulte prétendue qu'il avoit reçue du Sr. *Ringard*, qui l'avoit voulu faire sortir du banc des Marguilliers de St. Severin, *entendu que ces places n'étoient faites que pour d'honnêtes gens* Il a ajouté qu'ayant demandé aux Marguilliers si c'étoit par leur ordre qu'on l'apostrochoit ainsi, ils lui avoient ri au nez. L'Assemblée ayant pris cette dénonciation avec beaucoup de chaleur, il y a même eu des voix pour décréter sur le champ le jeune homme; l'avis a passé de mander les Gens du Roi, pour avoir leurs Conclusions sur le champ: elles ont été à ce qu'il fut donné acte du Procureur général de la plainte qu'il rendoit, & qu'il lui fût en conséquence permis d'informer; ce qui a été ordonné, par l'Arrêt qui est intervenu. Nouvelle matière aux rieurs, qui regardent comme une grande maladresse de cet Abbé de se donner ainsi en spectacle.

————— 17 Juin 1772. —————

M. *Charaudon de Ste. Maure*, Conseiller au Parlement, a traité de la Charge de Président de la Chambre des Comptes, vacante par la mort de Mr. de *St. Sauveur*, & vient de se faire recevoir. Cette défection paroît une lâcheté aux Patriotes, qui trouvent mauvais qu'il quitte sa Compagnie dans les circonstances critiques où elle est.

————— 18 Juin 1772. —————

Le nouveau Tribunal a enregistré le 15 de ce mois des Lettres patentes, données à Versailles le 1er Juin par lesquelles S. M. pour donner aux Officiers du Bailliage de Créci supprimés, des marques de sa satisfaction & de sa justice, Elle ordonne qu'ils conti-

auront de jouir , leur vie durant , des Privilèges dont ils jouissoient ci-devant.

Le même jour , ledit Tribunal a enrégistré d'autres Lettres patentes , rendues aux mêmes fins , concernant les Officiers du Bailliage de Brie-Comte-Robert supprimés.

————— 20 Juin 1772. —————

On a vu successivement , dans plusieurs Gazettes de France , des relations de plus en plus absurdes , concernant un *Hidroscope* prétendu , dont l'œil perçant déconvroit l'eau à travers les entrailles de la terre. Malgré les autorités que citoit le *Sr. Marin* , le rédacteur de ce Journal , le Physicien révoquoit en doute ces faits extraordinaires , ou pour mieux dire n'en croyoit rien. Plusieurs curieux , & des Membres de l'Académie des Sciences , ont écrit sur les lieux , & par les informations qu'ils ont reçues , ce phénomène se réduit à très peu de chose. Des plaisans , à ce qu'il paroît , se sont égayés à se jouer de la crédulité du Gazetier , & voyant avec quelle bonhomie il citoit les premières merveilles , ils en ont envoyé de plus suprenantes qu'il a également adoptées.

On ne peut concevoir comment la Gazette de France , si grave , si sèche , si froide , est devenue tout-à-coup entre ses mains un recueil de Contes de vieilles , & de fables de féerie. Des politiques qui raffinent surtout , veulent que ce ne soit pas sans dessein ; ils prétendent qu'on ne doit pas supposer raisonnablement que le Ministre eût laissé passer tant d'absurdités dans ses Annales qu'il revoit avec le plus grand soin , s'il n'eut voulu prêter ainsi aux spéculations des honnêtes gens de quoi se repaître , pour les détourner d'autant des matières politiques , à l'instar de ces relations fabuleuses , de ces chansons qu'on fait courir les rues par des gens gagés de la Police pour amuser le Peuple. On n'a pas été fâché de trouver dans le *Sr. Marin* , peu Philosophe , un esprit

simple , qui se prête de lui-même aux vues du Gouvernement.

20 Juin 1772.

On écrit de Rouen que les esprits y sont toujours échauffés à l'occasion du Conseil supérieur ; que les Membres de cette Cour y essuyent à chaque instant quelque mortification , & qu'on admire l'intrépidité avec laquelle ils résistent à la cabale déchaînée contre eux. L'esprit de parti y enfante continuellement des libelles , où la médisance & la calomnie s'exercent à l'envi , & l'on n'ose faire des recherches trop sévères des auteurs , imprimeurs , distributeurs de ces ouvrages , de peur d'exciter une sédition toujours prête à s'allumer. On ajoute que la position critique de cette Province rend très circonspect.

21 Juin 1772.

Les Commis arrêtés aux Fermes , sont le Sr. *la Roche* , sous-chef , & les Srs: *François* , deux subalternes ; on prétend qu'on n'a rien trouvé dans leurs papiers , contenant seulement des listes de gens auxquels ils faisoient passer la *Correspondance* , & autres ouvrages de cette espèce. Ils sont à la Bastille , mais le nouveau Tribunal les réclame , & voudroit bien faire un exemple éclatant sur ces malheureux. On ne sçait encore s'ils lui seront remis.

21 Juin 1772.

Le nouveau Tribunal , les Chambres assemblées , a entendu le récit de l'information ordonnée dans l'affaire de S. Séverin. Le jeune Avocat a été décrété de prise de corps , & le pere , Marguillier , ainsi qu'un autre Marguillier en charge , ont été décrétés d'ajournellement personnel. Le grief de ceux-ci , dit-on , est d'avoir mulcté d'une amende de 12 Liv. le Suisse qui a forcé la porte de l'Oeuvre , pour y faire entrer l'Abbé *Bouchaud* , malgré l'opposition du

Badaud qui a l'ordre de n'ouvrir qu'aux Marguilliers en charge ou anciens.

On prétend que dans les témoins entendus aucun n'a chargé le jeune homme sur les propos ; mais, comme il est en fuite, peut-être est-ce la cause du Décret prononcé contre lui.

————— 21 Juin 1772. —————

Les bruits concernant la Chambre des Comptes se dissipent, & ces Mrs. commencent à se rassurer. Quelques-uns comptent beaucoup sur M. le Chancelier, qui les veut défendre, à ce qu'ils espèrent, contre les atteintes de M. le Contrôleur général, & leur faire obtenir, même du Roi, un dédommagement des pertes qu'ils souffrent sur leurs épices.

Les Receveurs des Domaines & Bois, qui avoient aussi des inquiétudes, relativement aux bruits qui couroient sur leur compte, ont été tranquilisés par l'Abbé Terrai, auquel ils ont exposé leurs frayeurs. M. Cochin, Intendant des finances, qui a cette partie, & un grand crédit auprès de ce Ministre, leur a promis de son côté de les défendre avec tout le zèle dont il est capable.

————— 22 Juin 1772. —————

Les Courtisans semblent se relayer à Chanteloup, soit comme espion de la Cour, auprès du Duc de Choiseul, soit comme pour lui rendre compte de ce qui se passe dans cette Région, dont il est éloigné depuis dix-huit mois. M. le Duc de la Valière à peine revenu, M. le Duc de Noailles y est allé ; il a été relevé par M. le Duc de Duras qui y est aujourd'hui, & l'on compte que le Prince de Beauveau ne tardera pas à s'y rendre lorsque son quartier sera fini.

On prétend que le Roi a demandé à M. le Duc de Noailles, de retour de Chanteloup, comment se portoit Choiseul, s'il s'amusoit bien ?

On fait aujourd'hui l'honneur à *M. de Choiseul* d'attribuer sa disgrâce à un plan très vaste qu'il avoit conçu & préparé en partie, pour nous venger de concert avec l'Espagne des outrages de l'Angleterre & de la paix humiliante qu'elle nous a imposée. Ce bruit s'est répandu vaguement lors de son exil, & beaucoup de gens n'y ajoutoient aucune foi. Aujourd'hui qu'on détaille ses desseins, qu'on nous apprend avec quel art il avoit fait répandre dans nos Ports tous les bâtimens propres à un embarquement; il y avoit fait filer des troupes insensiblement, soit pour de prétendus travaux au port de Brest, soit pour contenir la Province de Bretagne, en cas de soulèvement; il avoit fomenté les troubles de Pologne, excité la guerre du Turc pour parvenir à faire diversion, au point d'obliger la Russie à porter ses forces maritimes dans la Méditerranée, & l'Angleterre à dégarnir sa Marine pour seconder la puissance de son Alliée; ce motif acquiert plus de vraisemblance, surtout auprès de ceux qui connoissent le caractère pacifique du Roi, que les ennemis du Ministre ont aisément allarmé, en lui dévoilant ces projets de *M. de Choiseul*, qu'il étoit aisé de présenter sous un point de vue très-dangereux.

22 Juin 1772.

Le voyage de Compiègne est fixé au 8 Juillet. Le bruit général est que l'on manquoit d'argent pour l'extraordinaire de ce voyage, & que *M. l'Abbé Terrai* a été obligé de s'évertuer pour en avoir; ce qui a donné lieu au projet concernant les Payeurs de rentes. On presse les conservés pour leur faire donner des à comptes sur leur augmentation de finance. C'est une énigme inexplicable, de sçavoir comment avec une augmentation annuelle d'impôts aussi énormes, on est toujours aux expédiens.

L'Université doit suivant le projet de la nouvelle place de Ste. Genevieve, occuper un des côtés, & figurer vis-à-vis les Ecoles de Droit qui sont construi-

tes. Elle a présenté cette année les plans au Roi ; que S. M. a approuvés, en demandant combien cela coûteroit ? Le Recteur a répondu à S. M. que le devis étoit d'un million.. Cette dépense a paru forte. S. M. a insisté pour connoître les ressources de l'Université. Il a avoué que par diverses économies on avoit déjà en Caisse environ 200,000 Livres ; que d'ailleurs on se proposoit de faire un emprunt sur les 30,000 Livres de Rentes sur les Postes dont jouissoit l'Université.

Depuis quelque tems M. le Contrôleur général a envoyé chercher le Recteur , a exigé les 200,000 Livres en Caisse , a ôté les 30,000 Livres sur les Postes , & lui a dit d'annoncer à l'Université que S. M. se chargeoit du bâtiment , que les membres de cette Compagnie fussent tranquilles & ne s'inquiétassent de rien.

————— 23 Juin 1772. —————

La Chambre des Comptes , tous les deux ans , nomme des Commissaires subsistans pour les affaires de Compagnie. Ceux actuels sont quatre Maîtres des Comptes, sçavoir : M. l'*Advocat* , *Portail* , Le *Normant de la Place* , *Clément de Boissy*. Ils ont été jeudi dernier chez le Contrôleur général , pour lui faire des représentations , relativement aux retranchemens d'épices que souffroit la Chambre , & faire sentir à ce Ministre son injustice. Ils ont fait voir que le total des Charges se montoit à 26 Millions , que les revenus n'alloient plus qu'à 1,300,000 Livres , ce qui ne faisoit que l'intérêt de l'argent , à 5 pour 100. Ensorte que ceux auxquels leurs Charges n'appartenoient pas , n'ayant rien pour leur travail , se trouvoient sans le sol. M. l'Abbé Terrai a paru entrer dans ces considérations ; il a demandé un Mémoire sur cet objet , & sur d'autres dont il a été question , & il a promis de l'examiner. Quant aux reproches qu'on lui a faits , de regarder la Chambre comme inutile , surtout les Correcteurs , il s'en

est défendu expressement ; il a fait sa profession de foi à cet égard , & a répondu que quant aux Correcteurs , s'ils n'avoient rien à corriger , cela faisoit honneur au travail des Auditeurs qui n'avoit besoin d'aucune réforme. Ce persiflage a été agréé des Députés qui ont fait semblant de le croire sincère.

24 Juin 1772.

Les Membres du nouveau Tribunal , las des brocards qu'on lance contre eux , & résolus désormais à se faire reconnoître pour ce qu'ils sont dans tous les lieux où ils se trouveront , ne manquent aucune occasion d'éclater. Le Sr. *Basset* est le premier qui ait fait une levée de bouclier , à la Comédie Française , où s'étant mis à une place , où la consigne est de ne laisser entrer personne , dans l'orchestre des Musiciens , tint tête au Sergent qui vint le prier de sortir , & sur ce que cet officier subalterne voulut élever la voix sur son refus , lui déclara que lui Sergent avoit l'honneur de parler en sa personne à un Conseiller du Parlement , qu'il devoit sçavoir que le Parlement a partout la haute police. Cette scène s'étoit passée la veille de la Pentecôte. Le lendemain , le Sr. Abbé *Bouchaud* fit son esclandre dans l'Oeuvre des Marguilliers de St. Severin , dont il a été rendu compte , & ce qui donne matière au procès contre le jeune *Ringard* , &c. Depuis le jour de la Fête-Dieu , tous Mrs. ont affecté de se trouver *in flocchi* à la Procession de leurs Paroisses respectivement , & de s'y faire rendre les honneurs qu'ils s'imaginent leur être dûs ; ce qui a occasionné des mortifications à plusieurs Marguilliers de diverses Oeuvres.

25 Juin 1772.

On répand une seconde Lettre de M. le Président *d'Ormesson* au Roi , datée d'Orly le 23 Mai 1772. Elle n'est encore que manuscrite : elle développe les vrais principes sur la matière des offices , & annonce au nom des Magistrats une fermeté bien louable , mais qu'il

est fort à craindre de voir démentir, si cela dure encore quelque tems. C'est d'autant plus à redouter que les Pairs protestans paroissent se désunir entr'eux. On va jusqu'à dire que le Prince de Beauveau & deux Ducs protestans ont mangé chez le Chancelier.

Quant aux Princes; on assure que depuis leur exil ils ont déjà écrit cinq Lettres au Roi, dont la dernière a 24 pages de papier à la Tellere, sans avoir pu obtenir aucune réponse. Mais comme ces Lettres ne transpirent pas, elles passent pour non avenues aux yeux des exilés, & ils commencent à se plaindre de l'inaction de ces Alteses Sérénissimes. Ils voudroient que d'après l'exemple de plusieurs Parlemens de Province, ils présentassent désormais une Requête pour demander l'Assemblée des Etats Généraux, & la fissent imprimer, afin que les divers Ordres de l'Etat ne pussent ignorer cette démarche si généreuse, & se joignissent au vœu de ces Chefs Patriotes.

————— 26 Juin 1772. —————

Il avoit couru des bruits sinistres, concernant les Secrétaires du Roi; on parloit d'en supprimer deux cens, & de demander une finance de cent mille écus aux autres. M. le Chancelier, comme Chef suprême de ce College, a mandé un des Syndics, & lui a dit de rassurer la Compagnie, de lui déclarer que ces rumeurs étoient destituées de fondement. En effet, comme il revient cinq cens écus au Chancelier, à chaque mutation de Secrétaire du Roi, il avoit plus d'intérêt d'en multiplier le nombre que de le retrancher.

————— 26 Juin 1772. —————

Mrs. de la Chambre des Comptes avoient eu par leurs Députés une seconde conférence avec M. le Contrôleur Général. M. le Premier Président & le Procureur général y avoient assisté; ils se flattoient d'avoir touché le cœur de ce Ministre. Dès le sur-

lendemain , ils en ont reçu une Lettre fort sèche , où il leur déclare qu'il n'y a rien à faire à leur égard , & que les choses doivent rester comme elles sont. On répond dans cette Lettre à divers articles qui étoient entrés dans les autres objets de la conférence , & l'on ne leur donne de satisfaction sur aucun point. *M. de Nicolaï* surtout a été consterné de cette Epître & le Public indigné de la mollesse , de la bassesse & de la lâcheté de cette Cour , rit de tout cela , & la trouve encore trop bien traitée relativement aux autres , plus utiles , plus généreuses , & qui ont du moins succombé avec quelque gloire.

————— 26 Juin 1772. —————

Dans le discours de *M. l'Archevêque de Toulouse* au Roi , fait au nom de l'Assemblée du Clergé , on a trouvé des phrases fortes , relativement au secours extraordinaire qu'on demande au Corps Ecclésiastique : on prétend qu'il s'y plaint d'une façon non équivoque de la déprédation des finances.

On assure en effet que depuis que l'Abbé *Terrai* est Contrôleur général , il y a plus de 180 Millions passés en acquits du comptant , c'est-à-dire , dont l'objet de dépense n'est point assigné.

————— 26 Juin 1772. —————

On a fait jaser les Commis arrêtés , & ceux-ci ont dénoncé d'autres personnes arrêtées depuis. Le nouveau Tribunal continue à revendiquer ces vicissitudes.

————— 27 Juin 1772. —————

Le Roi est toujours vivement affecté du partage qui se fait de la Pologne sans son intervention , & pour ainsi dire à son insçu. On croit que c'est ce qui a donné lieu , il y a quelques jours , à une scène , d'humeur entre *S. M. & Mad. la Comtesse Dubarri* , dans un petit voyage. Le Roi étant à table avec elle , étoit profondément plongé dans ses réflexions ,

& mangeoit cependant, mais se plaignoit de ne trouver gout à rien, de ne pas sentir ce qu'il mangeoit, sur quoi Madame *Dubarrî* a voulu dire quelque chose; le Monarque lui a répondu durement, & avec des interjections douloureuses, des phrases entrecoupées, qui ont fait croire aux spectateurs qu'il songeoit en ce moment aux affaires de Pologne. On a jugé, en rassemblant les membres épars de son discours, que S. M. regrettoit M. le Duc de *Choiseul*, s'imaginant, comme Elle l'a déjà déclaré, que les choses ne se seroient pas passées ainsi sous son Ministère, qu'il auroit eu connoissance du Traité ayant sa confection, qu'il y seroit entré pour quelque chose, & l'auroit peut-être dicté. Se rappelant ensuite qu'il n'avoit écarté ce Ministre que par une complaisance aveugle, pour l'éloignement, l'aversion qu'en avoit la Comtesse, son mécontentement a réjailli sur elle & s'est manifesté par ces reproches, ces bouderies, qui ont tellement affecté la Dame qu'elle en a versé des larmes: mais cela n'a point eu de suites sérieuses; & S. M. a même affecté depuis une joye si extraordinaire, qu'on l'a estimée forcée & simplement de politique.

————— 27 Juin 1772. —————

Seconde Lettre du Président d'Ormesson au Roi, écrite d'Orly le 23 Mai 1772.

SIRE,

» Votre Majesté ayant daigné recevoir la Lettre que j'ai eu l'honneur de lui écrire, il y a peu de jour, & m'ayant fait dire qu'Elle desiroit sçavoir les vrais principes sur la matiere des Offices: je m'empresse de satisfaire à ses ordres”.

» Les Membres de votre Parlement étant chargés de fonctions aussi pénibles que délicates, qui les mettent souvent dans la nécessité de faire parvenir jusqu'au Trône de tristes vérités; pour les encourager à bien servir & à exécuter ce que leur prescrirait

leur consciences les Rois vos Prédécesseurs ont eux-même reconnu qu'ils ne pouvoient les destituer, à moins qu'ils n'eussent fait juger qu'ils ont forfait. Ce sont ces motifs qui les déterminèrent à établir d'une manière fixe & invariable les principes toujours exécutés sur l'inaltérabilité des Offices, par les deux fameuses Ordonnances de 1344 & 1467."

» La première nous prouve que, quoiqu'il fût d'usage, avant que le Parlement fut perpétuel, de décerner deux fois l'année, à Pâques & à la Toussaint, de nouvelles Lettres-patentes, en forme de commissions, avec une liste de ceux que le Roi vouloit qui y siégeassent, auxquelles on auroit donné le nom d'Ordonnances du Parlement. Le nouveau Rôle n'étoit pas à beaucoup près une mutation totale des Officiers du Parlement, puisque ceux qui n'y étoient pas compris, étoient libres de venir prendre leurs places quand bon leur sembleroit. La seule différence qu'il y avoit entre ceux qui étoient sur le Rôle & ceux qui n'y étoient pas, c'est que ces derniers n'avoient pas de gages, & toutes fois, dit l'Ordonnance de 1344, *s'il plaisoit aux autres de venir esdits Etats & Offices, il plait bien au Roi qu'ils y viennent, mais ils ne prendront gages.*"

» L'autre décide de la manière la plus formelle; & conformément à l'usage immémorial de la Nation, que nul Office ne pourra vaquer que dans les trois cas de Résignation, Mort ou Forfaiture."

» D'après ces Loix si précises, des Loix que d'âge en d'âge vos augustes Prédécesseurs ont regardé comme des Loix fondamentales, auxquelles par là-même ils étoient dans l'impuissance de donner atteinte, & dont V. M. lors de son Sacre a juré l'observation; n'est-ce pas en avoir imposé au meilleur des Rois, à un Prince qui ne veut être que le Père des ses Sujets, & ne régner que par la Justice que d'avoir osé lui persuader qu'il pouvoit déposséder les membres de son Parlement? V. M. est la maîtresse de les laisser languir dans les déserts: ils bénissent la main qui les

accable ; ils sont injustement punis , mais toujours soumis ; & jusqu'à ce qu'ils aient été jugés par des Juges compétens , ils sont , je ne crains pas de le dire , vos Officiers , & le titre ineffaçable dont vous les avez revêtus est toujours empreint sur eux. Je n'ignore pas , SIR , qu'on cherche dans ce moment-ci à prévenir V. M. contre ceux des Membres du Parlement qui refusent de remettre leurs titres , & qu'on vous les dépeint comme des gens qui en veulent à votre autorité. Mais , SIR , ceux qui établissent ces systèmes nouveaux ; ces ennemis de l'Etat & de votre propre Personne vous ont ils averti que , comme on ne peut être admis au Parlement qu'après avoir juré l'observation des Ordonnances , celui qui auroit la bassesse de se dessaisir de ses provisions , feroit parjure : puisqu'il oublieroit qu'il est obligé par ses sermens de maintenir la fameuse Loi de 1467 , ou de périr avec elle."

» Tels sont , SIR , les véritables Principes sur l'immovibilité des Offices ; V. M. a des lumières trop supérieures pour ne pas reconnoître que les Membres de ses Parlemens ne peuvent sans crime consommer la liquidation de leurs Offices ; & je ne crains pas de le dire en leur nom , ils espèrent que si vous voulez bien faire attention à la circonstance où ils se trouvent , vous leurs rendrez dans des tems plus heureux cette justice , qu'entre déplaire au Roi pour un tems , & obéir aux Ordonnances qui sont les vrais commandemens , le véritable Magistrat ne doit pas balancer."

» Je suis &c...."

— 28 Juin 1772. —

M. l'Archevêque de Lyon a si bien plaidé la cause des Moines de *St. Ruff* , que la Bulle est en effet regardée comme nulle ; on croit qu'elle n'aura pas d'exécution , & qu'on s'en pourvoira d'une rendue plus légitimement.

29 Juin

29 Juin 1772.

Mrs. de la Chambre des Comptes sont dans des alternatives de crainte & d'espérance. M. le Procureur général étant allé voir le Contrôleur général à l'occasion de la Lettre très sèche écrite au Premier Président, qui renversoit toutes les prétentions de cette Cour; l'Abbé Terrai s'est excusé, il lui a dit qu'il ne falloit regarder cette Lettre que comme une Lettre de Ministre, faite par des Commis, & signée aveuglément; qui d'ailleurs traitant plusieurs objets, lui avoit jeté de la confusion dans les idées: que la Chambre pourroit continuer à faire travailler à son Mémoire, qu'il l'examineroit avec la plus grande attention, & le proposeroit au Conseil, s'il le trouvoit juste.

29 Juin 1772.

Il paroît que le mécontentement du Roi porte aussi sur le Prince Louis, son Ambassadeur, à Vienne, & créature de Madame la Comtesse Dubarri. Ce jeune Prélat, plus accoutumé à traiter avec des filles qu'avec des Négociateurs, a laissé tramer sous ses yeux tout le partage de la Pologne, sans en donner avis à la Cour.

C'est par humeur de tout cela, qu'on assure aujourd'hui que le Roi n'a voulu nommer Cordons bleus aucun des Seigneurs proposés par Madame Dubarri, & surtout le Duc de Coislin: omission qui avoit étonné tous les Courtisans.

29 Juin 1772.

Les dix Millions demandés au Clergé ayant été accordés, le Ministre, qui n'a plus besoin de cet Ordre pour le présent, se dispose à le séparer incessamment. On assure que l'emprunt est rempli en grande partie par les Etrangers, surtout par les Génois.

29 Juin 1772.

Quoique M. le Chancelier se soit occupé constam-

ment des moyens de subvenir aux remboursemens des Offices supprimés, & aux gages des nouveaux Officiers, plusieurs Parlemens & Conscils Supérieurs n'ont encore rien touché. Comme cet objet dépend de l'accord du Contrôleur général avec le Chef suprême de la Magistrature, & souffre de nouvelles difficultés à chaque instant, ces Compagnies ont jugé nécessaire de veiller par elles-mêmes à un objet aussi intéressant; elles ont en conséquence envoyé des Députés. Le Parlement de Pau, que Mr. le Chancelier sembloit favoriser plus spécialement, & qui le méritoit par son dévouement servile à la Cour, n'est pas mieux traité, & a été obligé d'avoir recours à cet expédient.

————— 30 Juin 1772. —————

Les héritiers de M. Goislard, pour éviter les contestations; qu'auroit occasionné à Paris son titre de Conseiller au Parlement qu'on vouloit lui conserver, soit dans son Extrait mortuaire, soit dans les billets d'enterrement, l'ont fait transporter à sa terre d'Andonville, où il a été inhumé, & dont le curé est à leur dévotion: ils ont fait courir des billets à la main, & n'en ont envoyé qu'à l'ancienne Magistrature.

Le Roi instruit de la mort de ce Magistrat, dit devant M. le Chancelier: *Goislard est mort; on dit que c'est pour n'être pas revenu assez tôt ici; il a tardé trop longtems à changer d'air, à recevoir des secours...* SIRE, a répondu le Chancelier, *il ne tenoit qu'à lui.* Sur quoi sa Majesté a répliqué: *En tous cas je perds en lui un de mes plus fideles Serviteurs.*

M. Goislard avoit une charge de Conseiller de Ville; on a voulu lui faire succéder un Conseiller du nouveau Tribunal, mais la famille attachée aux vrais principes & détestant cordialement toute la nouvelle Robe, a déclaré ne vouloir traiter avec aucun de ces Messieurs, & préférer de garder la charge: on croit qu'on en pourvoira d'autorité le proposé,

30 Juin 1772.

Il passe pour constant que le Roi, toujours profondément ulcéré du partage fait de la Pologne, sans le consulter & à son insçu, s'est sensiblement refroidi envers Monsieur le Duc d'Aiguillon, & que c'est ce qui a fait échouer l'intrigue de ce dernier pour faire sauter le Chancelier, celui-ci ayant habilement profité de la circonstance pour regagner la confiance du Roi; mais le parti opposé espère toujours que ce ne sera pas pour longtems, & qu'on minera plus habilement une seconde fois.

30 Juin 1772.

Il paroît un Arrêt du Conseil du 21 de ce mois; qui détermine la maniere dont s'opérera le remboursement de liquidation des Offices des Payeurs & Contrôleurs des Rentes de la Ville supprimés; dont il résulte qu'ils pourront prendre à compte leurs Debets; que les 175,000 Livres à fournir par les Payeurs restans tourneront aussi à ce revirement: mais que ceux-ci les porteront cependant au Trésor Royal en attendant, & que le surplus ne sera touché qu'après l'apurement des Comptes, sans qu'on désigne encore sur quel fonds il sera pris.

1er Juillet 1772.

M. Domat, descendant du fameux Jurisconsulte de ce nom, Président à la Cour des Aides de Clermont Ferrand, supprimé pour n'avoir pas voulu passer au Conseil supérieur établi en Auvergne, est actuellement à Paris, où il se met toujours en Magistrat. Samedi dernier, dans l'après-dînée, il sortoit de chez lui dans son habillement ordinaire, un manœuvre portant une hotte le rencontre dans la rue, le froisse considérablement, au point de lui déchirer son habit, en disant: *Ah! voilà un de ces B. du Parlement.* Des tailleurs de pierre, maçons, & autres manans qui étoient-là, s'écrient que c'est bien fait, qu'on devroit les traiter tous de même. Les Eco

liers sortans du College d'Harcourt passent par là, & grossissent la foule & les huées, au point que M. *Domat* fut obligé de rentrer chez lui pour changer d'habit, sans pouvoir se faire connoître à cette canaille.

Peu de tems avant, M. de la Bourdonnais, un des Présidens du grand Banc du nouveau tribunal, a été apostrophé aux Boulevards par un *Quidam*, qui l'a appelé en face J.... F....

Enfin M. *Goezman*, Conseiller du nouveau Tribunal, a essuyé une même scene dans le même tems.

On infere de ces divers événemens réunis, qu'il y a une cabale foudre contre ces traîtres à la Patrie, n'étant pas à présumer que des gens de la lie du peuple, depuis quinze mois que les premiers momens de fermentation sont passés, se portent à cette licence, sans y être excités.

D'un autre côté, les nouveaux Magistrats enragent de n'avoir aucune considération, & cherchent toutes les occasions de se venger: voilà ce qui rend l'affaire de St. Séverin plus grave.

————— 1er Juillet 1772. —————

Les Grands Maîtres des Eaux & Forêts, & les Receveurs de Domaines & Bois, paroissent rassurés sur leur sort; ils ont eu d'autant plus de peur que l'Edit étoit envoyé à l'Imprimerie Royale.

Il paroît que les derniers ne pourront échapper à une caisse commune, où ils porteront leurs fonds; enforte que le Contrôleur général aura toujours sous ses yeux leur situation, & pourra y mettre la main au besoin.

————— 1er Juillet 1772. —————

M. *Franc* étant de mémoire odieuse à M. le Chancelier, puisqu'il avoit été mis à la Bastille pour propos tenus contre lui & besogne, il favorise autant qu'il peut la partie adverse, & voudroit bien faire avoir la grace à M. de *Villeraze*; mais d'un autre côté la veuve poursuit ce meurtrier avec la plus grande

de activité. L'Archevêque de Toulouse, & le Prince de *Beauvau* la soutiennent de tout leur crédit, & l'on prétend aujourd'hui que les Etats de Languedoc, dont il étoit l'Agent général, interviennent & sollicitent pour qu'il soit fait justice du coupable.

————— 1er Juillet 1772. —————

On a parlé de la Délibération du Chapitre de Notre Dame, qui a arrêté unanimement que leurs confreres, Conseillers Clercs du nouveau Tribunal, seroient déboutés de leur demande, & ne toucheroient pas leurs droits de présence. Ces Messieurs ne voulant pas adhérer à cette décision fondée sur les usages anciens du Chapitre, l'ont fait assigner aux Requêtes de l'Hôtel, & veulent plaider. L'Abbé de *Beaumont*, neveu de l'Archevêque de Paris, qui s'étoit délisté de sa prétention préalablement, a refusé de faire corps avec les autres, en sorte que la demande n'est formée qu'au nom des Abbés *Luker*, de *la Fage* & *Desplasse*.

————— 3 Juillet 1772. —————

M. *Lottret de Santerre*, ce bel-esprit, Maître des Comptes, qui vivoit dans la plus grande intimité avec Madame *Favart* & l'Abbé de *Voisnon*; a profité de l'accès de celui-ci auprès de l'Abbé *Terrai*, pour faire présenter, par son entreprise, au Contrôleur général une petite Requête en vers, où il se plaint des échancrures qu'il veut faire à sa fortune; mais l'oreille racornie de ce Ministre, chez qui les Mutes n'ont jamais eu beaucoup de crédit, a été insensible aux gémissemens du Poëte, & il lui a fait donner pour toute réponse de vendre sa Charge, & de la mettre en Reutes Viagres, ce qui doubleroit son revenu & le mettroit au pair. Il paroît que le Mémoire des Députés a produit plus d'effet que cette Requête Poétique. Avant-hier M. le Premier Président de la Chambre des Comptes & M. le Procureur général ont retourné chez le Contrôleur général; on

ne sçait pas encore ce qui s'y est passé : mais ils sont revenus avec la sérénité sur le visage, & très contents en apparence de la conférence. Au surplus, il faut que l'affaire soit portée au Conseil, ce qui pourra souffrir de nouvelles difficultés.

————— 3 Juill. 1772. —————

Les gens qui se piquent de connoître à fond le Prince de Beauveau, ne revoquent point en doute qu'il ait mangé chez le Chancelier. La cour basse qu'il fait aujourd'hui à Madame la Comtesse Dubarry, rend le surplus croyable, & l'on veut que son attachement prétendu à M. le Duc de Choiseul fut plutôt fondé sur les recrues abondantes d'argent qu'il lui procuroit en gratifications, que sur une amitié véritable & constante. Au surplus, un courtisan est un être si singulier, si indéfinissable, que le pour & le contre en sont également croyables.

————— 3 Juillet 1772. —————

Le Roi ces jours derniers, a dit au Sr. Billaude Contrôleur de Bellevue, qu'il avoit été question de lui au Conseil.... Sur la surprise de cet officier, il lui a ajouté que c'étoit à l'occasion du Boucher de Seve, auquel il devoit, lui Billaude, beaucoup d'argent, & qu'il l'avoit en conséquence couché sur son bilan. A quoi le Sr. Billaude a répondu qu'il lui en étoit plus dû qu'il n'en devoit, ce qu'il alloit justifier par son Mémoire à S. M. : le Roi l'a pris, l'a examiné, & l'a payé sur le champ de sa Cassette, mais pour s'en faire rembourser par l'Abbé Terrai. Cette nouvelle a réveillé les Contrôleurs des différentes Maisons Royales, qui se proposent d'en faire autant lorsqu'ils auront le bonheur de voir le Roi ; mais ils ne réussiront peut-être pas aussi bien, surtout si le Contrôleur général n'est pas exact à rembourser S. M.

————— 4 Juillet 1772. —————

C'est tout comme chez nous. Tel est le titre d'une

Brochure nouvelle, dont ce mot seul fait déjà anecdote. Il faut sçavoir que lors de l'Ecrit à *Jacques Vergès*, Madame la Dauphine qui l'avoit lu, avoit été frappée de l'endroit au l'Auteur dit qu'ayant été voir à la Comédie Italienne, *Arlequin Voleur Prévot & Juge*, il s'étoit écrié à la fin de la Piece : *C'est tout comme chez nous* : Ayant été voir à la Comédie Françoisé la Tragedie des *Druides*, où un Roi bonasse se trouve la dupe de sa crédulité envers les Prêtres, permet que sa fille se consacre sottement au culte du Dieu des Gaulois, & laisse sous son nom propager la superstition, le fanatisme & tous les maux qui sont à leur suite, s'étoit écrié encore : *C'est tout comme chez nous* ! Cette Princesse jouant au Vingt-un avec le Roi, toutes les fois qu'elle avoit le même point, disoit à S. M. : *C'est tout comme chez nous* ! Le Roi s'entendant toujours corner aux oreilles ce quolibet, en demanda l'explication à Madame la Dauphine, qui la lui fournit en lui faisant lire le Pamphlet d'où il étoit tiré.

4 Juillet 1772. —

Les Députés des Etats de Bretagne, dans une conférence qu'ils ont eue tout récemment avec le Contrôleur général, à l'occasion des vexations commises dans la Province, n'ont pas eu la satisfaction qu'ils demandoient. Il a très fort approuvé leurs plaintes, a trouvé qu'ils avoient raison de soutenir les Droits, Privilèges, Franchises & Libertés de leurs commettans ; il a loué leur zèle, il leur a dit qu'ils l'appelleroient *Houffard*, *Pandour*, *homme sans foi, sans loi*, mais qu'il lui falloit de l'argent ; & qu'il en prendroit partout où il en trouveroit. Le caractère de ce Ministre impassible est trop bien établi pour ne pas croire cette anecdote dans toutes son étendue.

4 Juillet 1772. —

M. de Lamoignon, l'ancien Chancelier, s'est trouvé à mal depuis quelque jours qu'il a été administré

M. de Malesherbes a eu permission de revenir de son exil pour recueillir les derniers soupirs de son pere : car quoique celui-ci aille mieux, il n'est pas à prétumer qu'agé de 89 ans & demi, il puisse aller loin. Ainsi la parole qu'il a donné à son successeur actuel de faire en sorte qu'il n'occupât jamais la Chancellerie, se trouvera fautive. M. de Maupeou se tient prêt en conséquence à prendre sa place, & compte si bien dessus depuis longtems, qu'il ne loue son hôtel que par mois, à raison de cent pistoles.

4 Juillet 1772.

Le résultat de la conversation du Contrôleur général avec le Premier Président, Procureur général, & autres Députés de la Chambre des Comptes, a été de leur dire qu'il travailleroit à Compiègne à consolider leur état, à calmer leurs craintes, & à faire en sorte que les intérêts de leurs offices rapprochassent un peu plus de la Finance. Ce sont ces douces paroles qui ont mis du baume dans le sang de ces Messieurs. On croit qu'en outre ils ont tâché de leur rendre le S. le Clerc favorable par un gros présent pris sur la masse des Epices, & que celui-ci doit leur faire retrouver avec usure. L'indignation publique s'accroît chaque jour contre une Cour Souveraine aussi méprisable, qui a l'infamie de composer de la sorte avec le Ministre & avec ses Commis.

Ils ont été aussi trouver le Chancelier, qui ne les a pas moins persillé que le Contrôleur général, en leur faisant entendre qu'ils ne devoient pas être en effet adimilés aux Parlemens, dont les charges n'étoient que purement honorifiques, dont les travailleurs d'ailleurs étoient amplement dédommagés par des épices particulières; tandis qu'eux étoient continuellement occupés à chiffrer, à calculer, à se casser la tête par un travail qui ne satisfaisoit ni l'esprit ni le goût: il les a assurés de la plus éclatante protection, & les vilains se sont rengorgés à se propos qui n'étoit qu'une nouvelle injure.

5 Juillet 1772.

Le Roi parle toujours de cette malheureuse Pologne & du plan de partage : quelquefois il se console & fait à cet égard des reflexions philosophiques ; il disoit l'autre jour à son coucher.... *Voilà comme les Etats se démembrent , comme les plus grandes Monarchies se dissolvent !* Il soupiroit en même tems & sembloit faire un retour sur lui-même & sur son Royaume , dont le délabrement sensible affectoit en ce moment ses entrailles paternelles.

● Juillet 1772.

Une nouvelle brochure, intitulée *le Palais moderne*, cause une grande rumeur parmi les Avocats sur lesquels elle roule principalement ; elle s'étend sur la turpitude de la rentrée & couvre de ridicule & d'infamie les auteurs, les suppôts & adhérens de cette démarche. Elle est encore fort rare.

5 Juillet 1772.

On assure que depuis leur disgrâce les Princes ont écrit cinq Lettres au Roi, qui sont restées sans réponse, quelque importantes qu'elles fussent, surtout la dernière qui avoit 24 pages de papiers à la Tellière. On croit qu'ils devoient aujourd'hui présenter une Requête pour demander la convocation des Etats généraux, comme le seul Tribunal qui puisse décider le grand Procès élevé entre le Gouvernement & la Nation.

On ajoute que les Princes n'ayant point été convoqués pour le Chapitre de l'Ordre du St. Esprit, tenu à la Pentecôte, où cependant il a été fait une Nomination ; ils ont fait leurs Protestations, à raison d'un manque de formalités & d'une contravention aux statuts. relativement au Duc de Bourbon.

5 Juillet 1772.

M. le Chancelier a fait enlever dans le principe une Edition nouvelle de l'Encyclopédie que prépa-

roit le Sr. Pankouke , & l'a fait déposer à la Bastille ; c'est-à-dire , les deux premiers volumes de ce livre , qui ont été renfermés dans de vastes emplacements de cette citadelle. On prétend que le Libraire ayant eu l'indiscrétion de se vanter qu'au moyen de présens faits à Madame la Marquise de Langeac , il comptoit bientôt obtenir de M. le Duc de la Vrilliere la liberté de son ouvrage , le Chancelier instruit de ce projet & qui a dans la plus belle haine l'Encyclopédie & les Encyclopedistes & tout ce qui tend à éclairer le Royaume sur lequel il voudroit ramener l'heureuse nuit de l'ignorance , a voulu de faire murer les portes des dépôts en question , & même élever un second rempart à leur enclos , pour qu'aucune surprise ne puisse favoriser les desseins de ceux qui voudroient répandre ce livre.

6 Juillet 1772.

Malgré la peine de déchéance prononcée par l'Arrêt du Conseil du 13 Avril dernier , par lequel il est dit que les Conseillers du Parlement qui n'auront pas offert leurs Titres à la Liquidation avant le premier Juillet , n'auront aucun intérêt de leur finance depuis le tems de la suppression , & que ces intérêts ne commenceront à courir que du mois où ils seront mis en regle , aucun des exilés ne s'est présenté , & tout reste dans le même état d'inaction.

6 Juillet 1772.

Les Droits des Fermes diminuant , M. le Contrôleur Général qui n'est jamais sans ressource , a imaginé d'y suppléer par une nouvelle tournure : en conséquence il a été rendu un Arrêt du Conseil qui n'est public que depuis peu , quoique de la fin de l'année dernière , par lequel tous les actes sujets à insinuation doivent être désormais écrits sur du parchemin , & cette feuille de parchemin elle-même est portée aujourd'hui à 57 sols fix deniers : ce qui augmente énormément ces sortes d'actes , qui se passoient pré-

védemment sur une feuille de papier timbré de trois sols.

————— 6 Juillet 1772. —————

La dissolution de l'assemblée du Clergé est indiquée au 18 de ce mois ; ce qui ne plaît gueres à Messieurs qui auroit voulu traiter d'objets relatifs à leurs prétentions toujours en activité , & se faire donner raison sur leurs griefs.

La Commission établie pour la réforme des Réguliers est aussi sur le point d'expirer , sans qu'on voye trop ce qui en a résulté , ce Tribunal ayant entrepris beaucoup de choses & n'ayant rien fini.

————— 6 Juillet 1772. —————

Le *Palais Moderne* commence par une Epître au Chef Suprême de la justice de 1771 : elle est assez plaisante , on y persifle le restaurateur prétendu des Loix d'une façon légère & ingénieuse.

La Préface est courte. La voici : » L'auteur a vé-
 » cu 20 ans à la Cour , on l'y a honoré de plusieurs
 » négociations. La voix publique répondra s'il a
 » bien servi l'Etat. L'auteur n'a pu voir avec indif-
 » férence M. de Maupeou frémir de la résistance
 » des Loix & de leurs Gardiens : armer le Prince
 » contre ses Sujets : arracher à la France ses géné-
 » reux Athletes : escalader le Palais : y retrancher
 » ses confédérés : renverser l'édifice des Loix : élever
 » le Despotisme sur ses ruines : & remettre aux
 » mains des Esclaves le bouclier des Loix. Ces
 » hostilités font donner au public le *Palais Moderne*
 » par lequel l'auteur essaye de caractériser les Par-
 » lementaires serfs & les Ministres inférieurs de la
 » justice ; de répondre aux motifs spécieux dont les
 » Avocats colorent leur rentrée , de dévoiler les
 » menées d'une Cour impérieuse , & d'ouvrir les
 » yeux de la Nation sur sa servitude prochaine ».

Suit une Lettre d'un fils à sa mere , datée de Paris le 1 Novembre 1771 , où le premier demande à l'autre ses conseils pour savoir s'il rentrera avec l'Ordre

dont il est membre ? Il expose les motifs de ne point se prêter à cette démarche infamante & parjure.

La Réponse est ainsi : » Versailles le 4 Novembre 1771... Dans ce siècle efféminé, le deshonneur ; je le fais, mon cher fils, ouvre la porte aux honneurs. Vous m'enchantez de ne pas prendre la route fréquentée. L'indigence est à préférer à l'opprobre. J'ose prédire que le regne du Maire du Palais ne sera pas durable. Les Francs ne sauroient vivre longtems sous l'empire des Lettres de cachet substitué à l'empire des Loix. Adieu, mon cher fils ; conservez invinciblement les sentimens que votre bonne mere s'est plu à entretenir."

Protestations de l'Ordre des avocats contre le serment de plusieurs de ses membres au soi-disant Parlement, les Assemblées furtives & insolites qui l'ont précédé, l'inscription des noms au Greffe, & les travaux publics & privés auxquels plusieurs se livrent, sur le prétexte qu'ils n'ont pas prêté serment, qu'ils ne se sont trouvés à aucune assemblée & qu'ils ne se sont point fait inscrire.

Clef des Protestations, contenant des anecdotes sur quelques Avocats rentrés, estimés ci-devant, savoir : Mrs. d'Outremont, Gerbier, Cailliard, Legouvé, Tronché, Estienne, pere ; & d'autres déjà mesestimés, savoir : Me. Linguet, de la Goutte, le Prestre, Jouannin, de la Borde, Godart de Sergy, Colombeau, Pierret Desancieres, Nolefque, Le Blanc de Verneuil, Savin, Broussé.

Liste des 28, c'est-à-dire de ceux qui députerent au Chancelier : Ader Bailieux, Bidaud de Montrent, Bauquet, Caillard, Chason de St. Charles Colombeau fils, Coqueley de Chauffepierre, Damien de Blanc-Mur, de la Borde, de la Goutte, Desbois-Douynel, Goborit, Hennequin de Blissy, Hocherau, (s'est retiré de l'assemblée.) Jabincau de la Voute, le Blanc de Verneuil, Le Roi (s'est retiré), Picard, Picret Desancieres, Pion de la Roche, Prunget Deshoiffieres, Rimbert, Lessier Dubreuil, Thevenot, Desjaule, Toret, Timbergue.

Suit une Liste alphabétique des Avocats à rayer du Tableau, comme les 28, ou visitans on fermentés ou soumis, au nombre de 262, lequel déduit de celui de 544 dont étoit composé l'Ordre & le Tableau des Avocats en 1771, restent 282, formant aujourd'hui le vrai & integre Tableau.

Approbation amere, datée de Paris le 1er Janvier 1772.

Postscriptum. Réformant une anecdote scandaleuse concernant le Sr. *Vernier*, Conseiller du nouveau Tribunal.

A la suite est une autre Brochure ayant pour titre *Critique du Palais moderne par un Docteur de Sorbonne*, qui n'est qu'une façon nouvelle de retourner la premiere & de démontrer l'horreur de tout ce qui se passe aujourd'hui.

————— 7 Juillet 1772. —————

On prétend que le Prince *Louis*, Ambassadeur du Roi de France à Vienne, ayant témoigné à cette Cour la sensibilité de son maître sur le peu d'égard qu'on lui a montré en faisant à son insçu le partage de la Po.ogne, n'en a reçu aucune satisfaction, qu'on lui a donné même à entendre que tant que la Cour de son Souverain seroit composée de pareils ministres, on se donneroit bien de garde de lui confier le secret de l'Europe. Cette réponse n'a fait que redoubler l'humeur de S. M. qui, sans son amour invincible pour la paix, & l'impuissance absolue où elle se trouve de pouvoir faire la guerre, auroit peut-être fait parler plus haut son ambassadeur.

————— 7 Juillet 1772. —————

Me. *Target*, un des avocats les plus estimés du Barreau, ayant refusé constamment de se prêter à aucune des démarches de ses confreres rentrés, se trouve dans le cas de se reduire beaucoup: il est logé chez M. *Fermé*, Doyen du Parlement, & bien digne de sa place par ses vertus & surtout par son inébran-

lable fermeté ; il a représenté à ce magistrat sa situation , & quoique ce dernier ne soit pas riche , il a laissé *Me. Target* maître du prix qu'il voudroit donner :

————— 9 Juillet 1772. —————

M. le Chancelier s'ancre de plus en plus dans la faveur du Roi , au point d'assister quelquefois aux petits voyages , de parler familièrement à S. M. , de lui demander des nouvelles de sa santé & de ses plaisirs.

————— 10 dudit —————

M. le Chancelier , qui se voit joué par ceux du Parlement qui s'étant offert à la Liquidation ont eu permission de revenir , & se moquent ensuite de lui en refusant de remettre leurs provisions , voudroit bien se venger en les renvoyant en exil ; mais il est embarrassé sur la maniere de s'y prendre envers le Roi , auquel c'est d'abord annoncer que la façon de penser du Parlement est toujours presque unanime , & qui se prête toujours difficilement aux actes de vigueur , surtout lorsqu'ils doivent faire éclat comme celui-là.

————— 10 Juillet 1772. —————

Le *Sr. Desfouches* , sous-chef & l'un de trois commis arrêtés , il y a quelque tems , se trouve dans une position affreuse : son crime paroît si grave que les Fermiers généraux ont nommé à son emploi , & qu'il est très mal traité à la Bastille. Il est cependant à souhaiter pour lui qu'il y reste , plutôt que d'être mis en justice réglée , où son procès lui seroit bientôt fait & parfait , à cause des horreurs qui se sont trouvées chez lui , tels que des Placards séditieux , &c. Le *Sr. François* , simple commis aux Fermes , est dans une circonstance plus favorable , il paroît que son seul crime est d'avoir colporté la *Correspondance*. On n'a point nommé à sa place. Son frere n'étoit point aux Fermes , mais travailloit chez M. de Boulogne , & son grief est le même. Des le même jour , par les

renseignemens que ces jeunes gens avoient donnés ; douze autres personnes avoient déjà été arrêtés. Un portier , qu'on dit être celui de *M. de Boulogne* , ayant eu le tems de se soustraire à la capture par la suite , la chaîne a été rompue , & les inquisiteurs sont en défaut.

————— 10 Juillet 1772. —————

M. le Chancelier de Lamoignon est mieux : on assure qu'un de ses grands regrets est de laisser la place à son successeur , pour lequel il a une haine si forte , que son confesseur a beaucoup de peine à lui inspirer les sentimens du Christianisme à cet égard.

————— Le 11 dudit. —————

Le nommé *Larchier* , Exempt de la Prevôté , a été arrêté mardi dernier & conduit à la Tour de Montgomeri. On a prétendu que son grief étoit de favoriser sourdement l'entrée & le débit des brochures contre lesquelles sévit le Tribunal d'Inquisition établi à cet égard. Il seroit d'autant plus coupable qu'il témoignoit le plus grand zèle à la recherche des victimes.

————— 11 Juillet 1772. —————

On prétend qu'il y a de nouveau une querelle entre *M. le Chancelier* & *M. de Boyner* ; que ce dernier instruit que l'autre avoit proposé à un homme de Lettres d'écrire contre lui , de décrier ses opérations & son Ministère , en avoit porté ses plaintes au Roi ; & que *S. M.* avoit été indignée de cette manœuvre , en s'écriant ; *je rencontre cet homme-là partout !* Ses partisans se flattent que ce n'est qu'un orage passager ; & que par son adresse & sa flatterie ordinaire il reprendra bientôt faveur.

————— 12 Juillet 1772. —————

M. de Lamoignon est mort. On ne doute pas que *M. de Malesherbes* , son fils , ne vuide incessamment les lieux & ne retourne bientôt à son exil.

Le Palais est fort agité à l'occasion d'une apparition de M. le Duc de la Vrilliere. Ce Secrétaire d'Etat y est allé, il y a quelques jours, a visité les diverses parties de l'Edifice, est entré dans toutes les Salles, & a paru former des projets : ce qui donne lieu à des conjectures sans fin.

D'un autre côté, on assure que M. le Premier Président & le Procureur général de la Chambre des Comptes ont été depuis peu voir M. le Prince de Conti; ce qui a donné lieu à d'autres spéculations.

L'on veut que M. le Chancelier, pour porter le dernier coup au Parlement, se propose de fondre la Chambre des Comptes dans son nouveau tribunal, d'élaguer une partie des membres les plus vils & les plus tarés, & de lui donner ainsi une considération qu'il n'avoit pas.

On suppose que les deux Magistrats désignés ci-dessus & qui par leurs noms figureroient très-bien dans les mêmes places au Parlement, & ne seroient pas fâchés personnellement de cette exaltation pour y mettre quelque décence, ont voulu soumettre aux Princes la décision de leurs démarches, & les consulter sur l'espoir qu'ils pourroient avoir encore du rétablissement des choses.

Quoiqu'il en soit, ces idées ne sont point hors de vraisemblance, & ce seroit peut-être la meilleure maniere de s'attirer des partisans, puisque tous ces Officiers de la Chambre des Comptes, dont quelques-uns très-anciens dans la Magistrature, d'autres distingués dans la haute bourgeoisie de Paris, deviendroient intéressés au maintien de l'Edifice & à sa solidité.

Les Contrôleurs des Rentes supprimés n'étant pas dans le cas des Payeurs, n'ayant point de compte à rendre, & se trouvant par conséquent habiles à tou-
cher

cher leur remboursement total, lorsqu'il plaira au Contrôleur Général des finances l'ordonner, ont fait une petite Députation de cinq d'entr'eux vers ce Ministre, pour lui porter leurs doléances, & mouvoir sa commiseration : comme ces Messieurs attendoient le moment de l'audience, la porte s'est ouverte, le valet-de-chambre les a annoncés; mais l'Abbé Terrai, de mauvaise humeur, fronçant le sourcil, & redoublant de laideur ignoble & sinistre, s'est écrié *que me veulent encore ces B... là!* d'un ton assez élevé, pour que ces malheureux l'aient entendu & se soient retirés déconcertés & effrayés.

13 Juill. 1772.

M. l'Abbé Terrai a annoncé qu'il augmenteroit cette année les fonds destinés au Remboursement des Rescriptions : quoiqu'on ajoute peu de foi aux paroles de ce Ministre très accoutumé à en manquer, ces Papiers reprennent un peu de faveur. Quant aux Billets des Fermes, on assure que son projet est de les éteindre absolument au renouvellement du Bail ; ce qui redouble l'ardeur pour cet effet qui a toujours le moins perdu.

13 Juillet 1772.

On prétend que M. d'Aguesseau & M. de Brou se déterminent à être Avocats du Roi au Châtelet, ce qui décoreroit ce Tribunal & ces places avilies.

14 dudit.

Ou répand une petite feuille intitulée, *Avis aux Magistrats Liquidables, & aux Créanciers de leurs Compagnies.* On y démontre que l'Arrêt du Conseil du 13 Avril dernier est extravagant, ridicule, absurde, injuste & tyrannique, contradictoire, illusoire. Ce développement est précis & rapide, il est encore plus frappant que *l'Esprit de l'Arrêt du Conseil*, dont on a parlé, parce qu'il est dégagé de tout ce qui pourroit en affoiblir le raisonnement. Il est à pré-

mer que celui-ci a été réduit exprès à cette brièveté, pour être plus transmissible & pouvoir plus aisément prémunir les Magistrats susceptibles de quelque crainte ou de quelque séduction.

————— 14 dudir. —————

M. le Chancelier de Lamoignon a été enterré au bout de 24 heures, sans aucun cortège que sa famille, & de la manière la plus simple. On n'a envoyé de billets qu'aux parens. On sent aisément pourquoi ces précautions, que le défunt avoit désirées. Il a été présenté à St. Roch, sa Paroisse, & inhumé à St. Léu, quoique le lieu de la sépulture ordinaire de cette maison soit aux Grands Cordeliers. L'anecdote est trop intéressante pour ne pas faire mention des causes de ce changement.

Il y a un siècle environ qu'une Demoiselle de Lamoignon très charitable mourut sur cette paroisse; elle y fut présentée, dans la disposition de la transférer à la sépulture accoutumée, mais les pauvres du quartier & tout le peuple en général qui avoit assisté au convoi témoignèrent leur douleur de se voir enlever un dépôt si précieux; un particulier offrit de donner sa chapelle pour l'y recevoir, & la famille ne crut pas devoir se refuser à des instances si flatteuses.

La Lettre d'Exil concernant M. de Malesherbes est absolument levée : tout cela s'est fait sans la participation du Chancelier, en sorte que ce Magistrat reste en cette ville & peut aller où il voudra. On ne croit pas que le Chancelier prenne sitôt possession de la Chancellerie, malgré l'envie extrême qu'il en a, à cause des réparations considérables qu'exige cet hôtel & qu'on fait monter à deux cens mille francs.

————— 14 Juillet 1772. —————

M. le Procureur Général, pour commencer à lier la procédure du nouveau Tribunal avec l'instruction qui se fait extra-judiciairement à la Bastille contre les prisonniers y détenus comme coupables d'avoir ré-

pandu la *Correspondance*, &c. a rendu une premiere plainte contre les Auteurs, Colporteurs, Imprimeurs, Distributeurs, &c. d'écrits scandaleux contre les Magistrats & calomnieux : &c. & sur ce qu'on a fait sentir à ce Tribunal qu'il seroit odieux d'être ainsi juges & parties dans leur propre querelle, on a fait rendre une nouvelle plainte contre les mêmes *Quidams*, comme auteurs, &c. d'écrits diffamans contre le Gouvernement & les Ministres. Ils espèrent qu'au moyen de cette tournure on ne pourra leur refuser la connoissance d'un procès aussi important : ils ont déjà entendu beaucoup de témoins, ils jettent l'alarme dans tout Paris, & annoncent d'avance qu'ils ont déjà découvert des choses importantes, que des gens du plus haut parage se trouvent compromis, & que cela n'en restera pas là.

 14 *dudit.*

Il paroît des Lettres patentes du Roi, données à Versailles le 15 Juin 1772, pour l'Enrégistrement de la Convention avec l'Evêque-Prince de Liege, concernant les limites, les communications & le commerce des Etats respectifs. M. le Chancelier n'a pas manqué l'occasion de décorer son nouveau tribunal en lui faisant donner sa sanction à ce Traité; contenant 33 Articles, fait à Versailles le 24 Mai de cette année, signé d'une part par le Duc d'Aiguillon, muni de pouvoirs de la part du Roi; & le Sr. d'Euzy, Ministre du Prince-Evêque de Liege, de l'autre part.

Suit une protestation du Duc de Bouillon, qui réclame contre des démarches clandestines tendantes à surprendre la Religion du Monarque le plus juste, & à lui enlever par contre-coup les droits de Souveraineté, & autres qui lui appartiennent sur la Baronnie d'Hierges.

Contre-protestation du Prince-Evêque de Liege, datée de Liege le 7 Mai 1772. Article séparé, par lequel le Roi reçoit les Protestations & Contre-Pro-

restation ci-dessus , pour conserver les droits de chacun sans vouloir nuire à personne.

————— 14 Juillet 1772. —————

M. *Raymond de St. Saurveur* vient de perdre un Préliminaire très important de son procès en séparation intentée par sa femme : il est obligé de lui restituer sa dot, ce qui le met fort mal à son aise, le réduit à mille écus de rente , & l'oblige de vendre sa charge de Maître des Requêtes.

Madame la Comtesse de *Beaumont*, Dame de Compagnie de Madame la Comtesse de *Provence*, vient aussi de gagner son procès en séparation, contre M. de *Beaumont*, Menin de Monseigneur le Dauphin.

Ces deux jolies femmes ainsi triomphantes, font dire que les nouveaux Magistrats voudroient se réconcilier avec le beau sexe , vivement acharné contre eux.

————— 15 Juillet 1772. —————

Le nouveau tribunal, les chambres assemblées , a enregistré le 11 de ce mois une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 23 Juin, en interprétation de l'Edit du mois de Juin 1771, concernant les hypothèques.

Le-même jour & de la même maniere il a enregistré un Edit du Roi, donné à Versailles au mois de Juin, portant extinction & suppression du Présidial séant à Andely, & des Bailliages & Vicomtés ci-devant établis à Gisors, Vernon, Andely, Lions, la Forêt, & Passy.

————— 15 Juillet 1772. —————

C'est par un Bref du 1er Juillet, obtenu à Rome, que la Congrégation des Chanoines Réguliers de St. Ruf a été détruite & sécularisée, pour que les biens en fussent unis & incorporés à l'Ordre Militaire de St. Lazare.

Cette Congrégation avoit des Maisons répandues

en différens Diocèses, & parce qu'on craignoit que l'exemple de M. l'Archevêque de Vienne & de feu M. l'Evêque de Valence, qui se sont courageusement opposés à ce projet, plusieurs Prélats ne se refusassent à son exécution, on a fait insérer dans le Bref la clause monstrueuse que l'Evêque délégué par le Pape pour la fulmination du Bref, y procéderoit *Dio-cesani loci, vel ejus vis alterius licentia disuper minimè requisita*. Les Lettres patentes confirmatives de ce Bref, données à Compiègne le 24 Août 1771, l'autorisoient indéfiniment & sans perdre la plus légère précaution contre la clause exorbitante qu'il renferme.

Les Lettres patentes ont été enrégistrées au nouveau Tribunal, purement & simplement, le 5 Septembre 1771. L'Arrêt de vérification n'a mis aucune modification, aucune protestation contre la clause.

L'Evêque d'Auxerre a été chargé de fulminer le Bref. Ce Prélat, homme de Cour n'ayant osé refuser ouvertement son ministère jusqu'à ce que le Bref, contraire à nos libertés, eût été réformé à Rome, a cependant assez senti l'odieux de son Ministère pour ne vouloir point exécuter le Bref de haute-lutte : mais il travailloit à rendre ses confreres complices de son infidélité, en les pratiquant en particulier, en leur prenant, par voie de souplesse & insinuation, sinon un consentement, du moins la promesse d'un lâche silence.

Les choses étoient dans cet état, lorsque l'Assemblée du Clergé s'est ouverte, & M. l'Archevêque de Lyon y a fait sentir combien il étoit intolérable que le Pape, qui n'a aucune juridiction immédiate dans les Eglises de France, ne craignit pas de supprimer une Congrégation entière de chanoines réguliers, & d'en unir les biens à un Ordre Militaire, non-seulement sans consulter les Evêques, mais en chargeant son Délégué de son Bref, & de prononcer la sécularisation & l'union sans le consentement des Ordinaires, & qu'un Evêque de France oubliât ses devoirs,

son état , les droits de l'Episcopat , au point de se charger d'une commission si deshonorante.

Indépendamment de ce premier abus , qui attaque le Droit Divin , en détruisant l'autorité Episcopale & la constitution essentielle de l'Eglise , le Prélat en a découvert un autre , plus important encore , s'il est possible , procédant de la forme qu'on prend pour terminer les affaires Ecclésiastiques du Royaume : qu'au lieu de les traiter en première instance dans l'Eglise de France , au lieu même de consulter le Clergé sur les rescrits de Rome , le Ministère demande & sollicite à Rome l'approbation des projets qui lui ont été suggérés ; qu'on surprend un Bref à Rome on le revêt de Lettres patentes qu'on fait enregistrer , & l'on prétend que tout est terminé , que les deux Puissances ont parlé , & qu'il ne reste plus aux Evêques qu'une lâche & servile obéissance.

C'est d'après ces importantes considérations , que le Clergé s'est ébranlé & a obtenu la révocation du Bref : du moins il passe aujourd'hui pour constant que l'Ordre de S. Ruf , restera tel qu'il étoit & sera seulement grevé de cent mille livres de rentes en faveur de l'Ordre de S. Lazare.

On a tellement animé l'assemblée du Clergé contre le Ministère , en lui développant les intrigues de ce dernier & les coups mortels qu'il frappoit à son autorité , qu'on s'est flatté que le Clergé pourroit bien dresser une protestation contre le nouveau Tribunal qui avoit enregistré les Lettres patentes , & adhérer à celle des Princes : c'est l'inquiétude qu'on a pris en Cour de cette démarche qui a fait surveiller de plus près cette assemblée , & qui doit la faire dissoudre incessamment.

— 16 Juillet 1772. —

Le Sr. le *** est un premier Commis du Trésor Royal , & qui de simple gagé à douze cent francs est aujourd'hui monté à un point de splendeur inconcevable & qui étonne tout Paris par son luxe & son

insolence. On rapporte que dernièrement étant à table avec nombreuse compagnie, on lui apporta des Lettres; il en ouvrit une, la parcourut & ricanant s'écria: ah! ah! *en voilà un qui dit mourir de faim! Pour moi, je n'en mourrai pas aujourd'hui, car, voilà un bon dîner.....*

————— 17 Juillets 1772. —————

On renouvelle plus fortement que jamais le bruit de la rentrée du Roi dans ses Domaines: on assure que l'abbé Terrai représente à S. M. que c'est le seul moyen de faire valoir les opérations préliminaires dont il s'est occupé & de consommer le retour du bon ordre dans les finances.

————— 18 Juillet 1772. —————

La Replique pour les Prevôts, Conseillers Pensionnaires, Echevins & autre Officiers formant, par leur réunion, le corps du Magistrat de la ville de Cambray, est remarquable par les reproches qu'on y fait à M. de Choiseul d'écrits répandus dans cette ville, injurieux à la probité de notre Gouvernement & à la dignité de notre Nation. On les appelle des Manifestes, où traitant de Couronne à Couronne avec son Souverain, cet Archevêque réclame sur cette ville la souveraineté comme en Allemagne, sous le nom de supériorité territoriale, & abjurant la Constitution Françoisse demande que l'on établisse dans ses prétendus Etats une constitution étrangere. On lui dit que ce n'est que par ménagement & par respect pour leur Pasteur que les Magistrats ne se sont pas élevés contre de pareils libelles, qu'ils n'ont regardé que comme des productions enfantées par les adulateurs d'un grand qui favorisoit la fortune. Cette partie d'attaque est trop injurieuse à M. de Choiseul pour ne pas mériter de sa part une réfutation complete, & n'auroit pas eu lieu, si l'on ne vouloit attaquer l'Ex-ministre en la personne de son frere.

Sur 30 pages 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. L 4.

 18 Juillet 1772.

M. de Malesherbes étant dans le cas de recevoir beaucoup de monde, soit relativement à la mort du Chancelier son pere, soit pour le féliciter sur son retour, M. de Maupeou se sert de ces circonstances pour le noircir de nouveau dans l'esprit du Roi, & faire entendre à S. M. que sous prétexte de complimens, il pourroit se former des conventicules défavantageux à son service. Les partisans de ce magistrat craignent que ces rapports insidieux ne produisent leur effet, & ne le fassent exiler une seconde fois pour son bien; car c'est ainsi qu'on a prétexté le premier exil. M. de Boynes, estimé de M. de Malesherbes, & qui lui faisoit bassesment sa cour, n'a pas eu plutôt l'oreille du Chancelier qu'il lui conseilla de se débarrasser de cet homme, de ce chef de compagnie. D'un autre côté, il ne se cacha point pour être l'auteur de sa disgrâce, & il s'en vanta publiquement comme d'un service qu'il avoit rendu à son ami, dont il connoissoit la fermeté & les talens: il dit que c'étoit pour prévenir de plus grands malheurs, & peut-être pour l'empêcher de porter sa tête sur un échafaud par un zele aveugle & trop ardent.

Au reste, M. de Malesherbes se trouve peu à son aise aujourd'hui par la perte de sa place & des bienfaits du Roi; & son pere n'étant pas lui-même très riche en biens fonds, cette mort ne le met pas encore à l'aise pour son rang & ses entours.

 19 Juillet 1772.

On assure que la Police a été chargée par le Gouvernement de faire une espece de dénombrement des Jésuites qui sont à Paris ou dans la banlieue; qu'on en compte quatorze cens: qu'effrayé de cette prodigieuse quantité, on va prendre des mesures pour s'en débarrasser.

 18 Juillet 1772.

C'est à Compiègne que doit se décider le tems &

le lieu où s'ouvriront les Etats de Bretagne qui se tiennent toutes les années paires. M. de la Bourdonnois , le Procureur Général-Syndic des Etats ; M. le Marquis de Pyré , Président de la Noblesse , & les autres membres essentiels , sont à la suite de la Cour. On ne doute pas qu'ils ne soient cassés pour être recréés sous une autre forme. Les Ministres déclarent hautement qu'il ne reste plus que cette Province à conquérir au Roi.

M. l'Evêque de Treguier est si persuadé de la cassation prochaine des Etats que , quoiqu'il lui fût honorable de les avoir dans sa ville , puisqu'en ce cas il se trouveroit , suivant sa prérogative , Président de son Ordre , il intrigue beaucoup pour qu'on ne choisît pas son siege Episcopal ; il annonce qu'il seroit trop douloureusement affecté que sa Présidence fût l'époque d'une révolution aussi funeste dans une administration établie depuis tant de siècles en Bretagne , la seule Province du Royaume qui jouisse encore de quelque ombre de liberté.

21 Juillet 1772.

Un des droits de la Couronne en France est celui de nommer , à chaque nouvelle Abbessé , une fille ou Demoiselle , pour être gratuitement reçue dans son Abbaye & admise à l'état religieux ; il fait partie de la Régale , & a fait depuis longtems donner aux personnes nommées , la dénomination particulière de *Régale*. Il est si ancien qu'une Abbessé de Cusset , en Auvergne , ayant tenté de s'en affranchir , elle fut condamnée , par Arrêt du Parlement de Paris de 1274 , à recevoir la personne nommée , &c. . . . Lors de la fondation de S. Cyr. par une Déclaration du 3 Mars 1694 , ces places furent conservées & affectées , par préférence à toutes , aux sujets de ladite maison. L'expérience ayant fait reconnoître d'un côté le peu d'utilité que la maison susdite retiroit de l'affectation & préférence , qui lui ont été données , &

de l'autre les inconvéniens qui résultoient de la manière dont le droit de nomination étoit exercé ; S. M. a rendu une Déclaration, donnée à Versailles le 12 Mai, par laquelle elle convertit en une redevance annuelle, au profit de la maison Royale de St. Louis, établie à St. Cyr, l'obligation des Abbayes & Monastères de filles, de recevoir à chaque changement d'Abbesse ou Prieure titulaire, telle personne de la dite Maison que S. M. juge à propos d'y nommer. Cette Déclaration a été enrégistrée au nouveau Tribunal, le 1er de ce mois. Elle contient e articles : par le 3eme cette redevance annuelle est fixée pour les Abbayes ou Prieurés qui ont 8, 000 Livres de revenu & au-dessus, à 75 Livres ; pour ceux des Monastères qui en ont 20,000 Livres, à 150 Livres ; & pour ceux qui en ont 30,000 Livres, à 200 Livres. Les fonds provenans desdites redevances seront suivant l'article 7 employés au payement des dotes desdites Demoiselles &c.

————— 21 Juillet 1772. —————

On écrit de Rennes que le Parlement vient d'y rendre un Arrêt contre l'Evêque de cette ville, très important par la sensation qu'il y fait & qu'il doit produire dans tout le Clergé. En voici le prononcé :

.... La Cour faisant droit sur les Conclusions du Procureur général du Roi, l'a reçu appellant comme d'abus de l'Ordonnance dudit *Bureau de Girac*, Evêque de Rennes, du 15 Juillet 1770, & sans s'arrêter à sa requête du 13 Juillet 1772, dont elle l'a débouté quant à présent, & vu ce qui résulte des pièces déposées au Greffe de la Cour le 11 de ce mois, par lesquelles ledit *Bureau de Girac* se trouve prévenu de violation de dépôt & abus d'autorité ; & *Augustin René Louis le Maimier*, vicaire général du Diocèse de Rennes ; *François de la Porte* & *Julien Jacques Huet*, Supérieurs du grand & petit Séminaire de cette ville, se trouvant aussi prévenus d'avoir coopéré à la violation dudit dépôt : Ordonne que lesdits *Bureau de*

Girac, le *Maintier*, la *Porte* & *Huet* seront assignés en la Cour pour être ouïs, interrogés, & répondre aux Conclusions du Procureur général du Roi, & néanmoins renvoye ledit Evêque de Rennes par devant l'Archevêque de Tours, son Supérieur Métropolitain, pour, par lui, appeller les autres Evêques suffragans, s'il s'y en trouve en nombre compétent, sinon les Evêques circonvoisins, être fait le procès audit Evêque de Rennes, sur le délit commun, suivant les saints Décrets & Constitutions canoniques : auquel effet enjoint au Greffier en chef de la Cour d'envoyer des expéditions en due forme des pieces mentionnées dans le vu du présent Arrêt d'icelui, & autres pieces de l'instruction, qui se fera vers lesdits *Maintier*, la *Porte* & *Huet*, au Secrétariat dudit Métropolitain, pour passer des interrogatoires dudit Evêque de Rennes, & du jugement dudit Métropolitain & desdits Evêques, ou sur leur défaut de juger dans les six mois, être par la Cour, Chambres assemblées, statué sur le cas privilégié, ainsi qu'il sera vu appartenir «.

Le motif de cet Arrêt est une somme laissée par un Gentilhomme Breton, lors de l'expulsion des Jésuites, entre les mains de l'Evêque, pour racheter leur argenterie, & la leur rendre, en cas que ces Religieux revinssent dans une époque fixée, sinon la vendre, & en disposer suivant les intentions du Donataire. Il paroît que l'Evêque a prévenu le terme, a vendu cette argenterie, & s'est appliqué cette somme.

Quoiqu'il en soit, cet Arrêt n'a pas peu surpris. Cependant les gens au fait des choses expliquent très bien tout cela. *M. de Girac*, très intrigant, a paru d'abord attaché au parti de la Cour pour se faire Evêque de Rennes ; il a tâché de se ménager avec *M. le Duc d'Aiguillon* le plus qu'il a pû : mais forcé d'opter entre les intérêts de la Province & ceux de cet ancien Commandat, il s'est déclaré pour la première, d'autant qu'il étoit fort lié avec *M. le Duc*

de Choiseul & avec *M. le Prince de Beauveau*. Depuis la disgrâce du premier il s'est tenu dans son Evêché ; il a tâché de vivre avec beaucoup de politique vis-à-vis le Parlement actuel : Mais *M. le Duc d'Aiguillon*, qui n'a pas oublié la conduite de ce Prélat, a profité de l'occasion qui s'est présentée de mordre sur lui, & a excité son *Bailliage* à agir vigoureusement contre *M. de Girac* ; ce que ce foible Tribunal n'auroit jamais osé faire sans son instigation.

L'Assemblée du Clergé remue beaucoup à cette occasion, & a déjà porté ses doléances au Roi.

 22 Juillet 1772.

Ce qu'on avoit prévu est arrivé : *M. de Malesherbes* a reçu depuis peu une Lettre de *Mr. le Duc de la Vrillière*, qui lui enjoint de la part du Roi de se rendre sans autre délai à sa terre de *Malesherbes*. Ce Magistrat a obéi très promptement. Ce coup d'autorité de la part de *M. le Chancelier*veilleusement le courage de ses partisans, & jette la consternation parmi la vraie Magistrature.

Au surplus, *M. de Malesherbes* a continué de se conduire avec la même fermeté ; il perd la Gardennoble de sa fille, pour ne pas vouloir la demander au Châtelier, qu'il ne regarde que comme un Tribunal bâtard, depuis que les vrais membres en sont dispersés.

 23 Juillet 1772.

Le nouveau Tribunal jouit enfin de l'avantage de voir un Duc & Pair plaident devant lui, en défendant, il est vrai. La mere de *M. le Duc de Chauvnes* d'aujourd'hui réclame ses droits matrimoniaux, & sa Dot en partie alienée. On sçait qu'elle est fille du fameux *Bonnier de la Moisson*, ce financier puissamment riche, & mort de regret de n'être pas gentilhomme. C'est à l'occasion de cette mésalliance que le feu Duc de Chauvnes, repugnant à un mariage pareil, sa mere lui disoit : *Mon fils, il faut prendre du fumier pour engraisser vos terres.*

 23 Juillet 1772.

L'information concernant les Auteurs & Distributeurs de la *Correspondance* se continue au Palais, où une multitude d'honnêtes gens sont obligés de comparoître ; mais cela n'avance pas de grand'chose, & les réponses laconiques que chacun donne ne fournissent aucun éclaircissement. Il est pourtant sérieusement question de faire le Procès à plusieurs Commis détenus. C'est le Sr. Goezmann qui est nommé Rapporteur.

 24 Juillet 1772.

Au Roi, avec cette Epigraphe : La justice l'emporte tôt ou tard, elle est le seul principe du véritable intérêt des hommes. Telle est la première enveloppe d'un nouvel écrit, dont le second titre est : *Essai historique sur les droits de la Province de Normandie, suivi de réflexions sur son état.*

Ce titre forme la division de l'ouvrage en deux parties. Dans la première, qui est purement historique, on traite de l'établissement du Duc Raoul dans la Neustrie ; on considère quel étoit cet établissement, le partage qu'il fit de la Province, & les précautions qu'il prit pour y établir le bon ordre, consistant : 1°. en l'assurance qu'il donne à ses nouveaux sujets : 2°. dans les Loix qu'il publie : 3°. dans l'institution de la Cour de l'Echiquier, & dans la forme ancienne de ce Tribunal : 4°. dans le droit qu'il lui accorde, & les devoirs qu'il lui impose, en réglant ceux du Prince & ceux de tous ses sujets indistinctement ; d'où dérivent les preuves de l'ancien Coutumier : 5°. dans l'établissement du Sénéchal de Normandie : 6°. par la permission qu'ont ses sujets de s'adresser à lui par l'invocation de son nom : 7°. par la manière dont il favorise ses vassaux. On démontre l'utilité des établissemens du Duc Raoul ; l'attachement des Ducs Normands aux Rois de la 3^e Race, jusqu'au tems de Guillaume le Conquérant. On fixe l'époque du retour de la Normandie à la Cou-

ronne en 1204; & l'on rappelle la confirmation de tous ses droits par le Roi *Philippe-Auguste*. On détaille les services de la Province, & sa fidélité à ses Rois: on fait mention de la concession de la Charte aux Normands, en faveur de leurs anciens Droits & Privileges, en 1315, ainsi que de la confirmation de cette Charte, par le Roi *Philippe de Valois*, en 1329; de l'Echiquier rendu perpétuel & sédentaire à Rouen en 1499; de l'époque de 1515 où le nom de l'Echiquier fut changé en celui de Parlement, & de la justice qu'on rendit à cette Cour en 1542; enfin des dernières confirmations des Droits de la Province.

Dans la seconde partie on fait voir que la Province n'a pas mérité de perdre son Tribunal, ni ses Loix, ni ses Privileges; qu'il seroit d'ailleurs juste de rendre à la Province son Tribunal, indépendamment de ce qu'auroient pu faire ses Magistrats; qu'ils n'ont point été inculpés ni entendus, preuve certaine de leur innocence. On réfute les autres prétextes non exprimés dans l'Edit; on discute ensuite les motifs qui prouvent la justice & la nécessité du rétablissement de l'Echiquier, qui sont: 1°. l'impossibilité de n'avoir qu'un seul Parlement en France: 2°. les égards dûs aux titres & aux services de la Province: 3°. l'intérêt des Loix & des Privileges de la Province: 4°. qu'il y va de l'autorité du Souverain: 5°. que la majesté du Trône souffriroit de la suppression de l'ancien Tribunal souverain: 6°. que l'ancien Tribunal étoit moins onéreux au Roi & aux Peuples que les nouveaux Tribunaux: 7°. la justice du rétablissement de la Chambre des Comptes en Normandie: 8°. l'intérêt de la Capitale au rétablissement des deux Tribunaux: 9°. on conclut que l'anéantissement de l'Echiquier ne laissant qu'aux sujets la faculté d'exposer à S. M. leur humiliation, leurs pertes & leurs craintes, ils y sont autorisés par les Loix Normandes, & les propres paroles de *Louis XIV*, qui dit: » Bien » que les Sujets n'aient pas droit de contraindre leur » Prince par la force à l'exécution des Loix & des

» Coutumes, ils ont néanmoins le droit de l'y obliger par la raison » Voyez le *Traité des Droits de la Reine*.

————— 25 Juillet 1772. —————

Le nouveau Tribunal a enrégistré, les Chambres assemblées, le 18 de ce mois, une Déclaration du Roi, en interprétation de l'Edit du mois d'Avril 1768, donnée à Versailles le 15 Octobre 1770. Il y est question de quantité de petits offices des ports & halles qui prétendoit n'être point compris dans la suppression, à la faveur d'une réticence que les propriétaires faisoient valoir en leur faveur, mais dont on détruit toute l'illusion.

Le même jour, & de la même manière, il a été enrégistré des Lettres patentes, données à Fontainebleau le 20 Septembre 1771, portant établissement des droits à percevoir en exécution de l'Edit d'Avril 1768, dans plusieurs villes & bourgs de la Généralité de Moulins.

————— 25 Juillet 1772. —————

La Requête des Etats Généraux de France au Roi, dont on avoit annoncé le titre il y a longtems, est un écrit resté très secret jusqu'à présent. C'est en effet le langage que la Nation pourroit tenir. Elle y rappelle les vrais principes de la Législation, & elle y joint un exposé de ses malheurs. On y établit pour maxime fondamentale, que les Rois de France ne sont pas seulement redevables de leur Couronne à Dieu, mais à la Nation, puisque le premier Roi n'a été élu que par elle, qu'elle a fondé le droit de succession & de primogéniture. On convient que le Roi est seul Législateur. Mais comment? On rappelle les Assemblées de la Nation, dont on veut que les Parlemens soient devenus les représentans: Devoirs du Magistrat en conséquence. De-là, le dogme de la Constitution Nationale, c'est-à-dire, pouvoir absolu dans le Monarque, résistance jusques à

la mort par le Magistrat. On défend ainsi les derniers Arrêts des Parlemens de Rouen & de Toulouſe , & l'on poſe le vrai ſyſtème pour l'honneur des Rois & pour le bonheur des Peuples , de reculer de la part des premiers & de revenir ſur leurs pas.

On réfute brièvement les écrits faits contre la Magiſtrature : on fait voir la malice de leurs auteurs , incertaine dans ſes principes & dans ſes opinions , injuſte dans ſes imputations , & criminelle envers le Roi. On juſtifie le Parlement ſur le tems des Anglois , de la Ligue , de la Fronde , ainſi que nos Monarques ſur le Deſpotiſme qui leur eſt fauſſement attribué , ſous Louis XIV , ſur lequel on fait une digreſſion vigoureuſe & terrible. On prouve que les Parlemens ſont propres à diſcuter les affaires d'Etat. Eloge du Roi , dont ils méritent toute la confiance. On fait voir combien leurs ennemis ſont coupables. On remonte aux ſources des maux de la Nation : qui ſont : 1^o l'amour du luxe & de la grandeur : 2^o le ſéjour du Prince trop concentré dans ſes palais : 3^o les Commandans des Provinces , les Intendans , revêtus d'une autorité extrême & irrégulière les Lettres de cachet ; punition extrajudiciaire . 4^o les changemens fréquens de Miniſtres , la variation de leur ſyſtème , leurs paſſions perſonnelles ; c'eſt de leur vengeance dont les Parlemens ſont les victimes. On dévoile l'incapacité des Juges qu'on leur ſubſtitue. On revient ſur la juſtification des Parlemens dans ces dernières circonſtances , relativement aux affaires Eccléſiaſtiques aux affaires d'Adminiſtration , aux affaires de Finance. On finit par le projet d'un Ordre patriotique , dont on détaille les prérogatives, les fonctions & l'utilité.

Cette Requête , écrite avec beaucoup de nobleſſe : eſt en même tems très modérée , peut-être trop , en ce quelle atténue certains principes , dont il eſt eſſentiel de bien fixer la vérité pour prévenir les conſéquences louches qu'on en pourroit tirer & il en eſt d'autres dont la Nation ne conviendrait peut-être pas :

en général, cet Ecrit est fort Parlementaire, & tend plus au rétablissement de la Magistature qu'à l'extirpation réelle des maux de l'Etat.

————— 25 Juillet 1772. —————

Le discours prononcé par Mrs. de l'assemblée du Clergé au mois de Juin 1772 commence à percer. Voici l'extrait de ce qu'il y a de plus fort :

SIRE,

» Lorsque V. M nous appelle au secours de l'Etat ; nous n'écoutons que notre zele & notre respect : heureux de lui offrir une partie de ses bienfaits, nous ne sommes effrayés ni par la rapidité avec laquelle nos dons se succèdent depuis quelques années, ni par le taux excessif auquel ils ont été portés. Un seul sentiment vient altérer la douceur que nous éprouvons à vous faire des sacrifices : nos biens consacrés en partie à cette classe de citoyens, la dernière de l'Etat par son obscurité, mais la première par les services qu'elle lui rend, sont dans les Provinces malheureuses la consolation du pauvre & de l'indigent. Retrancher de ces biens sans soulager le fardeau qui l'accable, c'est le charger d'un nouvel impôt & ajouter à sa misère. Notre crédit, qu'une sage administration a su conserver, peut se fatiguer & s'altérer par des emprunts répétés : en précipitant nos dons, on peut en tarir la source ; c'est pour le bien de votre service, SIRE, que nous vous prions de mettre vous-même des bornes à notre zele. En ménageant vos demandes, vous ménagerez vos ressources, & si dans les tems ordinaires les moyens extrêmes sont épuisés, que restera-t-il dans un tems de malheurs que votre sagesse peut éloigner, mais qu'elle ne peut s'empêcher de prévoir ? »

» Mais plus notre zele est sans réserve, plus nous devons conserver ces mêmes biens qui nous mettent à portée de l'exercer. Sujets & citoyens, nous ne nous croyons jamais dispensés de concourir aux charges

publiques. Les droits que les membres souffrans de la Société ont sur nos biens , appartiennent encore plus à la Société elle-même dans ses besoins ; & nous ne sommes jaloux des privilèges dont nous jouissons , que parce qu'ils nous donnent plus de moyens d'être utiles".

» Mais , si au milieu des devoirs de charité & de justice que nous aimons à remplir , on nous proposoit des idées de luxe & de décoration ; si une Milice respectable , mais étrangère à l'Eglise : se croyoit en droit d'en posséder les biens ; si les titres d'une première possession annonçoient des prétentions victorieuses & sans bornes ; si un nom cher au Clergé , comme à toute la France , donnoit un nouveau poids à ces prétentions. . . . SIRE , nous vous exposons avec confiance nos allarmes , votre sagesse saura les dissiper & les prévenir ; V. M. qui daigne solliciter nos dons ne voudroit pas que les biens qui en sont la source , pussent être ravis malgré nous à nos Diocèses ; Elle ne voudroit pas même que le desir de lui plaire & à son auguste petit-fils pût nous faire illusion.....

————— 26 Juillet 1772. —————

Un Procureur au Parlement supprimé , nommé *Blanchard* , se promenoit , il y a quelques jours , aux Tuileries derriere deux Conseillers du nouveau Tribunal ; les Srs. *Goezmann* & *Billeux* : il s'écrioit sur l'impéritie de la plupart de ces Messieurs , & sur leur effronterie d'occuper des places qu'ils n'étoient pas en état de remplir.

Ce Procureur vient de recevoir une Lettre de cachet qui l'exile dans son pays : il ne se rappelloit plus de sa conversation , il est allé chez M. de *Sartines* pour apprendre le motif de cette punition. Ce Magistrat lui a raconté sa conversation , que les deux Conseillers qui le précédoient à la promenade ont regardé comme une insulte.

 27 Juillet 1772.

La position de M. *Dulaurens* ; Maire de Rochefort ; devenant très critique par la persécution ouverte que lui a déclaré M. *Senac de Meihan* , Intendant de la Généralité de la Rochelle , qui désapprouve sa conduite , qui lui reproche d'avoir fait imprimer ses *Représentations* dont on a parlé , qui prétend que les villes ne peuvent députer sans autorisation , sans consentement du Commissaire départi , que la réclamation contre les impôts ne se peut faire qu'à lui ou par la médiation , en un mot qui le menace de le faire arrêter. Ce Chef Municipal a pris le parti de dresser un Mémoire à consulter sur la position où il se trouve ; dans laquelle il se seroit mis sous la protection du Parlement s'il n'étoit dispersé. C'est une nouvelle preuve des progrès que le Despotisme fait chaque jour.

 28 Juillet 1772.

Le nouveau Tribunal a enregistré , le 22 de ce mois , des Lettres patentes , données à Versailles le 4 Juillet , qui accordent par supplément d'échange à S. A. S. Monseigneur le Comte d'Eu différens domaines dans le Languedoc & autres Provinces.

Le même jour il a enregistré des Lettres patentes , données à Versailles le 18 Juin dernier , dont est revêtu un Arrêt du Conseil du 3 Janvier 1768 ; concernant les Receveurs des Consignations de la Province de Normandie , & dont l'objet est de faire verser plus promptement entre les mains de ceux-ci l'argent dont les Huilliers seroient porteurs.

Enfin il a enregistré encore le même jour une Déclaration , donnée à Versailles le 6 Mai dernier , portant rétablissement de l'Office de Maître des ouvrages de la ville de Rouen.

 28 Juillet 1772.

Une des prérogatives des Princes du sang est qu'aux Spectacles leurs carrosses soient placés les premiers &

à la porte de ces lieux. M. le Maréchal *Duc de Biron* a jugé à propos de faire un nouveau Règlement sur l'arrangement des voitures, & soit mal-entendu ou ordre exprès, celui de M. le Duc de *Chartres*, ces jours derniers, a été obligé de retrogarder : ce Prince instruit de cette imperuence, en approuvant la sentinelle d'avoir suivi la consigne, a voulu ignorer de qui elle venoit, mais a déclaré qu'il retourneroit le lendemain à la Comédie Italienne ou la scene s'est passée, & qu'il entendoit qu'il ne fût rien innové en ce qui le concernoit. Eu effet M. *Du Sauzey*, Major des Gardes, est venu faire des excuses au Prince, qui l'a très mal reçu ; & l'on trouve fort indécent que M. le Maréchal *de Biron* n'y soit pas venu en personne, d'autant plus qu'il est une créature de la maison d'*Orléans*, que la sienne doit toute sa grandeur actuelle à M. le Régent, & que lui Maréchal a été attaché en personne à M. le Duc d'*Orléans* & est encore couché sur l'état pour 12000 Livres de pension : ceci prouve combien on se prévaut de la disgrâce des Princes pour les mortifier, & l'on croit voir - là du *Maupeou*.

————— 29 Juillet 1772. —————

Le *St. Frecot de Lanty*, conseiller du nouveau Tribunal, est fort riche, tant par son pere qui faisoit l'usure, que par lui-même qui n'a pas discontinué un métier aussi lucratif. Il est devenu amoureux d'une femme qu'il n'a pu captiver par lui-même, étant vieux & laid ; il a été obligé de l'éblouir avec de l'or, & a proposé mille Louis pour une nuit. Le marché a été accepté. Mais comme il étoit couché avec cette femme, de concert avec elle, ou par un effet du hazard, le mari a surpris l'un & l'autre en flagrant délit. Le pauvre Robin étoit hors d'état de défense, il en est venu aux supplications & aux larmes. L'époux furieux, après avoir exhalé sa rage, a paru se radoucir ; mais pour prévenir les suites que pouvoit avoir cet adultere, dont il résulteroit peut-

être un enfant qui écorneroit la part de deux autres qu'il avoit, il a exigé que le Sieur de Lanty lui fit un billet de cent mille écus, l'équivalent à peu près de la part de ceux-ci. Le conseiller s'est trouvé trop heureux d'en être quitte à si bon marché : mais, échappé au péril, il s'est trouvé mulcté amèrement par une amende aussi forte ; il a eu recours à M. le Lieutenant général de Police. Celui-ci lui a déclaré ne pouvoir se mêler d'une pareille querelle, & que dès qu'il existeroit un titre entre les mains d'un homme riche & très en état de lui prêter une pareille somme, il ne voyoit d'autre ressource que de payer. Ce *Freccot* est par ce moyen aujourd'hui la fable de tout Paris.

————— 29 Juillet 1772. —————

Le Clergé, dès qu'il a eu connoissance de l'affaire de l'Evêque de Rennes, ayant fait à cet égard des Représentations au Roi, S. M. a d'abord répondu à la Députation qu'elle maintiendrait toujours le Clergé dans ses privilèges & ses droits reconnus.

L'Assemblée, quoique séparée, se prolongeant pour la conclusion de ses affaires, n'a pas été satisfaite d'une réponse aussi vague ; elle a fait d'itératives Représentations, & le Roi a déclaré que l'Assemblée étoit finie, que le Clergé ne pouvoit plus s'occuper de l'affaire de l'Evêque de Rennes.

Cependant on assure que depuis l'affaire ayant été discutée dans un Conseil, il a été rendu Arrêt qui ordonne au Parlement de surseoir, & d'envoyer les procédures à la cour.

Il paroît décidé que cette affaire est une pure chicanne, que l'Evêque n'a usé du dépôt que de concert avec la famille, & d'une façon à l'assurer, plutôt qu'à le diliper ; & que ce n'est qu'à l'instigation de M. le Duc d'Aiguillon, ainsi qu'on l'a dit, que son Bailliage a vexé ce Prélat, afin de l'empêcher de se trouver aux Etats, & de mettre l'Ordre du Clergé d'intelligence avec la Noblesse.

 30 Juillet 1772.

Extrait d'une Lettre de Compiègne du 28 Juillet : . . . Rien de si triste que la cour : le Roi est inquiet de ses yeux : il n'y a que le monde nécessaire pour le service. Les Ministres, moins détournés par la dissipation de la Capitale, sont plus occupés à se pointiller, & à se donner des crocs en-jambe. *M. de Boynes* est celui qui paroît le moins bien en selle : il s'est mis de furieux ennemis sur les bras dans le Corps de la Marine. Le Chancelier attrise le feu de son mieux pour le faire sauter, & le Duc d'*Aiguillon* mine du sien dans l'espérance d'avoir le Département de ce Secrétaire d'Etat, pour lequel il a plus de goût que pour les Affaires Etrangères où il est toujours fort étranger, & qui sont un poste d'autant plus désagréable à présent, que la France a beaucoup perdu de sa considération dans les autres Cours, & qu'il faut être continuellement occupé à prévenir, ou à dissimuler, les affronts politiques dont on nous couvre. De son côté, *M. de Maupeou* voudroit placer-là *M. d'Aligre*, dont il espéreroit faire ce qu'il voudroit, & ce qui serviroit merveilleusement à acheminer ses projets. Les courtisans sont attentifs à profiter des circonstances, & les simples spectateurs jugent & rient des coups.

Le Contrôleur général a beau, comme *Midas*, convertir en or tout ce qu'il touche ; cela dispa-roît aussitôt ; & il s'occupe sans relâche à de nouveaux Edits burlesques. L'affaire des Domaines aliénés éprouve tant de difficultés, que malgré tous ses efforts pour y faire rentrer S. M., on croit qu'il sera obligé de renoncer à son projet.

 31 Juillet 1772.

On croit que les Etats de Bretagne ont pour projet, dès l'ouverture de leur assemblée, d'adhérer à la Protestation des Princes, & c'est ce qui n'intrigue pas peu la Cour.

1er Août 1772.

Le nouveau Tribunal a joui tout récemment d'un triomphe magnifique. On a vu M. le Duc de Penthièvre en aller solliciter les divers membres dans une cause qui l'intéresse. Quoique ce Prince ait été jusqu'à présent neutre dans cette affaire, en sa qualité de Prince légitimé, cependant on n'a pas remarqué sans étonnement le beau-pere de M. le Duc de Chartres se porter à une pareille démarche d'éclat.

1er Août 1772.

On a tiré au clair l'anecdote de M. de Maupeou concernant M. de Boynes. Le Chef suprême de la Justice voyant l'éclat que faisoit l'Ordonnance de la Marine nouvelle, a envoyé chercher M. de Clugny, Maître des Requêtes, & en cette qualité son suppôt, qui d'ailleurs ayant été Intendant de St. Domingue & de Brest, & comme associé depuis au Ministère sous Mr. le Duc de Praslin, étoit censé avoir connoissance de la matiere; il lui a demandé son avis sur l'objet qui agitoit le Conseil? Celui-ci a prétexté n'avoir point lu cette Ordonnance, comme n'étant plus de son ressort. Le Chancelier a insisté, lui a enjoint de s'en occuper, de la part du Roi. M. de Clugny sentant le piège qu'on lui tendoit, est allé trouver M. de Boynes pour lui faire part du travail dont il étoit chargé. Le Ministre a senti d'où parloit le coup; il en a parlé au Roi, qui n'a pas nié avoir donné cet ordre, mais a paru se l'être laissé arracher par son Chancelier, qui vouloit se mêler de tout: c'est l'expression de S. M.

La mine ainsi éventée n'a pas produit son effet, & la chose en est restée-là du côté de M. de Clugny; mais le Chancelier a trouvé d'autres suppôts, plus obscurs, qui l'ont mieux secondé & l'ont mis à même de tailler des croupieres à son ennemi.

2 Août 1772.

L'affaire de M. l'Evêque de Rennes est devenue

si publique ; l'Evêque de Verdun , son prédécesseur , s'y trouve tellement inculpé , qu'il a eu devoir répandre à la hâte une justification précipitée ; elle a pour titre : *Eclaircissmens sur la Requête présentée au Parlement de Bretagne par M. l'Evêque de Verdun , aux fins d'être déchargé de l'argenterie de l'Eglise des Jésuites , déposée au grand Séminaire de Rennes , pour répondre au discours que M. l'Evêque de Rennes a fait à l'Assemblée du Clergé.* Voici le fait :

En 1762 , M le Comte de la Garlaye , ami & affilié des Jésuites , voulut retirer , lors de leur expulsion , pour 20,000 Livres de leur argenterie. Il désira rester inconnu. En conséquence , cette argenterie ayant été rachetée avec toutes les formalités requises fut déposée au grand Séminaire.

M. l'Evêque de Rennes d'alors fut chargé du dépôt aux conditions suivantes :

Qu'en cas que les Peres de la Compagnie de Jésus fussent rétablis à Rennes , les mêmes especes leur seroient rendues *gratis* , & sans aucun remboursement.

Que celles qu'on jugeroit avoir appartenues aux Congrégations ; leur seroient rendues *gratis* , en cas d'établissement des mêmes Congrégations , quand même les Jésuites ne seroient pas rétablis.

Enfin , qu'au cas que les Peres Jésuites ne fussent pas rappelés dans 40 ans , à compter du jour de la date de la Déclaration soussignée par l'Evêque de Verdun , alors les lits vases sacrés & argenterie seront donnés par son successeur , le tiers au grand Séminaire , le tiers au petit Séminaire , & l'autre tier employé à payer les pensions des pauvres Ordinans au grand Séminaire pendant les quartiers.

Que , comme pour payer le surplus du prix de cette Argenterie , il avoit été emprunté 2000 Livres , il seroit permis au Supérieur du grand Séminaire de vendre une partie de l'argenterie , pour la valeur de ces 2000 Livres , afin d'en faire le remboursement.

Que si les Peres Jésuites du College de Rennes

tomboient dans un besoin réel & pressant, ledit Supérieur pourroit vendre quelques-uns desdits vases, après toutefois avoir obtenu le consentement de la personne qui avoit donné les 20,000 Livres.

Cette Déclaration, soussignée de M. D. *fnos*, aujourd'hui Evêque de Verdun, finissoit par ces mots... *De l'exécution desquelles intentions nous chargeons la conscience & l'honneur de notre Successeur, ou Supérieur du Séminaire, & de tous autres qu'il apartiendra.*

Depuis, M. de Girac, aujourd'hui Evêque de Rennes, de concert avec M. le Président de Montluc, Héritier de M. de la Garlaye mort, a rendu une Ordonnance le 18 Juillet 1770, portant que » l'Argen-
» terie soit vendue..... pour l'argent qui en provien-
» dra être appliqué en trois parties égales; savoir,
» l'une au profit du grand Séminaire; l'autre pour
» Pension des pauvre Ordinans au même Séminaire;
» & la troisième au profit du petit Séminaire: à con-
» dition toutefois que les deux Séminaires donneront
» leur reçu & obligation par écrit de rapporter aux
» Jésuites, dans le cas de leur rappel à Rennes,
» avant les 40 ans, à compter depuis le 27 Mai 1762,
» le principal sans intérêt, des sommes provenues
» de la vente de leur argenterie.

Ce n'est qu'au mois de Mai dernier que M. l'Evêque de Verdun a appris que les Châsses & les Saints d'argent des Jésuites se voyoient chez les divers orfèvres de Rennes..... Sa conscience très timorée a été allarmée, & il a cru devoir présenter Requête au Parlement pour demander sa décharge.

Il finit par témoigner sa douleur du grand scandale qui en résulte dans l'Eglise & dans le monde, scandale qu'il ne pouvoit prévoir.

C'est sur ce singulier procès que le Roi a demandé l'apport des Procédures, & a évoqué l'affaire à son Conseil.

— 5 Août 1772. —

Madame la Duchesse de Bourbon, ainsi que l'enfant,

se portent aussi bien que leur état le comporte. Tous les Princes se sont rendus auprès de l'accouchée. C'est M. le Duc d'Orléans qui a tenu entre ses bras la Princesse, sa fille, pendant presque tout le tems des douleurs. Hier le Marquis de Chauvein, Maître de la Garderobe, est venu complimenter les Princesses à Chantilly, de la part du Roi; il s'est rendu ensuite au Palais Royal, pour le même objet, & est allé à Luciennes, où est Madame la Princesse de Conty.

————— 5 Août 1772. —————

Dans le Procès de Madame la Duchesse de Chaulnes, faisant corps avec les créanciers contre son fils, ceux-ci attaquoient les substitutions dont les biens du pere sont grevés, & prétendoient qu'ils n'étoient pas revêtus de toutes les formalités qu'exige la Loi. Il a été jugé hier au nouveau Tribunal. L'Avocat général Vergès a conclu contre le Duc, & ses conclusions ont été suivies. Ce Seigneur est ruiné : on assure qu'il ne lui reste pas mille écus de rentes.

On ne doute pas qu'il n'ait comparu que comme contraint, qu'il n'ait fait ses protestations, & qu'il ne revienne sur ce Procès, lorsque le Parlement reprendra fonctions.

————— 5 Août 1772. —————

M. l'Evêque de Rennes travaille fortement à sa défense, & doit faire paroître incessamment un Mémoire en sa faveur. Il paroît que le procédé est contre l'Evêque de Verdun; mais le premier ne peut se disculper de la violation d'un dépôt en changeant son usage contre le vœu du déposant, & d'une infraction aux décisions des Casuistes, qui ne permettent point de faire porter intérêt à un fond qui n'est pas aliéné.

————— 7 Août 1772. —————

Deux femmes de condition du Poitou, accusées d'avoir empoisonné leurs maris, ont été traduites de-

vant le Tribunal du Conseil supérieur de Poitiers ; elles l'ont décliné , par la raison qu'un Gentilhomme ne peut être jugé que par le Parlement. Elles ont présenté en conséquence Requête au Chancelier , qui n'en a tenu compte , & l'a renvoyée aux Juges saisis du Procès pour y statuer. On assure que la Noblesse de la Province est intervenue , & a réclame un droit qui lui est inhérent ; qu'elle a fait parvenir son Mémoire au Roi même , & que S. M. paroît disposée en faveur de cette demande.

Il est à observer que ce Privilège violé est un objet qui fait partie des divers points , traités dans la Protestation des Princes.

7 Août 1772.

Depuis longtems il est question d'établir l'Arrêt d'ordre des Créanciers des Jésuites , dont les biens séquestrés tournent au profit de la Justice. Le Chancelier avoit retardé cette opération en suspens pendant plus d'un an , dans l'espoir de trouver quelque jour à faire rentrer cet Ordre qu'il protege. On veut que dans le Conseil il ait reçu une mortification décidée à cet égard , & qu'il ait été conclu de faire paroître enfin cet Arrêt d'ordre.

8 Août 1772.

Extrait d'une Lettre de Compiègne du 6 Août 1772.

C'est M. de Maillé qui est venu annoncer au Roi l'accouchement de Madame la Duchesse de Bourbon. Ce Seigneur est agréable à S. M. Il a été fort bien reçu , mais sans aucune circonstance particulière ; seulement ayant demandé au Roi , de la part de la famille , de faire porter au nouveau né le nom de Duc d'Enghien , S. M. a paru fort approuver ce desir : Elle a dit que c'étoit très bien ; que c'étoit un nom à conserver , qu'il falloit que toujours quelqu'un de la maison le portât.

9 Août 1772.

M. le Chancelier se trouvant mieux que jamais en faveur ; semble ne plus garder de ménagement avec M. de Boyer. Comme il n'ignore pas que celui-ci se regarde comme une tête bien supérieure à la sienne , comme le Mentor de ce Chef de la Magistrature , qui sans ses conseils n'auroit fait que des sottises & ne fut jamais venu à bout de son projet ; il récrimine aujourd'hui , il dit que c'est très mal à propos que ce Ministre l'accuse de vouloir lui casser le cou ; qu'il ne se donnera pas cette peine , qu'il n'y songe pas ; qu'il lui laisse un pareil soin , & qu'il ne doute pas que cela n'arrive par sa propre étourderie.

10 Août 1772.

C'est sous le Ministère de M. le Duc de Choiseul que s'est passé le fait qui occasionne aujourd'hui une grande scission parmi les Officiers de l'Artillerie. M. de Gribeauval, Inspecteur fort accrédité auprès de ce Ministre , avoit fait réformer, dans les divers Arsenaux du Royaume , un quantité de 470,000 fusils , comme trop à charge en tems de paix, coûtant pour entretien 20 Livres par mille. Ces fusils rebutés avoient été vendus à vil prix ; ils ont depuis été envoyés chez l'Etranger , en Turquie , en Pologne & ailleurs ; on en a même fait racheter au Roi sur le pied d'une valeur vingt fois plus grande que celle de leur vente. M. de Valiere & M. de Sr. Auban ont réclamé contre une manœuvre aussi onéreuse au Roi , sous prétexte d'économie , & c'est la matière d'une grande contestation pendante par devant M. de Monteynard , qui conduit cette affaire avec sa prudence ordinaire ; qui consiste en beaucoup de lenteur. M. de Gribeauval est dans sa disgrâce depuis ce tems , & demande hautement un Conseil de guerre pour être jugé. Il est question d'une refonte de Canons , qu'on a demandée sous prétexte de les perfection-

ner , & qu'on veut avoir été très dispendieuse inutilement , & très contrainte aux intérêts du Roi.

———— 10 Aôit 1772. ————

L'Ordre de St. Lazare a tenu au Louvre le 3 de ce mois une assemblée relative à l'Ordre de St. Ruf , à sa réunion , aux protestations du Clergé , & à ses offres , de donner au premier cent mille livres de rentes par forme d'indemnité. Il a été décidé qu'on accepteroit les arrangemens pris avec le Clergé , que la suppression arrêtée n'auroit pas lieu & qu'au moyen de l'arrangement proposé l'Ordre de St. Lazare se départiroit des avantages que lui accordoit le Pape par sa Bulle enregistrée. Cette assemblée n'est pourtant pas encore définitive , & c'est dans un Chapitre Régulier que cela doit se terminer absolument.

On regarde ce coup de politique comme très funeste au Clergé , en ce que le voilà grevé de cent mille livres de rente à perpétuité , & que lorsqu'on voudra l'entamer de nouveau , la planche est faite , on prendra le prétexte de la suppression de quelque autre Ordre.

———— 10 Aôit 1772. ————

La singulière aventure du Sr. *Frecot de Lanty* se confirme & fait un bruit du diable ; on nomme même le mari & la femme auxquels c'est arrivé : c'est un M. *Hazon* , d'une fort honnête famille de Bourgeoisie , mais mauvais sujet de sa personne , fils d'un Prêdient de la Monnoye , & qui n'a jamais pu se faire recevoir en cette Cour de la même charge. Il s'est attaché aux *Dubarris* , avec lesquels il étoit lié avant leur faveur ; il est en quelque sorte leur espion , sans que sa fortune en ait beaucoup avancé. Il a une femme assez jolie , & l'on prétend que de concert ils ont fait plusieurs fois la même manœuvre.

———— 11 dudit ————

Extrait d'une Lettre de Forges du 27 Juillet 1772. :
Madame la Duchesse de Chartres ne se prête à au-

cuns divertissemens à forges : son cœur n'est cependant pas oisif ; tendre pour les pauvres , il s'épanche en larmes , en libéralités , en bienfaits.

Il y a huit jours que la Princesse à une lieue de Forges rencontra une pauvre femme veuve , chargée de haillons & de trois enfans ; elle l'aborda , & sur le récit de sa misère elle lui donna six Louis. La bonne veuve fut d'une surprise extrême , & crut cependant que sa Bienfaitrice , pour s'amuser , lui avoit donné six jettons de peu de valeur. Elle en fit l'aveu dans son espece de jargon. Un officier s'en aperçut & changea cet or en argent. La bonne femme , à cet aspect ; fut quelques minutes sans pouvoir parler ; elle se jeta aux genoux de la Princesse qu'elle arro-
sa de ses larmes. Madame de Chartres la releva , & donna ordre sur le champ de lui acheter deux vaches , un herbager & un terrain , & d'y faire bâtir une maison : ce qui sera exécuté. J'ai vu moi-même les matériaux & l'emplacement : dans quinze jours la maison sera faite , & la Princesse se promet d'en faire le rendez-vous de sa promenade. Cela vaut bien des ba's & des feux d'artifices.....

II Août 1772.

Le Roi avoit rendu au mois de Juin 1770 , un Edit portant continuation au profit du Clergé , jusques & compris 1771 , de la somme de cinq cens mille Livres , qui lui avoit été accordée sur les Fermes générales par Edit de Juillet 1748. Celui-ci avoit eu pour motif l'extinction totale des Capitaux des Emprunts faits par cet Ordre en 1742 & 1748 , & l'autre le soulagement de ce même Corps dont le zèle s'est encore manifesté par ses dons gratuits des années 1758 , 1760 & 1762 , ainsi que par celui de 12 millions. Cet Edit de 1770 n'avoit point été enrégistré au Parlement , qui vraisemblablement faisoit difficulté de grever l'Etat d'une nouvelle charge pour en indemniser le Corps de plus riche. Il a été donné à Versailles des Lettres patentes le 6 Juillet dernier qui adressent

cet Edit au nouveau Tribunal mieux disposé, & le tout a été enregistré sans difficulté le 3 Août 1762, les Chambres assemblées.

On a enregistré le même jour & de la même manière, un nouvel Edit portant continuation au profit du Clergé jusques & compris le 1er Juillet 1796, de cette même somme, toujours à raison de l'accroissement des Dettes de ce Corps, & pour lui donner une nouvelle marque de sa protection qu'il a mérité par ses efforts réitérés pour le bien du service de S. M. L'Edit est daté de Compiègne, au mois de Juillet dernier.

12 Août 1772.

Extrait d'une Lettre de Compiègne du 10 Août 1772... Les entrailles de M. l'abbé Terrai se rendurcissent, s'il est possible: toute la Cour est indignée d'un nouveau propos de sa part, qui caractérise de plus en plus l'atrocité de son ame. Un malheureux particulier, pere de seize enfans, mis à la mendicité, ou du moins réduit à la plus grande détresse, par les suppressions, réductions & soustractions totales de cet impitoyable Contrôleur, est venu ici chercher du secours. Il a été introduit auprès de Madame la Dauphine: cette Princesse a été émue de son sort; ainsi que Madame de Provence, Mesdames; &c. elles ont intercédé pour lui auprès du Ministre des finances, qui n'a eu aucun égard à leur réclamation. Ce pere infortuné dans son désespoir a demandé à cet abbé ce qu'il devoit faire de ses seize enfans? s'il falloit les égorger? — *Peut-être leur rendriez-vous service*, a répondu de sang froid ce tigre inhumain. Heureusement instruit d'une place vacante, il en a averti Madame la Dauphine, qui a convoqué sur le champ la famille Royale, a mandé l'abbé, lui a dit savoir qu'il avoit à disposer de telle charge, qu'elle vouloit que son protégé l'eût & qu'on prît pour comptant les papiers qu'on lui avoit donnés en remboursement. Le Ministre vouloit éluder, les Princesse

ont été obligées de le presser fortement & de lui faire exécuter la promesse sous leurs yeux.

13 Août 1772.

M^e. *Linguet*, extrêmement piqué de la sortie faite contre lui par M. l'Avocat général *Vaucrsson* dans son plaidoyer, ayant eu occasion de parler dans une affaire de Tournelle en présence de ce même Avocat général, a lancé des sarcasmes contre lui, sans le désigner spécialement, mais de façon à ne le laisser méconnoître à personne, parodiant ses propres expressions ; il a eu même tems déclaré qu'il ne paroîtroit plus au palais. Le Magistrat n'a point relevé cette incartade, mais son confrere *Vergès* est furieux, ainsi que tout le Parquet. On eût voulu que l'offensé eut requis sur le champ l'interdiction du Sr. *Linguet*, & comme celui-ci n'a pas tenu parole, & a plaidé encore depuis, on va travailler à venger l'honneur du magistrat outragé ; ce qui jette d'autant plus d'avilissement sur le nouveau Tribunal, honni par un de ses suppôts.

Extrait d'une Lettre de Compiègne du 12 dudit... M. de *Boynes* étant allé ces jours derniers faire sa cour à Madame la Comtesse *Dubarry*, cette Dame, à qui la gravité magistrale déplaît beaucoup, comme il venoit de lui tirer sa révérence, & qu'il se tournoit pour s'en aller, lui a tiré la langue. Cette anecdote a bientôt été répandue par les spectateurs. Jugez si cela a redoublé les bruits de la disgrâce de ce Ministre. Mais ce n'est qu'une espièglerie de cette Dame, qu'on fait respecter peu l'étiquette, & qui en recevra des reproches de S. M. si ce récit parvient aux oreilles du Monarque. Ce qui n'empêchera pas cette beauté folle de faire quelque autre niche qui lui passera par la tête.

14 Août 1772.

L'affaire de St. Severin étant à son point de maturité, le nouveau Tribunal a indiqué mercredi prochain,

chain, 19 de ce mois, une assemblée de Chambres pour délibérer sur les conclusions du Procureur général qui tendent à régler cette affaire à l'extraordinaire, c'est-à-dire à procéder au récolement, confrontation & à un arrêt définitif. L'on ne voit pourtant rien qui puisse donner lieu à cette rigueur : des 11 témoins entendus, dans lesquels est compris l'Abbé *Bouchaud*, faisant à la fois, comme on a dit, fonctions de partie, de témoin & de juge, celui-ci seul dépose des faits graves & propos injurieux ; les autres déclarent qu'on ne savoit point qu'il fût conseiller au Parlement, que rien ne l'annonçoit pour tel, & qu'ils n'ont rien entendu de ce dont on a porté plainte. Quant à l'amende prononcée contre le Suisse, l'apport des Registres ne prouve rien à cet égard ; la délibération n'y est pas consignée : & les Procureurs ; le Senechal & Ringard, ainsi que le Bedaud, dans un long interrogatoire subi par devant Langelé, Doyen ; n'ont pas donné plus d'éclaircissements. Ils ont persisté à dire que le Règlement en vertu duquel ce Suisse avoit été mulcté d'une amende de 12 Livres, étoit antérieur à l'aventure en question, & que M. l'Abbé *Bouchaud* qu'ils ne connoissoient pas, n'y avoit aucune part comme Conseiller au Parlement. Cependant ce Registre reste toujours déposé au Greffe en vertu d'un Arrêt, & ne peut être renvoyé que par un autre Arrêt.

————— 15 Août 1772. —————

Le 8 de ce mois le nouveau Tribunal a enregistré une déclaration du Roi qui proroge pour 6 années à commencer du 1er Janvier 1773, la perception au profit de l'hôpital général de Paris, de deux sols six deniers par jour sur chaque carosse de remise de la ville & fauxbourgs de Paris. Cette déclaration a été donnée à Versailles le 28 Avril dernier.

Le même jour il a enregistré des Lettres patentes du Roi, données à Compiègne le 23 Juillet 1672, portant que les Officiers du Conseil supérieur de Rouen ;

les Greffiers Commis des Greffes, Procureurs & Huissiers dudit Conseil, jouiront du droit de committimus au Bailliage de Rouen, & attribution audit Conseil supérieur de la connoissance des délits qui pourront être commis dans l'enclève & les prisons du palais.

15 Août 1772.

M. l'Evêque de Rennes fait paroître sa défense, qui consiste d'abord en une Consultation de plusieurs Avocats de Bretagne, qui sont d'avis que dans toute l'affaire suscitée à M. l'Evêque de Rennes, loin qu'on puisse lui imputer la moindre faute, il est facile de démontrer qu'il a rempli ses devoirs avec la plus grande exactitude : elle est datée du 14 Juillet à Rennes.

On y a joint le Mémoire à consulter & une autre Consultation des plus fameux Avocats de Paris, datée de Paris le 25 Juillet, où l'on établit : 1^o qu'il n'y a point de délit dans la conduite de ce Prélat : 2^o qu'il ne peut pas y avoir d'accusateur : 3^o que la procédure a été régulière.

15 Août 1772.

D'après le vu des pièces de la procédure faite au Parlement de Rennes contre l'Evêque de cette ville, le Conseil du Roi a cassé l'arrêt rendu contre M. de Girac. Ce Prélat ne regarde pas encore ceci comme une satisfaction suffisante, & il continue à faire travailler à un Mémoire qu'il se propose de répandre avec la plus grande profusion. On assure que l'Evêque de Verdun, non content du petit récit qu'il a déjà fait imprimer, veut aussi riposter.

15 Août 1772.

Il est d'usage à la naissance des Princes, que le Procureur Général & quelques membres du Parlement soient convoqués pour la constater, & que l'Acte en soit déposé au Greffe de la Cour. M. le Duc d'Orléans, le Prince de Condé, & les autres, ne re-

connoissant point le nouveau Tribunal, se sont contentés de rédiger l'Acte entr'eux par le ministère des Notaires ; & cette nouvelle protestation de fait n'a pas plu à la Cour, & S. M. a frappé du pied en apprenant cette circonstance.

On ajoute que le Bailliage d'Enghien, ayant fait témoigner au Prince de Condé le desir qu'il auroit de lui rendre ses hommages & de le féliciter sur la naissance d'un héritier, auquel il avoit daigné faire porter le nom de leur ville, ce Prince leur avoit fait dire que la disgrâce où il se trouvoit ne lui permettoit pas de se prêter à aucune cérémonie d'éclat. On prétend qu'on leur avoit insinué pour raison véritable, que ces officiers ne s'étoient pas assez bien conduits dans la révolution de la Magistrature pour que leur présence pût être agréable à S. A.

————— 16 dudit. —————

Mrs. de la Chambre des Comptes commencent à s'inquiéter de n'avoir aucune bonne nouvelle de M. l'Abbé Terrai ; ils voient avec peine que le voyage de Compiègne, durant lequel il avoit promis de consolider leur état & d'avoir égard à leurs représentations, s'avance sans qu'il y ait rien de fini à cet égard. Il a cependant demandé depuis peu de nouveaux éclaircissemens, mais on regarde cette démarche comme un leurre, d'autant qu'il en a eu déjà de très amples.

————— 16 Août 1772. —————

M. l'Abbé Terrai vient de renouveler le Bail des Poudres, & il s'est fait adjuger cent mille Ecus de pot de vin. Ce pot de vin extrêmement fort, qui n'est apparemment pas d'usage, a fait beaucoup de bruit à la Cour. Le Contrôleur général a sçu que c'étoit venu aux oreilles du Roi, que S. M. n'en avoit pas paru contente, & que des courtisans officieux n'avoient pas manqué de le desservir en aigrissant adroitement le monarque. Ce Ministre à peine parti, il est allé trouver Mad. Dubar.

ri, il lui a appris qu'il avoit ménagé pour elle deux cens mille francs sur cette affaire, qu'il alloit lui faire compter. Il s'est ainsi tiré du mauvais pas où il étoit, & s'est encore conservé cent mille francs de bon ; car la Comtesse n'a pas manqué de parer le coup qu'on vouloit porter à cet Abbé, & de le représenter au Roi comme un Ministre très zélé.

16 dudit.

On écrit de Compiègne que le voyage finit aussi tristement qu'il a commencé : qu'on évalue de 4500 à 5000 personnes de moins le nombre des Etrangers qu'y attire ordinairement le séjour de la cour ; que le Roi même a beaucoup de peine à trouver des Seigneurs qui l'accompagnent à la chasse ; que dernièrement de dix-huit chevaux qu'on avoit équipés pour la suite de S. M., il ne s'en étoit trouvé que trois de montés.

Chantilly, au contraire, ne desemplit point. Le Prince a rouvert sa table depuis la naissance du jeune Prince, & c'est une foule de courtisans qui se succèdent pour le complimenter.

17 Août, 1772.

Il paroît un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant l'ouverture du Centieme Denier, dû par les officiers de Justice, Police, Finances & autres, pour l'année prochaine 1773 & les suivantes, & portant Règlement pour les revenus casuels, en date du 6 Juillet 1772.

Ce chef-d'œuvre du génie fiscal est en 48 Articles : il étonne les plus habiles financiers ; on le doit au Sr. *le Seurre*, premier commis des Parties Casuelles, dont les talens dans cette matiere se développent de plus en plus, & sont infiniment supérieurs à ceux de M. *Tontin*, qui a imaginé les *Tontines*, & de M. *Paulet*, auteur de la *Paulette*. Quelques plaisans appelaient ce nouveau Droit la *Seurnete* : il est à souhaiter, pour la gloire de l'inventeur, que ce nom reste & passe à la postérité la plus reculée.

La procédure commencée au nouveau Tribunal contre les auteurs, colporteurs, distributeurs, &c. de la *Correspondance*, n'avance point. Il n'ose prononcer aucun décret sans Lettres patentes qui lui donnent l'attribution des prétendus délits commis par les Commis & autres qui sont à la Bastille, & le Chancelier n'ose prendre sur lui de les faire expédier, de peur qu'il ne s'élève un cri général qui l'accuse de rendre ces nouveaux officiers juges & parties dans la même affaire. Les prisonniers ont déjà déclaré à ce Tribunal qu'ils les regardoient comme incompetens pour en connoître par cette même raison.

M. le Chancelier a indiqué le Sceau pour le 28 de ce mois, jour de la fête, à l'hôtel de la Chancellerie : c'est ainsi qu'il compte s'y installer ; il témoigne à cet égard une joye puérile, qui semble annoncer qu'il regarde cette entrée comme un triomphe.

On écrit de Chanteloup que le Château est toujours très vivant, qu'on y est dans la plus grande aisance, qu'on y reste en deshabillé toute la journée : que les hommes vont à la chasse, les femmes travaillent ; chacun fait enfin ce qu'il veut ; que sur le soir on s'habille avec le même luxe qu'à Paris, qu'on se rassemble ; que ce sont des bals des comédies, des fêtes continuelles ; que M. le Duc de Choiseul se porte à merveille, est gros & gras, & a toujours le même air prévenant & poli.

Depuis quelque tems les écrits sur le procès actuel entre le Roi & la Nation avoient tari, & les bons patriotes gémissaient de ce silence, craignant qu'il ne fût la suite d'une terreur pusillanime, inspirée par les procédures intentées au nouveau Tribunal concernant

la *Correspondance*, &c. Un livre énorme en deux volumes, dont le premier a 541 pages, & le second 653, est une preuve que des mortels laborieux continuent à instruire la défense des Peuples, & que malgré toute la vigilance de la police & de la Magistrature nouvelle, éparpillée sur la surface de la France, il est des asyles où l'on peut faire gémir les presses en silence & dans le loisir le plus long. L'ouvrage en question a pour titre : *Maximes du Droit public François*. Il est d'une trop grande discussion pour ne pas mériter le plus ample examen avant d'en rendre compte

18 Août 1772.

La procession des Cours souveraines pour le vœu de Louis XIII a eu lieu le jour de l'Assomption, à l'heure accoutumée, avec une affluence de spectateurs aussi prodigieuse que l'année passée, quoique le spectacle devînt beaucoup moins intéressant. M. l'Archevêque, qui n'avoit pu officier le matin, ayant trouvé ses douleurs calmées, n'a pas voulu se refuser à cette cérémonie qu'il a regardée comme une espece de triomphe par l'intérêt vif qu'il prend au nouveau Tribunal. Mrs. de la Chambre des Comptes y ont assisté en nombre compétent, après avoir fait les protestations ordinaires & extraordinaires, tant sur le fond que sur la forme: du reste on a remarqué que ces officiers évitoient avec soin de communiquer avec ceux qui leur étoient parallèles, & que pour ne leur pas parler dans les repos de la marche, ils préféroient de causer avec les alguazils qui étoient auprès d'eux sur la ligne en dehors. Bouderie enfantine, qui a fait rire le public! indécence misérable, qui annonçoit de l'humeur seulement & point de fermeté! Les saluts n'ont pas eu lieu non plus, ou se sont faits de mauvaise grace.

18 dudit.

Le nouveau Tribunal a enregistré le 12 de ce mois une foule d'Edits, Déclarations, Lettres patentes, qui ont été publiés aujourd'hui, savoir :

2^o. Des Lettres patentes qui sur les contestations élevées entre le Fermier & des Particuliers de la province de Picardie , & renvoyées par les Juges de quelques Election devant le Conseil , ordonnent que les habitans des Paroisses de la Généralité d'Amiens , & autres Provinces assujetties au Droit de gros , seront tenus de souffrir les inventaires & recolement de leurs vins , cidres & poirés , & de payer les Droits de gros & autres y joints , &c. elles ont été données à Compiègne le 14 Juillet 1772.

2^o. Un Edit , donné à Compiègne en Juillet 1772 , qui ordonne que la Senechaussée de Beaumont-le-Vicomte ressortira à l'avenir du Conseil supérieur de Blois : le motif en est qu'elle se trouvoit dans le cas de ressortir en même tems du Parlement de Paris dans les matieres criminelles & de police , & du Conseil supérieur de Blois dans les cas ordinaires , au moyen de ce que la Senechaussée & Siege Présidial de la Fleche , d'où celle de Beaumont-le-Vicomte ressortit dans les cas de l'Edit des Présidiaux , a été comprise dans le ressort de ce Conseil , &c.

3^o. Une Déclaration qui fixe les droits à percevoir par les Greffiers du Conseil supérieur de Blois , donnée à Compiègne le 21 Juillet 1772.

Ces trois pieces ont été enrégistrées , les Chambres assemblées.

4^o. Un Edit portant suppression de l'office de Notaire établi à Tilloly , & fixation du nombre des Notaires & Procureurs du Bailliage de Roye , à quatre pour les premiers , & cinq pour les derniers. L'Edit est donné à Compiègne au mois de Juillet.

5^o. Un Edit donné à Compiègne , au mois de Juillet dernier , portant création d'un office de Lieutenant-Criminel & de deux offices de Conseillers au Bailliage de Ribemont.

6^o. Enfin des Lettres patentes , données à Compiègne le 31 Juillet , qui autorisent le Sr. Dupont à retirer les Procès & Instances pendans & indécis en la Table de marbre , tant au souverain qu'à l'ordinaire.

 18 Août 1772.

Madame la Duchesse de Chartres est revenue des Eaux plutôt qu'on ne comptoit : elle est partie cette après dînée pour Chantilly, où la Cour des Princes continue d'être très nombreuse. Madame la Duchesse de Bourbon est très-bien ; & le jeune Prince aussi.

 19 dudit.

M. M. d'Aguesseau & de Brou sont en pleines fonctions au Châtelet dans leurs charges d'Avocats du Roi. L'usage est que les avocats à recevoir se fassent présenter par un ancien : M. d'Aguesseau a eu recours à M^c. Gerbier, lors de sa réception en cette première qualité au nouveau Tribunal. L'orateur lui a dit : *Je le veux bien, Monsieur, puisque vous en avez le courage.* — *Ce n'est pas moi*, lui a répondu le jeune homme ; *ce sont mes parens qui m'y ont forcé.* Toute la vieille Magistrature en effet est indignée de voir le fils du Doyen du Conseil, le petit-fils d'un des plus fameux Chanceliers de France, avoir levé la main devant un tel Tribunal, & porter la parole à une Jurisdiction abâtardie, dont les vrais membres gémissent dans l'exil.

 19 Août 1772.

Le 7^e. Numero des *Supplémens à la Gazette de France* paroît, daté du dimanche 9 Août. Celui-ci contiendrait des anecdotes très intéressantes, si elles étoient vraies ; mais il faut être bien en garde contre ce qui est rapporté, dont une partie est fautive, l'autre altérée, & le tout écrit d'un très mauvais ton & dans un genre d'ironie dure & platte. Cependant on y court comme au feu, tant l'homme a d'ardeur pour le mensonge.

 10 dudit.

L'anecdote des cent mille Ecus de pot de vin, réservés par l'Abbé Terrai sur le Bail des poudres, se confirme. Seulement on veut qu'il en ait fait le sacri-

rice complet à Madame la Comtesse Dubarri pour prévenir le mauvais effet qu'avoit produit auprès du Roi cette nouvelle, que M. le Chancelier lui avoit apprise par un zèle de courtisan très pur sans doute & très louable. Le Contrôleur Général prévenu à tems a pris son parti en homme de tête, a mieux aimé de détacher de ce petit revenant bon, & sur le champ est allé prévenir du fait la favorite, comme si son intention n'eût jamais été autre. Ensorte, que le Roi en étant venu faire des gorgées chaudes avec elle, a trouvé cette Dame très disposée à prendre le parti de l'abbé, à prouver à S. M. que tout ce qu'on lui avoit dit n'étoit que méchanceté & calomnie, & que ce Ministre des finances étoit un homme admirable, délicieux.

————— 19 Août 1772. —————

Le livre des *Maximes du Droit public François* est divisé en six Chapitres. On établit dans le premier que les Rois sont pour les Peuples & non les Peuples pour les Rois.

On prouve dans le second que le Despotisme ou le pouvoir arbitraire sont contraires au Droit divin, au Droit naturel, à la fin même du Gouvernement. Dans toute Monarchie bien réglée, les Sujets ont la propriété de leurs biens & la liberté de leur personne. L'usage du pouvoir souverain est borné par des loix fixes. Il y a enfin un Corps dépositaire des Loix chargé de veiller à leur conservation.

On démontre dans le 3^e. Chapitre que la France est une Monarchie, & non un Etat Despote; que les citoyens ont la propriété de leurs biens, la liberté de leur personne.

Dans le quatrième on fait voir que la France est une Monarchie tempérée par des Loix fixes.

Le cinquième présente les Cours souveraines comme des Corps dépositaires des Loix, où toutes les Loix nouvelles doivent être librement vérifiées.

Toutes ces vérités acquièrent un nouveau degré

de certitude par la réponse à quelques objections , qui forment le dernier Chapitre.

On peut regarder le livre en question comme une Encyclopédie politique , renfermant tout ce qui a été dit sur la matière , & l'épuisant absolument : c'est un véritable ouvrage de Bénédictins , qui fait également honneur à la tête , à la mémoire , à l'érudition & à la patience de l'infatigable Ecrivain.

19 dudit. -----

Ce qui prouve véritablement la mauvaise administration du Contrôleur général actuel , c'est que malgré tous ses beaux Préambules , malgré toutes ses promesses , tous ses sermens faits à la Nation , que les moyens extrêmes qu'il avoit pris étoient nécessaires pour prévenir des suites plus funestes , & que l'origine du mal venant de la facilité avec laquelle on avoit mangé par anticipation les revenus de l'Etat , il alloit remédier à ce principe vicieux ; on mange encore d'avance : ce qui se démontre par les nouvelles Rescriptions que font les Receveurs généraux des finances , & l'empressement de l'abbé Terrai à renouveler les Baux d'affaires qui doivent durer encore quelques années. Telle est celle des Droits réservés , dont le Bail ne doit recommencer qu'en 1775 , & sur lequel on fait déjà donner des à comptes par les Régisseurs.

20 Août 1772. -----

Il s'est élevé une singulière question , savoir , si les Religieux de Ste. Genevieve sont , ou ne sont pas Chanoines Réguliers ? S'ils sont , ou ne sont idoines à posséder des Cures ? Par qui doivent être possédées les Cures des maisons qui forment leur Congrégation ? Cette question débattue est résolue dans une Consultation , imprimée de 44 pages in-4^o. pour les Prêtres séculiers pourvus des Cures de St. Etienne du Mont & de St. Medard , dépendantes de l'Abbaye Royale de Ste. Genevieve de Paris.

Le Conseil y décide que les Religieux de Ste. Genevieve, comme membres de la Congrégation de France, ne sont point Chanoines Réguliers, mais de simples Religieux, institués pour vivre dans l'étroite observance de la règle de St. Augustin.

Qu'ils sont inhabiles à posséder des Cures, & que les Prêtres séculiers sont les seuls capables de posséder ces Cures, Cette question va exercer la sagacité du nouveau Tribunal.

————— 21 Août 1772. —————

L'affaire de St. Severin, qui devoit être agitée mercredi, aux Chambres assemblées, a été renvoyée au lendemain, jeudi, à cause des importantes affaires de Messieurs. Le jeudi il y a eu des voix pour laisser l'affaire-là, & ne point la suivre. c'étoit en général l'avis des membres du Grand Conseil, qui se flattent de n'être pas compris dans la haine universelle, & surtout dans le mépris public; mais le surplus n'a pas opiné si tranquillement, & l'affaire a été réglée à l'extraordinaire, comme le vouloit le Procureur général.

————— 22 Août 1772. —————

Il paroît des Lettres patentes du Roi, données à Compiègne le 13 Juillet 1772, enregistrées au Nouveau Tribunal le 3 Août 1772, qui confirment & autorisent les Délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire du Clergé, des 16 & 30 Juin 1772, au sujet de la somme de dix millions de livres de Don gratuit, accordé à S. M. par ladite Assemblée.

Il résulte de ces Délibérations que cette somme de dix millions de Capitaux de dettes à emprunter par le Clergé, au denier vingt, jointe aux vingt-huit millions neuf cens cinquante mille livres de Capitaux au même denier, restant dûs au 1 Octobre prochain, composeront une masse de 38,950,000 Livres dûes par cet Ordre, dont les intérêts annuels formeront une somme de 1,947,500 Livres.

Pour faire le fonds des arrérages & des remboursemens, à commencer au 1 Avril 1773, le Clergé se servira de l'imposition destinée pour les rentes au denier vingt, montant, distractions faites des taxations de trois deniers pour livres des Receveurs Diocésains, à 2,551,725 Livres 14 sols: à laquelle il sera joint par supplément une nouvelle imposition de 500,000 Livres, qui commencera d'être levée à compter du terme de Noël prochain; ce qui montera à la somme de 3,051,725 Livres 14 sols par année, qui sera employée au remboursement des rentes au denier vingt, réunies indistinctement, à commencer audit jour 1 Avril 1773: ce qui, avec l'accroissement des arrérages éteints, opéreroit leur entière libération en l'année 1793.

En conséquence, il a été fait & arrêté dans ladite Assemblée un nouveau département de la somme de 3,089,872 Livr. 5 sols 5 den. y compris les taxations des trois deniers pour livre des Receveurs diocésains, &c.

A l'égard du fonds de 500,000 Livres, dont S. M. s'est engagée de faire continuer le paiement au Clergé chaque année, jusques & compris 1796, il sera affecté au remboursement des Capitaux des Rentes au denier vingt-cinq, jusques à leur extinction totale, au 1er Juillet de ladite année 1796.

22 Août 1772.

La Police, toujours attentive, surtout dans ces tems désastreux, à fournir au Peuple de l'aliment à sa curiosité & une distraction à sa misère, a imaginé un nouveau spectacle pour l'amuser, d'autant plus agréable pour lui qu'il ne coûte rien. Depuis quelque tems on voyoit chez nos marchands d'Estampes des caricatures très originales sur nos coëffures élevées, appelées à la *Monte au Ciel*, tant en femmes qu'en hommes. On a réalisé ces personnages, & dans un Café de la Foire St. Ovide, ces figures bizarres, de l'un & de l'autre sexe, restent en proye

aux regards de la multitude, qui ne peut se lasser de les considérer & d'en rire. Le tout est accompagné d'une musique analogue, & de chansons très ordurières, qui ne devroient pas être tolérées aux oreilles d'une Nation tant soit peu pudibonde, mais qui passent à la faveur de la licence prétendue des foires. Cette farce attire un peuple immense.

— 23 Août 1772. —

Le Livre des *Maximes du Droit public François* a fort offensé le Gouvernement, qui en fait faire des recherches sévères. L'Article des Lettres de cachet est celui qui lui déplaît davantage. L'Auteur prouve qu'elles sont contraires à la liberté des actions & des personnes, second attribut de la liberté Française. Que les Loix des Empereurs Romains, les décisions de nos Ordonnances, en proscrivent, soit formellement, soit implicitement, l'usage. Il en développe les inconvéniens & l'injustice; il fait voir qu'elles sont contraires à la fin de toute société: il examine & refute les raisons sur lesquelles on prétend les justifier; il décide enfin qu'on n'est pas obligé d'y obéir; que le Parlement auroit encore moins dû obtempérer aux Lettres de cachet qui le dispersent.

Cette assertion, qui révolte les partisans du Despotisme, est l'endroit du Livre le mieux traité. En général, il est écrit avec un grand phlegme; nulle chaleur, nulle éloquence même; tout y est principe, raisons & bon sens. On attribue l'ouvrage à M. de Montblin, Conseiller au Parlement, exilé aux confins du Poitou & de la Bretagne, dans un endroit mal sain; & dont la santé délicate & très altérée par sa translation n'a pu rallentir son courage & sa fermeté, ni adoucir la dureté de son persécuteur. Ce Magistrat, quoique jeune encore, étoit une des lumières de sa Compagnie, & l'orateur le plus en vogue. Un défaut de son ouvrage, s'il est de lui, mais qui le décele néanmoins pour un membre du Parlement, est l'intérêt trop concentré dans cette Compagnie, sans insister, comme il le faudroit, dans les circon-

stances, sur la nécessité de l'Assemblée des Etats Généraux, le vrai remède pour raffermir la Constitution du Royaume ébranlée.

————— 25 Août 1772. —————

Le paragraphe des *Maximes du Droit public François* qui fait le plus de sensation & de bruit, est celui où l'Auteur pose les principes du Parlement de Paris, garni de Princes & de Pairs, sur les bornes de l'obéissance due aux Magistrats. — Il cite à cette occasion les Remontrances faites au sujet des violences exercées par le Duc de Fitz-James contre le Parlement de Toulouse; Remontrances qui n'avoient point été publiées jusqu'à présent, sans doute par égard pour la Cour, qui en avoit désiré le secret. Les objet arrêtés le 16 Janvier 1764 qu'on rapporte dans toute leur étendue, sont d'une éloquence dure, d'un style raboteux, mais pleins de vérité, de force & d'énergie. On les trouve page 585 du 2me volume & suivantes. L'Ecrivain s'en prévaut, comme établissant à cet égard la doctrine du Royaume, par le concours des Princes & Pairs à la former.

————— 26 Août 1772. —————

Les Vues réelles, & le Système politique de la Régence de Dannemarc développés. — Tel est le titre d'une brochure imprimée à Londres, dans laquelle on prétend déduire les causes de la dernière révolution arrivée à Copenhague, fondées sur des papiers authentiques, par Christiern-Adolphe Rothes, ci-devant Conseiller de Conférence, Secrétaire du Cabinet de S. M. Christiern VII, & grand Assesseur du Conseil suprême d'Altona. On veut que cet écrit ait été publié originairement en François à Hambourg.

L'auteur ne craint point d'avancer qu'une intrigue abominable a ourdi la trame du complot qui a conduit sur l'échaffaud *Struensée & Brands*, & a fait rendre un jugement inique contre l'infortunée Reine, sœur du Roi d'Angleterre. Mais l'on ne peut que

regarder cette Princesse comme coupable, tant qu'elle n'aura pas publié un Manifeste pour dévoiler à toute la terre l'iniquité de sa condamnation.

Du reste, la brochure est fort mal écrite, sans chaleur, sans noblesse, contient très peu d'anecdotes, & ne semble pas même exiger une grande confiance.

————— 30 Août 1772. —————

L'Arrêt du Conseil qui avoit été rendu sur l'évocation du Procès de M. l'Evêque de Rennes n'avoit point été unanime; trois voix ont opiné pour casser absolument l'Arrêt, & infirmer toute la Procédure; mais sept l'ont emporté, seulement pour arrêter l'instruction criminelle, & renvoyer ledit Evêque, au Civil, par devant le même Parlement. Sur quoi le Prélat a présenté une seconde Requête fort bien faite, où il fait sentir l'absurdité de renvoyer au même Parlement la connoissance d'une accusation sur laquelle il a déjà prononcé. Il a été débouté de sa demande, & il est obligé de revenir plaider au même Tribunal, Mais comme le Parlement de Rennes est en Vacances, il reste en quelque sorte *in vacatu*, ainsi qu'on le cherchoit: & l'on a profité de cet événement pour lui ôter la Présidence des Etats, en les établissant à Mortaix, qui est mi-partie sur l'Evêché de Saint Brieux & sur celui de Saint Paul de Léon; & comme ils doivent se tenir dans le Diocèse de ce dernier, ce sera lui qui les présidera. Il doivent s'ouvrir vers la mi-Octobre.

————— 31 Août 1772. —————

Mlle. *Morfi* est la première fille publique que Madame *Pompador* ait mise dans le lit du Roi, lorsque le goût de ce Monarque & le dépérissement de ses charmes la mirent dans le cas de se réduire aux fonctions de Surintendante de ses plaisirs. La première, devenue enceinte, eut une fille de S. M. Peu après on maria la mère à un Gentilhomme Périgourdin, qui reconnut l'enfant. — Elle a grandi, & est aujourd'hui en état d'être mariée. M. l'abbé

Terrai, qui ne néglige aucun des liens qui puissent l'attacher au Trône, a imaginé de faire épouser à la Delle. un de ses neveux; & comme il convient de faire un fort considérable à ce fortuné mortel, il est question d'un grand arrangement de finances pour l'établir. On va mettre en charge la Commission de Receveur général du Vingtième, qu'avoit le Sr. de *St. Wast*. — On veut y réunir toutes les places de Receveurs particuliers de la Capitation, & l'on créera ce nouvel Office sur le pied de six cens mille francs de Capital, qui serviront de dot à l'Epousée. On propose ce revirement sous le spécieux prétexte d'une utilité publique, en ce que ces places coûtoient en totalité 370,000 Livres d'appointemens, & qu'on obligera le nouveau Titulaire à se contenter pour tout de 100,000 Livres de rentes.

————— 31 Août 1772. —————

On fait courir dans le monde des *Revers* & des *Légendes*, qui ne partent certainement pas de l'Académie des Inscriptions & Belles Lettres: elles sont en général très méchantes, & conséquemment font beaucoup de bruit; les voici:

Revers & Légendes.

LA FRANCE.

Rev... Un vaisseau battu par la tempête.

Lég... *Ventis urgetur & undis.*

LE ROI.

Rev... Un Soleil éclipsé.

Lég... *Abeunte nitebis.*

LES PRINCES EXILÉS.

Rev... Une Lune.

Lég... *Sole adversante r. fulget.*

LES DUCS PROTESTANS:

Rev... Un Faïfceau de traits.

Lég... *Iuncta corroborantur.*

LES AUTRES DUCS:

Rev... Un Hameçon.

Lég... *Mergens decipit & rapit.*

MADAME DUBARRI:

Rev... Un Vafe qui fuit.

Lég... *Indè mali labes.*

LE CHANCELIER:

Rev... Un Volcan.

Lég... *A splendore malum.*

LE DUC DE LA VRILLIERE:

Rev... Une Girouette.

Lég... *Quocumque spirat obsequor.*

M. BERTIN, MINISTRE:

Rev... Un Gagne petit.

Lég... *Parvis parva decent.*

M. L'ABBE' TERRAI:

Rev... Une Sang-fue.

Lég... *Non missura cutem, nisi plena cruoris.*

M. DE MONTEYNARD.

Rev... Une Tortue.

Lég... *Lentis ut cauius.*

LE DUC D'AIGUILLON.

Rev... Une Roue.

Lég... *Sursum, moxque deorsum.*

Tom III.

O

M. DE BOYNES.

Rev... Un Serpent au haut d'un arbre.

Lég... *Rependo.*

MADAME LOUISE.

Rev... Une Chandelle qu'on mouche.

Lég... *Minuitur ut elucescat.*

L'ARCHEVEQUE DE PARIS.

Rev... Une Taupe.

Lég... *Occultè laborat.*

LES JESUITES.

Rev... Un Hydre à 7 têtes.

Lég... *Altero adherente tantum.*

LE PEUPLE.

Rev... Un Mouton.

Lég... *Ex uvilis cumulantur oves.*

LES CONSEILLERS D'ÉTAT.

Rev... Des Roseaux.

Lég... *Flectere nostrum est.*

LES MAITRES DES REQUÊTES.

Rev... Une Fleche en l'air.

Lég... *Mittentis pulsus sequetur.*

L'ANCIEN PARLEMENT.

Rev... Le Temple de Thémis embrafé.

Lég... *Novi Sæculus Erostratis.*

LE NOUVEAU PARLEMENT.

Rev... Un Ane bâté & bridé.

Lég... *Ad omnia paratus.*

LE GRAND CONSEIL.

Rev... Un Maronnier d'Inde.

Lég... *Fructu cognoscat arbor.*

LA CHAMBRE DES COMPTES.

Rev... Une cruche qui panche.

Lég... *Inclinata viit.*

LA COUR DES AIDES.

Rev... Des Abeilles.

Lég... *Spicula figentes fereunt.*

LES AVOCATS AU PARLEMENT.

Rev... Un Arbre, moitié verdet, moitié sec.

Lég... *Altera parte resurget.*

LES PROC. AVOC. DU PARLEM.

Rev... Un Oïson.

Lég... *Vocè & penna notandus.*

LES PROCUREURS SUPPRIMÉS.

Rev... Un Chien de basse-cour.

Lég... *Fures allatras.*

31 Août 1772.

Extrait d'une Lettre de Maçon du 25 Août 1772.
Nos Officiers du Bailliage supprimés sont toujours fermes, & aucun ne s'est fait liquider. La finance est si petite qu'ils n'ont pas eu de peine à faire ce sacrifice. Les Officiers de l'Election qui ont eu l'indignité de les remplacer, en sont bien récompensés; ils viennent de recevoir leur remboursement sur un très bon pied, & l'on n'a exigé d'eux qu'une très modique finance pour leurs nouvelles charges. Ce remboursement s'est fait par les Etats de la Provin-

ce en especes sonnantes, & c'est une augmentation d'impôts de 160,000 Livres environ, qu'il faudra lever pour remplir ce deficit. C'est le Sr. Moreau, notre Evêque, qui a arrangé cela; c'est un Conseiller ancien au Parlement qui avoit toujours été suspect à sa Compagnie, & qui leve aujourd'hui le masque avec la plus grande audace. Il doit son élévation à l'Episcopat & à sa trahison.

———— 1er Septembre 1772. ————

Le Procès de Madame la Comtesse de Merle, qui plaide contre Madame Gilbert de Voisins, sa fille, en faveur de laquelle M. de Moras a fait des dispositions très avantageuses par son Testament, est à la veille de se juger. Cette affaire importante, & par le fonds & par la qualité des personnages & par l'éloquence des Orateurs, soutient la foule des curieux. Madame de Merle a déjà répandu un Mémoire fort amer contre le défunt, contre son gendre, & contre les prétendus instigateurs du Testament. L'Avocat Brudet, accusé d'être le principal d'entr'eux, publie une *Exposition des faits concernant le Testament de M. de Moras*, avec beaucoup de netteté & de modération; il développe dans quel esprit ils ont été rédigés par le défunt; il les présente comme le fruit d'une longue délibération: d'une haute sagesse: bien loin qu'ils soient l'ouvrage de la suggestion. — On y remarque surtout l'onction tendre avec laquelle l'Ecrivain s'y étend sur l'amitié de M. de Moras en sa faveur, & sur la vive reconnoissance dont il est pénétré. Il seroit à souhaiter que nos jeunes gens du Barreau prissent ce Mémoire pour modelé, & ne s'écartassent jamais du bon sens, de la raison, du sang-froid qui y dominent.

Quant au premier dont on a parlé, ayant pour titre: *Faits de la cause, & pièces justificatives pour la Comtesse de Merle: Signé, le Roi, Avocat*; ce n'est qu'un tissu de minuties, de tracasseries domestiques, par lequel on prétend prouver l'obsession, & la

nécessité d'annuler quelques dispositions principales qui en ont été la suite.

----- 1er Septembre 1772. -----

Le nouveau Tribunal, Grand'Chambre & Tournelle assemblées, a enrégistré le 20 du mois dernier, des Lettres patentes, données à Compiègne le 14 Août, qui approuvent la Buile du 15 Juillet dernier, concernant l'Ordre des Bénédictins.

Le même jour il a enrégistré d'autres Lettres patentes, du 7 Août, portant que les Notaires, Greffiers, Huissiers, ou Sergens Royaux, qui seront requis de faire les prises & ventes des Biens meubles, se pourvoiront par devant les Juges Royaux ou Municipaux, où la vente devra être faite, à l'effet d'en obtenir la permission.

Le même jour il a enrégistré, les Chambres assemblées un Edit portant établissement de Droits sur les Cuirs, dans les Duchés de Lorraine & de Bar. Cet Edit a été donné à Versailles au mois de Mai.

----- 2 Septembre 1772. -----

1. On a parlé, l'année dernier, des *Aréomontres* ou *Pese-liqueurs*, inventés & fabriqués par le Sr. Cartier, dont l'usage avoit été d'abord ordonné & ensuite suspendu. Le Procureur général ayant requis de faire cesser cette suspension, dont la durée doit avoir suffisamment prouvé aux Négociations la protection que la Cour accorde au Commerce, mais dont une plus longue prorogation dégénéroit en abus préjudiciable aux intérêts du Roi & de ses sujets, le nouveau Tribunal a rendu, le 21 Août dernier Arrêt, qui ordonne que dans un mois, à compter du jour de la publication du présent Arrêt, les Lettres patentes du 3 Août 1771 seront exécutées selon leur forme & teneur, &c.

Le nouveau Tribunal a rendu, le 26 du mois dernier, un Arrêt, portant Règlement pour la Régie des droits sur les Cuirs.

Le 27 il a enrégistré 1^o. des Lettres patentes, données à Compiègne le 15 Août, portant que les Droits établis sur l'Amidon, par l'Edit du mois de Février 1771, & la Déclaration du 1^{er} Mars suivant, seront perçus dans la Principauté de Dombes.

2^o. Des Lettres patentes, concernant les Priseurs-Vendeurs de Biens-meublés, dans la Principauté de Dombes. Ces Lettres patentes sont aussi donnés à Compiègne le 15 Août.

3^o. Autres Lettres patentes dudit jour, portant que l'Edit du mois de Juin 1771, qui a abrogé les Décrets volontaires, & les Lettres patentes du 7 Juillet suivant, seront exécutés dans la Principauté de Dombes, à l'exception des articles 35 & 36 dudit Edit.

————— 2 Septembre 1772. —————

Le Sr. *Calmar de Sara*, Conseiller au nouveau Tribunal, malade depuis quelque tems de la poitrine, est mort ces jours derniers. C'est le premier de ces Messieurs qui succombe à ses glorieux travaux, & finisse ainsi au lit d'honneur. Ce *Calmar* étoit cousin d'un *Calmar de Montfoli*; mis, il y a quelques années, au carcan par Arrêt du Parlement, & envoyé aux Galeres où il a péri.

————— 3 Septembre 1772. —————

On a fait en Normandie, à l'occasion du voyage de Madame la Duchesse de Chartres aux Eaux de Forges, & de celui de M. le Duc de Chartres, un ouvrage appelé *Gazette Normande*. C'est un journal, modelé sur les *Supplémens à la Gazette de France*, c'est-à-dire, bien méchant, bien mensonger, bien calomnieux, avec quelques vérités cependant, comme cela doit être.

————— 3 Septembre 1772. —————

Le nouveau Tribunal vient de faire un exemple éclatant de sa justice sur le nommé *Foussardin*, Avocat du Parlement, c'est-à-dire ancien Procureur mis

en charge. Il a été dénoncé aux Chambres assemblées comme accusé de friponnerie , & le fait ayant été avéré, il a été interdit : c'est le premier de ces gens-là sur qui le nouveau Tribunal ait appesanti son bras.

M. le-Chancelier , qui connoissoit l'homme , avoit eu beaucoup de peine à l'agréer , & ce n'est que par commiseration pour ce malheureux , qui s'étoit jeté à ses genoux , qu'il l'avoit laissé insérer sur la liste.

----- 3 Septembre 1772. -----

Suivant les nouvelles de Rouen , le Conseil supérieur , qui ne s'est trouvé à la Procession du 15 Août qu'au nombre de 12 Membres , a essuyé toutes les avanies possibles. Le Sr. *Fiquet de Normanville* , si vilipendé déjà , & qui en la qualité de Président devoit fermer la marche , a voulu se soustraire à la cérémonie , mais les Conseillers lui ont déclaré qu'ils n'iroient point sans lui ; il a fallu boire le calice jusques à la lie. Les Chanoines de la Cathédrale ont absolument refusé le salut à ces Mrs. Le Corps de la ville leur tournoit le dos , dans la marche ; le Peuple les huoit , & les Troupes faites pour mettre le bon ordre leur faisoient aussi des niches..... Ces nouveaux Magistrats ont été outrés , & ont porté des plaintes en Cour.

----- 4 Septembre 1772. -----

Les espérances des bons patriotes renaissent : quelques faits assez constans les appuyent ; on y a joint des inductions tirées de certains autres , & plusieurs anecdotes qui semblent apocryphes , mais qui reçoivent de la consistance par ceux qui les attestent.

1^o. La prépondérance de M. de *Boynes* au Conseil se manifeste par la révolution extraordinaire qu'il a opérée dans la Marine ; révolution sous laquelle il pensa succomber , & qui ne peut avoir réussi qu'autant qu'il a pris le dessus. Or ce Ministre-ci , décidément contrarié par le Chancelier , ne peut avoir

gagné que l'autre n'ait perdu , au jugement de tous les Politiques , & pour peu qu'il ait de l'ascendant , on est encore d'accord à croire qu'il ne doit qu'augmenter.

2°. La réponse cathégorique donnée par le Prince de Condé au Bailliage d'Enghein , qui venoit pour le complimenter ; réponse plus précise encore qu'on l'a dit , & qui portoit ouvertement que *S. A. ne recevoit point la harangue de juges qui avoient reconnu le nouveau Tribunal* , est une démarche d'éclat , qui annonce un dessein formel de ne garder aucun ménagement.

3°. M. *Nouveau de Chenevieres* , Conseiller au Parlement très zélé , très noté auprès du Chancelier , & conséquemment relégué très loin , sollicité par sa famille de faire liquider , pour venir mettre ordre à ses affaires , qui périssent & sont dans le plus mauvais état , a pris le parti d'écrire à un de ses parens , attaché à M. le Comte de la Marche , pour lui demander conseil. Ce parent ne pouvant décider pour lui-même , a mieux aimé s'en ouvrir à M. le Comte de la Marche , pour savoir ce que S. A. S. pensoit de la besogne , si cela durerait longtems , & si M. de Chenevieres devoit perdre toute espérance ? A quoi le Prince a répondu , qu'il y a quelques mois il auroit donné le conseil de se faire liquider , mais qu'aujourd'hui les choses avoient changé de face , & que c'étoit le moment de temporiser.

4°. La façon d'être de M. le Chancelier au Sceau tenu le 28 du mois dernier à la vraie Chancellerie , a été observée par les Physionomistes & les Politiques. D'abord on s'attendoit à le trouver plus radieux que de coutume , vu la circonstance de sa prise de possession qu'il avoit fort à cœur. Point du tout , il ne l'étoit que par intervalles ; de l'inquiétude , du sérieux , se manifestoit de tems en tems ; & déceloit sa contrainte : plusieurs distractions lui sont échappées , biens opposées à l'aisance , à la facilité , à la présence merveilleuse qu'il apporte à tout.

ce qu'il fait. En outre, la Cour, qu'on prétendoit aussi devoir être très nombreuse : comme pour le féliciter de son triomphe, étoit courte & médiocre. Monseigneur n'a point tutoyé, ainsi qu'il fait toujours, les favoris, les amis, les serviteurs; & contre son ordinaire, il a été brusque, & a fait des impolitesse^s marquées.

5^o. On a vu des chaises de poste arriver de nuit & mystérieusement à la Meute, pendant le séjour que le Roi y a fait en revenant de Compiègne. On veut qu'il y eut dedans des Présidens à mortier qui aient eu des conférences avec S. M. On n'est point d'accord sur la qualité des personnages, mais le fond de l'anecdote passe pour vrai.

6^o. Enfin une vigueur générale semble raviver les exilés, & ceux qui jusqu'à présent avoient été les plus taciturnes, les plus incrédules, se développent, & manifestent assez ouvertement leur espoir.

————— 5 Septembre 1772. —————

Mrs. de la Chambre ont eu plusieurs conférences avec le Contrôleur général, depuis son retour de Compiègne; ils paroissent assez contents de ce Ministre, qui n'a encore rien terminé à cet égard; mais s'est prêté à toutes les représentations qu'on lui a faites, en a reconnu la validité, & ils attendent incessamment de lui la justice qui leur est due.

————— 5 Septembre 1772. —————

Un parent de feu^e Madame Douhet, cette virtuose si renommée parmi les Poétiques pour les Mémoires manuscrits qui se rédigeoient chez elle sur les événemens publics & particuliers, continue ce Journal intéressant. Dans un de ses articles il est tombé vertement sur le Sr. Marin, & a fait sentir l'imbécillité de ce rédacteur de la Gazette de France, en adoptant les contes qu'on lui a envoyés sur le prétendu hydroscope, & les insérant avec la plus grande attention, se vantant même d'être le premier au-

teur des nouvelles publiques qui en ait fait mention. On a renvoyé de Marseille au Sr. *Marin* le jugement qu'on portoit de lui sur cet objet. Il a été outré; il s'est plaint au Ministre des Affaires Etrangères, il a fait accroire à ce Ministre qu'on dégradait la Gazette de France en vilipendant son auteur; & comme il n'étoit gueres possible d'attaquer le Critique sur un travail aussi innocent, on a fait arrêter son Laquais, dont il se servoit pour envoyer les nouvelles à ses amis; & on l'a fait mettre au Fort-l'Évêque au secret. On a pris pour prétexte qu'il trafiquoit de ces nouvelles. Ce procédé indigne du Sr. *Marin* donne encore plus mauvaise idée de son cœur qu'on ne l'a de son petit esprit. Il rappelle le principe du grand *Colbert*, qui, dans ses Instructions pour la Marine, avoit une si méchante opinion des Provençaux, qu'il recommanda expressément de n'en employer aucun dans les grandes places de l'administration & du Gouvernement.

————— 6 Septembre 1772. —————

Il n'y a plus de doute sur les nouvelles de Suede. On vient d'imprimer à l'Imprimerie du Département des Affaires Etrangères à Versailles, la relation de ce qui est arrivé à Stockholm, depuis le 19 jusqu'au 21 du mois dernier; on y voit comment en 54 heures le Roi de Suede rompant les liens qui l'asservissoient au Sénat, a repris les rênes de l'Empire, telles que *Gustave-Adolphe* les dirigeoit; & qu'elles ont été conduites jusqu'en 1680. Si l'on en croyoit cette relation, l'événement auroit été subit, mais par la combinaison des faits qui y sont rapportés, on ne peut le regarder que comme le résultat d'une Politique profonde & combinée de loin. L'exécution en a été des plus heureuses, sans effusion de sang, & par la détention seulement de quelques personnages importants dont il a fallu s'assurer. S. M. Suédoise n'a point négligé la forme du serment, lien très fort, sans doute, & très durable, tant qu'elle aura les

troupes & la force de son côté. Cet événement exalté beaucoup ici par les partisans du Despotisme, attriste les Patriotes.

6 Septembre 1772.

La nuit du 23 au 24 du mois dernier une garde nombreuse s'est emparée des avenues du Couvent des Barnabites, & l'on a arrêté le Pere *Miraçon*, fameux Janséniste, interdit depuis longtems & très mal noté auprès de M. l'Archevêque de Paris. Ce Religieux âgé, frappé de terreur à la vue de tous ces Aiguazils, avoit pourtant eu la préience d'esprit de dire au frere qui les conduisoit, *souffl. ta lumière.* A la faveur de l'obscurité, il s'étoit soustrait à leur garde, & s'étoit réfugié dans le clocher, où on l'a trouvé, après beaucoup de recherches. Ces recherches se sont étendues à tout le Couvent, & jusqu'aux lieux les plus secrets. Il paroît qu'on soupçonnoit un entrepôt chez ces Religieux. On n'a rien trouvé, pas même dans la chambre du Pere *Miraçon*, sauf un exemplaire de la *Gazette Ecclésiastique* de la semaine. Il a déjà subi trois interrogatoires, dont il n'a rien résulté. Il est traité avec beaucoup d'égard & de politesse, & comme c'est un homme de Lettres qui travaille à l'histoire du Béarn, on lui a fait remettre ses livres & ses papiers, pour qu'il pût continuer cet ouvrage. Il se promenoit souvent aux Tuilleries avec beaucoup de Nouvellistes, qui ont été fort alarmés au premier bruit de sa détention, mais sont rassurés aujourd'hui.

6 Septembre 1772.

Le mariage du neveu l'Abbé *Terrai* avec la Dlle. fille du Roi & de Mlle. *Morfi*, s'est fait à la Motte, terre du Contrôleur général; & il est décidé aujourd'hui qu'on érige en sa faveur la place de Receveur général du Vingtième en une charge de 600,000 Livres, dont la finance servira de don, de la part du Roi, à la Dlle. Le Sr. de *St. Wast*, ainsi déposéillé

fans en être averti, est allé porter des plaintes amères au Ministre. Celui-ci, qu'on fait n'être pas fort compatissant, l'a rassuré sur les craintes que l'autre témoignoit pour la réputation qui pouvoit souffrir d'un traitement aussi injurieux. Du reste, il lui a répondu qu'il étoit assez riche, qu'il venoit faire trop tard ses représentations, & qu'il fa loit que chacun eût son tour. On parle de réunir encore à cette place celle de receveur de la Ville, dont la charge avoit été supprimée, & mise en commission pour le Sr. *Du Reste*.

Quant à la première, on ne peut voir sans frémir un tel arrangement, puisqu'ériger en charge une Commission de Receveur du Vingtième, c'est annoncer bien clairement que bien loin de songer à éteindre l'impôt, on a le projet de le continuer à perpétuité.

----- 7 Septembre 1772. -----

M. de Gribeauval persiste à vouloir être jugé dans l'affaire de l'Artillerie, qui n'est point finie; il a eu recours à Madame la Comtesse Dubarri, qui a dit au Roi que cet officier avoit raison, & qu'il falloit lui faire justice dans un conseil de guerre. M. de Monteynard n'a pu se refuser à de tels ordres; mais sous prétexte de préparer les piéces du Procès, il a dit qu'il alloit faire faire de nouvelles informations sur les lieux, qui, prises & données par les parties intéressées, seront tout-à-fait conformes à ce qu'il a décidé. On ne sauroit ne pas reconnoître que ce ministre très slegmatique, & dont on vanioit l'équité, apparemment gâté par le soufle pestilentielle de la cour, n'est point exempt de prévention, & trouve à son tour qu'il est doux d'être Maître & Despote dans sa partie. On croit au surplus qu'avant de former le Conseil de guerre, le projet est de chercher les moyens d'entacher M. le Duc de Choiseul.

----- 8 Septembre 1772. -----

M. le Duc d'Aiguillon avoit fait imprimer en dili-

gencé, par ordre du Roi, une quantité d'exemplaires de la relation de ce qui est arrivé à Stockholm le 19 Août, & en avoit envoyé à tous les gens en place : ensuite on en a distribué *gratis* & sans distinction aux personnes qui en ont voulu à Versailles. La Police à Paris a reçu injonction d'en délivrer gratuitement aux curieux. On juge de l'esprit du Gouvernement par son attention à propager ainsi la *Doctrine du Despotisme* en divulguant les actes qu'en exercent les divers Souverains.

————— 8 Septembre 1772. —————

Le nouveau Tribunal, hier avant de se séparer, a tenu une grande assemblée de Chambres pour statuer sur ce qu'on feroit concernant les deux affaires de St. Severin & de la *Correspondance*, pendant les Vacances, & si l'on autoriseroit la chambre des Vacations à en connoître. Les avis ont été fort tumultueux : le bon homme *Sauvigny* a tâché de calmer les esprits le mieux qu'il a pu. On veut qu'il n'ait été rien statué sur cette Délibération ; mais qu'il y ait eu pluralité pour secréter le Sr. le *Peige*, fameux Avocat & Bailli du Temple. Les plus animés vouloient que sur la simple dénonciation de quelques témoins ; ayant ouï dire que ces livres s'imprimoient au Temple, ledit *le Peige* fût décrété d'ajournement personnel. Le Premier Président a encore paré ce coup, en faisant envisager à Mrs. le danger de se compromettre vis-à-vis du Prince de Conty ; & l'on dit qu'il n'est décrété que d'assigné pour être ouï.

————— 9 Septembre 1772. —————

Les bruits de pour-parlers avec les anciens Membres du Parlement non liquidés, se confirment ; se réalisent & ne sont plus douteux. Mais ils viennent de la part même du Chancelier qui, convaincu de l'impossibilité de laisser subsister la justice gratuite, & la non-venalité des charges de Magistrature, (hi-mere dont il avoit besoin pour servir de prétexte à la révolution qu'il vouloit introduire,) voudroit au-

jourd'hui consolider sa besogne par la rentrée de ceux qui l'offusquent, & dont il n'auroit plus rien à craindre, puisque, par une pareille démarche, ils approuveroient de fait la suppression & recreation. On convient que certains membres ont rejeté bien loin des propositions pareilles, mais on n'est pas également d'accord sur tous, & l'on craint fort que les Grand-chambriers, les vieillards, les gens à sac & à épices, ne profitent de l'occasion de rentrer & de récupérer le tems & l'argent perdu.

Par cet arrangement le Chancelier couvriroit encore l'impéritie, la diffamation de son nouveau Tribunal, & ôteroit aux Princes tout prétexte d'opposition.

————— 10 Septembre 1772. —————

On parloit depuis quelque tems d'un ouvrage sur la Tactique très recherché & très défendu, par l'adresse de l'auteur à y insérer des choses extrêmement fortes & hardies; il en a percé enfin des exemplaires dans ce pays-ci. C'est un ouvrage en deux volumes in-4^o. ayant pour titre *Essai général de Tactique*, précédé d'un discours sur l'état actuel de la Politique & de la Science Militaire en Europe, avec le plan d'un ouvrage intitulé, *la France Politique & Militaire, dédié à ma Patrie*.

La Préface, qui est le morceau proscrit, & précieux conséquemment, est divisée en deux parties: la première a pour titre *Tableau de la Politique actuelle*. Son parallèle avec celle des anciens, les vices, obstacles qu'elle apporte à la prospérité & à la grandeur des Peuples.

La seconde est intitulée *Tableau de l'art la guerre depuis le commencement du monde*. Situation actuelle de cette science en Europe. Son parallèle avec ce qu'elle fut autrefois. Nécessité du rapport des Constitutions Militaires avec les Constitutions Politiques. Vices de tous nos Gouvernemens modernes sur cet objet.

On voit combien ces grands objets peuvent prêter à la plume d'un Philosophe éloquent & plein de génie : ils sont traités avec beaucoup de chaleur & d'énergie.

L'ouvrage est prodigieusement cher & paroît imprimé à Londres , le seul endroit où la Vérité & la Liberté puissent encore se faire entendre.

II dudit.

Le Payement des rentes sur l'hôtel de ville , bien loin de mieux aller , comme on le faisoit espérer , va plus mal : les *debts* des payeurs arriérés ne se montoient décidément qu'à cinq millions , ce qui , suivant leurs représentations , ne faisoit qu'une faible partie des dix-huit millions dont l'hôtel de ville étoit en retard. Ces *debts*, acquités il en est resté un de 14 millions , qui s'accroît journellement , parce que le Contrôleur Général ayant augmenté les rentes , tant par ses conversions en rentes viagères de beaucoup d'effets , que par le renvoi à la ville des rentes de la Compagnie des Indes qui se payoient à l'hôtel , & n'ayant pas réuni les fonds destinés à l'acquit de ces charges , la recette ne peut être en proportion de la dépense. L'extinction même des rentes viagères qui a servi de prétexte pour ne pas accroître la masse des fonds , est nulle , au moyen de la mauvaise administration qui les fait passer à d'autres têtes , en bénéfices , en récompentes ou en faveurs de S. M.

II Septembre 1772.

On parle beaucoup des fêtes données à la Monte pour le mariage du neveu de l'abbé Terrai avec Mlle. le Normant. L'Abbé de Voisnon , qui ne rougit plus aujourd'hui du rôle infame dont il se défendoit avec tant de douleur en apparence , fait basement sa cour à ce ministre. Il a composé une Comédie à cette occasion , & c'est lui-même qui a exercé les acteurs pris dans la société du ministre. Mada-

me *Damerval* étoit une des principales; elle a déployé des talents, & conséquemment pris beaucoup de goût pour ce genre d'amusement : en sorte que l'abbé de *Voisenon* continue à la former; il assure qu'elle sera une des meilleures comédiennes de l'Europe, & certainement elle fera de grands progrès si elle profite des leçons de son maître.

 II dudit.

Madame la Baronne de la Garde, cette maîtresse de l'abbé *Terrai* dont il avoit été obligé de se séparer, il y a un an, est revenue à Paris, & se montre depuis quelque tems.

 12 Septembre 1772.

Il paroît au Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, donné à Compiègne le 13 Août, qui pour arrêter les abus des fraudes dans le commerce des Toiles peintes étrangères dans le Royaume, ainsi que dans celui des Mouffelines, autres que celles provenant du Commerce de l'Inde, modère les droits d'entrée sur les Toiles peintes ou imprimées, venant de l'Etranger : fait défense d'en tenir magasin ou entrepôt dans les quatre lieues des frontieres, & attribue au Sr. Lieutenant Général de Police, & aux Sieurs Intendants des Provinces, la connoissance de toutes les Saisies desdites toiles.

Le 24 Juillet dernier il a été donné à Compiègne une déclaration du Roi, portant Règlement pour la communauté des Vinaigriers de Paris. Son objet est d'arrêter les abus, fraudes, contraventions & malversations pratiqués depuis nombre d'années, entre un grand nombre de Maîtres Vinaigriers de la bonne ville de Paris & quelques Marchands de vin, qui indépendamment des Droits du Roi intéressent bien plus particulièrement la santé & la conservation de ses sujets, par les absorbans dont ces charlatans se servent pour raccommo-der & rendre potables ces mêmes vins vinaigrés, qu'ils vendent à des
marchands

marchands de vin, leurs complices, qui les détaillent ainsi au peuple au hazard de l'empoisonner.

Il résulte de l'examen des Registres d'entrée, qu'année commune les vinaigriers ont fait entrer depuis quelque tems 5 à 6000 muids de vins vinaigrés par an, tandis que 2000 muids de vins gâtés des Provinces vignobles sont plus que suffisans, convertis en vinaigre, pour la consommation de la Capitale.

Le 27 Août le nouveau tribunal, ce consentant le Procureur général du Roi, a enrégistré cette Déclaration, sans que l'énonciation d'aucuns Edits, Déclarations, Arrêts du Conseil ou Reglemens qui n'auroient point été revêtus de lettres patentes dûment registrées en la Cour, puisse être tirée à conséquence, ni suppléer au défaut d'enregistrement, &c.

————— 12 Septembre 1772. —————

Il est constant que le Sr. le Peige, Bailli du Temple, est décrété d'assigné pour être ouï dans l'affaire de la *Correspondance*, & que M. le Prince de Conty ne voulant pas qu'il paroisse & reconnoisse le tribunal, a fait évader cet officier de sa justice.

————— 13 Septembre 1772. —————

Le 27 Août dernier le nouveau tribunal a encore enrégistré des Lettres patentes, données à Versailles au mois d'Août, qui ordonnent qu'à l'avenir le College de Compiègne sera administré par la Congrégation de S. Maur, & que les sujets employés pour la direction & conduite dudit College ne seront soumis qu'à l'Evêque Diocésain & au Gouverneur conjointement.

————— 13 Septembre 1772. —————

Il y a une grande scission dans le nouveau tribunal: le bon homme *Sauvigny* n'ayant pu empêcher que l'affaire de St. Severin ne fût réglée à l'extraordinaire, a tout arrêté, en refusant de signer l'Arrêt.

13 dudit.

M. le Premier Avocat Général projette de faire rayer M^e. *Linguet* du tableau , à l'occasion de divers sarcasmes que lui a lancés directement cet Avocat en plein parquet : d'abord sur les reproches qu'il faisoit à ce dernier , de ses personnalités contre lui & M. de *Vaucresson*, son confrère, M^e. *Linguet* s'en est défendu , & M. de *Vergès* insistant sur ce que personne ne s'y étoit trompé : » Tant mieux , a-t-il repris , c'est une marque de la vérité de mes portraits. « M. l'Avocat Général , piqué au vif , lui a demandé : s'il savoit à qui il parloit ? » Oui , Monsieur , a-t-il répondu , je parle à M^e. *Jacques Vergès*, Avocat Général du Parlement à mon refus. « Ce qui n'a qu'irrité davantage ce magistrat , dont le ressentiment doit éclater à la rentrée.

14 Septembre 1772.

Comme on ne peut signifier aucun décret dans le Temple sans la permission du Grand Prieur , un huissier a demandé au Prince de *Conty* la permission d'en mettre un à exécution , qu'on soupçonne être celui contre le Sr. *le Peige*. Ce Prince a répondu qu'il ne reconnoissoit point le nouveau Tribunal , qu'il ne pouvoit conséquemment permettre l'exécution d'aucun acte émané de cette juridiction : que si S. M. vouloit faire employer la force pour la violation de ses privilèges de Grand Prieur , il ne pouvoit que respecter les ordres du Roi , sans y contribuer. Cette contestation n'est point encore finie.

14 dudit.

Le Traité de Tactique , dont on a parlé , est de M. *Guibert*, Colonel commandant la Légion Corse, fils de M. *Guibert*, Maréchal de Camp & Cordon Rouge. L'ouvrage ne contient rien de merveilleux en lui-même , & les gens du métier n'y trouvent rien de neuf , ou de génie. La préface seule attire

l'attention des curieux & contient des choses très re-
préhensibles aux yeux du Gouvernement. Cepen-
dant, quoique l'auteur n'ait pas mis son nom à la
tête de l'ouvrage, il y a apparence qu'il ne s'en dé-
fend point, puisque tout le monde le nomme. On
craint que sa hardiesse ne lui fasse tort.

————— 14 Septembre 1772. —————

On attend depuis longtems le *Bouquet*, cette bro-
chure devant servir de suite aux *Ocufs Rouges*, & an-
noncée dès ce tems-là. On croyoit qu'elle paroîtroit
pour la *St. Augustin*, une des fêtes de M. le Chan-
celier. Quoi qu'elle ne fût pas répandue dans le
public, on veut que ce chef de la magistrature l'ait
reçue en effet le jour de *St. Augustin*, où il tenoit
Séau, & que cet envoi n'ait pas peu contribué à lui
occasionner la mauvaise humeur qu'il avoit. On
ajoute que celle qu'il a reçue n'étoit imprimée qu'au
rouleau, & qu'on lui marquoit qu'elle avoit été uni-
quement faite pour lui, que les autres exemplaires
imprimés en règle ne paroîtroient que pour la *St.*
René, un de ses autres noms de baptême. On dit
que ce pamphlet est précédé d'une Estampe repré-
sentant un *Bouquet* en feu d'artifice, symbole des
Sarcasmes, Saillies & Epigrammes de l'Ouvrage.

M. le Chancelier, de son côté, est devenu fort
circonspect: il a défendu à tous les écrivains de rien
composer sur les questions qu'ils agitoient, & il
s'oppose à toute impression d'ouvrages de cette es-
pece.

————— 15 Septembre 1772. —————

Le 17 du mois dernier le nouveau Tribunal a
rendu un grand Arrêt de règlement qui défend à tout
Marchand, Négociant, Brocacteur, &c. de vendre
ou prêter à des mineurs, à peine de perte de leur
dû, sans qu'aucune représentation d'extrait de bap-
tême faux pût les justifier; même dans le cas où
lesdits mineurs se diroient eux-mêmes marchands
ou négociants, à moins que leur état ne fût constaté

par pieces juridiques, &c. Ce Règlement fort sage a été rendu à l'occasion d'un procès élevé dans un cas de cette espèce, & sur la Requête du Procureur général ; il renouvelle tous les arrêts anciens & nouveaux du Parlement à cet égard.

————— 16 Septembre 1772. —————

M. l'Evêque de Verdun n'a pas voulu demeurer en reste avec M. l'Evêque de Rennes ; en conséquence il a répandu un Mémoire à consulter & Consultation du 22 Août, signé de plusieurs fameux avocats : qui décident qu'il n'y a rien de reprehensible dans sa conduite, que le Prélat n'a fait que ce qu'il devoit faire, & qu'il auroit pu se porter à des actes plus directs & plus violens contre son successeur. Cet avis est motivé, d'après des allégations de faits qu'il faudroit éclaircir pour en bien constater la vérité.

————— 16 dudit. —————

M. le Chancelier a tenu Sceau aujourd'hui ; les observateurs ont trouvé le thermometre bien changé, il avoit la face la plus radieuse, l'air le plus aisé ; il caressoit toute le monde.

————— 17 Septembre 1772. —————

M. de Grosbois, Premier Président de l'ancien Parlement de Paris, a été traduit ici à la Grand'Chambre pour un Testament fait en sa faveur & que ses collatéraux ont voulu faire casser : a plaidoyers le Testament a été confirmé.

————— 17 dudit. —————

M. Nau, membre & Conseiller de Grand'Chambre du Parlement exilé, s'étant trouvé gravement malade dans le lieu mal sain & éloigné où il étoit relégué, a pris le parti de revenir à Paris, sans attendre de permission ; il a trop bien attesté par sa mort la légitimité de son excuse.

M. Fréteau , autre Conseiller , plus spécialement en butte à l'animosité de M. le Chancelier , n'ayant pu obtenir de revenir pour consulter sur ses yeux qu'il est menacé de perdre , s'est aussi transporté de son propre mouvement jusques à St. Denis , d'où il a écrit aux différens Ministres : il y a reçu une nouvelle Lettre de cachet , qui le transfère en un lieu plus sain & lui permet toutefois de rester à St. Denis le tems nécessaire pour voir les Médecins & Oculistes.

————— 18 Septembre 1772. —————

Il passe pour constant que le Prince de Conty , d'après les dépositions faites dans l'affaire de la *Correspondance* qu'on avoit ouï dire que la plupart des ouvrages pros crit s'imprimoient au Temple , a fait faire un recherche dans cette enceinte , ainsi qu'on l'a annoncé , en a fait dresser procès verbal , l'a envoyé à M. de Sartines , & l'a chargé de le mettre sous les yeux du Roi. On ajoute que S. M. a paru satisfaite de cette soumission du Prince , & a déclaré qu'elle ne vouloit point qu'on violât ses privilèges.

M. le Pige a reçu avant hier à son domicile l'assignation à l'effet de comparoir , & le nouveau tribunal a chargé la Chambre des vacations de suivre le Décret d'assigné pour être ouï , & le convertir successivement en Décret d'ajournement personnel & de prise de corps , après délais prescrits.

————— 18 Septembre 1772. —————

Il paroît un Mémoire à Consulter & Consultation en date du 1er. Septembre , pour les payeurs des rentes. Cette piece originale & singuliere , qui n'est qu'une tournure pour dévoiler au public une partie des iniquités du Contrôleur général , va faire beaucoup de bruit , & mérite d'être discutée plus amplement.

———— 19 Septembre 1772. ————

Le Mémoire des payeurs des rentes a excité une sensation si fâcheuse auprès du Ministre des finances, qu'il a été arrêté avant la distribution; & de dix mille exemplaires qu'ils en avoient fait tirer, il en a été répandu très peu jusqu'à présent.

Dans ce Mémoire très sage, les payeurs des rentes supprimés ne s'occupent pas seulement de leur propre malheur, ils font voir, qu'il en résulte un contre-coup accablant pour leurs femmes, leurs enfans & créanciers, que c'est en conséquence un devoir de justice pour eux de s'occuper à diminuer leur perte en réclamant tout ce qui dans un tel désastre peut & doit légitimement leur appartenir; en même tems que c'est un devoir de prudence de ne toucher à aucune somme, de ne participer à aucune opération de ces dispositions quelconques, avant de s'être assurés de quelle manière ils le pourront faire, sans que leurs créanciers qui sont privilégiés sur des portions successives & distinctes de leurs finances, puissent leur reprocher d'avoir altéré & dénaturé leur gage.

Pour mettre leurs Conseils en état de les diriger en connoissance de cause, ils leur donnent une vue générale des créations & des suppressions antérieures à la suppression actuelle, ainsi que de divers Edits relatifs à leurs offices, comme pouvant, par le traitement qui fut fait alors aux officiers supprimés, & par les facultés qui leur furent accordées pour trouver plus aisément des fonds, présenter la mesure juste & raisonnable de ce qu'ils ont à demander.

Ils exposent ensuite la crise où ils se trouvent par le signal des poursuites les plus vives qu'ont donné des créanciers pendant qu'ils s'occupoient à faire entendre leurs Représentations plus relatives encore à ces derniers qu'à eux mêmes.

C'est pour prévenir & arrêter de telles poursuites que les Consultants demandent qu'on leur trace

une marche , une forme vis-à-vis de leurs créanciers , & jusqu'à quel point ils doivent réclamer tout ce qui peut leur appartenir aux titres de leurs offices , & tout ce que l'on doit supposer raisonnablement que réclameraient leurs créanciers s'ils étoient dans le cas d'agir pour eux-mêmes , afin que ceux-ci ne puissent faire aucuns reproches à leurs débiteurs ; & qu'ils trouvent dans leur bonne foi les mêmes ressources que dans leur propre vigilance.

D'après cet exposé ils font cinq questions , dont le détail meneroit trop loin , mais qui tendent toutes à développer avec quelle impérieuse a été dressé l'Edit de suppression , qui tombe non-seulement sur les payeurs des rentes , mais reflue indistinctement sur une multitude de citoyens , sans que le sort de ceux-ci soit prévu ni fixé.

Six Avocats , dont plusieurs très graves , très modérés , très lumineux , pesent ces difficultés au poids du Sanctuaire , & les trouvent généralement si nouvelles , si importantes , si extraordinaires , si imprévues , qu'ils n'y voient aucune solution dans les Jurisconsultes anciens & modernes , & que n'en pouvant recevoir davantage de leurs propres lumières , ils renvoient les payeurs des rentes supprimées à la bonté du Roi , à l'équité de son Ministre , & ils conseillent de faire de très-humbles & très-soumises Représentations au Roi , sur les objets expliqués dans ledit Mémoire.

————— 20 Septembre 1772. —————

Le Pere Livoire , autre Barnabite du couvent de Paris , à ressenti aussi , quoique d'une façon moins cruelle que le Pere Miraçon , les suites des soupçons répandus sur son compte : il est auteur d'une traduction de *Muratôri* , auteur Italien , qui a écrit sur le *Bonheur*. Il est question en certains endroits du livre , du *Paraguay* & des Jésuites. Ceux-ci sont assez maltraités , & le traducteur n'a point affoibli les traits de l'original. Les partisans de l'Ordre se sont remués , ont

fait entendre que ce Barnabite étoit un Janféniste , qui pourroit bien avoir eu part aux divers Ecrits contre le Despotisme actuel. Le Ministère n'ayant cependant acquis aucune preuve qui pût donner lieu à attenter à la liberté du Religieux , a laissé le soin à M. l'Archevêque de le molester , comme celui-ci n'a pas une autorité immédiate sur les individus d'un couvent qui n'est point soumis à l'Ordinaire , & que les Supérieurs ne se rendroient pas à ses insinuations contre le religieux , il a pris la tournure d'interdire tout le couvent , & de déclarer qu'il ne leveroit cet interdit qu'après l'expulsion du Pere *Livoire* : en sorte qu'on a été obligé de donner une obédience à ce Religieux pour changer de couvent & se rendre à Estampes.

----- 20 Septembre 1772. -----

L'abondance d'Imprimeurs François passés en Angleterre doit y rendre les presses beaucoup plus communes & mieux montées : le goût que cette nation a pour nos ouvrages , & surtout pour ceux où une partie de la nation maltraite l'autre & s'en moque , va les y répandre en quantité. On assure qu'on y fait une Edition complete de tout ce qui a paru dans la révolution actuelle ; entreprise que les imprimeurs d'Hollande n'avoient osé tenter , malgré leur intelligence.

----- 20 dudit. -----

On a fait sentir à M. l'abbé *Terrai* le ridicule dont il se couvroit en fermant ainsi la bouche aux payeurs de rentes par la suppression d'un Mémoire aussi réservé & qui ne l'empêchera point de les maltraiter comme il voudra : il paroît qu'il a eu plus d'égard à cette objection , qu'au reproche d'injustice , auquel il est accoutumé ; il a levé l'embargo & l'on distribue le restant des Mémoires.

----- 21 Septembre 1772. -----

Le Sr. *Lombard* , le Clerc du Procureur de *Jobert* ,

arrêté au mois de Mars dernier , a été relâché au bout de six mois de la Bastille , où il étoit enfermé , sans qu'on ait pu lui faire aucun reproche.

21 dudit.

Procès verbal qu'auroit dû faire M. Bastard , à la place des sottises qu'il a rédigées. C'est le titre d'un nouveau pamphlet , imprimé seulement au rouleau , & qui vient vraisemblablement de Bretagne. Il contient un Journal de ce qui s'est passé l'année dernière en cette Province , lors de la suppression & récréation du Parlement de Rennes ; enrichi d'anecdotes relatives à l'événement , ainsi que des singuliers , brefs & mémorables discours du Duc de Fitz-James & du Sr. Bastard à cette Compagnie.

21 dudit.

Mrs. de la Chambre des Comptes étrangement balottés par le Contrôleur général , sont renvoyés en dernier lieu au tems où on leur enverra enregistrer les Edits concernant les réductions contre lesquelles ils réclament : il leur a dit qu'avant de procéder à l'Enregistrement ils pourroient faire des Remontrances.

24 dudit.

Madame Remond de St. Sauveur , cette jolie femme du Maître des Requêtes , vient de publier un Mémoire à l'occasion de son procès renouvelé au Conseil , en séparation de biens d'avec son mari. Ses charmes , joints à ses intrigues , lui avoient fait gagner son affaire au nouveau Tribunal au mois de Juillet dernier. Le mari s'est pourvu en cassation du jugement ; il a répandu des Ecrits qu'il avoit composés en sa faveur. La première les refute dans son Mémoire à consulter , où elle prétend démontrer la fausseté des allégations de son mari.

Cependant hier l'Arrêt a été cassé au Conseil , qui a renvoyé les parties par devant un autre Tribunal pour l'affaire y être instruite de nouveau. Cette cassation fait du bruit , en ce que c'est infirmer un juge-

ment d'un Tribunal favori & que M. le Chancelier sembleroit devoir choyer avec plus de soin.

————— 25 Septembre 1772. —————

Comme les Princes n'ont pû être invités à la cérémonie du Déceintrement, à cause de leur exil de la Cour, M. de Trudaine leur a envoyé les plans du local & de la distribution,

————— 26 Septembre 1772. —————

Un nommé *La Ferre*, parent du Sr. *le Sueur de Petiville*, Avocat assez renommé & attaché à M. de *Boynes*, avoit été enlevé par surprise, le 1er de ce mois, chez le Sr. *le Sueur*, & conduit à la Conciergerie du Palais, où, sans autre formalité, on l'avoit jetté au cachot, avec deux sceaux, l'un plein d'eau, l'autre pour ses besoins, un peu de pain & pas la moindre lumière. Après six jours seulement, quoique l'Ordonnance porte que les prisonniers prévenus de crime seront interrogés dans les vingt-quatre heures, il avoit subi un premier interrogatoire par devant le *Sieur Goezman*, qui par ses questions lui fit comprendre qu'il étoit soupçonné d'avoir eu quelque part à l'affaire de la *Correspondance*, & bientôt qu'il avoit été arrêté pour un autre : ce dont est convenu le Sr. Commissaire. Cependant il n'a point été relâché, & ce n'est qu'après deux autres interrogatoires de la même espece qu'il a été mis en liberté depuis très peu de jours. Cette Inquisition prouve combien le nouveau Tribunal est irrégulier, inépte & vexatoire dans ses procédures. Dans l'affaire de la *Correspondance* en question, il se commet tous les jours des âneries de semblable espece ; & quoique les Inquisiteurs ne soient pas plus avancés dans leurs découvertes, ils ne veulent point en démordre, & la Chambre des Vacations, sans pouvoir rien prononcer au fonds, est autorisée à continuer l'instruction de la procédure.

 27 Septembre 1772.

Dans le Mémoire à consulter des payeurs de rentes, ils demandent, pour seconde question, s'il peuvent exiger que leurs créanciers prennent en paiement les quittances de finance que le Roi leur donne, & si en les payant ainsi ils seront libérés?

Les Consultés, après être convenus que dans un cas ordinaire la rigueur du Droit décideroit contre les Consultans tergiversent beaucoup, & prétendent qu'il est des cas qui tiennent aux événemens d'un ordre supérieur, où la rigueur des principes peut & doit être soumise à des exceptions de justice & d'équité; ils décident que c'est celui où se trouvent les Payeurs des rentes; en un mot, ils insinuent que les Payeurs doivent se faire autoriser par le Roi à rembourser leurs créanciers de la même manière dont ils l'auront été par S. M. Décision funeste, & qui allarme tout Paris, par les conséquences fâcheuses qu'on en peut tirer, par les exemples dangereux qui en résulteront, & la facilité que cela donne au Ministère de faire fréquemment de semblables reviremens, qui reflueront moins sur les Financiers, propriétaires apparens, que sur leurs créanciers, cohéritiers & associés, &c.

Il est des gens qui voient tout en noir, & qui prétendent que cette Consultation, répandue au nombre de dix mille exemplaires, n'est pas faite sans dessein; que le Contrôleur général, après en avoir d'abord arrêté la publicité, parce qu'elle manifestoit l'ineptie de ses opérations, revenu à lui a senti que c'étoit l'ouvrage le plus utile pour favoriser ses arrangemens postérieurs, en mettant de son côté la décision des Jurisconsultes éclairés, qui préparoient de loin le Public aux coups qu'il voudroit porter.

 28 Septembre 1772.

Le public a paru mécontent de ne point voir à la fête de Neuilly M. le Dauphin, les Princes, ses freres, les Princesses, & surtout Madame la Dauphi-

ne. C'étoit une oetasion de montrer cette dernière aux Parisiens, & de lui fournir un spectacle digne de son âge.

Ce même jour, par une bizarrerie très remarquable, toute la Famille Royale, sauf Madame la Dauphine & Madame la Comtesse de Provence, a assisté à un service qu'on a affecté de célébrer pour la Reine. Ensuite M. le Dauphin est venu chasser à Ruel, lieu très voisin du Pont.

————— 28 Septembre 1772. —————

M. l'abbé *Philippe*, Conseiller Clerc du Parlement, exilé fort loin; & l'une des victimes des vengeances du Chancelier, est à la veille de succomber à son malheureux sort. M. le Comte de *Faronville*, son frère, est parti en diligence pour aller le voir, ayant appris qu'il étoit très mal.

————— 30 Septembre 1772. —————

M. *Dubois de Courval*, Conseiller au Parlement, fameux par l'appareil avec lequel il se fit transporter aux Chambres, le jour de l'exil, quoique tourmenté de la goutte, vient d'épouser dans son exil Mlle. de *Mily*, fille du Marquis de *Mily*.

————— 30 Septembre 1772. —————

M. l'Evêque de Rennes, qui ne veut laisser aucun nuage sur sa conduite dans la malheureuse affaire qui lui a été suscitée au Parlement de cette ville, vient de répandre un nouveau Mémoire à consulter & Consultation, contenant la réponse aux éclaircissemens, & au Mémoire de M. l'Evêque de Verdun. La Consultation est signée du 14 Septembre. Il en résulte de plus en plus que le premier, eût-il tort au fond, le dernier a toujours tenu une conduite indigne d'un honnête homme, à plus forte raison d'un Prélat, & que son procédé est inexcusable à tous égards. La Vacance du Parlement de Bretagne, auquel le Conseil a renvoyé décidemment l'affaire, pour le Civil, est cause qu'il est resté suspendu.

3 Octobre 1772.

M. le Chancelier a envoyé chercher le Sr. Gilles le jeune, Syndic de la Communauté des Avocats du Parlement (ci-devant Procureurs) & lui a déclaré que l'intention du Roi étoit de faire procéder à la liquidation des Offices de leur espèce supprimés; en sorte qu'on va s'occuper de cette besogne pendant les Vacances: ce qui ôte tout espoir à ceux qui comptoient sur leur rentrée ou sur quelque incorporation.

3 Octobre 1772.

L'Abbaye de Beaumont-les-Tours, dont étoit pourvue Mlle de Vermandois, Princesse de Condé, qui vient de mourir, n'est point encore donnée. On prétend que les gens de la Cour, qui voudroient écarter Madame Louise, & mettre cette Religieuse hors d'état d'intriguer, insinuent au Roi de la nommer à cette dignité; mais d'autre part, les Conseillers de la Princesse ont eu grand soin de la prévenir, de l'engager à ne point solliciter une telle faveur, à la refuser même, en lui faisant connoître que ce seroit le plus mauvais tour que lui joueroient les gens peu zélés pour la gloire, ou même ses ennemis: qu'éloignée de S. M. elle ne pourroit plus l'aider de ses représentations, soutenir la piété de l'auguste Monarque, & rendre à la Religion les services essentiels qu'elle lui rend & qui lui sont si nécessaires dans ces tems difficiles. — Car, quoique depuis quelque tems on ne parle plus autant de Madame Louise, elle a toujours de longues conférences avec le Roi; & M. l'Archevêque & M. le Chancelier continuent à l'endoctriner.

3 Octobre.

Toute la France a les yeux fixés sur les Etats de Bretagne, qui vont s'ouvrir incessamment. La Cour a pris de loin les mesures les plus secrètes pour prévenir la fermentation qu'elle craignoit. On a tâché d'introduire la corruption parmi les membres les plus

dangereux, & au besoin M. le Duc de Fitz-James doit partir, muni d'instructions extrêmement rigoureuses & de pouvoirs très amples.

————— 5 Octobre 1772. —————

Le Decret du Bailli du Temple donne lieu à beaucoup de spéculations, mais le cours arrêté des brochures clandestines, & surtout de la Suite de la *Correspondance*, fortifie sérieusement le soupçon que c'étoit dans cet enclos qu'étoit l'Imprimerie du dernier ouvrage.

————— 5 Octobre 1772. —————

M. le Prince de Conty, qui se nomme François, à l'occasion de ce Saint a donné une grande fête à l'Île-Adam. On a remarqué que, quoique M. le Comte de la Marche eût vu son pere depuis son schisme avec les Princes, il n'avoit osé le voir à cette occasion-ci. On présume que l'indécence avec laquelle il s'est montré au Pont de Neuilly, seu Prince, & servant d'Ecuyer à Madame la Comtesse Dubarri, avoit réveillé le courroux du Prince de Conty, & dépla singulièrement aux autres Princes.

————— 5 Octobre 1772. —————

Il est question du renouvellement du Bail des Fermes quoiqu'il ait encore deux ans à courir; mais la Cour, toujours pressée de jouir, fait par anticipation les affaires de Finances. On croit que c'est à Fontainebleau que se traitera cette grande affaire, & quoique les Fermiers généraux se disposent à demander des indemnités, M. l'Abbé Terrai, de son côté, veut une augmentation. Le dernier Bail, qui n'étoit que de cent trente millions environ, doit être porté à plus de cent soixante millions, au moyen de nouveaux impôts que la Ferme n'a qu'en régie aujourd'hui & qu'elle doit réunir au prochain Bail.

————— 6 Octobre 1772. —————

On a dit, lors du déceintrement du Pont de Neuil-

ly, un bon mot qui n'est pas la circonstance la moins piquante de cet événement. On a observé que les soldats & ouvriers seulement, gagés pour cela, avoient crié. *Vive le Roi*; que ces acclamations n'avoient point été répétées par aucun des échaffauds, qui contenoient une immensité de spectateurs; ce qui faisoit un contraste très remarquable, & dont en effet l'Ambassadeur de Naples témoigna la surprise à quelqu'un qui l'accompagnoit: *Mais, lui répondit-on, lorsque le Prince est sourd, les Peuples sont muets.*

———— 6 Octobre 1772. ————

Au moment où l'on s'attendoit le moins à quelque nouveauté, où les bons Patriotes gémissoient du silence général des Ecrivains de leur Classe, où les Inamovibles triomphoient, s'imaginant par leurs procédures, leurs inquisition, leurs vexations, avoir arrêté le cours des Brochures, le *Supplément à la Gazette de France*, N^o. VIII, a tombé comme un coup de foudre dans Paris. Il a produit d'autant plus d'effet, qu'il est infiniment meilleur que les précédens, étant dégagé de toutes ces anecdotes fausses & invraisemblables dont ils sont farcis, & d'ailleurs enrichi d'une Lettre à l'Auteur du N^o. VII du *Supplément à la Gazette*; excellente facétie, qui sans être tout-à-fait aussi bonne & aussi plaisante que la Lettre à Jacques Vergès, semble sortir de la même plume. C'est encore un morceau très propre à désoler le Chancelier, par la manière adroite dont on le fouille jusques dans les entrailles; ce qui prouve que l'Ecrivain est bien près de lui, ou qu'il est servi merveilleusement par ceux qui approchent Monseigneur & ont sa confiance. Nouveau tourment qu'on lui prépare, en l'obligeant de soupçonner par-là ses amis les plus intimes, les dépositaires les plus sûrs de ses secrets.

———— 6 Octobre 1772. ————

Un particulier de Joigny, doué apparemment d'un grand talent pour les anagrammes, occupé depuis

longtems à tourner & retourner les Lettres des divers nom du Chancelier , a enfin trouvé un sens très flatteur , & il a fait présenter son ouvrage au Chef suprême de la Justice. Celui-ci, quoique très modeste , n'a pu qu'être infiniment sensible aux louanges de ce particulier , & pour lui en témoigner sa satisfaction il l'a fait exempter de Taille : récompense que les autres Bourgeois sur lesquels ce *deficit* sera réparti , trouveront sans doute bien méritée. On en peut juger par ce petit chef-d'œuvre : les noms sont :

René-Nicolas-Charles-Augustin de Maupeou.

A N A G R A M M E.

Il a ménagé , soutenu la puissance du Trône.

Un autre , dont on ne dit pas la récompense , a trouvé celle-ci :

Auguste Chancelier , sans pareil au monde.

----- 7 Octobre 1772. -----

Il paroît une Déclaration du Roi , du 16 Août dernier , qui ordonne que les Officiers de la grande Chancellerie ne seront pas sujets à l'exécution de l'Edit du mois de Décembre 1770 , concernant le Marc d'or.

----- 7 Octobre 1772. -----

M. le Chancelier , toujours occupé de maintenir sa besogne & de consolider son nouveau Tribunal , voyant que les Liquidations ne vont point , s'évertue à trouver des tournures pour y suppléer & pour déboucher au moins quelques membres. En conséquence , il passe pour constant qu'il met en œuvre M. d'Aligre , le Premier Président , qui a si lâchement abandonné sa place , & que par l'entremise de cet apostat de la Magistrature , il fait travailler les

Con-

Conseillers de Grand'Chambre les plus avides; il leur fait proposer de rentrer dans leurs fonctions, & de les mettre à même de réparer le tems perdu, en rétablissant les Epices qui avoient tant d'attraits pour eux. Malgré le peu de fonds qu'il y a à faire sur les paroles d'un Chef de Justice aussi décrié sur le chapitre de la bonne foi, on craint fort que plusieurs ne se laissent tenter. On ne pourra sçavoir au juste quel est le genre de Négociations, & auprès de qui ces dernières sont conduites, qu'à la St. Martin, lorsque les traîtres se démasqueront.

----- 8 Octobre 1772. -----

Depuis quelque tems M. le Chancelier paroît se porter à merveille; son teint même s'éclaircit, & sa figure annonce une ame calme & sereine. Malheureusement, quelques gens qui l'ont surpris dans son particulier, avant que sa toilette fût faite, l'ont retrouvé le même: on en conclut qu'il se farde; non en femmelette, pour se rendre agréable & plus séducteur auprès du sexe, mais en Politique profond, qui sçait combien il est essentiel d'en imposer d'abord par l'extérieur. Il passe pour constant qu'après avoir mis une abondante couche de blanc, il ajoute une couche tendre de rouge, dont il résulte un teint de lys & de roses; bien opposé à cette peau jaune, olivâtre, plombée, qui le faisoit appeler autrefois *la Bigarrade*, par le Maréchal de *Brissac*, aujourd'hui un de ses plus ardens défenseurs.

----- 9 Octobre 1772. -----

Quoique la récolte ait été très abondante, il se fait de grands accaparemens de bled, & l'on annonce d'avance que le pain sera très cher cet hiver. Le Ministère, qui est sûr aujourd'hui de ses Tribunaux, ne se cache plus: on sçait que le Contrôleur général a donné publiquement des ordres pour des enlevemens immenses; les Greniers de la terre de la

Motte sont particulièrement bien fournis, & pour son compte particulier : on ne doute pas qu'il n'en tire un très grand parti.

— 9 Octobre 1772. —

On sçait que M. le Dauphin & M. le Comte de Provence étoient dans une sorte de froideur depuis quelque tems. Outre les motifs de désunion dont on a rendu compte, l'affectation du second Prince à voir Madame Dubarri déplaçoit beaucoup au premier. On prétend qu'il a profité du mécontentement général qu'a occasionné, dans la famille Royale, la fête de Neuilly, pour se rapprocher de son frere & lui faire sentir la nécessité de leur accord, il lui a fait connoître combien la Comtesse, guidée par de mauvais conseils, éloignoit le Roi de sa famille, & la nécessité de faire ligue contre elle. On veut que le Comte de Provence ait promis de ne plus voir la favorite.

— 10 Octobre 1772. —

Toutes les Lettres de Bretagne annoncent les vives inquiétudes de la Noblesse & du Clergé sur le sort des Etats prochains, car on prétend que le Tiers Etat, ou du moins le Peuple, le Paysan, le Cultivateur, gémissans sous le joug des deux autres, ne seroit pas fâché de les voir abolir, dans l'espoir d'une moindre servitude. C'est lui qui supporte la plus grande partie des impôts, & qui semble ne travailler, ne vivre, n'exister que pour ses maîtres.

On ajoute, au surplus, que la misere est extrême ; que le pain y est toujours fort cher ; que cependant le prix excessif du bled y a occasionné quelque émulation parmi les gens de la campagne ; que de cette calamité il en a résulté un bien, en ce qu'on est parvenu à défricher quelque partie de terre inculte, mais qu'il en reste encore quantité à travailler ; & que les Economistes de la Province ont beaucoup de peine à endoctriner ces malheureux ; qu'ils n'ont encore pu parvenir à les faire se départir de leur

routine , de semer du sarrazin , préférablement à toute autre sorte de bled , quoique celle-ci soit la plus difficile à élever , la plus délicate , la plus susceptible des toutes les influences de l'air , qu'elle donne une nourriture mauvaise , ou moins substantielle , & qu'elle ne puisse se conserver plus d'un an.

On a fait mention d'une Compagnie de particuliers , qui s'est formée dans ce pays-là , pour affermer tout le *Goémon* ou *Wareck* , c'est-à-dire , les herbes marines que les flots déposent sur les bords de l'Océan ; & qui servent à l'engrais des terres. Comme la cupidité est le motif de cet accaparement , il en va résulter une cherté qui rendra la culture plus difficile.

————— 11 Octobre 1772. —————

On parle depuis longtems d'une *Vie de M. de Beaumont* , Archevêque de Paris , mais si rare que peu de gens attestent l'avoir vue : on prétend qu'elle remonte jusqu'à l'histoire galante de sa jeunesse , & contient les détails les plus particuliers de ses privautés , qui n'ont pas toujours été édifiants. Si le livre existe , il y a grande apparence qu'il vient d'Angleterre , il faut s'en défier autant que des *Mémoires de Madame la Comtesse Dubarri*. Cependant le Prélat , instruit du bruit que fait son histoire , en a été vivement affecté ; il en a eu plusieurs attaques de névroses ; & de tems en tems on craint qu'il ne passe dans quelque crise. Mais , en habile courtisan , il fait bonne contenance , il va tant qu'il peut , & affecte de se montrer beaucoup en public.

————— 11 Octobre 1772. —————

Les Payeurs des rentes supprimées , d'après leur Consultation , ont dressé une Requête par un Avocat au Conseil , & l'ont présentée à M. le Chancelier , comme au Chef suprême de la Justice , le seul en état de mettre sous les yeux du Roi la position critique où ils se trouvent , & la nécessité d'une loi

nouvelle sur ce qui les concerne. Mais au dernier Sceau, il leur a déclaré que cela ne le regardoit point; qu'il ne pouvoit se mêler de leur affaire; qu'ils eussent recours à l'Abbé Terrai, c'est-à-dire, au Conseil des Finances, dont lui, Chancelier, n'étoit pas; & que si la décision lui étoit renvoyée par ce Conseil, ou que le Contrôleur général lui écrivît sur cet objet, il verroit alors ce qu'il conviendrait de faire.

Les Financiers ont été consternés de la réponse. En effet, les renvoyer à l'Abbé Terrai, c'est les soumettre au jugement propre de leur adversaire, dont ils ont déjà éprouvé le mécontentement par des menaces indiscrettes de prison, de Bastille, s'il faisoient les mutins; en sorte qu'ils sont fort indécis, & n'agiront, suivant les apparences, que lorsque, pressés par leurs créanciers, ils ne pourront s'en dispenser.

D'ailleurs, l'affectation qu'a eu le Ministre des Finances de donner au Sr. *Drouais de Santerres*, l'un d'eux, une place dans ses Bureaux, & d'en faire conférer une autre au Sr. *Moliere*, son confrere, dans ceux de M. de *Boynes*, enleve ainsi à cette Compagnie les deux Membres les plus en état de parler & de soutenir leurs intérêts.

19 Octobre 1772.

Le Public est effrayé d'un nouveau Bureau d'Administration secrète que vient d'instituer M. l'Abbé Terrai. C'est le Sr. *Beaurain*, premier Commis, qui est à la tête. Les membres sont obligés au grand mystère; ils travaillent chacun chez eux, & même sans se communiquer ce qu'ils font. Les projets particuliers de ce Ministre ne peuvent être que terribles, & l'on ne peut conjecturer quelle opération sinistre il médite.

11 Octobre 1772.

On ne conçoit pas par quelle inconséquence exi

traordinaire, les Magistrats de Province se font fait presque tous liquider, quoique leurs principes fussent être les mêmes que ceux des Magistrats de Paris.

12 Octobre 1772.

On a enfin tiré au clair les charges actuelles de l'Etat, en ce qui concerné les Rentes sur la Ville, tant anciennes que nouvelles, tant viagères que perpétuelles, les Rentes sur les Tailles, les Rentes d'Effets Royaux, passés en vertu des Arrêts du Conseil, & les Effets Royaux subsistans encore en Effets au Porteur.

<i>Rentes sur la Ville.</i>	68,000,000 Livres.
<i>Rentes sur les Tailles.</i>	14,000,000.
<i>Rentes payables à la Caisse des Amortissemens d'Ef- fets Royaux; passés en Contrats.</i>	28,000,000.
	<u>110,000,000 Livres.</u>

<i>Billets des Fermes, Affi- gnations sur les Postes, Rescriptions, Actions de la Compagnie des Indes, &c.</i>	12,000,000 Livres.
--	--------------------

Total 122,000,000 Livres.

Ainsi, les Rentes de l'Etat indispensables à payer, dans les principes de la bonne foi, malgré toutes les annihilations & réductions, se montent encore à 122 Millions, non compris les Liquidations d'Offices de Magistrature, dont le détail n'est pas fixé.

13 Octobre 1772.

Les années du Bail des Fermiers Généraux cou-

rent d'Octobre en Octobre. En conséquence on a arrêté, au commencement de ce mois, les états de recette & de dépense, depuis le 1^{er} Octobre 1771 jusqu'au 1^{er} Octobre 1772. Dans celui des Droits d'Aides, pour l'entrée des vins, dans la bonne ville de Paris, il s'est trouvé que la totalité des Muids, qui est ordinairement de 150,000 Muids, n'a été que 150,000 Muids : d'où il résulte une diminution de deux cinquièmes : c'est celle d'un profit net pour la Ferme, à raison de 40 Livres par Muid, de quatre Millions.

————— 13 Octobre 1772. —————

Il y a dans la Provence une réforme de Mathurins, appelés *Mathurins Déchaux*, parce qu'à l'exemple des Capucins, il ne portent que des sandales & vont nus pieds. Cela a choqué la propreté de quelques Evêques *Poupins* de la province, qui ont porté leurs plaintes à la Commission des Réguliers pour la Réforme des Moines. M. l'Archevêque de Toulouse, leur grand antagoniste, en a parlé au Général des Mathurins de Paris, & celui-ci a consenti à les recueillir, moyennant un emprunt qu'il seroit autorisé de faire. Ils sont environ 70 Religieux de cette espece. On ne sçait pourquoi le nouveau Tribunal s'est refusé à l'enregistrement des Lettres patentes pour cet emprunt, d'autant que tout est en règle du côté de la Puissance Ecclésiastique, que le Pape a approuvé l'incorporation par une Bulle, & qu'elle a passé au Parlement de Provence.

————— 15 Octobre 1772. —————

C'est dimanche prochain 18, que s'ouvrent les Etats de Bretagne. Cette cérémonie se fait ordinairement à 8 heures du soir. Tous ceux qui ont droit d'y entrer, réunis à cette heure, on nomme différens Députés, qui vont chercher le Commandant de la Province, ou celui qui tient les Etats pour le Roi, & les autres Commissaires de S. M.

Ils se rendent chez lui en chaises à porteurs. Celui-ci entre dans sa chaise à porteurs dorée. On l'escorte ainsi. Il entre dans la salle, va se placer sous son dais : les Commissaires assis au dessous de lui. Il ouvre la séance par un Discours, où il annonce ses pouvoirs & les demandes de S. M. Ensuite les trois Présidens des Ordres lui répondent chacun successivement, par un discours d'apparat ; après quoi il se retire, & souvent on délibère tout de suite. C'est cette importante Délibération qu'on attend avec empressement. Les uns prétendent qu'elle commencera par une adhésion formelle à la *Protestation* des Princes ; ou plutôt qu'elle sera la seule & unique jusqu'à ce qu'on voie ce qui en résultera. D'autres assurent que les choses se passeront à la satisfaction de la Cour, & que les 83 auront la prépondérance, au moyen de la corruption qui a prodigieusement gagné. Il faut se rappeler qu'on nomme ainsi les Gentilshommes voués à M. le Duc d'Aiguillon, & qui se signalèrent en sa faveur à la fameuse assemblée de 1766.

————— 15 Octobre 1772. —————

Toutes les Lettres particulieres de Rome ne sont pleines que de détails sur le coup sensible, porté récemment aux Jésuites, par la suppression du Séminaire Romain, qui avoit près d'un million de revenu.

————— 15 Octobre 1772. —————

On vient de fixer le remboursement des Charges de Procureur au Parlement supprimées, à 15,000 Livres, c'est-à-dire, qu'elles sont liquidées à ce prix. Beaucoup les ont achetées plus cher, à cause des pratiques qui y étoient réunies ; ce qui les faisoit monter à 60, 80, 100,000 Livres. Tout cela est perdu pour ces malheureux, dont il y en a plusieurs dans la dernière misère.

 16 Octobre 1772.

L'ouverture des Etats est reculée de deux jours, & ne se fera que le 20 de ce mois.

 16 Octobre 1772.

Depuis quelque tems, le Ministre des Affaires Etrangères avoit fait défendre au Journal de Verdun & au Journal encyclopédique d'insérer dans ces recueils l'article des nouvelles politiques. On ne savoit à quoi tendoit cette défense: on sait aujourd'hui que c'étoit pour préparer *l'Introduction du Journal Historique & Politique*, que des Ecrivains aux gages de ce Ministre rédigent & publient. Dès le 10 de ce mois on en a répandu avec affectation & gratuitement 15000 exemplaires: il aura 60 pages, & paraîtra trois fois par mois, de 10 jours en 10 jours. On juge par cet Essai que le projet est de faire tomber les Gazettes Etrangères, & d'en éloigner insensiblement, sous prétexte que ce Recueil sera le *Précis*, l'*Extrait*, la *Rédaction* de toutes les Gazettes de l'Europe, au nombre de plus de 200, sans exception. Mais on observe déjà qu'elles sont sensiblement mutilées, & que par le choix adroit de tous les faits seulement qui favorisent le Despotisme, l'exaltent & l'élèvent au dessus des autres Gouvernemens, on veut façonner tous les peuples à la servitude. C'est une apothéose perpétuelle que réserve notre Ministère pour compenser l'impression que pourroient faire des écrits plus véridiques, il cherche à se dédommager d'avance, par les louanges basses & mendiées que lui prodiguent des Ecrivains vils & mercenaires, de l'exécration de la Postérité à laquelle il voit qu'il ne peut échapper. Comme c'est une entreprise qui passe pour devoir être très lucrative, le Sr. Marin, très ardent pour toutes les occasions où il s'agit de gagner de l'argent, est un des premiers coopérateurs.

 16 Octobre 1772.

Les recherches contre les auteurs, imprimeurs, colporteurs & lecteurs mêmes, des écrits pros crits

par le nouveau Tribunal, se réveillent, & l'on vient d'arrêter tout récemment plusieurs personnes, entre autres la Dame *Dombé*, marchande de modes du Temple, chez laquelle on assure avoir trouvé des Magazins de Brochures & qui passoit pour très experte dans ce commerce clandestin. On ajoute même que le premier Gentilhomme du Prince de Conty est en fuite, ce qui mérite confirmation très ample.

————— 16 dudit. —————

M. l'Archevêque a diné le jour de St. Denis, à St. Denis, avec Madame *Louïse*, ce qui intrigue beaucoup les gens du parti contraire.

Madame *Louïse*, quoique mangeant au réfectoire & la même portion que les Religieuses, a de très vastes & de très abondantes cuisines dans le couvent, qui fument sans cesse & servent à différentes tables pour ceux que cette princesse admet à sa familiarité. !

————— 16 Octobre 1772. —————

On annonce un projet effroyable de l'abbé *Terrai*, qu'on n'oseroit citer sous tous autre Ministère, mais qui s'accrédite sous celui-ci, où tout est croyable & possible : par un effort de génie il a imaginé un moyen sûr d'éteindre les rentes perpétuelles dont l'Etat est chargé, montant environ à 45 millions ; c'est de les rendre viagère ; seulement à mesure qu'elles passeront en ligne collatérale, en sorte que l'héritier en jouira bien, mais ne pourra les transmettre, même à ses enfans : d'autres adoucissent la chose, en ajoutant que ce sera seulement dans le cas où il n'aura pas de postérité. Par cet arrangement il est calculé que sous un période de tems quelconque, tout doit enfin rentrer sous la main du Roi.

————— 16 dudit. —————

Depuis longtems les Arrêts du Conseil étoient tellement décriés que lorsqu'on vouloit parler d'un esprit gauche, faux, absurde, on disoit *il raisonne comme un Arrêt du Conseil*. La multiplicité de ces Arrêts

augmentée considérablement depuis le Despotisme plus absolu du Ministère & même des Commis, n'a fait que les rendre plus pitoyables, au point que dans le même jour il s'en rend d'absolument contradictoires, & qu'on fait signer un Ministre à la fois le pour & le contre. M. de Boyner, qui passe pour avoir du jugement, à rougi d'une telle ineptie, & pour éviter que sa Religion ne fût surprise de cette manière, & se soustraire à un semblable ridicule, il a créé chez lui une espèce de Bureau judiciaire, à la tête duquel est le Sr. *Houdat*, Avocat au Conseil; il a pour adjoint le Sr. *le Sueur de Petitville*, Avocat au Parlement, & un ancien Procureur. Tous les arrêts du Conseil qu'on lui fait signer doivent être portés à ces Messieurs, qui les examinent, les discutent, en tiennent Régistre, les comparent entr'eux, & voient s'ils ne se croisent pas & ne s'excluent pas réciproquement.

— 17 Octobre 1772. —

Au moment où l'on s'y attendoit le moins, au milieu de l'appareil des vexations, des procédures, & des supplices destinés aux auteurs, distributeurs, colporteurs, fauteurs & adhérens des Brochures si rigoureusement prosrites, on a trompé l'espion, & le *Bouquet de Monseigneur* a paru de toutes parts: c'est une brochure de 58 pages, non comprise l'Épître dédicatoire.

Celle-ci est adressée à Monseigneur René-Nicolas-Charles-Augustin de Maupeou, Chancelier de France. L'auteur lui fait des excuses sur le retard du *Bouquet*, il le rejette sur la fuite de l'Éditeur de la *Correspondance*; il s'annonce comme un nouvel athlète qui descend dans l'arène, il témoigne la plus grande sécurité, & fait entendre la mal-adresse de tourmenter les malheureux qu'on tient en prison, pour découvrir un secret dont on ne les a certainement pas pris pour confidens. Du reste il annonce que s'il venoit à être victime de son zèle, il seroit bientôt remplacé par une foule d'autres Écrivains, que s'il n'est plus

en France de fanatiques de Religion, il en est encore de Patriotisme. C'est l'emploi d'une telle société de prévenir par des secousses fréquentes l'affaiblissement & l'inertie du gros de la Nation, peuple volage, qui rit de tout & chez lequel il est essentiel de graver l'impression forte & mâle de cette vertu qui réside dans le cœur des héros citoyens.

Dans une petite préface qui commence le corps de l'ouvrage, l'Ecrivain, par une fiction ingénieuse & sublime, va d'abord au tombeau de *Vincent Maupeou* (l'auteur d'un fameux assassinat, tant reproché dans les autres parties de la *Correspondance* ;) pour chercher entre les cyprès qui l'entourent, des fleurs propres au *Bouquet* qu'il destine au Chancelier. Proposée effroyable, qui en résulte.... Il vole au Temple de Thémis, où il ne trouve que des décombrés & des ruines, sur lesquels sont assis les nouveaux Sénateurs. Il se résout à faire faire le tableau de Monseigneur par les artistes les plus habiles... Personne ne veut se prêter à son entreprise, il a recours aux Ecrivains ; & il trouve dans Tacite le portrait de ce grand personnage peint de main de maître. Il y ajoute différentes touches, prises de quelques peintures vives & fortes de l'Editeur de la *Correspondance* ; & fini par un dernier trait sorti de la bouche du Roi : *mon Chancelier*, disoit-il ces jours derniers, *est un fripon, mais il m'est nécessaire.*

Vient ensuite l'Apothéose de Monseigneur. C'est un perflage continuel d'une brochure intitulée *le Vrai de la nation*, fait sous les yeux de M. le Chancelier, avec cette Epigraphe *Deus nobis hæc otia fecit*, où le Panégyriste l'appelle en effet le Dieu tutélaire de la France. De-là le Dieu *Maupeou*, catéchisme très plaisant en conséquence, où l'on prouve sa divinité par les différens paragraphes du pamphlet apologétique & le détail de ses magnifiques & célestes attributs. On ne peut faire sentir d'une façon plus ingénieuse l'indécence, le ridicule, la fausseté, la fadeur du plat encens dont Monseigneur s'eni-

vre lui-même par l'organe de son bas adulateur.

Le 3eme paragraphe est intitulé : *Justice vengeresse du Dieu Maupeou*. On y dévoile en caractères énergiques toute l'iniquité de la procédure instituée dans l'affaire de la *Correspondance* : on démontre que c'est une horreur, une abomination, par les propres paroles du Chancelier, qui pour exciter ses suppôts à devenir impitoyables, les avertis que c'est leur propre querelle qu'ils ont à venger, & qu'il font des lâches, s'ils ne font de ces coquins une punition exemplaire. Ce qui donne lieu à une harangue sanglante de l'orateur, qui se suppose arrêté & présenté à ce sénat infâme ; après leur avoir déclaré ses motifs de récusation en général, il en apostrophe individuellement chaque membre, & leur reproche comme moyens de récusation particulière une foule d'iniquités dont ils se trouvent coupables. On ne pouvoit amener d'une façon plus adroite & plus naturelle le recueil de tant de turpitudes. Le tout est terminé par un hymne en l'honneur du Dieu *Maupeou*, qui n'est qu'une parodie appropriée des terribles imprécations de *Camille* dans les *Horaces*.

Tel est le précis de l'ouvrage, non moins propre que les autres à désoler le Chancelier & ses adhérens : il est daté du quatre Novembre, jour de la *St. Charles*, un des patrons de *M. de Maupeou* : ce qui fait présumer qu'on a prématuré le tems du débit par des circonstances heureuses.

21 Octobre 1772.

Il court manuscrit un billet doux de *M. de Sorbourn* à *M. de Maupeou*, en date du 10 Octobre, où l'on offre à ce Chancelier, en attendant son *Bouquet*, une chanson des plus ameres : ce qui annonce qu'elle a été faite avant que le *Bouquet* parût.

21 Octobre 1772.

M^c. le Vasseur Avocat, a été arrêté ces jours derniers ; on prétend que son cas est très grave, en

ce qu'on a trouvé chez lui des brochures & manuscrits sur les affaires du tems, avec des ratures de sa main.

— 22 Octobre 1772. —

M. l'abbé Terrai vient tout récemment de déployer les ressources de son génie envers les Secrétaires du Roi, qui reclamoient une portion de vingt mille Ecus de rentes à eux faites par le Roi, pour augmentation de finances dont il leur est dû deux années. Ce Ministre embarrassé d'abord de leur répondre, leur a proposé de débarrasser tout-à-fait S. M. de cette rente, non en la remboursant, car le Trésor Royal ne rend rien, mais en la prélevant annuellement sur les futurs Récipiendaires, & en imposant sur chacun d'eux une taxe de mille Ecus de plus, comme frais de réception. Il a évalué que, bon an mal an, il y auroit vingt réceptions, ce qui feroit ladite somme de 20,000 Livres. Et à l'égard de deux années dûes, il prétend libérer encore le Roi de cette dette en autorisant ladite Compagnie à prélever par un effet rétroactif une somme de 40,000 Ecus sur les derniers reçus, à raison des mêmes dix mille Ecus qu'ils feroient obligés de fournir. Quelque merveilleux que soit cet arrangement, les Secrétaires du Roi font des Représentations, & ont peine à s'y prêter.

— 23 Octobre 1772. —

M. le Chancelier s'occupe beaucoup de tout ce qui peut consolider sa besogne, & pour écarter désormais les Réclamations des malheureux Procureurs qui le tourmentent, il cherche les moyens de les rembourser & de leur donner au moins un peu d'argent comptant. Non moins ingénieux, non moins fécond que l'abbé Terrai dans ses ressources, il veut aussi tirer de la chose même de quoi subvenir à ce remboursement, sans qu'il en coûte au Roi que le Parchemin. En conséquence il porte d'abord les charges d'Avocat du Parlement de 15000 Livres à 18000 Livres; les charges d'Avocat aux Conseils, qui n'é-

toient précédemment que de 40,000 Livres, donnent encore un excédent de 14000 Livres à financer : ils sont 72, d'où il résulte un Capital de 1,008,000 Livres, qui joint à l'autre de 300,000 Livres, fait 1,308 000 Livres à répartir entre 400 Procureurs, qui toucheront par ce moyen un peu plus de mille Ecus d'argent comptant chacun : on leur administrera une quittance de finances pour le surplus.

----- 23 Octobre 1772. -----

Les Receveurs généraux des Domaines & Bois sont toujours dans les mêmes transes pour ce qui les concerne ; il ne cessent de harceler le Contrôleur général pour connoître ses dispositions à leur égard : mais inutilement. Il est très boutoné vis-à-vis deux. Heureusement il ne trouve pas mauvais leurs importunités, & leur permet d'envoyer auprès de lui des Députés à Fontainebleau. Il n'en est pas de même des Payeurs des Rentes supprimées, qu'il écarte impitoyablement, & qu'il ne menace que de Lettres de cachet & de Bastille.

----- 23 Octobre 1772. -----

Billet doux de M. de Sorbouet à M. de Maupeou.

MONSIEUR,

» Je m'étois bonnement imaginé jusqu'à ce jour que la cabale avoit épuisé tous les moyens de vous faire injuré, je pensois que les Libellistes, Editeurs, Graveurs & toute cette race maudite acharnée après V. G. avoit pris ses Vacances en même tems que nous. Point du tout ! au sein de ma retraite, lorsque je ne pense plus qu'à me recueillir pour terminer en paix des jours bien languoureux, un pendart de chansonnier (ne riez pas au moins, si le mot rime avec un titre aussi respectable que le vôtre) m'envoie par la poste quatre malheureux couplets, pour vous les faire remettre, suivant ce que Messieurs les cabaleurs appelle leur convention. Les voilà, Mon-

seigneur, ces chiens de couplets, avec leur beau préambule.

Couplets en l'honneur de Monseigneur, afin de le desennuyer en attendant le Bouquet qui lui est promis pour sa fête.

Sur l'air : *De la Baronne.*

Ah! le grand homme!
Surtout pour le gouvernement!
Ainsi de Paris jusqu'à Rome
Chacun de vous s'en va disant,
Ah! le grand homme!

Oh! quel Monarque,
Le Prince qui vous a choisi!
De sa prudence quelle marque!
Le bon moment qu'il a saisi!
Oh! quel Monarque!

Que votre empire
Est à la fois doux & brillant!
Le monde, en vérité l'admire!
La France n'aime rien autant
Que votre empire!

Pour votre fête,
Monseigneur, puisse le B.....
Faire de votre auguste tête
A Thémis un petit cadeau
Pour votre fête!

Je ne puis vous dissimuler que l'idée d'un tel cadeau m'a paru neuve, & seroit même plaisante s'il s'agissoit du maroufle de *Chanfonnier* qui l'a mise au jour : mais comme il est ici question de votre Grandeur, cela change la carte. Au reste, comme je vous disois dans ma dernier, il faut faire pendre tous les Libellistes & Graveurs, & dans l'Arrêt de mort nous

comprendrons ce coquin de *Chanfonnier* en dépit de la rime : c'est le plus sûr moyen d'imposer silence à toute cette Canaille.

J'ai l'honneur &c.

A Bouffi ce 10 Octobre 1772.

24 Octobre 1772.

Une brochure ignorée jusqu'ici , & qui depuis six mois s'étoit sur les quais sans piquer la curiosité des amateurs, fait beaucoup de bruit aujourd'hui , & est recherchée avec fureur : c'est le *Vœu de la Nation*, si parfaitement tourné en ridicule par l'auteur du *Bouquet*. Les divers portraits des Ministres actuels qu'on y trouve ont paru extrêmement singuliers. Comme l'auteur les voit sous un point de vue qui aura peut-être échappé aux Etrangers, il faut dévoiler à l'Europe les rares qualités, les talens sublimes qu'une connoissance plus profonde lui a sans doute découverts ; les voici :

» Le Ministre de la Justice (M. le Chancelier) l'ami du trône, éclaire la Nation, & assure son bonheur par des vues aussi concertées dans le principe que solides dans l'exécution. Quel plus bel éloge de son cœur & de son esprit ! «

» Le Ministre des affaires Etrangères, (M. le Duc d'Aguillon) génie vaste & élevé ! cet ensemble de candeur & de prudence, s'honore de l'oppression & de la calomnie de ses ennemis : sous un Roi juste le fantôme de la calomnie s'évanouit. On l'avoit vu Commandant dans une grande Province, y répandre les canaux de l'abondance : on l'a vu depuis persécuté par l'ingratitude. Il a tout oublié pour se livrer à la bienfaisance. Voilà son triomphe. Tranquille au sein de l'orage, il n'a ni craint, ni désiré. Attendez tous les avantages possibles de son Ministère. «

» Le Ministre de la Guerre (M. le Marquis de Monteynard) offre un véritable Romain, digne assemblage des vertus : toutes ses vues se portent au bien de

de la plus noble partie de la Nation ; un désintéressement est la base de ses opérations. Plaire à son Roi & fixer sa confiance , voilà ses desirs & son bonheur ! «

» Le Ministre de la Marine (*M. de Boyner*) nous donne un de ces hommes qu'à peine l'Antiquité a connus. Plein de son objet , génie portant la lumière sur toutes les parties qui lui sont confiées , la Marine va reprendre sa première splendeur : un travail opiniâtre vient à bout de tout.

» Le Ministre de la Finance (*M. l'Abbé Terrai*) par cet heureux concours des opérations du Ministère & ses lumières & ses principes , jette les fondemens de la confiance publique , source de l'activité , du commerce & de la circulation , qui est le nerf de l'Etat ; il ne peut éclore de ce Ministre que des projets utiles à la France & à l'accroissement de ses finances. «

» Puis je mieux finir cette Lettre , ajoute l'Ecrivain , qu'en rendant mon hommage à cet ancien Ministre (*M. le Duc de la Vrillière*) qui a toujours excité l'admiration de la France : occupé de captiver la confiance & les bontés de son Roi , paisible dans son Ministère , aussi juste qu'éclairé , plein de douceur & de cette affabilité qui gagne les cœurs ; tous nos vœux se sont tournés vers lui ; sa vertu & sa candeur serviront de modèle ; il ne fut jamais exposé à l'orage , parce qu'il prit la sagesse pour guide. «

» Percez la Capitale , vous y trouverez ce Magistrat (*M. de Sartines* , Lieutenant général de Police , que le panégyriste met au rang des Ministres ;) qui veille à sa sûreté , remplit à la fois les devoirs de juge & de citoyen : cette pénétration qui mesure l'innocent , & confond le coupable , est son caractère distinctif ; le masque tombe devant lui , & l'homme reste. «

————— 24 Octobre 1772. —————

Il paroît un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi en
Tom III. R

date du 30 Septembre , qui ordonne le remboursement des quittances de finances délivrées aux Contrôleurs des Rentes supprimés , pour partie de la liquidation du prix de leurs offices.

Suivant les arrangemens que prescrit cet Arrêt ces officiers supprimés doivent être remboursés en entier , d'ici à la fin de l'année 1776.

————— 24 Octobre 1772. —————

M. le Chancelier , outré que les membres du Parlement persistent à ne point se faire liquider , redouble de rigueur à leur égard , & leur refuse toutes permissions , même les plus nécessaires. M. le Président de *Bonnueil* , qui a perdu sa femme depuis quelque tems & dont la présence seroit absolument nécessaire pour l'arrangement de ses affaires , ne peut obtenir le moindre congé pour cet objet.

————— 25 Octobre 1772. —————

M. le marquis de *Chamborand* , Premier Ecuyer de M. le Prince de *Condé* & qui avoit sa confiance la plus intime , a reçu ces jours-ci un Billet de S. A. qui le prie très poliment de se désaisir de ses clefs ; de ses chevaux , de ses équipages , & de sortir de son hôtel dans les 24 heures. On prétend que M. le Prince de *Condé* a découvert que ce Seigneur étoit auprès de lui l'espion de M. le Chancelier. Ce qu'il y a de sûr , c'est qu'il faut que M. de *Chamborand* soit grandement coupable , & que le Prince en ait eu des preuves bien sûres pour s'être porté à une telle injure vis-à-vis un homme de qualité.

On ajoute que M. de *Chamborand* s'est plaint au Roi , du traitement de M. le Prince de *Condé* , qu'il a montré la Lettre de congé à S. M. & qu'Elle lui a répondu que *c'étoit bien fait*. Propos fort étrange , mais croyable pour ceux qui connoissent le Monarque & ses inconséquences.

————— 26 Octobre 1772. —————

A la fin du *Bouquet* , l'auteur annonce que son ou-

vrage est terminé, mais qu'il reparoîtra bientôt; sous le titre de *Journal Politique, Historique, Critique & Littéraire des hauts faits de M. de Maupeau*. On attend avec impatience ce nouvel écrit, qui prendra vraisemblablement la place des *Supplémens à la Gazette*, & qui sera désormais le seul de ce genre, tout le dogmatique de la matière étant épuisé, mais les faits se reproduisant sans cesse, & pouvant toujours fournir à la plume d'un historien.

————— 27 Octobre 1772. —————

La Chambre des Vacations continue à lancer des Décrets. Celui de M. le Peige, Bailli du Temple, est converti en Décret d'ajournement personnel, ce qui le met décidément *in reatu*. Le nommé *Santusfan*, pour qui ils avoient arrêté par méprise le Sr. *Lafere*, dont on a parlé, vient d'être élargi; ce qui fait présumer encore quelque nouvelle ânerie de la part de ce Tribunal. On a fait ces jours-ci une descente chez le Sr. *le Sage*, grand Janséniste, grand distributeur de Gazettes Ecclésiastiques, mais qui, heureusement pour lui, s'étoit retiré depuis quelque tems de ce commerce. Ainsi, il est à croire qu'on n'aura rien trouvé chez lui, & que cette détention fera un nouveau coup d'épée dans l'eau. C'est l'Abbé *Porteiron* qui a dénoncé ce dernier.

————— 27 Octobre 1772. —————

La Comédie d'*Albert premier* ou d'*Adelins*, annoncée pour hier, & dont on parloit avec beaucoup d'emphase, n'a point eu lieu: elle a même disparu tout-à-fait de dessus l'affiche. On prétend qu'elle a été arrêtée à la Police. Il est étonnant que les Comédiens, qui ont été ainsi plusieurs fois dans le cas de frustrer le Public dans son attente, par leur négligence à remplir cette formalité, avant d'afficher une Piece, s'y laissent prendre si souvent. Celle-ci étoit d'autant plus dans le cas de cette précaution préliminaire, que prêtant à beaucoup d'allusions sensibles;

ce, si elle étoit faite par le plus grand nombre de ce Corps, est en effet soutenue de la prépondérance nécessaire.

————— 30 Octobre 1772. —————

On annonce une nouvelle Brochure plus scandaleuse que ce qui a paru encore : c'est *Le propos indiscret*. On prétend qu'on y relève les turpitudes de nos Ministres de la façon la plus claire & la plus détaillée : on n'en parle que par ouï-dire.

Le Dishirumbé est une pièce de vers effroyable & sanglante, qu'on veut être plus forte & mieux faite que les Odes intitulées *les Chancelières*. C'est encore un ouvrage ténébreux, dont on ne connoît que le titre.

————— 30 Octobre 1772. —————

On vient d'imprimer à Versailles, à l'Imprimerie du Département des affaires Etrangères : *La forme du Gouvernement de Suede ratifiée par le Roi & les Etats du Royaume, à Stockholm le 21 Août, 1772 ; avec les discours prononcés à la Diète, à l'occasion de sa clôture*. Quoique toutes ces pièces soient éparées dans les Gazettes, on est très étonné de l'attention du Gouvernement à les recueillir, & de son affectation à les distribuer & à les répandre gratuitement, ainsi que la relation de la Révolution. Apparemment M. le Duc d'Aguillon veut-il continuer à donner à entendre qu'il a part à tout cela. Cependant dans la ratification du Roi de Suede, il y a des phrases très fortes, des imprécations même contre la Monarchie absolue, appelé communément Souveraineté, que les malins ont remarquées, & qui ne sont pas apologetiques de l'administration actuelle.

————— 30 Octobre 1772. —————

La Pièce d'*Albret premier* semble proscrite sans retour. Madame la Dauphine avoit demandé, qu'elle fût jouée à Fontainebleau, mais le Ministère s'y est

opposé ; & c'est de la Cour qu'est émanée , à ce qu'on assure , la défense de la donner à la ville.

————— 31 Octobre 1772 —————

Les Etats de Bretagne ont accordé le *Don gratuit* de deux Millions , & ont simplement nommé une Commission , pour aviser si , dans les circonstances présentes , il seroit à propos de redemander le rappel du Parlement. Cette Délibération molle annonce que le parti de la Cour a déjà beaucoup gagné. En effet , quoique M. Desgrès Dulong , le Président élu de la noblesse à une très grande pluralité de voix , soit un *Basiliennais* décidé , (on nomme ainsi les membres du parti opposé à celui de la Cour) on remarque qu'il a foibli considérablement.

————— 31 Octobre 1772. —————

On écrit de Fontainebleau qu'il est assez public qu'il y ait des Négociations ouvertes sur les affaires actuelles ; que chaque Prince y a un homme affidé , chargé de négocier pour lui , une espece de Ministre Plénipotentiaire. On ne sçait au surplus quelle tournure cela prendra , mais on craint que fatigués d'une inaction aussi complete , il ne se laissent encore leurrer , même volontairement ; ce qui serviroit d'excuse à leur réconciliation.

————— 31 Octobre 1772. —————

Le *Supplement à la Gazette de France* , N^o. IX. paroît d'aujourd'hui. Il y a dequoi désoler le nouveau Tribunal : il contient des choses si récentes qu'on ne peut douter que ce Pamphlet ne sorte de quelque presse très voisine. il y a surtout un article de Paris , du 27 Octobre , & un autre concernant les Etats de Bretagne. Les suppôts de Police sont sur pied à l'ordinaire , pour recommencer leurs recherches.

————— 1 Novembre 1772. —————

On veut que la fermentation soit toujours très

grande entre les Ministres, mais il paroît que M. le Chancelier est aujourd'hui celui dont la faveur croît le plus. On parle de M. de *Boynes*, comme devant être expulsé le premier. La Marine, quoiqu'elle ait ployé sous lui, n'agit pas moins sourdement & cherche sans relâche à le débusquer. M. le Duc d'*Aiguillon*, qui sent son Ministère de plus en plus au dessus de ses forces, voudroit bien le quitter honorablement, & succéder aux dépouilles de celui-ci. Il auroit un moyen facile de se remettre avec la Noblesse de Bretagne, dont est composé en partie le Département de Brest, en rétablissant les choses sur l'ancien pied.

———— I Novembre 1772. ————

Le Neuvieme *Supplement à la Gazette de France* ne vaut pas mieux que les précédens; il est même plus mauvais. Outre les grossières injures dont il est plein, les faussetés, les absurdités qu'il renferme, il y a une tirade de vers contre les Intrus du nouveau Tribunal, qui est une platitude atroce & dégoûtante. On y attaque successivement le Sr. *Bertier*, Premier Président, les Srs. de la *Bourdonnaye*, *Châteaugiron*, de la *Briffe* & *Nicolas*, Présidens à Mortier; les deux Avocats généraux, *Vergès* & *Vaucreffon*, ainsi que le Procureur général *Fleuri*. On révèle & détaille toutes leurs turpitudes les plus infâmes. Ce sont les couplets de *Rousseau*, pour les horreurs dont ils sont remplis, mais dénués de cette énergie de style, de cette éloquence terrible, qui font passer les injures & les annoblissent. L'auteur annonce, qu'il passera ainsi en revue les membres divers du nouveau Tribunal.

———— I Novembre 1772. ————

On confirme la nouvelle de la Lettre de la Noblesse de Normandie au Roi. On la prétend signée de 600 Gentilshommes: on la dit très vigoureuse; on varie seulement sur la manière dont elle a été

adressée à S. M. Les uns veulent qu'elle ait été envoyée à M. *Bertin*, Secrétaire d'Etat, pour lui être remise; les autres, qu'elle ait été envoyée à M. le Duc d'Orléans: peut-être les deux circonstances sont-elles vraies.

————— 1 Novembre 1772. —————

Extrait d'une Lettre d'Orléans, du 25 Octobre 1772. *Charles VI* avoit accordé aux habitans d'Orléans la permission de posséder des fiefs, sous une rente à la Couronne, pour les récompenser du sang qu'ils avoient perdu en défendant leur ville contre les Anglois. Ce Privilege avoit paru à nos Rois si sacré & si justement acquis, que tous, successivement, avoient toujours pensé qu'il étoit de leur grandeur de nous en laisser jouir. Cette rente, par la progression des tems, avoit été portée à une somme de 1300 Liv. que le Corps Municipal acquittoit lui-même; moyennant laquelle somme, tout Bourgeois qui acquéroit un bien noble, ou en héritoit, étoit affranchi pour 20 ans du droit de franc-fief, parce que cette rente de 1300 Liv. étoit représentative du droit qu'un Citoyen, non noble, paye au Roi, & qui consiste dans une année de revenu pour avoir la faculté de jouir franchement pendant 20 ans.

Monsieur l'Abbé *Terrai* a jugé à propos de nous enlever notre privilege; cette opération de finance est certainement bien dure, mais elle n'est pas injuste; les besoins de l'Etat & la nécessité peuvent légitimer la révocation de ce don de nos Rois. Mais M. *Terrai*, de son chef, peut-il donner un effet rétroactif à une Déclaration du Roi, qui en révoquant nos privileges ne nous assujettit de payer le droit de franc fief qu'à commencer du 1er. Janvier 1772. D'où il s'ensuit qu'on ne devoit commencer à le percevoir qu'en 1791, ou rendre à la ville son abonnement, en retrogradant pendant 20 ans. Et l'on veut commencer dès aujourd'hui! C'est pourtant ce qui arrive. Un Bourgeois de cette ville, qui a hé-

rité de son pere, en 1760, une terre de fief, de 3000 Liv. de revenu, vient de recevoir un avertissement, de payer, sous huit jours, pour tout délai, le droit de franc fief, montant à 4200 liv., savoir 3000 pour le Principal de son revenu, & 1200 pour les huit sols pour livre.

————— 2 Novembre 1772. —————

La Dame *Destouches*, femme du Secrétaire des Fermes, qui est aujourd'hui l'ame Jannée de l'Abbé *Terrai*, est devenue grosse depuis quelque tems. Comme elle passe publiquement pour la maîtresse du Contrôleur général, on admire la vertu prolifique du Ministre, & cela occasionne beaucoup de plaisanteries dans les sociétés.

————— 3 Novembre 1772. —————

Extrait d'une Lettre de Morlaix, du 27 Octobre 1772. Les Etats ont été indignés du Discours de M. le Duc de *Fitz-james* à leurs ouvertures, où il a commencé par lever la verge en annonçant qu'il avoit toujours déployé une vigueur mâle dans les divers commandemens dont S. M. l'avoit honoré, que son caractère ne se démentiroit point dans l'occasion présente, & qu'il sauroit remplir son ministère avec tout l'appareil de la justice dont il étoit revêtu, s'il trouvoit quelque résistance aux volontés du Roi son maître. Le discours de M. de la *Briffe*, Premier Président & Commissaire du Roi, a été pauvre & mesquin, comme lui; il a prêché la soumission aveugle & passive. Celui de l'Intendant *Bacquencourt* étoit d'un homme embarrassé, qui voudroit bien ne pas déplaire à la cour & cependant être agréable aux Bretons. Enfin le Procureur Syndic a exposé d'une manière éloquente & pathétique les malheurs & les besoins de la Province.

Quoique le *Don gratuit* ait passé au moyen de la prépondérance des voix vendues à la cour, on ne s'en occupe pas moins; malgré les défenses de cette

dernière, des moyens de demander & d'obtenir le rappel & la réintégration du Parlement.

M. de la Bellerai, gentilhomme, vigoureux Bastionnaire, a eu le courage de proposer l'adhésion à la Protestation des Princes, & en a présenté l'acte tout dressé; mais les 83 ont fait le diable. Il paroît que cette démarche n'aura pas lieu, ce qui est un coup dangereux que M. le Duc de Fitz-james a les ordres les plus précis d'arrêter & de prévenir.

————— 4 Novembre 1772. —————

On ne voit pas que les négociations annoncées pour la réconciliation des Princes avec la Cour, ainsi que pour le rappel du Parlement, quoique certaines, aient aucun succès: on parle même d'un conseil tenu-adroitement par quelques Ministres à ce sujet, qui a fait éclater de la part du Monarque une obstination à laquelle on ne s'attendoit pas. M. Bersin, le favori du Roi, a commencé par dire qu'il croyoit devoir faire part à S. M. d'une multitude de lettres qui lui arrivoient des différentes provinces de son Département, que toutes contenoient des plaintes plus ou moins graves sur la manière actuelle dont s'administroit la justice & sur les magistrats de nouvelle création; que la Normandie surtout étoit dans une fermentation considérable.... Ce propos a mis le Prince de fort mauvaise humeur, il a froncé le sourcil & a dit: *je vois bien où vous en voulez venir, le Parlement ne reviendra jamais, tant que j'existerai.* Ce premier moiment d'humeur passé, le Duc d'Aiguillon a repris la parole & a pris des tournures, des biais, des circonlocutions, pour voir s'il n'y auroit pas moyen de faire des arrangemens qui, sans compromettre l'autorité de S. M. pussent contenter les peuples. Le Roi s'est impatienté de nouveau & a dit: *voilà sans doute le fruit de votre conférence avec le Prince de Conti; qu'y avez-vous été faire pendant une conférence d'un heure & demie?* Le Ministre a répondu que S. M. n'ignoroit pas que

c'étoit à l'occasion du Sr. *le Peige*, Bailli du Prince, qui se trouvoit dans les liens des decrets. L'humeur du Roi a redoublé, & il a répété ce qu'il avoit dit à M. *Bertin*. Le calme revenu une seconde fois, l'abbé *Terrai* a voulu remettre d'une autre façon la même matiere sur le tapis; S. M. s'est levée alors, Elle a apostrophé l'abbé *Terrai*, Elle lui a reproché que c'étoit là faute si Elle avoit encore les oreilles étourdies de cette matiere; que s'il avoit trouvé de l'argent pour les Liquidations, cela leur auroit donné une véhicule, & qu'il n'y auroit pas eu un magistrat qui n'eût fini pour en toucher. Ensuite réitérant les mêmes protestations, Elle a rompu brusquement le Conseil, & laissé les Ministres étourdis d'une vigueur de résolution dont ils ne le croyoient pas capable, & qui depuis le commencement de son regne s'est en effet si souvent démentie: ce qui augmente merveilleusement aux yeux des courtisans l'énigme du caractère de ce Prince indéchiffrable.

4 Novembre 1772.

Le bruit se répand que plusieurs gentilshommes de la Province de Normandie sont arrêtés & envoyés dans des citadelles, ce qui confirme la nouvelle de la Requête, & ne peut être qu'une suite de cette démarche: on a dit que cette Requête avoit été adressée à M. *Bertin*, Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Province, & c'est vraisemblablement de ce texte, qu'est parti ce ministre pour perorcr dans le Conseil dont on a parlé, c'est-là ce qui a donné tant d'humeur au Roi, toujours allarmé sur les atteintes qu'il croit voir portées à son autorité.

5 Novembre 1772.

Le *Propos indiscret* n'est qu'un petit Pamphlet d'une feuille, c'est un commentaire d'une phrase de M. le Duc de la Vrilliere aux Députés des Etats de

Bretagne. Ce Ministre, lors de l'approche de leur ouverture, leur écrivoit pour les prévenir que s'ils s'occupaient du rappel du Parlement, les Etats seroient cassés dans trois jours. On fait voir toute l'indécence de cette menace, également contraire aux droits des Peuples & la légitime autorité du Monarque. Le voici :

Le Propos indifcret..... Octobre 1772.

» Sa Majesté ne veut point de résistance ; si les
 » Etats s'occupent du Parlement ; ils seront cassés
 » dans trois jours. »

Voilà ce que le Ministre n'a pas craint de dire aux Députés des Etats de Bretagne. L'indécence d'un tel propos ne peut être fondée que sur les projets plus affreux encore d'un Despotisme qui veut tout renverser & écraser.

Un pareil discours développe & consomme le système d'iniquité : il met la violence au dessus de la raison, & ne substitue la force de l'usurpation aux liens sacrés des sermens, que pour faire régner l'arbitraire à la place des loix, justifier le passé, autoriser le présent, & tenter d'effrayer pour l'avenir.

————— 5 Novembre 1772. —————

Il a paru, il y a plusieurs mois, une Brochure intitulée. *Le Parlement justifié par l'Impératrice de Russie, &c.* On vient d'en composer une Suite, ayant pour titre : *Le Parlement justifié par l'Impératrice-Reine de Hongrie, & par le Roi de Prusse, ou seconde Lettre dans laquelle on continue à répondre aux écrits de M. le Chancelier.*

Le premier point de cette justification s'appuye sur une Lettre écrite de Bruxelles à l'occasion des événemens présens.

» Le Conseil souverain de Brabant a des maximes pleinement conformes à celles des Parlemens
 » de France. Les articles qu'on y appelle de la
 » joyeuse entrée, que les Souveraines promettent avec

» serment d'observer en prenant possession de ces
 » Provinces , répondent à vos Loix fondamentales.
 » Lorsque le Conseil se trouve en opposition avec
 » le Gouvernement , il renvoye les affaires aux
 » Etats de la Province , & en ce cas , le Gouver-
 » nement n'emploie jamais la violence , ou les coups
 » d'autorité , mais la négociation , pour accommoder
 » les choses.

» Que le Gouvernement de France rétablisse l'an-
 » cien usage d'assembler les Etats Généraux , com-
 » me c'est le droit imprescriptible de la Nation , &
 » l'on verra bientôt naître le calme & la paix ,
 » dont jouissent les Provinces qui sont sous l'heureu-
 » se domination de l'Impératrice, Reine de Hongrie »;

Le second point est fondé sur un Extrait des *Maxi-
 mées du Roi de Prusse* , cité infidèlement dans *Les
 Réflexions d'un Citoyen sur l'Edit* : par un des Ecri-
 vains du Chancelier , & dont toute l'autorité qu'il
 en voudroit tirer est détruite par le passage suivant.

» J'ai souvent réfléchi sur les avantages que pro-
 » cure à un Royaume un Corps qui représente la
 » Nation , & qui est *Dépositaire de ses Loix* ; je crois
 » même *qu'un Roi est plus sûr de sa Couronne* , quand
 » il la lui donne ou la lui conserve ; mais qu'il faut
 » être *homme de bien & rempli de bons principes* ,
 » pour permettre qu'on pèse tous les jours nos
 » actions. Quand on a de l'ambition , il faut y re-
 » noncer. Je n'aurois rien fait , si j'avois été gêné ,
 » peut-être passerois-je *pour un Roi juste* , mais on
 » me refuseroit le titre de Héros »

L'Auteur commente au long ce passage déjà très
 clair , il en fait l'application aux circonstances pré-
 sentes.

A ces deux autorités on ajoute par un *Postscriptum*
 celle du Roi de Sardaigne , en citant un Article de
 son Code. Il est adressé à la Chambre des Com-
 ptes..... » Si la Chambre reconnoissoit que pour les
 » susdites ou autres raisons , le Contrat fut lesif
 » ou préjudiciable à notre Patrimoine , elle ne lea-

» ténérera pas ; mais observant toujours la disposition de nos présentes Loix, elle devra faire ses Représentations au Souverain & résister.

———— 6 Novembre 1772. ————

Extrait d'une Lettre de Morlaix du 1er Novembre. L'usage depuis longtems est de renouveler tous les deux ans, à la tenue des Etats de Bretagne, la Ferme des Droits de cette Province. Le Ministère a fait une proposition bien captieuse à cette occasion, il prétend que les Fermiers lui ont porté des plaintes sur cette forme d'administration, en ce que dans un intervalle aussi court ils n'avoient pas le tems de connoître la nature des choses, d'en trouver le meilleur emploi, en un mot, de mettre dans leur perception un ordre, une économie si essentiels & si salutaires, qu'ils ont ajouté qu'en portant le Bail à six ans, ils pourroient se ménager des bénéfices plus sûrs & faire augmenter le bien de la Province, puisqu'alors ils consentiroient à augmenter le prix de leurs Baux. Tels sont les motifs que le Contrôleur général fait valoir pour déterminer l'acquiescement des Etats. Mais on sent facilement que cette proposition, avantageuse en apparence, n'est qu'un moyen lent & sourd d'opérer la ruine des Etats, qu'alors le Ministère prorogeroit au terme de six ans, puisqu'au moyen du Bail d'un pareil terme, ils n'auroient plus aucune répartition à faire. Les Bastionnaires sont très décidés à ne point acquiescer à cette demande, mais il est à craindre que le parti de la Cour ne l'emporte.

———— 6 Novembre 1772. ————

La nouvelle des enlevemens faits en Normandie se confirme: on parle aujourd'hui de sept prisonniers, savoir 3 membres du Parlement de Rouen, dont on ne nomme que M. Dufosse, un des Conseillers de la Grand'Chambre, Magistrat d'une fermeté à toute épreuve; 4 Gentilshommes, dont on ne nomme aussi que M. le Marquis du Candray, & enfin un Avocat

nommé le *Maire*, qui passe pour le rédacteur vraisemblablement de la Requête. Cette expédition violente, militaire & despotique, soulève la Noblesse, à ce qu'on écrit, & la fermentation augmente.

———— 6 Novembre 1772. ————

De gros Financiers de Paris ont envoyé leurs agens aux Etats de Morlaix, pour faire leurs propositions & les réduire par les offres avantageuses qu'ils font si l'on veut proroger le nouveau Bail à six ans. On ne doute pas que le Ministère n'excite sous main ces propositions, sauf à dédommager les Entrepreneurs s'ils perdent : il croiroit avoir bien employé cet argent en se débarrassant d'une telle épine au pied, sans employer le moyen violent de l'autorité.

———— 6 Novembre 1772. ————

On commence à murmurer beaucoup de ce que depuis six mois que le nouveau Tribunal a commencé l'instruction de ses procédures contre les auteurs, distributeurs, colporteurs de la *Correspondance* & adhérens, il n'a cessé de remplir les prisons de malheureux, arrêtés & relâchés successivement, sans que rien se termine, & même étant obligés de reconnoître l'innocence du plus grand nombre, vexé mal à propos & sans aucun dédommagement.

———— 7 Novembre 1772. ————

On parle beaucoup d'un Drame intitulé *Jean Hennuyer*, ouvrage de quelqu'Ecrivain Patriotique, dont il s'est servi comme d'un cadre intéressant pour amener plus naturellement & en action quelques dissertations vives sur la résistance qu'on doit opposer aux ordres du Souverain, quand ils répugnent au bon sens, à l'humanité, à la nature, à la religion ; pour faire sentir l'absurdité d'une obéissance aveugle & passive, comme les Despotes l'exigent & comme voudroient la faire adopter les apôtres du Ministère actuel, pour inculquer, au contraire, cette force d'i-

nertie si essentielle & si efficace dans les tems critiques & orageux.

On conçoit par cet exposé combien l'ouvrage doit être rare & pros crit: il est précédé d'une Préface vigoureuse, écrite avec beaucoup d'énergie, où l'on répand des vérités dures à entendre aux Rois, mais salutaires, & qu'on ne sçauroit trop divulguer. — Le style du Drame est plus simple, quoique d'un coloris fort & rembruni dans les morceaux qui l'exigent, & surtout dans la description du massacre de la *Sr. Barthelemi*.

————— 7 Novembre 1772. —————

M. l'Evêque d'Orléans, qui avoit eu permission de venir dans son Diocèse, a aujourd'hui celle d'aller en Provence, au sein de sa famille, & partout où il voudra, excepté à la Cour.

————— 7 dudit. —————

La Monnoye de Toulouse avoit été comprise dans l'Edit de suppression du mois de Février dernier: par une Déclaration du Roi du 22 Septembre, & enregistrée en la Cour des Monnoyes le 10 Octobre, elle est rétablie dans toute son intégrité.

————— 7 dudit. —————

Tout paroît se disposer à faire recommencer au nouveau Tribunal une troisième scission: le propos du Roi au *Sr. de Sauvigny*, Premier Président, l'a confirmé publiquement à toute la Cour. Ce dernier étant venu revêtu, suivant l'usage, de sa simarre, faire la cour à S. M., Elle lui a crié du plus loin qu'elle l'a vu: *qu'est-ce que cela signifie? croyez-vous pavoiser encore ici comme Premier Président*; Le benêt s'est humilié & a répondu modestement qu'il n'avoit accepté cette place que pour obéir, & qu'il la quitteroit dès que S. M. l'ordonneroit. Le Roi a insisté, l'a turlupiné sur les bruits qui couroient de sa démission, sur ce qui en étoit dit dans la Gazette de Hollande, où l'on annonçoit qu'il seroit remplacé par

M. D^{ne}

M. Dufour de Villeneuve, Lieutenant Civil; & lui a voulu persuader qu'il devoit être instruit de tout cela. Le bon-homme ne sachant à quelle fausse manger le poisson, a enfin été rassuré par le Monarque même, qui l'a exhorté à continuer à le bien servir, & l'a assuré que, malgré la Gazette de Hollande, il seroit encore longtems en place. La sérénité a reparu alors sur le front du vieillard imbécille, qui s'est rengorgé aux yeux de tous les courtisans.

————— 8 Novembre 1772. —————

Les Bastionnaires, suivant les dernières Lettres des Etats de Bretagne, ont pris quelqu'ascendant sur les Ordres, & il a été arrêté de faire une Députation au Roi pour supplier S. M. de réintégrer le Parlement de cette Province dans son état primitif.

————— 8 dudit. —————

Il paroît plusieurs Arrêts du Conseil qui déclarent sujets aux huit sols pour livres, imposés par l'Edit du mois de Novembre 1771, les droits tant primitifs qu'additionnels, formant le total des octrois des différentes villes qui ont prétendu ne pas devoir y être assujetties.

————— 8 dudit. —————

On a parlé dans le tems du goût décidé ou plutôt de la passion violente de M. le Duc d'Orléans pour Madame de Montesson : comme celle-ci lui tient toujours la dragée haute & ne lui accorde aucune faveur essentielle, sous prétexte qu'elle est faite pour être sa femme & non sa maîtresse, cette passion ne fait que croître prodigieusement; & quoique Madame de Villemouble, ci-devant Mlle. Marquise, de l'Opéra, satisfasse toujours aux besoins physiques du Prince : il voudroit bien pouvoir se passer de ces secours qui n'ont plus d'attrait pour lui par la longue habitude de les recevoir. D'un autre côté, la disgrâce où il est ne lui permet pas d'espérer l'acquiescement du Roi à un mariage en règle, tel que l'exige sa favo-

rite. On prétend aujourd'hui que M. le Chancelier se sert de ce tournant pour se raccommo-der avec S. A. ; qu'il intrigue sourdement auprès de Madame de Montesson, & lui fait entendre que si elle veut déterminer le Prince à se rapprocher de la Cour, il lui promet en récompense de faire agréer son hymen au Roi, & de la rendre bientôt Duchesse d'Orléans. Heureusement que M. le Duc de Chartres, personnellement intéressé à ce que son pere ne convole point en secondes nœces, traverse les menées du Maupeou : mais l'amour de l'amant est si vif & si aveugle ! il est si facile & si foible ! que le corrupteur espere tout de son côté, & que les Patriotes craignent tout du leur.

———— 9 Novembre 1772. ————

On mande de Besançon que par égard pour l'intercession de M. Chiffet, Premier Président du Parlement actuel de cette ville, M. le Chancelier avoit fait lever les Lettres d'exil de Mrs. Broos de Chucillac & de Linia, membres de l'ancien Parlement & leur avoit fait même expédier en Chancellerie des Lettres de Noblesse héréditaire pour eux & leur postérité, quoiqu'ils n'eussent pas les vingt ans de service exigés pour la vétérance dans les Charges de cette Cour Souveraine : ce dont se prévaloit beaucoup M. Chiffet, pour exalter la miséricorde du Chef suprême de la justice, & lui ramener les cœurs des Magistrats supprimés.

———— 19 dudit. ————

Extrait d'une Lettre de Rouen, du 4 Novembre Mrs. le Maître, Avocat de Rouen, Tailloy des Noyettes, Avocat de Paris, ont été emmenés dans des châteaux forts On a exilé Mrs Dufossé, de Maisons, d'Ecaquelou, & l'Abbé de Rualein, Conseillers du Parlement ; le premier à Noirmoutiers en Bas Poitou, dit-on ; le 3eme à Laon : on ignore le sort des deux autres. On a arrêté & mené dans des châteaux

Mrs. de Mont-Pinçon, de Trie & de Joinville, Gentilshommes du Pays de Caux. On parle aussi du Marquis de Thiboutôt. On punit la Lettre de la Noblesse au Roi & les esprits factieux qu'on croit qui communiquoient ensemble. On dit que M. de Trie n'ayant pas été trouvé à son château, on y a laissé deux factionnaires. Tout le monde tremble : on dit aussi que Mrs. Fery & Duval, Avocats du Parlement, en butte à Perchel, ancien Avocat, aujourd'hui Procureur Général, sont menacés d'enlèvement....

————— 10 Novembre 1772. —————

Extrait d'une Lettre de Morlaix du 3 Novembre 1772.... M. le Duc de Fitz-James s'oppose à la délibération des Etats, qui a arrêté une Députation pour demander au Roi le rappel du Parlement de la Province ; il s'est trouvé pris pour dupe dans cette occasion, il avoit voulu jouer au fin avec les Etats, & leur avoit permis de délibérer sur cet objet, s'imaginant qu'on lui tiendrait compte de cette modération, & que cependant il n'en résulteroit aucune démarche contraire aux vues de la Cour, parce qu'il comptoit être sûr des Ordres du Clergé & du Tiers. On est allé aux Chambres en conséquence, on a pris la voie du scrutin, & le résultat a été des voix unanimes de la Noblesse pour demander le rappel du Parlement, d'une prépondérance de deux tiers de voix contre une dans l'Ordre du Tiers. Le Clergé sentant que les deux autres Ordres l'alloient emporter sur lui, a demandé un Tardé à délibérer, c'est à-dire un sursis, pendant lequel M. le Duc de Fitz-James averti qu'on l'avoit joué, a voulu suspendre la Délibération, qui a cependant passé, mais dont il arrête l'exécution.

Dans les demandes formées par les Etats, ils sollicitent le Roi, de leur rendre les 40 millions qu'ils ont empruntés & dont S. M. s'est chargée sans leur participation. Ils regardent cette dette comme celle de la Province, & desirent s'acquitter par eux-mêmes.

mes ; sans innovation de leur part , qui exigeroit d'ailleurs le concours de leurs créanciers : ceux-ci les leur ont prêtés avec une confiance à laquelle les Etats ne veulent pas manquer.

10 *dudit.*

C'est M. l'Evêque de Senlis qui doit célébrer après-demain la *Messe Rouge* à la rentrée du nouveau Tribunal ; M. l'Archevêque de Paris n'a pas osé s'acquitter une seconde fois de cette cérémonie , pour que cela n'eût pas l'air trop affecté. Le premier , en sa qualité de Conseiller d'Etat : ayant séance à ce Tribunal , est censé du tripot. D'ailleurs , pour mieux colorer la bassesse de cette complaisance , il dit que c'est Madame Louise qui l'en a prié , & qu'il n'a pu se refuser aux instances de cette Princesse. Le vrai est que M. de Rocquelaure est un vil courtisan propre à faire toutes les démarches nécessaires pour conserver ou augmenter la faveur : il est Premier Aumônier du Roi , & compte ainsi faire sa cour à S. M. On ne sait comment l'Académie Française , dont il est membre , prendra la chose , mais plusieurs de ses confreres en témoignent leur humeur assez publiquement.

12 *Novembre 1772.*

M. le Chancelier est plus brillant que jamais à Fontainebleau ; il y tient soir & matin une table de 50 couvert. Il s'occupe aujourd'hui essentiellement de ramener les Princes. On a déjà parlé de ses manœuvres auprès de M. le Duc d'Orléans par l'organe de Madame de Montesson , il fait travailler aujourd'hui le Prince de Condé d'une manière non moins dangereuse. M. le Comte n'Artois témoigne une répugnance invincible pour la Princesse étrangère qu'on lui destine & qu'il auroit un goût décidé pour Mademoiselle , sœur du Duc de Bourbon , qui est très jolie , & dont on avoit mis en délibéré le mariage avec Son A. R. Monsieur de Maupeou fait es

pérer au Prince de Condé, que cette alliance pourroit s'effectuer s'il se soumettoit aux ordres du Roi; qu'il se faisoit même fort de le faire insérer comme clause secrete du raccommodement; qu'il seroit enchan-té de pouvoir témoigner ainsi combien il est le zélé serviteur de Son Altesse. La foiblesse de ce Prince, qui n'a pas plus de nerf que le Duc d'Orléans, est telle qu'on craint à chaque instant leur défection, au moyen de promesses qui flattent la passion amou-reuse de l'un & l'ambition de l'autre.

12 dudit.

Madame de Barbantane, Dame d'honneur de Ma-dame la Duchesse de Bourbon, est obligée de quitter cette place. On prétend qu'on a découvert qu'elle faisoit auprès de la Princesse, le même rôle que M. de Chamborand auprès de Prince de Condé, ou que du moins elle en est véhémentement soupçonnée.

Quant à M. de Chamberand, il joue le rôle des traîtres qui ne sont agréables à aucun parti; il paroît que le Roi s'est opposé à ce qu'il eût la place de Premier Ecuyer de M. le Comte d'Artois qu'il solli-citoit, & sur laquelle il comptoit par les intrigues du Sr. Menard de Chouzy, son beau frere & le premier Commis Factotum du Duc de la Vrilliere. Le bruit court que dégoûté de cette double disgrâce, il prend le parti de passer en pays étranger & d'y chercher de l'emploi.

12 Novembre 1772.

Extrait d'une Lettre de Morlaix du 6 Novembre 1772..... On a délibéré le 4 de ce mois sur les Fourages, les Douanes, les Vingtiemes, la Capita-tion & autres natures d'Impôts; ensuite le Procureur-Général-Syndic des Etats est entré, & a dit qu'il re-mettoit sur le Bureau divers Arrêts du Conseil, en vertu desquels il avoit été fait dans la Province des perceptions nouvelles & irrégulieres, sur lesquelles il demandoit qu'il fût délibéré. Lui retiré, il y a eu

deux avis à cet égard : le premier , qui est celui des partisans de la Cour , qu'il suffisoit de réparer ce défaut de forme ; l'autre , au contraire , tendoit à regarder comme illégal tout ce qui s'étoit fait en vertu des dits Arrêts du Conseil , à ne point les reconnoître , à réclamer contre , & à prendre des précautions pour que ces innovations dangereuses ne se réitérent pas. Il y a grande apparence que les créatures du Ministère l'emporteront.

13 Novembre 1772.

On ne trouve point que M. le Duc d'Orléans se soit bien conduit à l'égard de la Requête de la Noblesse de Normandie , qui lui a été adressée , & qui n'est pas signée de 600 Gentilshommes , mais de 257 : cette piece très précieuse est restée sans effet , & il a craint de l'envoyer au Roi , comme il l'auroit dû ; on croit même qu'il n'a pas répondu à cette Noblesse ; & l'on croit déjà remarquer l'influence de Madame de Montesson , obsédée par le Chancelier.

« Du reste , cette affaire est très grave. On prétend que dans un conseil tenu à cette occasion , il y a eu des voix pour faire trancher des têtes. On parle de 200 Lettres de cachet adressées à M. le Duc d'Harcourt , pour faire usage au besoin.

Cette Requête , au surplus , est imprimée , & l'on ne doute pas qu'elle ne transpire incessamment.

13 dudit.

L'Abbé de Beaumont a enfin donné la démission de sa place de Conseiller Clerc au nouveau Tribunal , ce qui fait plaisir à toute la famille , excepté à M. l'Archevêque de Paris. Du reste , ses confreres ne sont point fâchés d'en être débarrassés , car malgré la peine prononcée contre les absens qui , suivant le nouveau Règlement de discipline , doivent être pointés ; il alloit très peu au Palais & n'en a pas moins

touché son année pleine : il paroît que ce Règlement n'est qu'un comminatoire & qu'il n'aura point lieu.

----- 15 Novembre 1772. -----

Il ne s'est passé rien de nouveau à la *Massé Rouge*, célébrée, ainsi qu'on l'avoit annoncé, par M. l'Evêque de Senlis. On a remarqué seulement que le Premier Président de *Sauvigny* s'étoit beaucoup mieux tiré de la harangue que le Prélat, qui, quoiqu'Académicien, avoit eu le début fort embarrassé & avoit balbutié.

----- 14 dudit. -----

Il paroît que l'objet des Lettres de cachet envoyées en Normandie est d'épouvanter les timides & de les obliger de se retracter. M. le Chancelier qui connoît l'abatardissement de la Nation, s'est imaginé que le grand nombre des Gentilshommes n'avoit été déterminé à signer la Requête que par obsession & complaisance. Effectivement ses partisans répandent le bruit qu'à la vue de l'exil ou de l'emprisonnement dont ils étoient menacés, presque tout ont donné une retractation.

----- 15 dudit. -----

Le Roi a témoigné au Sr. de *Bridge*, un de ses Ecuyers, beau-frère de M. *Talon*, combien il étoit fâché de l'état de ce dernier, & surtout qu'il ne fût pas revenu plutôt. Ce trait d'humanité du Monarque encourage merveilleusement les Exilés, qui se proposent bien de revenir dès qu'ils auront quelque petite maladie.

----- 15 dudit. -----

M. le Duc de la *Vrillière*, excité par le Sr. *Menard de Chouzy*, son ami damné, ayant voulu ranceuvrer de nouveau en faveur de M. de *Chamborand* pour l'installer dans la maison de M. le Comte d'*Artois*, a déplu singulièrement au Roi; & ce Ministre, qui

Il vu naître & gronder tant d'orages à ses pieds , sans en être frappé , a pensé succomber tout récemment , presqu'au bout de sa carrière.

———— 16 Novembre 1772. ————

Il ne s'est passé rien de nouveau au Palais le jour de la rentrée. Quatre-vingt-dix Avocats se sont présentés au serment , mais le très grand nombre étoit composé d'*Avocats du* ; il n'y avoit que le Sr. *la Goutte* & quelques polissons peu connus des *Avocats au* ; ce qui semble annoncer la honte que ces derniers ont encore de leur démarche de l'an passé. Du reste l'Ordre est toujours comme un troupeau sans pasteur , c'est-à-dire n'a point de Bâtonnier.

Le Sr. de *Sauvigny* & son tribunal ont été mécontents de la défection de l'Ordre à l'auguste cérémonie de la *Messe Rouge* , & M. le Chancelier l'a trouvé très mauvais.

———— 16 Novembre 1772. ————

M. M. de la Chambre ne voyant rien s'effectuer des paroles de consolation données par l'abbé *Terrai* , se plaignent de nouveau de ce R. . . sans foi & sans principes : ils n'osent encore faire des Remontrances au Roi , puisque les Edits de réduction qui les concernent ne leur sont point connus légalement , ne leur ayant pas été proposés à l'enregistrement : ils attendent le moment critique pour savoir à quoi s'en tenir.

———— 16 Novembre 1772. ————

M. le Chancelier , mécontent de toutes les gravures de son Portrait répandues jusqu'à présent , vient d'en faire faire une planche plus soignée sur un nouveau dessin : il doit en donner lui-même les exemplaires à ses amis & à ses partisans. La distribution s'en va faire incessamment.

———— 17 Novembre 1772. ————

Extrait d'une Lettre de Caen , du 10 Novembre:

Le Lieutenant général de Police de cette ville ; homme zélé & actif , s'apercevant de la misère du Peuple & de la cherté du pain , malgré l'abondante récolte , a voulu suivre la chose de près & remonter à la source : il a fait une tournée dans la Banlieue de son district , il a fait ouvrir plusieurs magasins & garnir les marchés , & d'après le prix de vente le plus général , il a calculé ce que le pain pouvoit valoir : il a trouvé que les boulangers le vendent trop cher , & l'a réduit à un taux raisonnable qui pût convenir à tout le monde. Le Procureur général du Conseil Supérieur de Bayeux , auquel les monopoleurs mécontents se sont plaints sans doute , a mandé cet Officiers , l'a réprimandé , & lui a enjoint de laisser aller le cours des choses , sans s'immiscer dans une perquisition qui ne le regardoit pas. Le Lieutenant de Police ne convenant point de ce principe , a reçu un *Venias* du Chancelier , qui l'a fortement réprimandé ; il s'est très bien défendu , & le Chef de la Justice l'a renvoyé au Contrôleur général qui a également entrepris de le catéchiser. Le Magistrat ferré à glace a bourré le Ministre de façon que , n'ayant rien à répliquer , il l'a également congédié. Lorsque nous comptons revoir ce Patriote ferme & vertueux , nous apprenons qu'il est exilé , par une Lettre de cachet , loin de sa patrie & dans le fond de l'Alsace.

18 Novembre 1772.

Il y a eu Sceau hier , & M. le Chancelier a paru pour la première fois en public depuis son retour de Compiègne : il avoit l'air extrêmement radieux. On a par occasion vu des embellissemens qu'il fait faire à la Chancellerie. Il ne veut plus que cet Hôtel se ressente de la gravité sévère & sauvage des anciens Chefs de la Justice , qui s'étoient asservis à une étiquette sombre & triste. Tout est or & azur dans ce Palais de la Thémis moderne. On admire l'élégance des meubles , que la fille d'Opéra la plus recher-

chée dans son goût n'excluroit pas de la petite maison où on l'installeroit. On ne doute pas, lorsque les travaux seront finis, que M. de Maupeou ne donne en ce lieu une fête à Madame le Comtesse Dubarri.

————— 18 Novembre 1772. —————

On écrit de Bretagne que M. le Duc de Fitz James continue à s'opposer à l'envoi de la Députation; que sur de nouveaux ordres de la Cour, qu'il s'est fait donner, il a défendu de délibérer sur rien qui eût rapport au rappel du Parlement. Que les Etats mécontents traînent en longueur & ne font rien, mais que le parti de la cour gagne, insensiblement du terrain; & qu'on ne doute pas que les Bationnaires ne soient enfin écrasés, ou que, l'essentiel étant terminé, on ne ferme incessamment les Etats.

————— 18 Novembre 1772. —————

On vient de donner 2000 Ecus de pension à M. de Vergès, Avocat général du nouveau Tribunal. Cette faveur paroît d'autant plus hors de propos dans ce tems critique, que ce Magistrat est riche & n'a pas de longs travaux par devers lui.

————— 19 Novembre 1772. —————

Extrait d'une Lettre de Rouen du 16 Novembre Les motifs de la Requête de la Noblesse de cette Province au Roi sont fondés sur ce qui s'est passé.... Le Parlement de Normandie étant supprimé & remplacé par deux Conseils supérieurs, dont l'un à Rouen & l'autre à Bayeux, le Contrôleur général n'a pas tardé à profiter de la facilité que ce changement lui donnoit, d'imposer la Province à discrétion. Il étoit sûr que les Conseils supérieurs, trop heureux d'avoir leurs gages payés exactement, n'auroient aucune envie de réclamer, & que, quelque fût leur desir à cet égard, ils ne pourroient faire des représentations, puisque le titre de leur création ne leur

donnoit pas ce pouvoir. Ainsi, sans Arrêt du Conseil, ni autre titre que la volonté du Contrôleur général, les Employés furent chargés d'aller dans les campagnes chez les Gentilshommes ; mesurer leurs biens, leurs terres, la cour même de leurs châteaux, & de régler l'imposition sur cette mesure. Une conduite aussi étrange révolta tous les Propriétaires, qui, forcés par l'injustice du procédé, sentirent vivement la suite des opérations du Contrôleur général, & n'ayant de Tribunal à qui s'adresser, prirent la résolution de porter eux mêmes leurs plaintes au Roi, dans une Requête signée de plus de 200 Gentilshommes. Ces signatures recueillies vers le mois de Septembre dernier, il s'agissoit de faire parvenir la Requête au Roi ; l'embarras étoit grand. Il fut résolu qu'un des plus notables de la Noblesse iroit lui-même porter un exemplaire de la Requête à chacun des Princes, & les prier au nom de la Noblesse, dont ils sont les Chefs, de l'envoyer au Roi : ce qui étoit d'autant plus naturel qu'elle étoit très respectueuse, & les mettoit à portée de convaincre S. M. que les craintes énoncées dans leurs Protestations étoient justes & légitimes, puisqu'on en voyoit déjà de si tristes effets.

Le Chancelier, informé de cette résolution, courut aussitôt chez le Roi : il lui annonça qu'il se formoit une association en Normandie qu'il étoit de la dernière importance de réprimer par les peines les plus rigoureuses. L'esprit du Roi, ainsi aigri, il n'eut pas de peine à obtenir ce qu'il demandoit. Des ordres sont donnés sur le champ aux Exempts de Maréchaussée d'aller se saisir de celui qui étoit porteur de la Requête qui heureusement s'échappa, & passa au milieu des Archers, sans être reconnu : il s'est mis en sûreté en pays étranger. Mr. de Mont-Pignon & de Mannetille, ainsi que M. Le Maître, jeune Avocat d'une grande réputation & soupçonné d'avoir rédigé la Requête, furent arrêtés & conduits à la Bastille.

Sept Conseillers du Parlement de Rouen ; & le second Avocat Général , requrent des Lettres de Cachet , qui les exiloient en des endroits très éloignés ; non qu'on eût des preuves qu'ils eussent concouru à la Requête , mais pour faire entendre au Roi que c'étoit ces Officiers qui ameutoient la Province , & en rejeter l'odieux sur les Parlemens. *M. Dufossé* , un d'entre eux , représenta qu'il courroit risque , en se rendant à Noirmoutiers , (Ile sur l'Océan à quelques lieues de la Rochelle) de perdre la vue ; il y joignit un certificat de Médecins & Chirurgiens. La réponse fut un ordre donné à un Exempt d'aller visiter ses papiers , & l'emmener ensuite à la Bastille. Ce respectable Magistrat , d'un mérite distingué & d'une réputation acquise par 35 ans de service , se vit sur le point d'être enfermé comme un criminel ; mais il profita d'un moment favorable , pour s'échapper.

M. le Camus de Néville , Conseiller au Grand Conseil , âgé de 22 ans & d'un mérite au dessus de son âge , ayant appris qu'on le cherchoit , pour lui faire le même traitement , a eu aussi le bonheur d'échapper aux recherches

————— 19 Novembre 1772. —————

La Lettre écrite au Roi par la Noblesse de Normandie , est noble , ferme & respectueuse. Elle expose dans toute leur étendue l'infraction des droits de la Province , l'excès du Despotisme sous lequel elle gémit , & qui s'appesantit journellement sur la tête des citoyens : mais elle rejette toute l'iniquité sur les abus d'un Ministre oppressif , & sur l'obésion où il tient le Monarque. C'est donc à sa justice éclairée qu'elle a recours , pour remédier à ses maux : elle invoque S. M. contre S. M. même.

L'article de l'Exil des Princes y est traité fort adroitement , & de façon à devoir les intéresser à concourir à cette Requête , par de nouvelles instances qu'ils auroient faites par écrit ; sorte de moyen

de parvenir au Trône, qui ne leur est pas interdit.

Cependant, c'est contre un Acte de liberté aussi naturel, que l'on sévit de la façon la plus absolue & la plus méprisante. Un nommé *Chenon*, Commissaire au Châtelet de Paris, & le Sr. *d'Emmeri*, Exempt de Police, si fameux pour les captures, ont été envoyés seuls, & sans autre appareil de Magistrature & de défense. Ils vont de château en château, ils forcent chaque Gentilhomme à se retracter, en lui signifiant une Lettre de Cachet qui le dépayse, & l'exile en un lieu qu'ils remplissent suivant leurs instructions. La douceur avec laquelle cette mission s'exécute, & l'existence de ces deux individus, qui dans des tems plus orageux auroient disparu pour toujours depuis longtems, sont une preuve bien sensible de la soumission de cette Noblesse qu'on punit comme turbulente.

————— 20 Novembre 1772. —————

On parle déjà de transférer à Tours le Conseil Supérieur de Blois, comme trop près du ressort de Paris. La précipitation avec laquelle s'est formé & exécuté le plan de M. le Chancelier, ne permettoit guere qu'il n'y eût beaucoup de choses à réformer : ce qui s'éprouve journellement.

————— 20 Novembre 1772. —————

M. l'Evêque d'Orléans, quoique libre d'aller partout où il voudra, excepté à la Cour, a cependant pris une permission particulière pour se rendre à Chanteloup, auprès de M. de Choiseul : il y doit être actuellement.

————— 11 Novembre 1772. —————

Le Sr. *Sorhouet de Boufi*, ci-devant Conseiller de Grand-Chambre du nouveau Tribunal, & ancien Conseiller au Grand Conseil, vient de mourir des suites d'une maladie de langueur, que le chagrin n'a pas peu augmentée. Ce Magistrat est devenu malheureusemens trop fameux par la *Correspondance*,

cet ouvrage immortel qui perpétuera sa lâcheté, sa trahison & son infamie. Son convoi étoit très médiocre, & ses confreres ont paru rougir de l'escortier au tombeau.

————— 20 Novembre 1772. —————

La Chambre des Comptes a enrégistré, depuis peu, l'Edit de création d'une charge de Receveur des Vingtièmes, dont on a parlé, & tout se dispose à réaliser les vues du Contrôleur général à cet égard.

————— 21 Novembre 1772. —————

On a porté manuscrits, aux fix Corps des Marchands, deux Edits, concernant les Brevets pour Arts & Maîtrises, dont il est question depuis si long-tems, & que le Controleur général est enfin décidé à faire accepter. On est seulement bien aise de préparer insensiblement ces Communautés, sans à leur donner quelque satisfaction légère par la suppression de quelques articles sur lesquels on s'attend à des représentations, avant l'enrégistrement de ces Edits. On ne doute pas qu'ils ne passent à la rentrée du nouveau Tribunal.

————— 22 Novembre 1772. —————

Le premier Edit du Roi qui déclare les Maîtrises héréditaires, a été donné à Versailles au mois de Février 1771, & contient les dispositions suivantes :

Les Artisans des Corps & Communautés, leurs Veuves, Enfans, Héritiers & ayant cause, jouiront héréditairement de leurs Brevets, & disposeront par Testament, Vente, Donation & Transport, de leurs Maîtrises, à la charge de payer dans six mois, du jour de la publication du présent Edit, le cinquieme du prix desdites Maîtrises, & les deux sols pour livre en sus, & pour ceux qui acquerront ladite hérédité dans trois mois, déchargés des deux sols pour livre.

Il sera remis par les Gardes & Syndics des Communautés, au Sr. Lieutenant général de Police, des

états du Prix qu'il en coûte dans chaque Corps pour la Maîtrise, pour sur ce, arrêter au Conseil, un Rôle de fixation desdites Maîtrises.

Nul ne pourra à l'avenir être reçu dans aucun Corps, Maître, qu'il ne soit d'une Maîtrise héréditaire.

Dans les lieux où il n'y a pas de Maîtrise, on en établira.

Ceux qui auront joui pendant vingt années, & passé, des charges de leur Communauté, pourront continuer de vendre & disposer de leurs Maîtrises, ainsi que les Veuves & les Enfants.

Les Veuves, actuellement exerçant, continueront de jouir de leurs Maîtrises, & pourront même acquérir l'hérédité.

Les Acquéreurs payeront aux Parties casuelles, un cinquième du Prix, & les Apprentifs & fils de Maîtres, seulement le dixième; & les deux sols pour livre appartiendront aux Gardes.

Sur lesdites Finances, il en sera employé moitié à acquitter & rembourser les rentes dues par les Communautés, suivant l'état arrêté par les Commissaires de la liquidation des Dettes.

Autre Edit, portant Règlement pour les Arts & Communautés de la Ville de Paris.

Dans une longue loquelle, en forme de préambule, il est toujours fait mention de l'amour paternel du Roi pour ses Peuples, du desir de leur félicité, & surtout de l'augmentation des finances, terme substitué aux besoins de l'Etat.

On supprime les chef-d'œuvres, comme inutiles, & les lieux privilégiés, comme abusifs.

Les trois quarts du produit des Droits de réception seront perçus au profit du Roi, & le dernier quart, par les Communautés, pour leurs dépenses & paiement de leurs Rentes.

Les Communautés ne pourront s'assembler que

sous le bon plaisir du Lieutenant général de Police, qui y enverra un de ses Commis, pour assister aux Délibérations.

Viennent ensuite beaucoup d'articles aussi bizarres les uns que les autres, & toujours dans le même esprit du Despotisme : le tout pour la félicité des Peuples.

Sommes fixées pour le Droit de Réception.

Drappiers.	}	3000 Livres;
Apothicaires.		
Batteurs d'or.		
Tireurs d'or.		
Seiliers.	}	1500 Livres;
Charpentiers.		
Maçons.		
Orfèvres.		
Bouchers.	}	1200 Livres;
Bonnetiers;		
Libraires.		
Limonadiers;		
Couvreurs.	}	1000 Livres;
Maréchaux;		
Serruriers.		
Charrons.		
Plombiers.	}	900 Livres;
Chaircuitiers;		
Pâtisiers.		
Pelletiers, Foursiers;		
Chapeliers.	}	900 Livres;
Horlogers.		
Cartiers.		
Merciers.		
Marchands de Vin,	}	900 Livres;
Brasseurs.		
Epiciers.		
Tapissiers.		
Teinturiers, grand teint.	}	
Paulmiers.		
		Rôtisseurs

Somme fixées pour le Droit de Réception

Rôtisseurs.	}	800 Livres;
Boulangers.		
Teinturiers en soye.		
Menuisiers.		
Chandeliers.		
Paveurs.	}	700 Livres;
Tanneurs.		
Vitriers.		
Fayenciers.		
Bourreliers.		
Fourbisseurs.	}	600 Livres;
Potiers d'étain.		
Fruitiers-Orangers.		
Vinaigriers.		
Corroyeurs.		
Gantiers, Parfumeurs.	}	500 Livres;
Tissutiers, Rubanniers.		
Coâteliers.		
Mégistiers.		
Miroitiers.		
Coffretiers.	}	500 Livres;
Fripriers.		
Relieurs de livres.		
Taillandiers.		
Ferblantiers.		
Épéronniers.	}	500 Livres;
Peaulliers.		
Luthiers.		
Lingères.		
Graveurs.		
Cuisiniers-Traiteurs.	}	500 Livres;
Tailleurs d'habits.		
Brodeurs.		
Tablettiers.		
Doreurs.		
Gâiniers.	}	500 Livres;
Parcheminiers;		
Tom. III		T.

Somme fixées pour le Droit de Réception.

Arquebusiers.	}	500 Livres.
Tonneliers.		
Fondeurs.		
Eventailistes.		
Chaudronniers.		
Fabriquans d'Etoffes.		
Grainiers.		
Peintres.		
Sculpteurs.		
Lapidaires.		
Imprimeurs, en tail. douc.	}	400 Livres.
Layetiers.		
Epingliers.		
Ferrailleurs.		
Bourfiers.		
Plumassiers.		
Balanciers.		
Boisseliers.		
Amidonniers.		
Tourneurs.	}	300 Livres.
Ceinturiers.		
Papetiers, Colleurs.		
Potiers de terre.		
Carreleurs.		
Cardeurs.		
Teinturiers du petit teint.		
Pain - épiciers.		
Ecrivains.		
Tondeurs de draps.	}	250 Livres.
Vanniers.		
Passementiers, Boutonniers.		
Cordiers.		
Cordonniers.		
Patenottiers, Bouchonniers.		
Cloutiers.		
Broffiers.		
Boyaudiers.		

Somme fixée pour le Droit de Réception

Savetiers.	}	150 Livres.
Couturieres.		
Bouquetieres.		
Découpeurs.		
Oiseleurs.		
Maîtres d'Armes.	}	75 Livres.
Foulons de Drap.		
Filaffiers.		
Maîtres de Danse.		
Nattiers.		
Tisserands.	}	50 Livres.
Jardiniers.		

23 Novembre 1772.

Extrait d'une Lettre de Morlaix du 9 Novembre La fermentation se ranime dans les Ordres , à l'occasion d'une chose beaucoup moins importante que le retour du Parlement. Parmi les différens Arrêts du Conseil, dénoncés aux Etats, comme autant d'infractions faites à leurs privileges, il y en a un qui supprime le Mémoire des Etats, en réponse à celui de l'Avocat *Linguet* en faveur du Duc d'*Aiguillon*. Ce Mémoire avoué & distribué par les Etats, fut supprimé bientôt par un Arrêt du Conseil; comme ils alloient se séparer, ils ne purent que s'en rapporter à leurs Députés, pour en demander le retrait. Il est resté en vigueur, & il a été question de délibérer sur cet objet. L'avis du Tiers est de passer cela sous silence; le Clergé a adhéré à une délibération aussi pusillanime; mais la Noblesse n'y paroît pas disposée, & cela pourroit occasionner un grand schisme.

Les Lettres postérieures annoncent en effet beaucoup de division, & des apostrophes très indécentes, faites en plein Théâtre, au Sénéchal de Quimper, Président du Tiers, auquel on a reproché de trahir son Ordre & les Etats. Celui-ci a paru très

Sensible à un tel outrage : il veut se justifier ; il somme ses accusateurs de lui déclarer ses griefs, & il interpelle les membres de son Ordre de le justifier. Le Président de l'Eglise, voyant la difficulté d'arrêter sur le champ un débat aussi violent, a rompu l'Assemblée.

————— 23 Novembre 1772. —————

Tous les courtisans sont émerveillés du ton libre & aisé de M. le Chancelier, ainsi que de son genre de vie. M. de Maupeou annonce, à qui veut l'entendre, que son métier est un métier de fainéant ; que tout est si bien monté que la machine confiée à ses soins va toute seule. Il se conduit d'une façon à confirmer en effet ce qu'il dit. On a parlé des soupers de cinquante couverts qu'il donnoit à Fontainebleau : innovation unique dans la manière d'être du Chef suprême de la Justice. Il se leve à neuf heures ; il fait des visites ; il joue régulièrement sa partie de Whisk, il est à toutes les fêtes. On ne peut disconvenir qu'il ne soit un homme étonnant : il n'est que les plaisirs de l'amour auxquels ils ne semble pas se livrer, & pour lesquels il a peu de goût, sans doute.

————— 23 Novembre 1772. —————

M. le Lieutenant de Police est fort intrigué pour connoître l'auteur d'une Préface qui s'est trouvée insérée dans un exemplaire du *Portier des Chartreux*, faisi à la Chambre Syndicale. Ce Magistrat y est traité de la façon la plus infâme.

————— 23 Novembre 1772. —————

M. de Nicolai, Premier Président de la Chambre des Comptes, étant allé à Conflans pour conférer d'affaires avec M. l'Archevêque de Paris a été retenu à dîner par ce Prélat. Peu après son fils, le Président à Mortier, & le Président de Châteaugiron, son confrere, sont venus d'eux-mêmes pour dîner chez Monseigneur. On a jugé de l'embarras

où cela le mettroit , si le pere & le fils se rencontroient : ainsi on est venu en prévenir sa Grandeur. M. de Beaumont a tourné autour de M. de Nicolaï, pour le pressentir : celui-ci, voyant où il en vouloit venir, lui a répondu, qu'il ne verroit son fils qu'à la mort, encore dans le cas où il n'auroit plus sa tête. Sur quoi le Prélat a été obligé d'éconduire les deux Prélats, après s'être épuisé en vain à prêcher la paix & la charité au Magistrat récalcitrant.

— 24 Novembre 1772. —

Il paroît un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, donné à Fontainebleau le 19 Octobre dernier, dans lequel il est dit que le Roi s'étant fait représenter l'Edit du mois de Juin 1716, & les différens Arrêts & Réglemens, touchant l'ordre qui doit être gardé par ceux auxquels la perception des Deniers de l'Etat doit être confiée, S. M. auroit reconnu que, quelles que soient les précautions qui ont été prises jusques à ce moment, pour procurer aux Loix, sagement établies à cet égard toute l'exécution dont elles sont susceptibles, il s'est néanmoins glissé dans quelques parties des abus, auxquels il est d'autant plus intéressant des remédier, que c'est dans l'observation la plus scrupuleuse des regles, & en assurant de la maniere la plus stable le produit des Recouvrements, que S. M. se procurera les moyens de soulager ses Peuples & d'augmenter de plus en plus la confiance publique. C'est pour parvenir à un but aussi desirable, que S. M. s'est fait rendre compte, en Conseil, de la manutention des Recettes de ses Domaines & Bois; & reconnu que cette Recette étant casuelle, pour une grande partie des objets qui la composent, on ne peut apporter trop d'exactitude pour en connoître les détails, en préparer & en suivre l'emploi, &c.

En conséquence, ordonne que les Receveurs généraux des Domaines & Bois, soit en titre, soit par commission, tiendront, à compter du 1er Janvier 1773,

pour chaque exercice, un Journal cotté & paraphé, dans lequel ils enrégistreront, jour par jour, toutes les parties, tant de recette que de dépense; dont chacun enverra tous les mois des copies exactement figurées de même au Contrôleur général, certifiées de lui: & ce travail doit être tellement journalier, que le dernier de chaque mois la copie se trouve faite entièrement, & prête à envoyer.

————— 24 Novembre 1772. —————

Dès le 26 Février 1771, il avoit été rendu un Arrêt du Conseil, qui ordonnoit que dans chaque état des Finances, des Généralités d'Orléans, de Châlons, de Riom, de Lyon & de Poitiers, il seroit annuellement fait fonds d'une somme de 63000 Livres pour les gages attribués aux Officiers de chacun des Conseils supérieurs des villes de Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon & Poitiers; ce qui forme, en tout, un objet de 315, 000 Livres. Les formes nécessaires en pareil cas, pour la comptabilité, avoient exigé des délais & retards qui avoient indisposé ces Tribunaux; mais tout est aplani aujourd'hui, & ils touchent respectivement leur contingent avec beaucoup de régularité.

————— 24 Novembre 1772. —————

On étoit fort allarmé, il y a quelques jours, dans le quartier de Ste. Croix de la Bretonnerie, où l'on remarquoit un espionnage continuel. Dans ce tems de désolation, chacun étoit effrayé pour son compte. La chose s'est enfin éclaircie par la détention d'un jeune Bénédictin, qui, réclamant contre ses vœux, s'étoit logé aux Carmes, des Billettes, pendant le cours de son procès. Il a été arrêté par le Commissaire de la Bastille, où il a été conduit: on a fouillé dans ses papiers; on ne lui a rien trouvé, qu'un seul exemplaire du N^o. 9. du *Supplément à la Gazette de France*, qu'il avoit dans sa poche. Il a cependant été conduit à ce château. Il est à présumer qu'on

l'a soupçonné de quelque intelligence dans la distribution des Brochures. Son assiduité au Palais, le goût qu'il témoignoit pour les nouvelles, & sa société avec des gens suspects au Parti, lui auront attiré cette persécution.

————— 24 Novembre 1772. —————

M. Talon vient de mourir, comme on l'avoit prévu. C'est le 5^{me} des Conseillers, revenus sans permission, qui soit mort.

On raconte que l'autre jour, au dîner de M. le Dauphin, ce Prince demanda au Chancelier, qui s'y trouvoit, s'il étoit mort beaucoup de Conseillers depuis le commencement de l'exil ? A quoi il répondit que non ; qu'il paroïssoit que l'air des campagnes étoit en général plus salutaires que celui de la capitale : qu'année commune il mourroit 7 à 8 Conseillers, & qu'il n'en étoit péri, depuis près de deux ans, qu'un seul. Assertion fautive dans tous les sens ; car indépendamment de ceux morts ici, il en est morts plusieurs aux lieux de leur exil.

————— 25 Novembre 1772. —————

Il paroît une petite feuille, sans titre, qui est une espèce de Lettre distribuée à propos, pour prévenir les Liquidations, dont le terme fatal approche, & pour prémunir les Magistrats contre les fausses tournures qu'on leur indiqueroit. Il y est question surtout d'un plan général, d'un concert unanime proposé par quelques membres ennuyés de leur exil, ou par quelques traîtres, vendus à M. Chancelier, pour se prêter à la liquidation des charges, envoyer une procuration uniforme pour la remise des titres à cet effet. On prouve l'inconsequence d'une pareille conduite, & le danger qu'il y auroit à la tenir, en supposant même qu'elle procure la levée des Lettres de cachet, parce que la distinction du titre d'avec le prix de l'office, quoique vrai en elle-même, ne peut l'être dans le cas d'une liquidation faite au desir du Chancelier, qui ne veut pas l'admettre.

Cet écrit est court , sensé , & doit faire effet sur les gens raisonnables , & principalement sur les vrais patriotes.

————— 25 Novembre 1772. —————

On parloit depuis longtems du rétablissement de *M. Radix de Ste. Foy* , en qualité de Trésorier général de la Marine. Madame *Dubarri* s'intéressoit fortement à ce personnage , avec lequel elle a eu l'intimité la plus étroite ; mais lorsque le Contrôleur général a proposé la chose au Roi , S. M. a observé qu'on ne faisoit que faire & défaire : Elle a témoigné de l'humeur , qu'on la rendit aussi variable jusques dans les plus petites choses. Le Ministre n'avoit pas l'affaire assez à cœur pour insister , elle est restée-là. On attend l'occasion de surprendre au Monarque un instant plus favorable.

————— 26 Novembre 1772. —————

Dans la Gazette de France , du 16 Novembre 1772 , le *Sr. Marin* dit : » Nous avons cru devoir donner » le tableau de la Population du Royaume , & déterminer l'âge de tous les habitans. Nous avons puisé ces notions dans l'ouvrage le mieux fait en ce genre , parce que l'auteur (le *Sr. Abbé d'Expilly*) a été aidé dans ses recherches , par les Commissaires départis dans les différentes Généralités. Il résulte des éclaircissmens que nous avons pris » qu'il y a actuellement en France :

personnes

Au dessous de 20 ans.	{ En hommes & garç. 4,747,516 En femmes & filles. 4,796,735
Entre 20 & 50. .	{ En hommes & garç. 4,243,516 En femmes & filles. 4,648,050
Entre 50 & 65. .	{ En hommes & garç. 1,970,306 En femmes & filles. 1,318,344

Entre 64 à 80. :	{ En hommes & garç.	413,250
	{ En femmes & filles.	588,585
Au dessus de 80 ans.	{ En hommes & garç.	61,063
	{ En femmes & filles.	100,012
Total.	.	22,887,357

Et M. *Marin* compte :

Total des hommes. . 10,562,631.

Total des femmes. . 11,451,726.

Ce qui fait , dit-il.	.	22,014,357
Suivant les dix sommes énoncées ,		
il se trompe de	.	873,000
		22,887,357

& cette grosse erreurs tombe sur la somme des hommes, dont il oublie 873,000 seulement, ce qui est un infiniment petit.

Ce calcul extrêmement exagéré , relativement à ceux du Maréchal de *Vauban* , dans son *Dénombrement* , & de M. le Marquis de *Mirabeau* , dans sa *Théorie de l'Impôt* , calcul qu'il faut réduire de six millions environ , pour le mettre à sa juste valeur , n'a été fait , au gré des Politiques raffinés , que pour préparer à une surcharge d'Impôts. Plus le fardeau se sous-divise , & moins il est lourd.

Arpentage de la France , suivant la même Gazette.

« La France contenant 30,000 lieues quarrées , de 25 au Degré , la Population est en raison de 734 personnes , par lieue quarrée »

D'un autre côté , la France renferme environ 140,664,750 arpens ; cette étendue de terrain se trouve partagée , à raison de 26 arpens , à peu près , pour chaque famille. »

En retranchant de la somme totale , d'après les

évaluations faites, 22,600, 050 arpens, pour les chemins, les rochers, les montagnes, les communaux, les terres stériles & vagues, les fossés, les hayes, les tuisseaux, les rivières, les maisons, les édifices, en y comprenant les parcs, les jardins, les marais, les étangs, il restera pour les bois, les vignes, les prez & terres labourables 118,064,700 arpens.

Ce ne sont pas les $\frac{7}{8}$ emes d'un arpent pour chaque personne, puisqu'on prétend qu'il y a 12,014,347 hommes & femmes; pour faire les $\frac{3}{4}$ & demi d'un arpent pour chaque individu, il manqueroit 2, 751, 794 $\frac{7}{8}$ emes d'arpens de terre, en la supposant toute labourable.

C'est d'après ces calculs, faux & exagérés, qu'on a adressé au Sr. *Marin* l'Epigramme suivante :

D'une Gazette ridicule
 Rédacteur faux, sot & crédule,
 Qui bravant le sens & le goût
 Nous raconte, sans nul scrupule,
 Des contes à dormir debout.
 A ton dénombrement immense,
 Pour qu'on pût ajouter foi
 Il faudroit, par ton éloquence,
 Que chaque individu de France,
 Devînt aussi double que toi.

————— 26 Novembre 1772. —————

On a cité parmi les Membres du Parlement de Normandie, envoyés dans les exils les plus éloignés, M. *Dufosse*, qui avoit reçu un ordre de se rendre à Noirmoutiers en Bas Poitou. Il n'a point exécuté sur le champ sa Lettre de cachet; il a écrit à M. le Chancelier, pour lui représenter l'état d'infirmité où il étoit, par la perte de ses yeux, dont il étoit menacé. Pour toute réponse le Chef de la Magistrature a envoyé une Escouade de Maréchaussée qui un matin a investi la maison du magistrat, comme il étoit au

lit. Heureusement, tandis qu'on étoit à inventorier ses papiers, il s'est échappé par une issue secrète, qui n'étoit point gardée, faute de connoissance du local de la part de l'officier chargé de l'expédition, ou par une omission faite exprès, au gré de certaines gens. Quoiqu'il en soit, il s'est ainsi soustrait à la persécution.

Du reste, le bruit court que la prépondérance des voix, dans le Conseil, ayant été pour la douceur, on va relâcher les membres de la Noblesse & autres prisonniers de cette Province, détenus à la Bastille.

————— 27 Novembre 1772. —————

M. le Comte de Lauragais, absent depuis plus d'un an de France, est à la veille d'y revenir. Avant qu'il prît ce parti, il a engagé M. le Duc, son pere, à en demander l'agrément à S. M., qui a répondu à cet égard d'une façon très indifférente. Il paroît que le Mémoire de ce Seigneur, dont on a rendu compte, & qui auroit dû naturellement lui faire tort, n'a produit aucune sensation à la Cour. Il est bientôt tombé dans l'obscurité, & il n'a rien servi qu'à prouver que son auteur n'entendoit pas même le mauvais Latin des *Capitulaires de Charlemagne*.

————— 28 Novembre 1772. —————

M. Bastard, ancien Premier Président du Parlement de Toulouse, chassé par cette Compagnie, aujourd'hui Conseiller d'Etat, & grand promoteur de l'Oeuvre de M. le Chancelier, a beaucoup d'esprit en société; il est plein de faillies, mais polisson & ordurier, conséquemment plus propre à figurer dans un souper de filles que dans un cercle de femmes honnêtes. Il s'est impatronisé chez Madame la Comtesse de Langeac (*Sabbatin*) & s'est trouvé au ton de la maison, qui est à peu près de même. Un jour, qu'on folâtroit, quelqu'un lui met la main sur les deux yeux, & lui donne ainsi la question, jusqu'à ce qu'il eût deviné quel il est. Ce jeu plaît à Mlle. de Lan-

geac, très jeune, très jolie & très futée ; mais elle veut mettre du sien, elle va tremper ses doigts dans de l'encre, & vient les appliquer sur le visage de *M. Bastard*, en lui demandant la même chose ? Il n'a pas de peine à la reconnoître, c'est ce dont elle s'embarrassoit peu. On rit beaucoup. Les regards de *l'Aandabate* tombent sur une glace ; il se voit fait comme un diable ; il est piqué, & dans le premier mouvement d'humeur, il leve les jupes de la jeune personne, & s'en esuie le visage. *M. le Marquis de la Grange*, officier des Mousquetaires, dit à *Mlle. de Langeac* qu'il veut la venger ; il fait venir une douzaine d'œufs des cuisines : il les casse dans le chapeau du Magistrat, & les femmes viennent l'en affubler sur sa grande perruque. Quelle joie ! quels éclats de voir cette omelette ruisselant sur la face de *M. Bastard* ! Il se fâche tout de bon ; il dit que cela ne convient pas, qu'il voudroit bien connoître l'auteur d'une telle indécence, d'une grossièreté aussi infâme : il vomit mille imprécations contre lui. Alors *M. de la Grange* prend des œufs qui restoient entiers, approche de lui, lui en casse un sur chacune de ses joues, & lui dit : *C'est moi.* Le Conseiller d'Etat, humilié, honteux, muet, prend son chapeau, & s'en va. On le surnomme depuis : *Bastard l'Omelette*.

————— 28 Novembre 1772. —————

Depuis quelque tems on annonçoit un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui renouvelant les dispositions de celui du 13 Avril ; déclaroit la volonté irrévocable de S. M. de rendre définitifs les délais ci-devant accordés, pour les liquidations des Offices supprimés des Cours de Parlement & autres. Il paroît aujourd'hui, en date du 22 Novembre, & regarde dans ses dispositions, non-seulement ceux qui ne se sont point mis en devoir de représenter leurs quittances de finances, provisions & autres titres, pour être procédé à leur liquidation, mais ceux qui ont

différé de consommer au Trésor Royal le remboursement de leurs offices , d'après les liquidations qu'ils ont obtenues.

————— 29 Novembre 1772. —————

Il est fort question dans le Numero 9 du *Supplément à la Gazette de France* , d'une Tapissierie des Gobelins , dont le Roi a fait présent à M. le Chancelier. Elle représente l'histoire d'*Esler* : ce qui donne lieu à de mauvaises plaisanteries , sur le rôle d'* * * , qu'on veut faire jouer jusqu'au bout à ce puissant Ministre. Quoiqu'il en soit , cela a excité la curiosité , & beaucoup de gens ont été à la Chancellerie pour voir cette Tapissierie. Le Chef de la Magistrature s'est douté du motif , cela lui a donné de l'humeur , il a fait fermer l'appartement , en ôter la clef , & a défendu qu'on y laissât entrer qui que soit sans ses ordres : même , pendant le Sceau dernier , il a mal mené les gens qui avoient laissé la porte ouverte.

————— 29 Novembre 1772. —————

Le Sr. Commissaire *Chenon* , & l'Exempt d'*Emmeri* , sont revenus , pour la seconde fois , sains & saufs de leur expédition de Normandie. Il paroît cependant qu'ils l'ont échappé belle , chez Madame la Marquise de *Trie* , qui s'est trouvée seule , en son château , lors de leur apparition. Son mari étoit en fuite. Elle a tenu tête courageusement à ces envoyés , & ceux-ci ayant parlé impertinemment , elle alloit donner ordre à ses gens de les jeter par les fenêtres , s'il ne se fussent promptement retirés.

Du reste , on fait de nouveaux enlevemens. Le Maire de Caen , Gentilhomme distingué dans la Province , a été mené à la Bastille. On est inquiet du Comte de *Biangis* , son beau-frere. M. *Dufosse* est à Londres , & ce Magistrat a écrit de cette capitale.

M. de *Wargemont* , Commandant de la Légion de Soubise , ayant reçu des Lettres particulieres à cet

effet, a rassemblé chez lui environ 80 Gentilshommes de la Province de Normandie, & leur a fait signer une retractation, qui n'est autre chose qu'une explication de leur Lettre au Roi, dans laquelle ils déclarent n'avoir jamais voulu attaquer son droit de Souveraineté, ni se soustraire à l'obéissance qu'ils lui doivent.

Du reste, on est peu édifié de la conduite de M. le Duc d'Orléans à cette occasion importante. Il a répondu à l'envoi que les Gentilshommes lui ont fait de la Lettre en question, qu'il étoit très surpris qu'ils lui eussent adressé une pareille Lettre, qu'ils n'auroient pas dû l'écrire, ou du moins qu'ils auroient dû s'adresser directement au Roi : il ajoutoit qu'il n'avoit pu se dispenser de l'envoyer à S. M., non dans l'esprit qui la lui avoit fait adresser, mais pour se garantir de tout soupçon qu'il eût aucune liaison avec un Corps de Noblesse assemblé sans ordres & faisant des Actes illégaux. Cette foiblesse dans le premier Prince du sang, & dans un cas où la Noblesse de Normandie ne faisoit que s'expliquer sur l'objet de leurs Protestations, & y adhérer solennellement, indique le peu de fonds qu'il y a à faire sur lui & sur les autres, ainsi que leur douleur amère de se trouver garottés par leur Protestation.

1er Décembre 1772.

On vient de répandre dans le Public un nouvel écrit intitulé : *Les filets de Monseigneur de Maupeou*, avec cette Epigraphe : *frustra jacitur rete ante oculos Pennatorum*. PROVERBES 1. 17. On parlera plus amplement de cette Brochure.

1er Décembre 1772.

Il est arrivé, il y a quelques jours, à la Conciergerie une émeute, qui a été apaisée sans suites fâcheuses. Elles avoit été occasionnée, comme c'est arrivé plusieurs fois, par les mauvais traitemens des Concierges & Geoliers, qui rançonnent de la manière la plus dure & la plus exorbitante les prisonniers.

Cette émeute a donné lieu à un Arrêt du nouveau Tribunal, qui remémore & remet en vigueur un ancien Règlement pour les Prisons de Paris, & tend à reprimer les abus dont on se plaint, en contenant la rapacité des exactions de ces Cerberes, pour l'entrée, la sortie & autres droits prétendus.

2 Décembre 1772.

M. Talon est mort dans la persévérance la plus grande des principes de la saine Magistrature. Il a refusé constamment sa démission, & le Prêtre indiscret venu pour le confesser, ayant exigé une réponse cathégorique à cet égard, on a renvoyé cet imbécille. Malgré l'obstination du défunt, M. le Duc de la Vrilliere ayant annoncé au Roi la mort de ce Magistrat, revenu sans les ordres de S. M., Elle a paru prendre part à sa destinée, Elle a observé que ce nom étoit ancien dans la Robe; & sur ce que le Secrétaire d'Etat a représenté que le malheur des tems avoit mis sa famille dans un état de détresse, Elle a ordonné qu'on inscrivît au Trésor Royal, le jeune Talon, pour une pension de 2000 Livres.

3 Décembre 1772.

Les Filets de M. de Maupeou sont une Brochure médiocre, qui ne remplit pas à beaucoup près son titre piquant. Son objet est de rassurer les Exilés, que la confiscation prochaine pourroit arrêter; mais les raisonnemens de l'auteur, bons en eux-mêmes, ne sont point neufs, & sont même atténués par la façon dont il les présente. Nulle énergie dans le style, nulle éloquence, nulle chaleur: l'Ecrivain est tout-à-fait resté au dessous de son sujet.

3 Novembre 1772.

M. le Chancelier, pour mieux faire les honneurs de sa table à Fontainebleau, où l'on a rapporté qu'il a tenu le plus grand état, s'étant tant soit peu écarté du régime nécessaire à sa santé délicate, a eu une attaque de bile. Les Docteurs ont été appelés: il a

fallu le saigner , le purger , &c. Cette nouvelle , bien-
tôt répandue & exagérée , suivant l'intérêt qu'on
prend au personnage , a occasionné de grands mou-
mens dans la Capitale , où il étoit. Son hôtel ne
desemplissoit point de curieux , qui alloient s'infor-
mer de ses nouvelles , & le Suisse ne pouvant suffire
pour leur répondre , a été obligé de prendre des
substituts , qui le secondassent. Tout le monde est
aujourd'hui rassuré sur sa précieuse santé. Le Chef
de la Magistrature a profité hier d'un rayon de soleil
pour se montrer , & a paru à sa fenêtre.

3 Décembre 1772.

Mlle. *Dufossé* , fille du Conseiller du Parlement de
Rouen dont on a raconté l'évasion , venue à Paris ,
pour solliciter vraisemblablement en faveur de son
Pere , sa chaise de poste a été arrêtée aux Barrières ,
il y a trois jours , comme elle arrivoit en cette ville :
on l'a visitée avec la plus grande exactitude , & l'on
a poussé l'inquisition , jusques à lui faire vider ses po-
ches ; ce qui est contre l'usage. On y a trouvé des
paquets , contenant plusieurs exemplaires de la Re-
quête de la Noblesse de Normandie. Elle a été ar-
rêtée en conséquence & conduite à la Bastille , en
sorte que la famille est aujourd'hui contrainte de
solliciter pour cette jeune personne , qui n'a que 13 à
14 ans. Quant au Pere , il est à Utrecht , & non à
Londres , comme on avoit dit. M. le Chancelier ex-
cite le Roi à sévir contre ce Magistrat , en lui faisant
faire son procès , comme à un Rebelle , ou au
moins par la confiscation de ses biens. Il travaille
fortement à faire nommer une Commission pour con-
noître de la sédition prétendue excitée en Normandie.

4 Décembre 1772.

On prétend qu'il est aujourd'hui question de met-
tre un *Dubarrî* dans la maison de M. le Comte d'*Ar-*
tois , & que n'ayant pu faire nommer M. de *Cham-*
borand à la place de premier Ecuyer , M. le Duc de
la *Vrilliere* étoit convenu d'y installer l'autre. Le
Prince

Prince, informé de ce projet, a mandé le Secrétaire d'Etat, lui a lavé la tête de se donner les airs de nommer dans sa maison des Officiers, & d'oser en présenter l'état au Roi sans son aveu, lui a déclaré qu'il étoit instruit des manœuvres qu'on faisoit pour lui donner un *Dubarry*, pour premier Ecuyer; qu'il n'en vouloit point, & que s'il lui présentoit jamais son cheval, il le renverferoit d'un coup de botte. Sur quoi le Duc de la *Trillière* ayant rendu compte au Roi de cet obstacle, S. M. a dit: *il pourroit le faire comme il le dit, il n'y a qu'à le rayer.*

D'autres ajoutent que ce Prince a écrit à ce sujet une Lettre au Roi, qui lui a plu extrêmement, quoique ferme & vigoureuse; qu'il a voulu savoir qui l'avoit dictée, & que le jeune Prince est convenu que c'étoit Madame *Adélaïde*, sa tante.

4 Décembre 1772.

On connoît actuellement les Entrepreneurs utiles du Journal Politique, commencé au mois d'Octobre dernier, sous les auspices du Ministre des Affaires Etrangères. Ce sont les Srs. *Duffon*, Médecin du Duc d'*Aiguillon*, & *Rousseau*, Ex-Oratorien, instituteur du Comte d'*Aginois*. C'est le Sr. *Marin* qui tient la plume, moyennant mille Ecus de pension sur cet objet.

4 Décembre 1772.

Les Payeurs des Rentes supprimés, ne pouvant obtenir aucune justice, par leurs sollicitations écrites, & rebutés sans cesse des premiers Commis auxquels ils s'adressent, sont disposés à faire un coup de vigueur. Il doivent aller en députation, au nombre de 8, auprès du Controleur général, leur Doyen à leur tête, bon-homme âgé de 73 ans, aveugle, & propre à inspirer la pitié, si le cœur de l'Abbé *Terrai* en étoit susceptible.

5 Décembre 1772.

Le 28 du mois dernier, le nouveau Tribunal a en-
Tom. III.

réglé un Edit du Roi, donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, par lequel il supprime les Offices réunis de ses Conseillers, Receveurs & Contrôleurs anciens, alternatifs & triennaux, des Consignations de ses Conseils privés, Grand Conseil, Parlement, Cour des Aides, Requêtes de son Hôtel, Chambre du Trésor, Eaux & Forêts, Connétable, Bailliage du Palais & Châtelet de Paris, ainsi que les Offices réunis de ses Conseillers, Receveurs & Contrôleurs anciens, alternatifs & triennaux, des Consignations, créés particulièrement pour la Jurisdiction des Requêtes du Palais, à Paris, &c.

L'objet est la nécessité d'assurer les droits des Créanciers desdites Consignations, qui ont pour gages les Finances desdit Offices.

Le même jour, & de la même manière, les Chambres assemblées, il a été enregistré un autre Edit, portant création de deux Offices de Receveurs généraux des Consignations, en la personne de *Jacques Brillon de Jouy*, & en celle de *J. B. Claude Heron de la Tuillerie*. L'objet est la sûreté publique, qui exige un Dépôt permanent & inviolable pour toutes les Consignations judiciaires, &c.

5 Décembre 1772.

Le 28 Novembre le nouveau Tribunal a enregistré un Arrêt du Conseil, revêtu de Lettres patentes, données à Versailles le 25 Décembre 1773, concernant la construction d'une nouvelle Eglise du faux-bourg du Roule.

5 Décembre 1772.

Le nouveau Tribunal continue les enrégistremens de suppression de toute espèce & de récréation.

Le 26 Novembre il avoit enregistré un Edit, donné à Fontainebleau au mois d'Octobre dernier, qui supprime les Offices des Payeurs des gages des officiers au Bureau des Finances de Lille, & le Contrôleur desdit Payeurs.

Le 27 il a enregistré des Lettres-patentes, données

à Versailles le 24 Septembre , portant réunion de l'office de Lieutenant particulier , civil & criminel, Commissaire Enquêteur au Bailliage de Montargis , à la résidence de Lorris , à l'office de Lieutenant général de Police de cette dernière ville.

Le même jour il a enrégistré d'autres Lettres patentes , données à Fontainebleau le 18 Octobre 1772 , qui ordonnent que le Trésorier des Revenus casuels sera tenu d'expédier de nouvelles quittances de finances aux officiers conservés en la Sénéchaussée & Siege Présidial de Lyon , par l'Edit du mois de Septembre 1771.

Le même jour , les Chambres assemblées , il a enrégistré un Edit , donné à Versailles au mois de Septembre dernier , portant création d'un Office de Lieutenant du Prévôt général de la Maréchaussée du Département de Dauphiné , à la résidence de Vienne.

On a parlé précédemment du Règlement concernant les prisons , publié depuis peu. Il est inséré dans un Arrêt du 27 Octobre , qui renouvelle les Arrêts & Réglemens du Parlement concernant lesdites Prisons de Paris , & notamment l'Arrêt de Règlement du 29 Décembre.

6 Décembre 1772.

Suivant les nouvelles récentes des Etats de Bretagne , le parti de la Cour y a tellement gagné qu'il est aujourd'hui sensiblement maître de toutes les délibérations. Le Clergé d'abord ne s'est jamais remué que par l'impulsion du Duc de Fitz-James ; mais le Tiers , qu'il croyoit avoir subjugué , n'avoit pas été dans les commencemens aussi docile , ainsi qu'on l'a dit : il a tellement manœuvré que cet Ordre s'est absolument détaché de celui de la Noblesse , de façon qu'elle est seule contre deux & ne peut rien empêcher.

6 Décembre 1772.

On parle d'une Requête du Tiers Etat , dressée en Normandie , & conforme pour les principes à celle

de la Noblesse. On ne dit point qu'elle ait été envoyée au Roi, & il n'y a pas d'apparence que cela puisse être, par l'impossibilité d'assembler les Corps municipaux d'une façon assez secrète pour que cela n'eût pas transpiré. C'est donc à coup sur l'ouvrage de quelqu'Ecrivain particulier. On prétend que Mlle. *Dufosse* avoit aussi plusieurs exemplaires de cette Requête, lorsqu'elle a été arrêtée.

7 Décembre 1772.

L'Edit concernant les Arts & Métiers qu'on veut ériger en Charges, souffre de si grandes contradictions de la part de certaines Communautés, qu'on espere qu'il n'aura pas lieu, & que M. l'abbé *Terrai*, tout accoutumé qu'il soit à ne point démordre de ses tentatives, se désiste de celle-ci, comme aussi ridicule que désastreuse.

7 dudit.

M. l'abbé *Radix*, Conseiller Clerc du Parlement, Chanoine de Notre Dame, un des plus zélés de la Compagnie, se dispose à se faire liquider. Il donne pour prétexte la nécessité de se conformer aux volontés de son pere; vieux, infirme, auquel la charge appartient & qui a besoin de son secours. Quel que soit le motif, il est à craindre qu'il n'en autorise beaucoup d'autres qui ne manqueront pas d'un ou d'autre prétexte.

7 dudit.

Le N^o. 10. des *Supplément à la Gazette de France*, vient de paroître.

8 dudit.

Le nouveau Tribunal, les Chambres assemblées, a enregistré le 2 de ce mois une Déclaration du Roi, donnée à Fontainebleau le 8 Novembre, qui liquide le prix des quatre cens offices de Procureurs supprimés au Parlement de Paris, en ordonne le remboursement, & unit de nouveau au Corps de cent Avocats

du Parlement les offices de Greffiers de la Chancellerie de ladite Cour, & autres Offices & Droits qui étoient unis à la Communauté des Procureurs, & qui fixe les finances desdits offices d'Avocats.

Il en résulte que la somme des charges liquidées est fixée à 16056 Livres 8 sols 11 deniers, & celle des offices conservés taxée à celle de 16000 livres, dont les propriétaires doivent incessamment financer le surplus.

8 Décembre 1772.

Il est constant que M. le Prince de Condé & M. le Duc de Bourbon ont été hier à Versailles & ont vu le Roi. Cette nouvelle a d'abord répandue l'allégresse parmi le peuple, mais les vrais patriotes en ont gémi, ne pouvant la regarder que comme d'un très mauvais augure. On parloit depuis plusieurs mois de la défection de ces Princes, & l'on a dit quel motif on avoit mis en avant pour les tenter.

8 Décembre 1772.

Le N^o. X. est beaucoup plus mauvais que les précédens. Dans la petite quantité de faits qu'il contient, il y a beaucoup de faussetés & d'erreurs palpables, ce qui déceit l'Ecrivain pour un homme obscur, qui n'apprend les choses que d'une manière indirecte & altérée.

9 Décembre 1772.

La visite du Prince de Condé & de son fils à Versailles fait ici une sensation différente, suivant que le public est affecté: ceux qui voient le mieux & de plus loin continuent à la regarder comme un événement fâcheux. Il est constant aujourd'hui qu'ils n'ont point été mandés, comme on l'avoit débité, mais qu'ils ont eu permission de se présenter à S. M. après lui avoir écrit une Lettre de soumission à ses volontés. Le Comte de la Marche passe pour l'agent apparent de cette réconciliation, dont le Chancelier étoit l'instigateur secret. Jusqu'à présent, cette démar-

che ; quoique connue des autres Princes , n'en a pas été approuvée & est regardée comme une vraie défection. Les Princes eux-mêmes ont paru en avoir honte , au point qu'au lieu d'entrer chez le Roi à la vûe des courtisans , ils y ont été par les petits appartemens , & en sont sortis aussi secrètement. Les Enfans de France & le Dauphin étoient présens à l'entrevue. Les Princes ont été de-là voir Madame la Dauphine, Madame la Comtesse de Provence : celle-ci ne les connoissoit pas encore. Ils ont ensuite été chez Madame la Comtesse Dubarri : autre démarche irrégulière , qui a généralement révolté. Ils ont dîné chez M. le Marquis de Monteynard , Ministre de la Guerre.

9 Décembre 1772.

Il paroît un Manifeste aux Bretons , avec cette Epigraphe : *si tamerint homines , lapides clamabunt*. Il est écrit avec une éloquence vigoureuse : c'est une *Philippique*, digne de Demosthene. Elle prouve de quelle énergie est capable un cœur ulcéré , qui sent ses maux , un citoyen attaqué dans ses propres foyers , & qui voit ses ennemis insulter encore à ses souffrances par une dérision cruelle , par un persiflage atroce. Au reste , cette éloquence est soutenue de la logique la plus pressante , & le public indigné ne peut s'empêcher de vouer à l'exécration la plus entière les prévaricateurs , auteurs de tant d'infractions aux Droits les plus légitimes , les plus sacrés , les plus reconnus.

Le Tableau des Monumens qui constatent l'origine du Parlement de Bretagne , & qui démontrent l'impossibilité de sa suppression , avec cette autre Epigraphe : *Tolle & lege* , est une suite naturelle du premier ouvrage. On a renvoyé dans celui-ci le développement des preuves employées dans l'autre , & les citations des textes sur lesquels on s'appuie : c'est une histoire en raccourci des faits les plus essentiels , propres à constater la nécessité & la justice des Réclamations d'un Peuple opprimé.

10 Décembre 1772.

Rien de nouveau par rapport aux autres Princes , & le mystère ne s'éclaircit pas davantage. Cependant on rapproche des circonstances qui induisent à croire qu'il est véritablement question du mariage de M. le Comte d'Artois avec *Mademoiselle* , fille du Prince de Condé. Il est certain qu'on travaille à force à la maison du troisième Fils de France , que son hymen est décidé pour le mois de Novembre , que c'étoit même arrêté dès le voyage de Fontainebleau ; mais on ignoroit alors le nom de la Princesse qu'il épouserait : & l'on juge aujourd'hui que ce silence ne provenoit que de l'indécision de la Cour , qui sembloit tenir aux intrigues qu'on ourdissoit auprès du Prince de Condé , qu'on cherchoit à ramener dès-lors. On a remarqué en outre que les travaux ont repris au Palais Bourbon , d'où l'on conclut qu'on a fait couler quelque mine d'or chez le Prince , dont les affaires étoient fort dérangées.

10 dudit.

Il paroît un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 28 Novembre , qui supprime un imprimé qui a pour titre *Lettres Provinciales* , comme contenant des assertions hasardées & des notions peu exactes sur l'histoire de la Monarchie. Cette suppression a d'autant plus surpris que ce livre est une production sortie des presses que font gémir les Ecrivains du parti de M. le Chancelier , & que le Sr. *Bouquet* , tout dévoué à lui , en est auteur. Voici l'anecdote à cette occasion.

M. *Bertin* , Ministre , n'est point ami de M. le Chancelier ; il avoit même depuis quelque tems une dent contre lui. Le chef suprême de la justice , dans un Conseil des Dépêches , voulant faire niche à M. *Bertin* , mit sur le tapis une affaire du Département de ce Secrétaire d'Etat , & après en avoir indiqué quelque chose , ajouta : *mais, Sire, je vais sur les brisées de M. Bertin qui à la Province dans son di-*

strict, il en est mieux instruit que moi, il va en rendre compte à V. M. Le méchant savoit bien que M. Bertin n'en savoit pas le mot. Celui-ci fut fort capot & fut obligé de convenir qu'il n'étoit pas encore instruit de la chose : mais le cœur d'un courtisan conserve longtems le venin qu'il y fermente.

Dans l'espace de tems que M. le Chancelier a été malade à Paris, M. Bertin qui avoit déterré dans les Lettres Provinciales des propositions très erronnées, puisqu'elles ne tendent rien moins qu'à donner au Roi la liberté d'ôter la Couronne à M. le Dauphin, pour la faire passer à un autre, &c. n'a pas manqué l'occasion, & a dénoncé le livre, qui a été profcrit par l'Arrêt ci-dessus. Ce qui a mis dans une très mauvaise humeur M. le Chancelier. Ce Chef de la magistrature a senti que c'étoit pour lui un moment de crise, il est retourné promptement à Versailles & n'en desespère point : il y a même tenu hier le Sceau, qui avoit été indiqué à Paris ; il a déclaré qu'il n'y en auroit qu'à la fin de l'année & il est occupé à manœuvrer pour prévenir ou dissiper l'orage qui pourroit se former.

————— 10 Décembre 1772. —————

Mlle. Dufosse est plus âgée qu'on ne l'avoit dit elle a environ 18 ans : elle a subi plusieurs interrogatoires, & dans l'un pressée de dire d'où elle tenoit les imprimés dont elle étoit chargée ? Elle a déclaré qu'elle les avoit reçus du Prieur de St. Lo de Rouen. On est allé tout de suite l'enlever, & on l'a amené à la Bastille.

————— 10 Décembre 1772. —————

M. l'abbé Radix & M. de Magnanville sont les deux seuls liquidés dont on a parlé depuis le dernier Arrêt. Mais on craint que la nouvelle de la défection du Prince de Condé, qui doit être insérée dans la Gazette de France du 11, ne fasse un très mauvais effet. Il est des gens cependant qui se flat-

tent que si le Duc d'Orléans, le Duc de Chartres & le Prince de Conty, tiennent bon, Mrs. auront honte de ne pas soutenir de leurs efforts le zèle généreux des Chefs de la Nation.

II Décembre 1772.

Rien de nouveau encore sur les Princes, on craint que le Duc d'Orléans ne fléchisse incessamment. On veut même qu'il ait demandé au Roi le tems de ramener son fils, plus ferme que lui. Quoi qu'il en soit, on n'a pas manqué de faire un quolibet sur le voyage des Princes de Condé & Duc de Bourbon à Versailles; on dit que *c'est le Pere & le fils qui ont été chercher le St. Esprit*: pour entendre ce bon mot, il faut se rappeler que le Duc de Bourbon n'est pas encore Cordon Bleu, & qu'il n'a pas été même compris dans la nomination dernière des Chevaliers du St. Esprit.

II dudit.

Ce qui intrigue le plus M. le Chancelier aujourd'hui, c'est une nouvelle cabale qui prend quelque consistance & qui lui seroit très funeste. Un parti des courtisans, à la tête desquels est le Duc de Duras, renouvelle d'efforts pour supplanter Madame Dubarri. Le Duc de Duras met sur les rangs Madame la Baronne de N***, ci-devant Madame P***, dont la beauté a fait tant de bruit. Ce n'est pas un morceau neuf, mais on fait tout ce qu'on peut pour en donner le goût à S. M., on veut même qu'on lui ait déjà ménagé quelqu'entrevue. On ajoute que l'intrigue vient de plus loin, & que le Duc de Choiseul, très ami du Duc de Duras, dirige de Chanteloup ce Gentilhomme de la Chambre peu fin & peu adroit.

II dudit.

L'Accomplissement des Prophéties, pour servir de suite à l'ouvrage intitulé *le Point de vue*; Ecrit in-

téressant pour la Maison de Bourbon. Cet ouvrage ne paroît pas moins bien fait que le précédent & mérite qu'on y revienne.

II dudit.

Les Receveurs des Domaines & Bois ont été très mal reçus hier du Contrôleur général, qui n'a eu aucun égard à leurs Représentation concernant le centieme denier, & leur a déclaré que si au premier jour ils ne s'étoient mis en regle, leurs charges seroient confiscables.

Où a du reste remarqué beaucoup de mauvaise humeur sur le front sinistre de ce Ministre, on prétend que la réconciliation du Prince de Condé l'inquiète, en ce qu'il craint la vengeance de ce Prince auquel il a joué le vilain tour de faire résilier la vente de son hôtel, passée & consommée avec la ville; ingratitude d'autant plus énorme de sa part qu'il avoit l'honneur d'être Chef du Conseil de ce Prince.

12 Décembre 1772.

L'Arrêt du Conseil qui proscriit les *Lettres Provinciales* leur donne une vogue extraordinaire, & les fait sortir de l'obscurité où elles seroient probablement restées à jamais. C'est un gros in-8^o. qui a pour titre: *Lettres Provinciales ou Examen impartial de l'origine de la Constitution & des Révolutions de la Monarchie Française, par un Avocat de Province, à un Avocat de Paris.* Et cet Avocat en effet est le Sr. Abbé Bouquet, Avocat & Bibliothécaire de la ville. On ne peut nier que son ouvrage ne soit très savant, plein de recherches, & distribué dans un ordre clair, précis & méthodique: il est d'autant plus étonnant qu'un tel traité ait été proscriit, que l'Ecrivain en général est très Royaliste, & met la puissance du Roi à son plus haut période. Aussi continue-t-on à regarder la condamnation de ce Livre comme une niche faite au Chancelier. Voici les Propositions dont on s'est servi pour prétextes à sa proscription, page 193 & suivantes.

N^o. 17: *Association au trône.* L'élévation sur le trône de l'un des fils du Roi, étoit alors, comme sous la première & seconde Race, une cause de l'Assemblée Générale, &c.....

Une Lettre d'*Odozric*, Evêque d'Orléans, sur la manière de terminer le différend qui s'éleva entre les hauts Seigneurs au sujet du choix de celui des deux fils du Roi qui seroit associé au trône, nous apprend qu'il ne devoit point y avoir d'association au trône, & que si le Roi insistoit trop à ce sujet, il *falloit donner sa voix à celui qu'il croyoit le plus en état de régner.....*

En cas d'association, le choix du Roi & des Grands devoit concerner l'aîné. Il n'y avoit que le défaut des qualités nécessaires pour régner, qui dut l'exclure du trône. Les avis ne furent pour-lors partagés que par les intrigues de la Reine Constance qui vouloit, au préjudice du droit d'aînesse & de l'usage, faire élever le fils puîné au trône, par préférence au fils aîné....

Au surplus M. le Chancelier a pris son Ecrivain sous sa protection, & l'a fait pleinement revenir des craintes qu'il avoit d'être mis à la Bastille.

A la suite de ces Lettres est un tableau historique, généalogique & chronologique des trois Cours Souveraines de France *Cour Législative, Cour de la Pairie, Cour Palatine.*

Le Sr. *Bouquet* prétend démontrer par ce tableau une distinction marquée & soutenue entre ces trois Cours sous la première Race.

La *Cour Législative* & le dépôt des Loix, est sous le Chancelier de France.

La *Cour de la Pairie*, présidée par le Roi, où a toujours été jugé le premier Ordre de l'Etat, étoit composée des Pairs de France & des grands Officiers de la Couronne.

La *Cour Palatine*, ordinairement présidée par un Comte appelé Comte Palatin ou du Palais, dans la-

quelle étoit jugé le second Ordre de l'Etat , consistant dans les personnes libres. ^

Ce morceau est appuyé d'un Recueil de piéces justificatives, traduites & commentées, qui font bien de cet ouvrage le traité le plus mortellement ennuyeux possible.

12 Décembre 1772.

On ramasse avec empressement toutes les circonstances de la visite du Prince de Condé à Versailles. On a consacré les termes sacramentaux de la première phrase qui étoit dictée. Le Prince de Condé a dit au Roi : *SIRE , je suis fâché d'avoir été si longtemps sans voir Votre Majesté*. Le Roi lui a répondu : *je suis charmé , mon cousin , que vous vous mettiez dans le cas de mériter mes bontés.*

Il passe pour constant que le Prince de Condé avoit dîné au Palais Royal , & avoit prévenu M. le Duc d'Orléans du voyage qu'il devoit faire à Versailles , mais avoit déguisé sa défection , comme s'il n'eût été que mandé par le Roi ; & que son silence , son embarras le trahissant , M. le Duc de Chartres avoit éclaté , lui avoit déclaré

.

» Au surp'us , lui a ajouté le Duc de Chartres , voilà
 » la dernière fois que j'entre avec vous en pareille
 » explication , la politique exige que nous nous
 » voyons , mais ne prétendez jamais à d'autre sentiment de ma part. »

13 Décembre 1772.

On vient de publier une Déclaration du Roi , donnée à Versailles le 1er Octobre & enregistrée au nouveau Tribunal le 1 Décembre , pour faire jouir des Priviléges des Commensaux les Officiers de la maison de Madame la Comtesse de Provence.

Comme on a fait passer dans cette maison les offi-

ciers qui composoient la maison de Madame la Dauphine, & qu'elle ne peut cependant être aussi considérable que celle-ci, on a annexé deux états à la Déclaration : le premier contenant les officiers dont S. M. veut que la maison de sa petite-fille soit composée; le nombre desquels ne pourra en aucun cas être augmenté, & dans lequel on a compris plusieurs officiers dont on destine les charges à être supprimées, auxquels on a accordé un traitement & la conservation de leurs privilèges, mais qui ne seront point remplacés, soit par leur démission, soit par leur décès.

13 Décembre 1772. —————

L'Accomplissement des Prophéties, &c. est une Suite du *Point de vue*, & l'auteur, qui certainement est un Janséniste très fougueux, continue à voir des Jésuites partout; il attaque souvent le *Vœu de la nation*, cette brochure devenue si célèbre par ses critiques. Il trouve dans cet ouvrage de nouvelles preuves de son système. C'est un Jésuite qui a fait la prédiction de l'élévation de M. de Maupéou au Ministère, c'est la Société qui l'a effectuée, c'est elle qui l'exalte comme un Dieu tutélaire, c'est donc elle qu'il faut reconnoître dans tout ce qui se passe aujourd'hui; & ce n'est qu'en la détruisant jusques dans ses moindres racines, qu'on peut parvenir à opérer le grand œuvre de la Pacification de la France.

14 Décembre 1772. —————

La Chambre des Comptes continue à être dans des transes effroyables. Le Ministère la tient par là. M. le Contrôleur général a annoncé au Procureur général de cette Cour, qu'on lui enverroit incessamment les Edits qui ne sont point enrégistrés à la Chambre; qu'on ne vouloit point faire tenir de Lit de Justice; qu'on s'attendoit à la soumission de la Chambre, & qu'elle seroit la mesure des grâces qu'on pourroit lui accorder.

14 Décembre 1772.

Il paroît que les Princes Protestans sont bien vengés de la défection du Prince de Condé, par la manière dont on l'a fait annoncer dans la Gazette de France du 10 Décembre. Cet article a été revu plusieurs fois, & changé par les Ministres. En vain le Prince a témoigné le désir qu'il auroit d'une autre tournure : on lui a répondu que cela ne pouvoit pas être mis.

Le Sr. d'Orceau de Fontette, Intendant de Caen, & Chancelier, Garde des Sceaux, Chef du Conseil de M. le Comte de Provence, s'étant, dans un souper, lâché en propos sur la conduite de M. le Duc d'Orléans, & sur la résistance qu'il apporte aux opérations actuelles, a été vivement réprimandé par ce Prince, qui lui a déclaré qu'il eût à être plus circonspect dans ses discours, & surtout à ne pas reprocher devant lui.

Du reste, ce Prince paroît plus ferme que jamais : il a dit à un de ses Gentilshommes qui lui a demandé la permission d'aller dans sa Province, pour ses affaires : *Annoncez par-tout que la conduite du Prince de Condé ne me fait point changer, & que je suis toujours le même.*

14 Décembre 1772.

Le nouveau Tribunal a enrégistré le 1er Décembre une Déclaration du Roi, donnée à Fontainebleau le 27 Octobre, portant rétablissement des Offices d'Huissier & de Concierge-garde-meuble de l'Hôtel de Ville de Rouen.

14 Décembre 1772.

Le Sr. Magnanville, en faveur de sa liquidation & de la remise de ses provisions, a obtenu l'adjonction à la charge de Garde du Trésor Royal, que posséde son pere.

15 Décembre 1772.

On vient d'imprimer une petite feuille intitulée,

Récit exact de ce qui s'est passé au sujet du retour de M. le Prince de Condé à la Cour. Suivant cet écrit, la réunion du Prince de Condé se seroit faite de concert avec les autres Princes du sang, ou du moins leur bonne intelligence n'en auroit point été altérée; mais comme il est absolument contraire à celui annoncé dans la Gazette de France, on est obligé de s'en tenir au dernier, tant que le Prince de Condé n'aura pas réclamé contre, par une déclaration expresse, que son intention n'a jamais été d'adhérer aux opérations du Chancelier, de reconnoître son Tribunal, & qu'il ne le reconnoîtroit jamais.

Au surplus, ce récit est fait sans noblesse & en très mauvais style: il est accompagné de plattes tur-lupinades, qui ne serviront pas à l'accréditer auprès des gens impartiaux & judicieux. On voit qu'on cherche à y replâtrer la défection du Prince de Condé, pour corroborer les Exilés, qu'elle pourroit déterminer à la liquidation.

————— 15 Décembre 1772. —————

Rien de plus sûr que le propos plus qu'indiscret du Sr. de Fontene, Intendant de Caen. C'est M. le Chevalier de Durfort, attaché au Duc d'Orléans, qui a été chargé de la part de ce Prince d'aller chez le personnage en question, lui déclarer qu'il n'y avoit rien de plus faux que ce qu'il avoit avancé, qu'il eut dorénavant à être plus circonspect, & à garder le silence sur des objets qu'il devoit respecter.

————— 16 Décembre 1772. —————

Le Prince de Condé a été à Choisi, avec le Roi; il a dîné dimanche avec S. M. & paroît reprendre toute sa faveur. On assure cependant qu'il est très fâché de la démarche qu'on lui a fait faire.

————— 17 Décembre 1772. —————

Le Roi, depuis le bouleversement de son Etat, ne paroît pas dans son assiette naturelle, mais l'Ar-

rêt de confiscation des Charges du Parlement le tourmente surtout. On assure qu'il a dit : *Je ne sçais ce que vient de me faire faire le Chancelier , mais il me semble qu'il y a quelque chose d'injuste.*

18 Décembre 1772.

Lettre ou Perspèctive sur le retour des Princes à la Cour. Décembre 1772. Ce petit écrit ne fait que répéter ce qui est dit dans le *Récit*, &c. dont on a parlé ; mais il est mieux écrit , quoiqu'encore peu digne de la cause qu'il défend. On sent que c'est un nouvel effort de quelque Patriote zélé , pour contenir les Magistrats exilés , & les exhorter à la persévérance. On y voudroit colorer d'un prétexte de bien public la défection des Princes de Condé & Duc de Bourbon ; mais leur défenseur n'a ni assez d'adresse , ni assez d'éloquence pour persuader. Il avance pourtant un fait qui , bien constaté , seroit plus fort que ses pitoyables raisonnemens. Il assure que le Prince de Condé a fait écrire tout récemment dans ses Domaines , que sa rentrée à la Cour ne devoit point faire penser , qu'il voulût que ses affaires contentieuses fussent portées dans les Conseils supérieurs , ou dans le nouveau Parlement , & qu'il en renouvelloit la défense.

18 Décembre 1772.

Le Parlement de Toulouse actuel , les Chambres assemblées , sur une dénonciation faite par un de Messieurs , de deux Lettres qu'on affectoit de répandre dans la Province , l'une de M. le Contrôleur général , & l'autre du Commissaire départi (l'Intendant de la Province) dans lesquelles on a généralement remarqué une différence énorme , puisque celle du dernier tendoit à empêcher les versemens de grains de Province à Province , & à en interdire le transport par Rivière , tandis que celle du premier ne se propose de l'empêcher qu'hors de nos Ports de Mer : a rendu un Arrêt le 14 Novembre , où d'après sept

con

considérations très développées, il a ordonné & ordonne de plus fort l'exécution de la Déclaration de 1763, & de l'Edit du mois de Juillet 1764, concernant le Commerce des Grains. Ce faisant, qu'il sera extraordinairement procédé contre toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles pussent être qui, directement ou indirectement, mettront des obstacles à leur exécution. A arrêté ladite Cour, de supplier très humblement & très instamment le Roi, de supprimer les limitations insérées dans l'Edit du mois de Juillet 1764, & d'assurer irrévocablement au commerce des Grains une liberté indéfinie & invariable, &c.

Le 29 Novembre est intervenu Arrêt du Conseil; qui casse & annule celui dudit Parlement, concernant le Commerce des Grains, &c.

Cet événement, à ce qu'on écrit de Toulouse, cause non-seulement une grande fermentation dans le Parlement, mais consterne toute la Province.

18 Décembre 1772.

M. le Contrôleur général, pour se soustraire au ressentiment du Prince de Condé, dont on a dit qu'il avoit fait rompre le marché avec la ville, concernant son ancien Hôtel, depuis le retour du Prince à la Cour s'est hâté d'offrir de nouveau ses services à S. A. Il a forcé la ville de revenir sur cette acquisition, moyennant une somme de 1,800,000 Livres. C'est un terrain magnifique, qui sera un jour précieux, quand un Enfant de France occupera le Luxembourg.

19 Décembre 1772.

L'Arrêt du Conseil, qui casse celui du Parlement de Toulouse, est trop intéressant pour n'en pas rendre compte plus au long. Il y est dit que le Roi a vu avec douleur dans l'Arrêt du Parlement de Toulouse, que cette Cour, dans l'exposition des motifs qui ont dicté cet Arrêt, s'est livrée à une discussion

d'autant moins réfléchie qu'elle tendoit à enlever à S. M. l'heureux avantage que sa suprême autorité lui donne, de veiller à la subsistance de ses Sujets, & d'assurer, par un juste équilibre, aux cultivateurs le débit de leurs denrées, aux consommateurs de pouvoir les acquérir à un prix proportionné à leurs facultés : que si la puissance & la bonté de S. M. lui imposent le devoir de protéger ses Sujets, & de les maintenir dans l'usage libre de leurs propriétés, elles ne l'obligent pas moins de contenir & d'empêcher toute manœuvre, dont l'objet tendroit, par les accaparemens, les monopoles, & l'exportation frauduleuse, à faire hausser à volonté le prix de grains ; denrée de consommation journalière & indispensable, & à exposer ainsi la portion indigente de ses sujets à manquer de cet aliment de première nécessité, ou à livrer son travail pour tel salaire qu'il plairoit au riche lui donner ; que si son Parlement avoit examiné avec réflexion les ordres que S. M. a donnés sur le Commerce des grains, il auroit vu que leur exécution, étendue dans toutes les Provinces Maritimes du Royaume, laisse toute liberté & n'apporte aucun obstacle à ce Commerce dans l'intérieur, & que la défense d'exporter par Mer, sans permission, n'a d'autre objet que d'arrêter l'exportation frauduleuse à l'Etranger, que cette précaution prise depuis peu, & qui ne doit durer qu'autant que S. M. le jugera indispensable, pour assurer la subsistance actuelle de son Royaume, a déjà produit le bon effet d'arrêter le progrès rapide du prix des grains, & même de le faire baisser ; effet salutaire, dont néanmoins le Parlement de Toulouse se plaint, comme étant une suite de ce qu'il appelle *formalités*, tandis que dans une autre partie de ses *Considérations*, il attribue aux Réglemens les chertés locales ; que si le Parlement de Toulouse a aperçu dans les précautions ordonnées par S. M., des gênes nuisibles à la prospérité de la Province de Languedoc, il devoit s'adresser à S. M. par les voies quelle veut bien lui per-

mettre & que le respect pour ses ordres devoit lui inspirer , & non par des actes qui semblent mettre en opposition & faire combattre le Roi Administrateur contre le Roi Législateur. Mais son Parlement de Toulouse , au lieu de suivre une route aussi respectueuse , & la seule que S. M. puisse admettre , s'est laissé séduire par des propriétaires avides , qui ne trouveront jamais leurs grains assez chèrement vendus , & s'est porté à inférer dans son Arrêt des assertions incroyables. On n'y peut lire sans étonnement les phrases : *Plus on exportera de grains au dehors , plus il y aura d'abondance au dedans. — Il importe peu que les denrées soient chères , on ne doit être touché que de leur rareté.* Si S. M. , pour faire sentir au Parlement de Toulouse le danger des principes qu'il établit , avoit pu se déterminer à laisser exécuter ledit Arrêt , on auroit vu bientôt le prix des grains déjà au dessus du taux ordinaire , surpasser les facultés des pauvres , & dès-lors la famine naître dans le sein de l'abondance , puisqu'il est égal aux indigens que l'espece de blé manque totalement , ou qu'il ne leur soit pas possible d'atteindre le prix auquel il seroit porté. Mais la bonté de S. M. pour ses sujets , ne lui permettant pas de laisser faire une si dangereuse expérience , Elle ne cessera de donner autant de soins pour empêcher l'avilissement du prix des grains , qu'Elle apportera de vigilance pour en arrêter le progrès excessif. Le Roi , à l'exemple de ses augustes prédécesseurs , & de tout les Rois & autres Puissances de l'Univers , mettra des gênes au commerce des blés , lorsque les gênes seront indispensables : Il se servira des simples précautions , lorsqu'elles lui paroîtront suffisantes : enfin il laissera toute liberté , lorsqu'il jugera qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient. Lui seul peut connoître l'ensemble des besoins généraux de son Etat , lui seul peut conduire cette administration : il ne souffrira pas qu'aucun Tribunal particulier contredise ce qu'il aura déterminé pour le bien général ; & c'est assez que les moissons soient

exposées aux intempéries des saisons & aux fléaux du ciel, sans livrer encore inconsidérément, & sans aucune précaution, la nourriture d'une partie des hommes à l'avidité de l'autre. A quoi voulant pourvoir, &c. le Roi casse, &c. Fait S. M. défense de rendre semblables Arrêts à l'avenir, fait pareillement défense à tous Huissiers, Sergens, &c. de signifier, ou faire signifier, ou aucunement faire usage dudit Arrêt, comme aussi de signifier, ou faire signifier aucune Sentence, Jugement ou Arrêt qui pourroient être rendus par suite dudit Arrêt du 14 Novembre, sous peine de prison & de 1000 Livres d'amende. Enjoint S. M. au Sr. Intendant & Commissaire départi en la Province de Languedoc, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt: lui ordonnant S. M. de veiller à ce qu'il ne se fasse aucune sortie de blés, par aucun des Ports de la Province de Languedoc, que conformément aux ordres de S. M. &c.

19 Décembre 1772.

Les Liquidations commencent à s'ébranler: on parle déjà de trois Abbés de Grand'Chambre, l'Abbé d'Espagnac, l'Abbé Farjonnel: l'Abbé Le Noir. On fait que ces troupes du Pape marchent toujours en sûreté, & font capot dès qu'il y a le moindre danger. On dit au surplus. que le Grand Banc est toujours ferme.

19 Décembre 1772.

Il paroît décidé que l'Edit pour les Arts & Métiers n'aura pas lieu encore cette année. Plusieurs Communautés ont fait un refus formel d'y acquiescer: elles ont déclaré qu'elles quitteroient plutôt; les Pâtisiers, surtout, ont fait le diable, & ont menacé de jeter dans leur four quiconque viendrait leur donner des ordres à cet égard.

20 Décembre 1772.

Une Anecdote qui s'est passée à la Comédie, mé-

rite d'être rapportée ; quelque romanesque qu'elle paroisse, elle est soutenue par des témoignages si graves qu'elle prend consistance. M. le Duc de Bourbon aime, dit-on, *l'incognito*, & va quelquefois au Spectacle, en chenille, dans le Parterre. Peu de jours avant sa défection & celle de son pere, il y étoit dans ce travestissement avec deux de ses affidés. A côté d'eux étoit M. *Petit de la Houville*, Lieutenant particulier du Châtelet, un des zélés de ce Tribunal, exilé, comme ses confreres, à deux lieues de la Capitale, & qui profite de cette légère distance pour y venir de tems en tems, aussi *incognito*. Avant qu'on commençât, entre dans une Loge le Sr. *Puissant Deplacelles*, ci-devant Conseiller au Châtelet, & aujourd'hui Conseiller du nouveau Tribunal. De l'autre côté arrive le Sr. *Nau de St. Marc*. Ces deux confreres se saluent, ce qui attire les regards du Public. Le jeune Prince demande quels sont ces robins ? Le Sr. de la Houville voyant l'embarras de ses compagnons pour lui répondre, dit quels ils sont ; ce qui occasionne de la part de l'inconnu des propos vifs & méprisans. M. de la Houville s'approche d'un des deux gentilshommes, & leur dit : *Messieurs, vous me paraissez de la compagnie de ce jeune homme ; il parle bien imprudemment ; vous devriez le contenir ; on ne fait à côté de qui l'on est ici, & il pourroit se faire des affaires.* L'un des deux étrangers ne peut s'empêcher de sourire mystérieusement, & de lui répondre : *Oh ! Monsieur, c'est quelqu'un qui ne craint rien & qui a droit de parler comme cela.* Un tel propos excite la curiosité du Magistrat, il cherche à lier plus ample conversation avec ces Messieurs, & dans le courant de la conversation, ayant ouï un *Monseigneur* lâché sourdement, il envisage de plus en plus ce jeune Seigneur ; enfin croyant le reconnoître, il dit au Chevalier de St. Louis qui étoit de sa compagnie : *oserois-je vous demander, Monsieur, si ce ne seroit pas là M. le Duc de Bourbon ? Ce que vous m'avez dit confirme mes soupçons à cet égard.* — Ouï, lui repliqua

le Militaire, il est inutile de vous le nier ; mais ne faites pas semblant de le reconnoître. Au moyen de cette reticence, il s'encourage & lie conversation avec le jeune Prince, qui le goûte & veut savoir à son tour quel il est ; il charge un des deux officiers de sa suite de s'en informer. M. de la Houville ne fait pas difficulté de se nommer, de dire sa qualité, en demandant également de la discrétion, à cause de l'*incognito* où il doit être aussi. La conversation se termine de la sorte, & en s'en allant le Duc de Bourbon lui met la main sur l'épaule, & lui dit, *Vous êtes de nos gens, vous êtes un brave.*

————— 20 Décembre 1772. —————

Les Lettres Provinciales sont devenues extrêmement recherchées depuis leur suppression par l'Arrêt du Conseil, dont on a rendu compte. Tous les exemplaires restans chez le Libraire ont été portés à la Bastille & enfermés dans des souterrains : ce qui ajoute encore à la rareté de l'ouvrage & lui donne un autre véhicule en le rendant extrêmement cher.

————— 21 dudit. —————

On écrit de Toulouse que l'Arrêt du Conseil qui casse celui du Parlement de cette ville, y cause la plus grande fermentation, ainsi que dans toute la province ; qu'on y est d'autant plus alarmé que c'est manifester de la part de la Cour le dessein le plus formel de favoriser le Monopole, en faisant tomber le prix des grains dans cette Province, & en mettant les accapareurs étrangers en état de l'y acheter à bon compte pour le vendre ensuite très cher ailleurs. Cette conjecture se vérifie d'autant mieux qu'on déroge sans aucune raison à l'Edit, puisque le Bled n'y est point dans les marchés à beaucoup près au taux fixé pour arrêter l'exportation.

L'injustice de ce Règlement se manifeste encore mieux par ce qui se passe en Bretagne, d'où le Ministère laisse exporter à force, dans tous les Ports, mal-

gré les Réclamations des habitans, qui se plaignent de la cherté & de la rareté de la denrée, ce qui annonce bien visiblement que ce n'est nullement le bien public qui dirige une telle administration.

21 Décembre 1772.

La Court des Aides est encore plus ferme que le Parlement : aucun membre de la compagnie ne se fait liquider. Depuis l'Arrêt du Conseil dernier ils ont eu plusieurs Comités, mais M. de Malesherbes, leur sage & généreux Président, y a toujours influé du fond de son exil, & l'avis de ne point obtempérer à l'Arrêt a passé.

Il n'est pas jusques aux Procureurs qui tiennent bon & refusent constamment de se faire liquider, ce dont enrage le Chancelier, qui ne peut être tranquille sur sa besogne que lorsque par cet acte, forcé ou volontaire, tout aura ployé sous lui.

21 Décembre 1772.

Sur la question élevée si les offices d'Avocats du Parlement, créés au nombre de cent par Edit du mois de Mai 1771, seroient assujettis au Droit du Centieme Denier, il est intervenu Arrêt du Conseil du 22 Novembre, qui résout la question contre les nouveaux Titulaires, & les greve de cet impôt, ainsi que tous les autres offices du royaume : l'intention de S. M. étant qu'en se conformant aux Réglemens & Ordonnances, ils puissent en disposer par vente, résignation ou autrement.

23 Décembre 1772.

On publie un paquet d'Edits, Déclarations, Lettres patentes, enrégistrés au nouveau Tribunal : savoir 1. des Lettres patentes, données à Versailles le 8 Octobre, qui sur la contestation élevée entre les habitans, ordonne que les droits réservés seront perçus, dans la ville de Montfort-Lamaury, conformément à la Déclaration du 3 Janvier 1759, sans avoir égard aux Lettres patentes du 6 Avril

1759. Ces Lettres patentes avoient été enrégistrées en vacations, le 14 Octobre, & ont été confirmées le 4 Décembre.

2^o. Un Edit donné à Versailles au mois de Septembre, qui sur les Représentations de deux Certificateurs des criées du Châtelet de Paris qu'il n'y a plus par le nouveau Règlement de proportion entre les finances de leurs offices & les émolumens y attachés, supprime ces deux offices & en crée deux autres. Il avoit été enrégistré en Vacations, le 21 Septembre, & l'enregistrement a été réitéré le 4 Décembre.

3^o. Des Lettres patentes, données à Versailles le 4 Septembre, sur Arrêt du Conseil dudit, qui ordonne pour le meilleur ordre & éviter les frais, qu'à compter du 1^{er} Octobre prochain les commis de l'Adjudicataire des Fermes seront seuls employés à la jauge des Boissons, qui entrent dans la ville de Paris.

4^o. Des Lettres patentes données à Versailles le 6 Septembre, enrégistrées en vacations le 18 Septembre, & au nouveau Tribunal le 4 Décembre, portant que l'Edit de création de l'Ecole militaire du mois de Janvier 1751, & la Déclaration du 13 du même mois, seront exécutés dans la Principauté de Dombes, c'est-à-dire que par la Réunion de cette Province à la Couronne, les enfans de la Noblesse indigente qui y réside participeront à l'Education gratuite que S. M. fait donner au Collège de la Flèche & à l'Ecole Militaire jusqu'à concurrence de 500 Gentilshommes, qu'en conséquence le droit sur les Cartes à jouer porté à un denier par carte par la Déclaration du 14 Janvier 1751, sera levé & perçu dans la Principauté de Dombes, comme ailleurs.

Le nouveau Tribunal dans son enrégistrement a judicieusement arrêté que le Roi seroit très humblement supplié d'ordonner que le nombre des Elèves de son Ecole Militaire seroit augmenté à proportion des nouveaux Revenus.

5^o. Une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 14 Septembre, concernant les Vendanges dans l'in-

térieur des Barrières de la ville de Paris, & qui prescrit les formalités à observer : elle a été enrégistrée en Vacations le 21 Octobre, & au nouveau Tribunal le 15 Décembre, à la charge néanmoins que les propriétaires qui auront moins d'un arpent de vigne ou seulement de treilles dans l'intérieur des barrières, & qui en auroient converti le produit en vin, jouiront de l'exemption accordée par les Lettres patentes du 29 Août 1761, à proportion du produit desdites vignes ou treilles ; & que pour la présente année seulement, il sera fait déduction aux propriétaires desdites vignes ou treilles de la quantité de vins qu'auront pu produire les dites vignes dans l'intérieur, sur les vins compris en leur inventaire, à l'effet de jouir de l'exemption des Droits pour leur consommation ; lesquels droits ils seront tenus d'acquitter dans le cas de vente, soit en gros soit en détail, ou entré dans la ville : & en cas de contestation sur la quantité du produit, l'évaluation en sera faite par vigneron ou experts à ce connoissans, dont les parties conviendront, sinon qui seront nommés d'office ; encore à la charge que lors des visites permises par l'art 4. de la présente déclaration, dans le cas de refus par les propriétaires d'ouvrir leur caves ou celliers, il ne sera procédé à l'ouverture d'iceux qu'en présence de deux témoins, ou eux dûment appelés, conformément à l'art. 3. du titre second de l'Ordonnance de 1630. &c.

6°. Des Lettres patentes, données à Versailles le 27 Novembre, & enrégistrées le 9 Décembre, portant nomination à la place du *Sr. de Sorbionet*, du *Sr. Goetzman*, Conseiller en la Cour, pour veiller aux opérations de la Caisse des amortissemens.

7°. Enfin d'un Edit, donné à Versailles au mois de Septembre, enregistré le 15 Décembre, portant suppression de plusieurs Juridictions dans la Province de Normandie, & réunion aux Elections y dénommées.

26 Décembre 1772.

On ne voit pas que les Liquidations aient reçu aucun véhicule, comme s'en flattoit M. le Chancelier, soit par le dernier Arrêt du Conseil, soit par la défection du Prince de Condé & de son fils, annoncée dans la Gazette d'une façon si propre à ébranler les exilés. Les deux Pamphlets répandus à cette occasion, quoiqu'ils n'aient aucun caractère d'authenticité, ont produit un merveilleux effet, en raffermissant le courage de ceux qui étoient ébranlés : les Abbés d'Espagnac, Farjonel & le Noir, qui avoient fait les premières démarches, en sont restés-là, & sans doute ont rougi de leur lâcheté.

Cependant M. le Chancelier dispose tout pour donner à la Confiscation annoncée le plus formidable appareil de la justice; il a fait intimer ordre au Sr. Meslin, premier Commis du Contrôleur Général, chargé des Liquidations, de ne point sortir de son bureau, la veille du jour de l'an & d'y rester jusqu'à minuit : instant fatal où la Confiscation commence.

26 Décembre 1772.

Les Fermiers Généraux sont fort allarmés d'un projet de finances de l'abbé Terrai. Il est question de rembourser à chacun d'eux sur leurs fonds une somme de 560,000 Livres : ce qui leur seroit agréable si ce remboursement s'effectuoit en argent; mais comme le Contrôleur général ne connoît point cette manière, ils tremblent d'avance de son opération, d'autant que tout le monde prétend que s'il y a quelqu'injustice à faire, elle doit tomber préférentiellement sur des gens qui se sont enrichis aux dépens de l'Etat & pour qui cet échec n'est, à bien parler, qu'un moindre gain. Ce bruit sera éclairci incessamment.

28 Décembre 1772.

M. Dupaty, Avocat Général du Parlement de

Bordeaux, si connu par son zèle patriotique & par ses disgrâces glorieuses dans un âge où à peine est-on entré dans la carrière, éprouve aujourd'hui un chagrin d'autant plus vif qu'il est attaqué dans son honneur.

Ce Magistrat, consulté sur une affaire, comme particulier, avoit donné son avis & conseillé un accommodement. Les parties n'ayant pu se concilier eurent recours à lui de nouveau & le prièrent de parler dans leur procès, il représenta que c'étoit impossible puisqu'il s'étoit ouvert déjà. On insiste de part & d'autre, & celui-même contre lequel il avoit décidé le prie avec les plus vives instances de ne pas se refuser. Il y consent enfin, il donne ses conclusions comme il avoit déjà décidé : elles sont suivies généralement. Le perdant se pourvoit en Cassation, & donne pour moyen de Nullité le défaut de récusation de M. Dupaty dans une affaire sur laquelle il avoit donné son avis avant qu'elle fût mise en justice. L'Arrêt a été cassé avec une flétrissure pour l'Avocat général, qu'on déclare coupable de prévarication dans ses fonctions. Il est obligé aujourd'hui de se justifier, mais malheureusement M. le Chancelier est son ennemi personnel, & vraisemblablement n'a pas peu favorisé ce jugement.

28 Décembre 1772.

M. le Prince de Condé est allé passer son tems à Chantilly. On ne voit point qu'il influe en rien dans ce qui se passe, il est aussi nul qu'auparavant ; cependant la fermentation augmente à Versailles. M. le Chancelier n'ose en desespérer, & depuis l'époque de la défection des deux Princes, il n'est encore venu que quatre heures à Paris. Quoiqu'il soit mal chez Madame Dubarri, & y reçoive journellement des piquures, il lui fait constamment sa cour. On dit aussi que le Duc d'Aiguillon est dans un grand ébranlement, le Duc de la Vrillière craint aussi pour son compte. Tous les courtisans sont at-

sentifs aux orages qui se forment, soit pour les éviter, soit pour en profiter, comme il est d'usage.

————— 28 Décembre 1772. —————

Les troubles de Normandie occupent beaucoup le Conseil. Le Roi a pris la défense de la Noblesse, en disant qu'il avoit lu cette Requête, qu'il n'y voyoit rien que de respectueux & même de juste. Mais on a représenté à S. M. les inconvéniens de laisser ainsi se former des associations, & de se permettre des réflexions sur les œuvres de M. l'abbé Terray, qui ne pouvoient être bonnes qu'autant qu'elles ne seroient pas contrariées. Il paroît que le Roi n'a point répliqué, mais on espere du moins que ses représentations empêcheront les suites trop rigoureuses de cette procédure.

M. Dufosse est toujours à Utrecht, & sa fille reste à la Bastille. On croit que c'est un otage que la Cour se réserve contre ce fougueux Magistrat. On fait aujourd'hui qu'il avoit refusé formellement d'obéir à la Lettre de cachet qui l'exiloit à Noirmoutiers, qu'il avoit répondu au Chancelier ne point connoître de pareils ordres dans l'ordre des Loix, & qu'il demandoit en conséquence d'être accusé, jugé & condamné légalement. Le Chef Suprême de la justice avoit sur cette réponse donné ordre de l'arrêter.

————— 29 Décembre 1772. —————

Le bruit court que M. le Duc d'Orléans & M. le Duc de Chartres ont signé hier une Lettre au Roi, à peu près pareille à celle des Princes de Conti & Duc de Bourbon: qu'elle a été portée à S. M. par M. le Comte de Pons St. Maurice, premier Gentilhomme de M. le Duc d'Orléans, & que le Roi lui ayant fait dire par ce même envoyé qu'il le verroit avec plaisir, ainsi que le Duc de Chartres, son fils, ils sont partis ce matin pour se rendre à la Cour, après avoir tenu un petit Comité, composé de l'abbé de Breteuil, Chancelier du Duc d'Orléans, du Sr. Pi-

thouin, Chef de son Conseil, & du *Sr. de Belle-Isle*; Secrétaire des Commandemens de S. A. & son homme de confiance. Cette seconde défection répand chez les vrais patriotes une allarme d'autant plus grande, que l'on sait que M. le Prince de *Côny* n'est point d'accord, & reste dans la disgrâce du Maître.

30 Décembre 1772.

On répand avec affectation une copie manuscrite de la Lettre des Ducs d'Orléans & de Chartres au Roi; on la prodigue au point de la distribuer publiquement dans les Caffés. La voici :

SIRE,

» Nous avons été jusqu'à présent, mon fils & moi, persuadés que l'ordre rigoureux, qui nous tenoit éloignés de la présence de V. M., n'avoit d'autre motif que notre Réclamation. Pénétrés de douleur d'être depuis près de deux ans dans votre disgrâce, il nous restoit au moins la consolation que nous donnoit la pureté de nos intentions. »

» Il ne nous est plus permis, SIRE, de douter que V. M. regarde cet acte de notre part comme une désobéissance : cette idée est trop affligeante pour que nous ne cherchions pas à nous justifier. Elevés près du trône, dévoués à la personne de V. M., comblés dans tous les tems de ses bontés, nous vous avons donné les marques les plus sincères de notre amour; de notre fidélité, de notre respect & de notre reconnoissance. Non, SIRE, nous ne vous avons point désobéi : daignez nous écouter : nous vous exposons nos sentimens avec la loyauté & la franchise dignes des Princes de votre sang.

» Nous avons réclamé contre l'exécution d'un projet qui nous a paru dangereux dans ses principes, nuisibles dans ses effets, mal conçu même dans les vues annoncées pour le maintien de votre autorité, & ne nous présentant dans son ensemble que de grands changemens qui ne remédient à rien.

Nous pouvons être dans l'erreur : mais il n'est pas en notre pouvoir de changer d'opinion. Notre façon de penser n'est pas incompatible avec l'obéissance due à votre autorité ; nous en serons toujours les plus zélés défenseurs : nous vous devons la soumission la plus entière, non dans nos opinions, nous ne pouvons en disposer, mais dans nos démarches : c'est en quoi consiste la véritable obéissance à votre puissance souveraine, après celle que nous devons à Dieu. »

» Comme Princes de votre sang, nous devons plus que personne vous dire la vérité ; comme vos premiers sujets nous devons l'exemple de la soumission : nous avons toujours cherché à remplir le premier de ces devoirs, & nous ne nous écarteront jamais du second. »

» Voilà, SIRE, nos vrais sentimens : nous les déposons avec sincérité dans le sein de notre pere & de notre Roi : pesez-les, SIRE, dans votre équité ; suivez le mouvement de votre cœur, & nous espérons que V. M., en nous rendant ses anciennes bontés, voudra bien nous permettre de lui présenter personnellement les hommages que nous lui devons à tant de titres. »

D'après cette Lettre, M. le Duc d'Orléans & M. le Duc de Chartres. se sont rendu hier effectivement à Versailles. Introduits chez le Roi, le pere s'est servi à peu près de la même formule de compliment du Prince de Condé. S. M. leur a répondu de même, & les a conduits chez Madame la Comtesse de Provence. Il ont ramené à son appartement le Roi, qui étoit assez gai : ils ont ensuite été chez toute la Famille Royale. M. le Dauphin leur a fait peu d'accueil. M. le Comte d'Artois est celui qui les a reçus le mieux, c'est-à-dire avec une véritable cordialité, une joie très marquée. Ils ont retourné chez le Roi une troisième fois. Comme ils en sortoient M. le Duc d'Aiguillon leur a dit : *si Vos Altesses vouloient faire une chose bien agréable au Roi, lui causer une*

grande satisfaction, ce seroit d'aller voir Madame la Comtesse Dubarri. Le Duc d'Orléans a répondu pour les deux qu'ils s'estimoient heureux de prouver leur zele & leur attachement à S. M. Ils se sont transportés chez la favorite. M. le Duc d'Orléans y a paru avec un air très grave & très sérieux. Le Duc de Chartres s'y est comporté avec une grande aisance, en folâtrant avec la Comtesse, à laquelle cette familiarité n'a pas déplu. Les Princes sont revenus à trois heures à Paris.

30 Décembre 1772. —————

L'Histoire Philosophique & Politique des Etablissements & du Commerce des Européens dans les deux Indes, dont on a parlé plusieurs fois, répandue ici depuis longtems & dont on a même renouvelé l'Edition, vient enfin d'attirer l'attention du Gouvernement. Il paroît un Arrêt du Conseil du 19 Décembre, qui la supprime de l'avis de M. le Chancelier, comme introduite de l'Etranger en France, attendu que S. M. a reconnu qu'elle contenoit des propositions hardies, dangereuses, téméraires & contraires aux bonnes mœurs & aux principes de la Religion, &c.

31 Décembre 1772. —————

On a fait imprimer un petit *Avis* en forme de Lettre circulaire, daté du 29 Décembre, par lequel on avertit les Exilés & Liquidables que M. le Duc d'Orléans & M. le Duc de Chartres vont ce jour-là à Versailles à l'insçu de M. le Chancelier : ce qui doit fortifier l'augure favorable qu'on avoit tiré de l'apparition du Prince de Condé en ce pays-là. Du reste on exhorte lesdits Exilés & Liquidables à tenir bon : on leur fait accroire que tout est perdu s'ils ne sont fermes. Ce petit brûlot a été envoyé en diligence & a circulé très promptement.

F I N.



141 J =

26



